

Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences sur le développement





Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences sur le développement

Pour commander des exemplaires du *Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences sur le développement*, veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
P.O. Box 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél: +251-11- 544-9900
Télécopie: +251-11-551-4416
Adresse électronique: ecainfo@uneca.org
Web: www.uneca.org

© 2017 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés
Premier tirage : avril 2017

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Conception graphique et imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

Photos de couverture: Shutterstock

Table des matières

Acronymes.....	v
Remerciements	vii
Résumé	ix
Messages clefs.....	x
Introduction	1
Définition du Sahel et particularités des États le long des deux corridors de conflits	2
L'importance du Sahel	3
L'approche de l'étude de cas comme méthode.....	5
Cadre analytique : recours à une approche axée sur le développement humain ..	6
L'exploration des causes profondes : l'arborescence des conflits	10
Aperçu des chapitres	11
CHAPITRE 1: Le Sahel comme complexe de sécurité.....	12
1.1 Cerner un complexe de sécurité sahélien.....	12
1.2 La coexistence de deux complexes de sécurité au Sahel	14
1.3 Le complexe de sécurité sahélien fondé sur les populations (transnational)	15
1.4 Le Sahel comme complexe de sécurité régional fondé sur les États.....	17
1.5 Jeter la lumière sur ces complexes de sécurité divergents et sur leur connexion avec le phénomène des conflits armés et de l'insécurité.....	18
1.6 Conclusions	21
CHAPITRE 2: Les causes structurelles et immédiates et les facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité dans les pays du sahel	22
2.1 Aperçu régional.....	22
2.2 Aperçu de pays : Le Mali.....	27
2.3 Aperçu de pays : La Mauritanie.....	31
2.4 Aperçu de pays : Le Burkina Faso.....	34
2.5 Aperçu de pays : Le Nigéria	36
2.6 Aperçu de pays : Le Niger	40
2.7 Conclusions	44
CHAPITRE 3: Récapitulatif des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement humain dans les pays du Sahel	45
3.1 Récapitulatif régional	45
3.2 Aperçu de pays : Le Mali.....	62
3.3 Aperçu de pays : le Burkina Faso	66
3.4 Aperçu de pays : La Mauritanie.....	71
3.5 Aperçu de pays : Le Nigéria	79
3.6 Aperçu de pays : Le Niger	86
3.7 Conclusions	89

CHAPITRE 4: Types de réponses apportées aux conflits et à l'insécurité au Sahel 91

4.1	Intérêt excessif porté aux préoccupations sécuritaires extérieures : avènement d'un complexe de sécurité régional divergent.....	91
4.2	Aperçu général des politiques et des stratégies sur le Sahel.....	94
4.3	Réflexion sur la perspective adoptée par les acteurs humanitaires envers le Sahel	101
4.4	Conclusions	103

Conclusion : Incidences sur les politiques et recommandations pour de futures interventions au Sahel 106

Que faut-il faire ?	106
---------------------------	-----

Annexes..... 108

Annexe 1	108
Annexe 2: Aperçu de l'impact des conflits armés sur la croissance économique et la gouvernance dans la région du Sahel	114

Bibliographie 135

Liste des tableaux et des figures

Tableau 1 : Deux complexes de sécurité divergents au Sahel	20
Tableau 2.1 : Réfugiés du premier groupe de pays sahéliens (en 2014)	51
Tableau A1.1 : Matrice des études de cas et méthodes d'obtention des données..	108
Tableau A1.2 : Matrice de données	111
Tableau A2.1 : Matrice de corrélation entre indicateurs de conflit et indicateurs macroéconomiques	126
Tableau A2.2 : Matrice de corrélation entre indicateurs de conflit et indicateurs de gouvernance	127
Tableau A2.3: Statistique descriptive	128
Tableau A2.4: Régression OLS de conflit par rapport à la croissance économique	130
Tableau A2.5 : Estimations de variables instrumentales de conflit et de croissance économique	131
Tableau A2.6 : Estimation des moindres carrés ordinaires de conflit et de croissance économique	132
Tableau A2. 7: Estimation de variables instrumentales de conflit et de gouvernance	133
Tableau A2.8 : Variables, définitions et sources.....	134

Figure 1 : Indice de développement humain du premier groupe de pays sahéliens	4
Figure 2.1 : Explosion démographique des jeunes (pourcentage de la population de moins de 35 ans), 2014.....	24
Figure 2.2: Taux de fécondité, (naissances totales par femme) 2013	24
Figure A2. 1 : Croissance économique et conflit.....	129
Figure A2. 2 : Gouvernance et conflit.....	129
Figure A2. 3 : Dépenses militaires et conflit.....	129
Figure A2. 4 : Dépenses militaires et croissance	129

Acronymes

ADAPT-G	Équipe du Partenariat d'aide au déploiement africain
AFRICOM	Centre de commandement des États-Unis pour l'Afrique
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BAD	Banque africaine de développement
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CDP	Congrès pour la démocratie et le progrès (Burkina Faso)
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communautés économiques régionales
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CRA	Centre régional Agrhymet
DRC	Division du renforcement des capacités
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FMM	Force multinationale mixte
G5 Sahel	Groupe de cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad)
GSPC	Groupe salafiste pour la prédication et le combat
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HCUA	Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad
IDE	Investissement direct étranger
IDH	Indice de développement humain
IID	Indépendantes et identiquement distribuées
MAA	Mouvement arabe de l'Azawad
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MISAHÉL	Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel

MISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MNJ	Mouvement des Nigériens pour la justice
MNLA	Mouvement national pour la libération de l’Azawad
MPSA	Mouvement populaire pour le salut de l’Azawad
MUJAO	Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’Ouest
NNPC	Nigerian National Petroleum Corporation
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation(s) non gouvernementale(s)
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation(s) de la société civile
OXFAM	Comité d’Oxford pour la lutte contre la famine
PAM	Programme alimentaire mondial
PAS	Programmes d’ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRIO	Institut international d’Oslo de recherches sur la paix
SIPRI	Institut international de recherches pour la paix de Stockholm
SNIM	Société Nationale des Industries Minières
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture
UNOWA	Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest
VIH/sida	Virus de l’immunodéficience humaine/syndrome d’immunodéficience acquise

Remerciements

En 2014, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a proposé d'entreprendre une étude sur le thème « Les conflits dans la région du Sahel et leurs coûts et conséquences pour le développement ». Cette idée faisait écho au souhait exprimé par la Présidente de la Commission de l'Union africaine, M^{me} Nkosazana Dlamini Zuma, de voir se réaliser une évaluation factuelle des causes profondes des conflits dans le Sahel, de leurs conséquences pour le développement et de leurs incidences sur la gouvernance et la croissance économique. Une telle étude pourrait en effet fournir à l'Union africaine une base et des éléments d'appréciation empiriques lui permettant d'élaborer des options éclairées en matière de politiques et des stratégies d'intervention menant à l'adoption de solutions durables aux crises qui touchent la région sur le plan du développement et de la sécurité.

En abordant ce travail, la CEA a décidé de se pencher sur deux thèmes centraux : l'évaluation des causes profondes des conflits dans la région du Sahel et les incidences de ces conflits sur le développement économique de la région. Dans l'évaluation des causes profondes, la Commission a reconnu la nécessité d'analyser les causes à la fois économiques et non économiques, d'identifier les facteurs intérieurs, régionaux et internationaux de déstabilisation, et d'établir une distinction entre les causes structurelles et les causes immédiates (facteurs de déclenchement). L'on s'attendait que l'analyse des incidences et des répercussions des conflits sur le développement permette d'identifier les mécanismes des conflits et les façons dont ils influencent la croissance économique. Il était aussi prévu, dans toute la mesure possible, de quantifier les coûts humains et matériels de ces conflits et d'en examiner les répercussions sur les modes de développement économique et social.

Le programme sur les conflits et le développement a bénéficié des conseils et de la direction de Carlos Lopez, Secrétaire exécutif de la Commission, et d'Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA chargé de la production de connaissances CEA et Économiste principal de la CEA, qui ont activement soutenu la préparation des trois études régionales.

Adeyemi Dipeolu, Directeur de la Division du renforcement des capacités (DRC) de la CEA a dirigé la préparation d'ensemble du programme sur les conflits et le développement. M^{me} Emebet Mesfin a assuré la coordination des contributions techniques au rapport ainsi qu'au programme global sur les conflits et le développement. Le rapport a, de plus, bénéficié des contributions appréciables de membres du personnel de la Division du renforcement des capacités que sont Jalal Abdel-Latif, Francis Ikome, Lucie-Delphine Boucher, Fernand Jean-Francois Pissang Keller, Firmin Vlavanou et Bilisson Hassen, ainsi que du soutien administratif fourni par Aster Yitayew et Bilisson Hassen.

Le présent rapport a été préparé par M^{me} Funmi Olosinakin, professeur de sécurité, de leadership et de développement au King's College de Londres. Elle a bénéficié de contributions substantielles de la part de M. Olawale Ismail, chef de la recherche à International Alert, de M. Abiodun Aloa, professeur d'études africaines au

King's College de Londres, de M. Ekaette Ikpe, chargée de cours en économie du développement en Afrique, également au King's College de Londres, ainsi que de celles de deux assistants de recherche, Jacob Kamau Nyokabi et Anisha Hira à l'African Leadership Centre du King's College de Londres. Le rapport contient les résumés d'études de pays menées par d'autres membres de l'équipe de recherche, à savoir : Boubacar Ndiaye, professeur de sciences politiques au Wooster College, dans l'Ohio ; Awino Okech, associé de recherches principal à la faculté de sciences politiques et de relations internationales de l'Université de Johannesburg ; Joao Gomes Porto, professeur invité, Institut des études sur la paix et la sécurité à l'Université d'Addis Abeba ; et Malokele Nanivazo, chargé de cours à la faculté des sciences économiques de l'Université du Kansas, qui a entrepris une analyse statistique de l'impact des conflits armés sur la croissance économique et la gouvernance dans le Sahel. Une équipe de chercheurs de la DRC de la CEA, composée d'Emebet Mesfin, de Firmin Vlavanou, de Lucie Boucher et de Fernand Pissang, a aussi apporté sa contribution à la préparation du rapport.

La CEA tient à exprimer sa gratitude envers M^{me} Hiroute Guebre Sellassié, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahel, et envers ses collaborateurs. Nous sommes aussi reconnaissants envers le Centre Savannah pour la diplomatie, la démocratie et le développement pour sa participation et son partenariat actifs au projet.

Résumé

Au cours des 25 dernières années, le Sahel a attiré à l'échelle internationale beaucoup d'attention sur le plan scientifique et politique en raison des problèmes environnementaux qu'il rencontre qui se manifestent souvent par des sécheresses, des famines et la désertification, entre autres phénomènes. Deuxième fait dans la région : les effets des changements environnementaux ont appauvri la pauvreté. Une troisième raison de l'intérêt porté au Sahel tient à la gravité et à l'ampleur des problèmes de sécurité et des défis que l'irréductibilisme ethno-nationaliste, à la propagation des armes légères et de petit calibre, à l'augmentation de la criminalité organisée et des réseaux criminels et à la multiplication de groupes radicaux armés.

Le travail de recherche est axé sur les États de première ligne, par rapport à deux corridors de conflit, situés respectivement au nord du Mali et au nord-est du Nigéria (bassin du lac Tchad). Ces zones sont celles où les conflits armés et les actes de violence à grande échelle sont monnaie courante. Ces deux corridors présentent des traits spécifiques et des caractéristiques communes. En premier lieu, les incidences des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle s'y manifestent directement ou sur un plan géographique. En deuxième lieu, l'insécurité y a provoqué des réactions gouvernementales sous forme de déploiements de troupes, d'une multiplication des patrouilles et des combats avec des groupes armés. En troisième lieu, des tensions y surgissent entre les communautés d'accueil et les communautés de personnes déplacées ou de réfugiés. Et en quatrième lieu, ces corridors dépassent les frontières nationales.

Dans le corridor qui prend naissance dans le nord du Mali qui a été le théâtre de conflits armés intenses, les traits spécifiques et les caractéristiques communes s'étendent aux zones limitrophes de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso, pays qui font les frais de l'insécurité liée à la situation de conflit. De manière analogue, le corridor qui prend naissance dans le nord-est du Nigéria s'étend au Niger, au Cameroun et au Tchad, qui ressentent tous les incidences de la crise provoquée par Boko Haram. Cependant, la présente étude porte essentiellement sur les cinq pays, qu'elle désigne comme pays de première ligne, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigéria. Elle est limitée aux États de première ligne en raison du peu de temps disponible pour la recherche et pour des raisons de simplicité et de cohérence de l'analyse, ainsi que pour permettre des évaluations factuelles et des analyses approfondies des causes fondamentales et des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance.

L'accent mis sur ces États de première ligne n'exclut pas que l'on jette un regard sur d'autres pays sahéliens non immédiatement concernés, que l'on y recueille des données et que l'on en tire des exemples. Les pays d'importance secondaire en la matière sont notamment l'Algérie, le Cameroun, le Tchad et la Guinée-Bissau. Lorsque l'étude a été lancée, le Cameroun et le Tchad n'étaient pas encore devenus d'importants prolongements du corridor de conflit apparu dans le nord-est du Nigéria. Toutefois, le nord-est du Niger comme principal prolongement de ce corridor revêt une importance particulière : il est situé en effet à l'intersection des deux corridors

– celui qui prend naissance dans le nord-est du Mali et celui qui part du nord-est du Nigéria – et constitue le point d’aboutissement des formes d’insécurité causées par les conflits armés.

Messages clefs

- a) ***Les réalités du Sahel obligent à un réexamen radical de la conception de l’État africain et à la mise en place en Afrique de cadres favorisant la dynamique régionale et les interventions internationales.*** Les méthodes de résolution et les interventions face aux conflits et à leurs répercussions pour le développement n’ont guère varié au cours des ans, que ce soit en termes de recherches, de politiques ou de programmes. Cependant, les populations autour desquelles ces interventions sont agencées sont en pleine évolution. La mutation constante du contexte des conflits – tant mondiaux que régionaux – pose des défis aux efforts visant à réaliser une paix et un développement durables. En effet, ces évolutions paraissent mettre en cause la notion traditionnelle selon laquelle l’État représente la principale lentille à travers laquelle il convient d’analyser les réponses face aux conflits armés. La présente étude montre que la situation dans le Sahel remet en cause l’idée d’organiser des activités selon une logique fondée sur un contexte statique.
- b) ***Les conflits et les formes d’insécurité répandues dans le Sahel et leurs conséquences sur le développement doivent être appréhendés à la lumière de deux forces divergentes : un complexe sécuritaire régional fondé sur les États et un complexe sécuritaire transnational fondé sur les populations.*** Il est possible de dégager une perception du Sahel en tant que ***région de sécurité***. Plutôt qu’une structure régionale reliant les États, cette région de sécurité se concrétise tant au niveau des États qu’au niveau des groupes d’individus. Ces deux complexes obéissent à des logiques différentes. Le complexe de sécurité étatique repose sur des préoccupations face aux menaces immédiates qui planent sur l’État, par exemple celles qui proviennent de la violence armée et de la criminalité organisée et contre lesquelles les réponses seront principalement d’ordre militaire. En revanche, le complexe de sécurité fondé sur les populations résulte de préoccupations existentielles profondément ancrées chez les humains, qui relie à la fois les besoins de sécurité humaine et les besoins de développement humain des populations, ce qui engendre d’importantes formations (transnationales) régionales. Les populations du Sahel sont à la recherche d’un ensemble de réponses (n’excluant pas des actes de violence) à ces besoins. On peut soutenir que le dénouement dans le Sahel en matière de développement et de sécurité dépendra de laquelle de ces deux forces prendra l’ascendant, dans le cas si elles ne convergent pas.
- c) ***Les facteurs qui sous-tendent ces deux complexes de sécurité façonnent la manière dont se définit le Sahel, celle dont sont perçues les situations de conflit et d’insécurité ainsi que leurs conséquences pour le développement et celle dont diverses parties intéressées réagissent aux défis de la région. Les décideurs politiques feraient bien d’en tenir compte.*** La dimension humaine

distincte du complexe de sécurité sahélien a été en partie façonnée à travers l'histoire, par exemple par la manière dont les populations ont affronté des menaces communes issues du milieu naturel. L'accent est davantage mis sur les menaces non militaires. Les besoins de développement humain et de sécurité se rejoignent pour constituer aussi un complexe de développement humain. La mobilité de la population, entre autres, devient un facteur clef lorsqu'on perçoit le Sahel comme un complexe de sécurité transnational. La situation au Sahel, en tant que complexe de sécurité régional (fondé sur les États) résulte des intérêts que des acteurs externes y détiennent, de la perception qu'il existe des menaces à leur sécurité et de l'acceptation des élites gouvernantes du Sahel de la poursuite de ces mêmes intérêts. Elle découle dans une moindre mesure de la conception que se font les populations sahéliennes de leur sécurité ou de leur insécurité. Le « transnationalisme » dans le Sahel est antérieur aux formes d'insécurité qui ont surgi récemment dans la région, mais il est souvent traité en tant que branche de la circulation des groupes armés et des réseaux criminels, laquelle branche facilite les conflits et l'insécurité.

- d) Les populations en général et les acteurs étatiques (notamment les élites gouvernantes) interprètent différemment divers défis à la sécurité et accordent invariablement des priorités différentes à ces préoccupations sécuritaires. C'est cela la cause profonde de l'insécurité qui prévaut sur une grande échelle dans le Sahel et un facteur qui contribue à faire perdurer les conflits et l'insécurité.** Les préoccupations sécuritaires, telles que celles liées à l'environnement, à la sécheresse et à l'exclusion sociale, font peser une menace existentielle sur les populations sahéliennes. Paradoxalement, ce sont les stratégies et les moyens de recours qui donnent de la résilience aux populations cherchant à surmonter ces menaces qui sont considérés par les acteurs étatiques comme représentant de graves menaces pour l'État et tendent à échapper à des représailles militaires. Par extension, la porosité des frontières, qui pourtant constitue un facteur de résilience pour des populations dont l'un des mécanismes d'adaptation est de pouvoir franchir les frontières afin de réduire leur insécurité, est également la source même de la menace qui pèse sur les États sahéliens.
- e) L'amalgame de ces deux complexes offre une chance pour la sécurité et la stabilité et par extension pour le développement humain au Sahel.** En étendant les préoccupations sécuritaires nationales pour y inclure celles procédant de la perception que se font les populations sahéliennes de leur insécurité, il serait éventuellement possible de privilégier les questions existentielles préoccupantes et d'aboutir à une réorientation qualitative des réponses politiques et programmatiques. Il en découlerait également une reconfiguration des intérêts et des partenariats au Sahel.
- f) Les facteurs qui, ensemble, donnent lieu à ces deux complexes de sécurité divergents au Sahel (illustrés au tableau 1 se trouvent dans les causes structurelles et immédiates des conflits et de l'insécurité au Sahel ainsi que dans les facteurs qui les entretiennent, dont un aperçu se trouve dans le rapport (avec une courte description ci-dessous). L'aperçu est puisé dans les**

études de cas des pays et fournit quelques explications à propos des deux complexes de sécurité divergents – celui fondé sur l'État et celui fondé sur les populations – dans le Sahel. Ces facteurs sont présents dans l'ensemble des régions et des pays du Sahel couverts par l'étude :

Causes structurelles :

- **Le stress environnemental** découlant de leur situation géographique expose les pays du Sahel et leurs populations à des conditions telles que la sécheresse, la désertification, les variations des précipitations accompagnées d'incidences sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Cela conduit à une série de problèmes : tensions internes, déplacements et arrivées/départs de flux de réfugiés, migrations (de jeunes), violence intercommunautaire et relance de l'irrégentisme (touareg) et instabilité politique.
- **Les griefs historiques.** À des degrés divers, ils ont compliqué les relations entre les groupes et la dynamique politique ainsi que les processus de renforcement de l'État dans les pays sahéliens étudiés. L'incapacité des États de répondre de manière appropriée à des griefs fortement enracinés a exacerbé les problèmes existants, qui se sont amplifiés et se sont manifestés par la propagation du terrorisme, de la criminalité et du djihadisme dans le Sahel.
- **Le processus fracturé de consolidation des États.** Bâtir une identité nationale commune et un destin commun au sein des populations des États sahéliens a été un défi profondément ancré à la base des conflits.
- **L'explosion démographique des jeunes.** Dans tous les pays sahéliens ayant fait l'objet de l'étude, la population se compose en moyenne de plus de 60 % de jeunes de moins de 25 ans. Les implications de cet état de choses sont fort graves, qui s'ajoutent aux défis du stress environnemental, à l'exclusion socio-économique et à l'instabilité politique.

Causes immédiates et facteurs entretenant les conflits :

- **Les migrations.** À travers les pays sahéliens, elle fait partie de la vie quotidienne des populations du Sahel, pour des raisons indépendantes des conditions climatiques. Les flux de réfugiés, qui se déplacent parfois avec leur bétail hors des zones du Mali, du Niger et du Nigéria en proie à la guerre provoquent un accroissement de l'insécurité.
- **L'insécurité alimentaire.** Les estimations actuelles relatives à l'insécurité alimentaire portent sur un nombre total de 19,8 millions de personnes, dont au moins 2,6 millions ont déjà franchi le seuil d'urgence et ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate.
- **Les coups d'État à motivation politique.** Des coups de force militaires, des mutineries et des ingérences ouvertes et déguisées sur le plan politique se sont produits régulièrement dans les pays de première ligne. On peut

donc dire, de manière générale, que les politiques d'exclusion ainsi que les politiques répressives associées à la politisation des établissements chargés de la sécurité ont constitué des facteurs significatifs d'instabilité et d'insécurité dans le Sahel.

- **La montée des réseaux djihadistes et des réseaux criminels.** Les conflits et les formes d'insécurité dans les pays sahéliens et leurs auteurs qui y sont impliqués se sont transformés de mouvements animés par des griefs en des phénomènes complexes avec des incidences sur le plan interne et régional. Cela a été tout particulièrement manifeste au Mali et au Nigéria, avec de graves conséquences pour le Niger.
 - **L'insécurité et les conflits régionaux et transfrontaliers.** La sécurité des États sahéliens est invariablement liée à la dynamique régionale et transnationale relative à la sécurité, certains pays étant plus exposés à cette dynamique que d'autres.
 - **La corruption et la précarité socioéconomique générale.** : Tous les pays sahéliens considérés dans la présente étude possèdent des ressources naturelles considérables. Cependant, ils sont tous en proie à des problèmes de gouvernance. Ainsi, ils n'ont pas pu mettre en place une gestion efficace de la croissance démographique des jeunes et des problèmes de chômage et de vulnérabilité à la radicalisation qui en découlent. L'incapacité de rompre un cycle, dans lequel l'exclusion et les doléances non résolues se transforment en opposition violente à l'État, renforce les récits des mouvements extrémistes insurrectionnels et fournit une justification à leur cause.
 - **La dynamique mondiale et le rôle des acteurs externes.** Le contexte global de la guerre contre le terrorisme a suscité des discours et des contre-discours présentant les groupes radicaux islamiques comme une menace aux cultures prônant la démocratie et la civilisation occidentale comme une menace à l'islam. La dynamique créée ultérieurement au Sahel n'a fait qu'accentuer ce phénomène. La présence d'un éventail d'acteurs extérieurs (y compris ceux chargés de la sécurité et le personnel des industries extractives) dans la région ne va pas nécessairement dans le sens d'une transformation de cette dynamique au profit des populations sahéliennes.
- g) Les enquêtes empiriques sur l'impact des conflits armés et de l'insécurité sur la gouvernance et la croissance économique dans la région du Sahel, en particulier celles réalisées dans les cinq États de première ligne, montrent qu'ils ont une incidence accrue sur la gouvernance.** Les deux plus importantes conséquences des régressions (voir le chapitre 3 du rapport) sont que l'impact négatif des conflits est plus prononcé sur la gouvernance que sur la croissance économique dans les États de première ligne. Les autres déterminants de la gouvernance jouent des rôles clés dans l'atténuation de l'impact des conflits. Ces résultats sont intéressants d'un point de vue politique, car ils indiquent qu'il est important de renforcer la gouvernance pour atténuer l'impact négatif des conflits.

- h) Une analyse qualitative de l'impact des conflits armés et de l'insécurité au Sahel du point de vue tant des régions que des pays met en évidence un éventail d'incidences transversales liées à l'aspect économique et à la gouvernance qui accentuent les complexes de sécurité divergents. Ces incidences sont brièvement décrites ci-dessous, avec un aperçu détaillé au chapitre IV du présent rapport.**

Incidences économiques

- **Incidences macroéconomiques communes, quoique variables** : Les conflits armés et l'insécurité continuent à avoir des incidences macroéconomiques à des degrés divers dans l'ensemble des pays du Sahel. Les incidences macroéconomiques oscillent entre les niveaux local et national. Le type et l'ampleur de ces incidences sont liés à la nature de l'économie concernée (en particulier le rôle que l'agriculture y joue), à la proximité géographique des deux corridors de conflits et à la croissance dans d'autres secteurs, notamment ceux des minéraux et des hydrocarbures. Dans des pays tels que le Mali et le Niger, les incidences macroéconomiques prennent une dimension plus nationale, contrairement à d'autres pays tels que le Nigéria, le Burkina Faso et la Mauritanie, où il est plus localisé.
- **Personnes déplacées et réfugiés** : Pratiquement tous les pays le long de la ceinture sahélienne sont soit des territoires d'accueil soit des territoires d'origine des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En 2014, au moins 3,5 millions de personnes avaient été déplacées par les conflits armés et l'insécurité dans les deux couloirs (nord du Nigéria et nord du Mali) dans la région du Sahel¹.
- **Dépenses accrues liées à l'insécurité** : Il y a eu une augmentation marquante des activités et des dépenses de sécurité dans tous les pays du Sahel touchés par les conflits armés et l'insécurité. La portée et l'étendue des augmentations varient, en fonction de quatre facteurs : la proximité des corridors/théâtres des conflits ; l'intensité des conflits et des menaces à la sécurité ; les liens avec l'extraction des ressources naturelles et la nature de la politique ; et le rôle et l'influence persistants des militaires dans la gouvernance.
- **Aggravation de la pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique** : Il ressort des études de cas qu'ensemble, les conflits armés et l'insécurité ont entraîné ou aggravé la pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique dans les régions et les zones au sein et autour du Sahel. L'ampleur de l'impact n'est pas la même et dépend de la proximité des deux corridors, tout comme celle des déplacements, de l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées et la dynamique entre politique et sécurité qui subsiste localement.

¹ Conseil norvégien pour les réfugiés, 2014. Aperçu général : Populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays suite à des conflits et à la violence.

Incidences sur la gouvernance :

- **Éviction de l'administration et perturbation de la gouvernance démocratique :** Les principaux pays au centre des conflits et de l'insécurité dans les deux couloirs (ceux du Mali et du Nigéria) ont connu une perturbation de la gouvernance courante et de la prestation de services dans des régions et des communautés au Sahel et à sa périphérie (appelée « phénomène du Nord »). Les zones et les communautés du Sahel touchées par des conflits se caractérisent de plus en plus par l'absence des fonctionnaires, leur éviction ou leur remplacement par des groupes insurrectionnels.
 - **Répressions des libertés civiles et des droits de l'homme :** Dans les pays couverts par l'étude, les populations civiles, surtout celles vivant dans des régions et des communautés directement touchées par les conflits et l'insécurité qui prévalent dans le Sahel se heurtent à des restrictions de leurs libertés civiles et fondamentales et à des violations de celles-ci par des groupes insurgés ainsi que par des forces de sécurité du gouvernement.
 - **Situations d'urgence humanitaire complexes :** Les zones touchées par les conflits et les collectivités vivant dans les pays du Sahel vivent de plus en plus des situations d'urgence humanitaire complexes, au vu de la conjonction de crises multiples et la rupture/dégradation de l'ordre public et de l'autorité provenant d'une combinaison de cataclysmes internes et transfrontaliers ainsi que des conséquences transfrontalières et transnationales qui s'y rattachent. L'ampleur varie à l'intérieur des pays comme d'un pays à l'autre et est la plus grande dans les zones touchées par les conflits au Mali et au Nigéria, avec ensuite les villages et les communautés se trouvant dans les régions frontalières.
 - **L'empreinte sécuritaire des relations étrangères :** Les conflits armés et l'insécurité dans le Sahel ont transformé les relations régionales et internationales des pays sahéliens. Des pactes de sécurité, des programmes de coopération et de collaboration et des opérations mixtes dominent maintenant les relations aux niveaux bilatéral et multilatéral. Cela a déclenché et continue de renforcer une approche des conflits et de l'insécurité dans le Sahel essentiellement centrée sur l'application de la loi. L'empreinte sécuritaire des relations internationales se traduit également par un rôle accru et une plus grande implication des grandes puissances dans les questions de sécurité partout dans le Sahel.
- i) **Il y a une prolifération de stratégies concernant le Sahel appliquées avec peu de synergie, de coopération et de coordination.** Bien que la compréhension de la situation dans laquelle se trouvent les populations sahéliennes soit limitée, les stratégies et les politiques sur la région prolifèrent. Chaque acteur majeur semble avoir sa propre stratégie, mais il y a peu de coordination et d'harmonisation entre les organisations ; de plus, la situation qui prévaut dans la région donne lieu à une concurrence entre un certain nombre d'organisations et d'organismes dans la recherche de fonds.

- j) **Les politiques relatives au Sahel souffrent tant d'un manque de compréhension de l'interdépendance et des liens qui existent entre les populations qui y habitent que de l'absence de statistiques et d'autres indicateurs fiables.** La compréhension des réalités de l'existence et des conditions de vie dans le Sahel est limitée. Les liens réciproques qui existent dans la région sont rarement perçus comme étant animés par ceux qui y vivent eux-mêmes, et l'importance de ce qui n'est pas formel n'est pas pleinement jaugée. Rien ne semble indiquer que les politiques appliquées à l'heure actuelle dans le Sahel sont inspirées de la réalité vécue des gens ainsi que des tendances qui ont mis en lumière ces réalités au cours des dernières décennies. Les modes d'interaction des populations sahéliennes ont longtemps été à caractère transnational. Au mieux, ce transnationalisme rejoint les acteurs étatiques selon des voies régionales et ne saurait être confiné dans des espaces nationaux.
- k) **Les réponses à ce qu'est une crise régionale et à ce qu'est une crise transnationale sont profondément nationales par leur portée.** Les réponses aux conflits et à l'insécurité dans le Sahel ne sont pas bien analysées, et cela limite sans cesse l'impact des interventions. Toutes les réponses opérationnelles sont nationales par leur portée. Les ripostes des institutions dont le mandat est régional sont généralement menées par des États, elles sont traitées de gouvernement à gouvernement et leurs résultats se manifestent sur un plan national. La plupart des ripostes ne font pas participer les parties prenantes évoluant au niveau infranational ; il s'agit en particulier des réponses qui ne sont pas formelles ou institutionnalisées et ne nécessitent pas de constants déplacements à travers les frontières nationales et de celles qui sont organisées au niveau régional.
- l) **L'approche humanitaire offre une solution de rechange éventuelle, un cadre exemplaire de réponse aux difficultés du Sahel.** Les organismes humanitaires tels que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) considèrent la crise qui le secoue comme ayant un caractère régional et proposent une réponse régionale. Dans le cadre d'intervention du Bureau, l'aide alimentaire et humanitaire est déployée dans une perspective régionale, à travers toute la région. Bien que les analyses et le soutien pays par pays soient importants, les actions entreprises au niveau national sont considérées comme donnant des résultats limités. Ainsi, la priorité est accordée aux initiatives transfrontalières. Cette approche cadre mieux avec les réalités transnationales de la population de la région, car elle suit les déplacements des populations en général.
- m) **Le fort accent placé sur le terrorisme et la criminalité, et les réponses militaires qu'y apportent de puissants acteurs externes pour lesquels facteurs constituent un grave danger, relègue les menaces à la sécurité humaine qui existent depuis longtemps au Sahel au second plan.** La présence de diverses organisations internationales, en particulier d'institutions multilatérales telles que l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, offre une réelle occasion d'apporter des réponses aux vrais besoins de sécurité et de développement des populations sahéliennes. Les approches d'ordre militaire

de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité au Sahel se sont avérées insuffisantes pour résoudre les problèmes structurels sous-jacents de tous ses pays. Ces approches sont devenues une source de ressentiment au sein de populations sahéliennes et elles ont contribué à accroître l'influence des acteurs non étatiques qui interviennent dans le domaine de la sécurité. Ni les préoccupations des États relatifs à la sécurité ni les problèmes de sécurité des populations ne sont allégés par l'accent limité des approches militaires. L'attention internationale convergente accordée à la situation au Sahel doit concerner davantage les conditions réelles de ses populations, qui sont les causes structurelles des formes d'insécurité qui prévalent dans la région.

- n) **Les États africains et les institutions régionales doivent répondre aux défis que pose la situation au Sahel et leurs cadres institutionnels et leurs programmes doivent être adaptés aux réalités que vivent leurs populations.** Les régions sahéliennes de tous les cinq pays qui sont au cœur de ces investigations portent témoignage d'importants éléments d'insécurité humaine et de conséquences des conflits pour le développement. Les cadres de riposte de l'Union africaine et communautés économiques régionales doivent être réaménagés et adaptés à cette réalité. Un engagement accru en faveur de l'avènement de conditions humaines non dictées par les États et l'adaptation à celles-ci offriront une stratégie plus appropriée permettant de relever les types de défis que connaît le Sahel et d'instaurer la convergence entre les deux complexes de sécurité.
- o) **L'efficacité des cadres régionaux et internationaux adaptés dans la résolution des problèmes du Sahel dépend en grande partie de la mesure dans laquelle les lacunes cruciales dans le leadership peuvent être comblées.** Beaucoup dépendra de la capacité et de la disposition des élites gouvernantes à poursuivre des objectifs communs avec les populations concernées. Un réaménagement des priorités en matière de sécurité pour y inclure les préoccupations existentielles des populations qu'ils gouvernent aurait une plus grande chance de faire converger le complexe fondé sur les États et le complexe fondé sur les populations.

Principales recommandations

- a) **L'Union africaine et les institutions régionales ainsi que l'Organisation des Nations Unies devraient adopter une approche authentiquement fondée sur la région et appliquée sous une optique transnationale, afin d'instaurer la convergence entre les deux complexes de sécurité au Sahel.** Leur analyse de la situation au Sahel ne doit plus être intensément centrée sur le niveau national, mais suivre une optique transnationale. Un agenda régional collectif comprenant la mise en œuvre de programmes à un niveau transnational offrirait un cadre plus approprié permettant de réagir aux conditions de vie du Sahel et d'atteindre des populations dont l'espace de vie est à cheval sur plusieurs frontières étatiques.
- b) **Les gouvernements se trouvant le long des corridors concernés du Sahel devraient tirer de leur expérience des enseignements au niveau régional et**

les utiliser pour des programmes qui fonctionnent au niveau national, afin d'adapter des programmes nationaux couronnés de succès pour application dans des espaces régionaux et transnationaux. Les gouvernements de la région devraient atténuer l'accent placé exclusivement sur les obstacles liés à l'État et saisir les occasions de tirer des enseignements locaux de la situation commune aux pays du Sahel.

- c) **Tous les organismes de l'Union africaine et des Nations Unies qui tentent d'apporter des réponses aux conflits et à l'insécurité qui prévalent dans le Sahel devraient percevoir leurs relations avec les parties prenantes infranationales non formelles comme s'inscrivant dans le cadre du caractère transnational du Sahel.** De fait, les services relatifs à la sécurité et au développement devraient suivre les populations dans leurs déplacements et intervenir au-delà des zones frontalières.
- d) **L'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et les organisations régionales devraient réaménager leur stratégie pour le Sahel en organisant et en mettant en œuvre des politiques et programmes au profit de la région du Sahel et de ses populations.** La gestion de la sécurité du Sahel et la facilitation du développement des populations de la région dépassent la capacité de tout État pris individuellement.
- e) **Les organismes opérationnels actifs au Sahel devraient réaménager leur présence opérationnelle pour la faire cadrer avec les tendances régionales des mouvements de populations.** La réorientation de la collective de la stratégie pour le Sahel en vue de l'application des politiques et programmes sous une optique transnationale stimulera inmanquablement le changement souhaité dans les modes opérationnels parmi les organismes concernés.

Introduction

La présente étude, « Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences pour le développement », vise trois objectifs :

Le présent travail de recherche s'articule donc sur le double enjeu des causes profondes et des incidences des conflits armés sur le développement dans le Sahel. De ce fait, la question principale qui oriente ce travail est : « *Quelles sont les causes profondes et les incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement au Sahel ?* ». Cette interrogation primordiale comporte deux volets que sont l'évaluation des causes profondes des conflits armés et de l'insécurité dans le Sahel et l'évaluation de leurs effets sur le développement humain dans la région.

Pour cette question principale, il s'agit de traiter les conflits simples et de passer aux conflits violents ou armés et des conflits aux effets de l'insécurité à grande échelle (même en l'absence d'un conflit armé déclaré), pour ensuite adopter une interprétation plurielle de la notion de conflit. L'équipe de recherche a défini l'insécurité à grande échelle en y incluant l'existence des éléments suivants : les conflits armés ; les groupes armés ; les actes de terrorisme et les groupes terroristes ; la criminalité transnationale et les réseaux transnationaux, les crises humanitaires (insécurité alimentaire, réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) ; les restrictions de mouvements de populations ; les défis environnementaux (sécheresse intense et changements climatiques et perturbations d'activités socioéconomiques) et les interventions internationales.

En cherchant à répondre à la question principale, il y a lieu de tenir compte du fait que les « régions sahéliennes » sont à cheval sur plusieurs pays et que les incidences des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle varient d'un pays sahélien à l'autre. Il est donc nécessaire de se pencher sur les zones sahéliennes touchées au sein de pays donnés et de procéder également, selon que de besoin, à des évaluations au niveau des pays.

En termes pratiques, le travail de recherche répartit la question principale de recherche en trois piliers ou éléments clefs, qui chevauchent les niveaux national et régional de l'analyse. Le premier pilier concerne la dynamique régionale. Le deuxième pilier porte sur des enjeux nationaux cernés par des études de cas menées dans les pays en question. Le troisième pilier réunit les constatations qui se dégagent des différentes études de pays spécifiques (menées sur le terrain). Les trois éléments qui se sont dégagés sont les suivants :

En premier lieu, une analyse de la nature de l'interdépendance et des liens concernant les causes, les acteurs et les processus qui sous-tendent les conflits armés et l'insécurité à travers le Sahel. Dans la foulée est adoptée une vue régionale d'ensemble et sont cernés les liens d'interdépendance entre les dynamiques nationale et transnationale.

Puis intervient une analyse de la situation à l'échelon national par le biais de certaines études de cas de pays. Dans ce contexte, l'État-nation est redéfini en tant que premier

cadre d'analyse et comme celui devant permettre de dégager une vue d'ensemble régionale. Dans le même temps, l'analyse fournit la base d'une comparaison entre des situations nationales et des tendances transnationales. Pour sélectionner les pays à étudier, les critères retenus ont été la gravité (des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle) et la pertinence par rapport au problème et aux questions susmentionnés pour la recherche, tout le long des deux corridors de conflits décrits ci-dessous.

Le troisième élément donne des indications suffisantes pour jauger les incidences, les tendances, et les trajectoires s'agissant du processus de développement. Ces indications sont tirées essentiellement des constatations des études menées sur le terrain (études de cas spécifiques à des pays), et elles éclairent les premier et deuxième piliers par la validation ou le rejet de l'hypothèse avancée.

Définition du Sahel et particularités des États le long des deux corridors de conflits

Le Sahel est la bande de terre qui s'étend de la partie septentrionale supérieure (océan Atlantique) à la partie méridionale supérieure (mer Rouge) de l'Afrique. En fait, le terme « sahel » est un mot arabe qui signifie « rive » renvoyant aux deux lignes de rivage de part et d'autre. Le Sahel comprend des prairies, des zones semi-arides et désertiques (le Sahara). Il est peuplé de nomades et d'éleveurs. La région se targue d'un riche passé historique, comme en témoignent les routes de commerce transsaharien qui traversaient le Sahel dans tous les sens, des centres de civilisation (tels que Tombouctou, Gao et Djenné) et l'émergence d'empires puissants tels que l'empire Songhaï et le Califat de Sokoto. D'une superficie d'environ 3 millions de kilomètres carrés, la région comprend une partie du sud de l'Algérie, le Burkina Faso, le Tchad, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Soudan. Sa population est estimée à une cinquantaine de millions d'habitants.

Au cours des 25 dernières années, le Sahel a bénéficié d'une grande attention à l'échelle internationale pour la recherche et la politique générale, en raison de ses problèmes environnementaux, souvent liés à des phénomènes tels que la sécheresse, la famine et la désertification. La deuxième raison de l'attention portée à la région a trait à son profil de la pauvreté, celle-ci étant aggravée par les effets des changements climatiques. Une troisième raison tient à la portée et à la gravité croissantes des questions et des problèmes de sécurité liés à l'irréductibilisme ethno-nationaliste, à la propagation des armes légères et de petit calibre, à l'augmentation de la criminalité organisée et des activités des réseaux criminels et à la multiplication des groupes radicaux armés.

Dans le travail de recherche, l'accent est mis sur les États de première ligne, désignés comme tels parce qu'ils bordent deux corridors de conflits, situés respectivement au nord du Mali et au nord-est du Nigéria (bassin du lac Tchad). Ces zones sont celles où font rage les conflits armés et la violence. Ces deux corridors présentent un certain nombre de traits distincts et de caractéristiques communes. En premier lieu, ils laissent voir directement ou sur le plan géographique les incidences des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle. En deuxième lieu, les gouvernements réagissent

à l'insécurité par le déploiement de troupes, la multiplication des patrouilles et en combattant les groupes armés. En troisième lieu, des tensions y surgissent entre les communautés d'accueil et les communautés de personnes déplacées ou de réfugiés. En quatrième lieu et enfin, ces corridors empiètent sur les frontières nationales.

Le corridor qui prend naissance dans le nord du Mali a été celui où les conflits armés ont été les plus intenses. Les traits distincts et les caractéristiques communes s'étendent aux zones limitrophes de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso, autant de pays subissant le plus les effets de l'insécurité liée à la situation de conflit. De manière analogue, le corridor qui prend naissance dans le nord-est du Nigéria s'étend au Niger, au Cameroun et au Tchad qui ressentent tous la crise provoquée par Boko Haram. Cependant, la présente étude portera sur cinq pays, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigéria.

Nous avons également classé l'Algérie, le Cameroun, le Tchad et la Guinée-Bissau en tant que série de pays de deuxième ligne. Au moment où la présente étude a été lancée, le Cameroun et le Tchad n'étaient pas encore devenus d'importantes extensions du corridor de conflits qui est apparu dans le nord-est du Nigéria. Toutefois, l'inclusion du Niger en tant que principal prolongement de ce corridor revêt une importance particulière : ce pays est situé en effet à l'intersection des deux corridors – de celui qui prend naissance dans le nord-est du Mali et de celui qui part du nord-est du Nigéria – et il a donc dû subir les manifestations de l'insécurité provenant de ces deux théâtres de conflit armé.

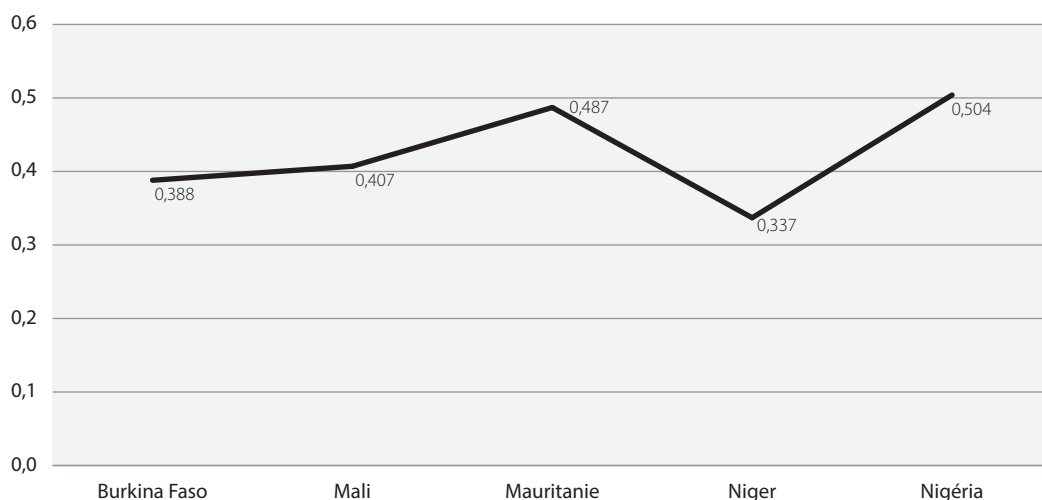
L'accent mis sur ces États de première ligne n'exclut pas que l'on jette un regard sur des pays sahéliens non immédiatement concernés, que l'on y recueille des données et que l'on puise des éléments d'étude d'autres États de la région. Nous avons limité nos travaux aux États de première ligne faute de temps et de ressources et pour des raisons de simplicité et de cohérence analytiques ainsi que pour permettre des évaluations factuelles et des analyses approfondies des causes profondes et des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance.

L'importance du Sahel

L'intérêt que revêt le Sahel dans l'étude de la sécurité et du développement en Afrique, voire dans le monde, ne saurait être trop souligné. Les deux corridors sahéliens – le Mali et le nord-est du Nigéria – qui se trouvent au cœur de cette étude illustrent les problèmes de sécurité et de développement auxquels les sociétés et les États africains sont confrontés. Ils soulèvent également des questions importantes quant à la pertinence des cadres nationaux et régionaux établis dans lesquels la riposte à ces défis s'organise, à l'échelon tant national que régional. On peut soutenir que les réalités du Sahel obligent à un réexamen radical de la notion d'État africain et de la mise en place de la dynamique régionale connexe, ainsi que des cadres d'intervention internationaux actifs en Afrique.

Les réalités du Sahel quant à la sécurité et au développement sont marquées par des conflits et le sous-développement, qui constituent des caractéristiques permanentes des régions sahéliennes. Quatre des cinq pays sahéliens de l'étude, à savoir le Burkina

Figure 1 : Indice de développement humain du premier groupe de pays sahéliens



Source : Programme des Nations Unies pour le développement. Rapports sur le développement humain, « Tableau 1 : Indice de développement humain et ses composantes ». <http://hdr.undp.org/fr/content/table-1-human-development-index-and-its-components>.

Faso, le Mali, la Mauritanie et le Niger, se classent parmi les 30 derniers de l'indice de développement humain (2013). Le cinquième de ces pays, le Nigéria, devenu aujourd'hui la première économie africaine, se place dans cet indice en neuvième position au-dessus de la Mauritanie, pays se trouvant au 161^e rang sur 188.

Tous ces pays de première ligne ont connu, à des degrés divers, des situations de conflit armé au cours des 10 dernières années et ont subi les conséquences qui en ont découlé pour leur développement et leur sécurité. Ils ont tous fait l'expérience du dilemme classique des efforts de consolidation de la paix sous forme de *rechute dans le conflit*, une reprise d'un conflit violent, le plus souvent dans les 10 ans suivant la fin du conflit. Dans certains cas, on a observé la reprise ou la mutation du même conflit et dans d'autres cas l'émergence de nouveaux conflits, quoique à des degrés d'intensité divers. Cet état de choses soulève la question de savoir non seulement comment maintenir la paix, mais également comment préserver les dividendes de la paix, dont le développement est un élément essentiel. Le réexamen mené en 2015 par l'Organisation des Nations Unies sur son architecture de consolidation de la paix fait ressortir la recherche dans le monde d'une solution au problème de la rechute dans le conflit.

Les méthodes de résolution et les interventions face aux conflits et à leurs répercussions pour le développement n'ont guère varié au cours des ans, que ce soit en termes de recherches, de politiques ou d'interventions sous forme de programmes. Cependant, les populations autour desquelles ces interventions sont agencées sont en pleine évolution. La mutation constante des contextes mondiaux et régionaux dresse un obstacle aux efforts visant à réaliser une paix et un développement durables. En effet, ces évolutions paraissent mettre en cause la notion traditionnelle selon laquelle l'État représente la principale lentille à travers laquelle il convient d'analyser les ripostes aux conflits armés. Il est difficile de contester une logique consistant à organiser des activités en se fondant sur un contexte statique. L'État est non seulement l'unité reconnue pour les relations internationales et mondiales, mais aussi l'entité à laquelle les citoyens et la société soumettent leur souveraineté en échange d'une garantie

de protection et de gouvernance organisées. L'État est donc l'instance au sein de laquelle les priorités sont fixées et les ressources allouées pour le bien de la société. La population compte sur les institutions de l'État pour gérer les conflits qui pourraient résulter de ces processus, sans permettre de nouvelles violences. Là où ces fonctions relevant de l'État sont assurées pour le compte de la population avec laquelle il a établi un pacte, on conçoit difficilement que la logique de l'État soit défailante. Cette logique est remise en cause par la situation du Sahel. Cependant, cette situation n'est pas l'apanage du Sahel, mais une question résiduelle non résolue concernant l'État postcolonial en Afrique.

L'approche de l'étude de cas comme méthode

L'approche de l'étude de cas a été utilisée dans l'étude comme stratégie globale de recherche et comme méthode de collecte de données. L'approche de l'étude de cas s'utilise pour l'examen d'un phénomène contemporain dans son contexte réel, particulièrement lorsque les frontières entre le phénomène et le contexte ne sont pas évidentes, et faisant appel à de multiples sources d'information factuelle². Elle consiste à définir le phénomène à expliquer (le problème objet de la recherche et les questions y afférentes), à retenir ensuite une explication hypothétique de ce phénomène et à procéder à des études de cas (dans des pays de première ligne) afin d'évaluer la pertinence des hypothèses retenues dans le cadre de l'étude³.

Pour le présent travail, l'approche de l'étude de cas se recommande particulièrement, et ce pour quatre raisons au moins. Premièrement, elle permet à la recherche de faire appel à des types multiples de données (qualitatives et quantitatives) et de sources de données (entretiens, analyse de documents, séances en groupes de réflexion, etc.). Deuxièmement, elle offre une assise logique permettant de généraliser les constatations et les observations relatives aux causes profondes et aux incidences probables des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle au Sahel. Troisièmement, elle simplifie et réduit les aspects complexes de l'étude envisagée en ne retenant que des échantillons logiques et en limitant le champ de l'étude (aux pays de première ligne). Quatrièmement, l'approche en question permet au chercheur d'observer, d'interpréter et d'analyser des données en tenant compte des spécificités du contexte, permettant ainsi la contextualisation des données. Enfin, l'approche permet la comparaison entre études portant sur des cas différents ainsi que la comparaison entre pays ; l'étude devient ainsi un facteur de comparaison.

La sélection des études de cas est effectuée à trois niveaux :

1. Cinq pays sont sélectionnés en tant que pays de première ligue en raison de leur proximité des deux corridors de conflits, du nord du Mali et du nord-est du Nigéria (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Nigéria) pour faire

² R. Yin, *Case Study Research : Design and Methods*. *Applied Social Research Methods*, Vol. 5. Thousand Oaks, CA, Sage, 1994

³ D. Silverman, *Qualitative Methodology and Sociology : Describing the Social World*. Angleterre : Gower, 1985.

l'objet d'études de cas parmi les pays sahéliens, (ce qui était logique au vu du problème objet de la recherche et des questions connexes).

2. S'agissant de cas spécifiques de conflit armé et d'insécurité à grande échelle dans chacun des États de première ligne, on devrait les documenter. Les deux corridors de conflits présentent un intérêt, étant donné qu'ils constituent des zones de conflits armés spécifiques ou d'insécurité. Ainsi, au Mali, l'accent pourrait être mis sur les soulèvements touaregs ou sur la montée de groupes islamiques armés radicaux, tandis qu'au Nigéria, ce serait sur l'insurrection de Boko Haram. Les études de cas dans les pays peut servir de point de départ pour évaluer et analyser les incidences, aux niveaux micro et macro des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle dans les pays de première ligne.
3. La division de l'étude globale en « minirapports » d'étude de cas dont chacun traite d'une ou de plusieurs questions secondaires faisant l'objet de la recherche. Cela donne ainsi six « minirapports » d'études de cas :
 - a) Étude du Sahel en tant que complexe de sécurité régional, comprenant une évaluation des causes profondes transnationales des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle, ainsi que des modes de riposte appliqués dans le Sahel ;
 - b) Évaluation empirique des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance au Burkina Faso ;
 - c) Évaluation empirique des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance au Mali ;
 - d) Évaluation empirique des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance en Mauritanie ;
 - e) Évaluation empirique des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance au Niger ;
 - f) Évaluation empirique des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement économique et la gouvernance au Nigéria.

Cadre analytique : recours à une approche axée sur le développement humain

La méthode de recherche repose sur le concept formulé par Amartya Sen du « développement comme liberté » et du « développement comme capacité »⁴. Selon Amartya Sen, la liberté et le développement sont entremêlés, la liberté étant le but premier et un moyen du développement, et le développement étant l'expression et la concrétisation de la liberté humaine, de la suppression des obstacles aux libertés

4 Sen, Amartya (1999). *Development as Freedom*, Oxford : Oxford University Press .

que sont la pauvreté, la discrimination, les inégalités, l'absence de services sociaux, le manque d'opportunités économiques, l'exclusion sociale, les conflits armés, la violence à grande échelle et d'autres formes d'insécurité physique. La pauvreté et les questions économiques ordinaires ne constituent qu'un aspect du développement et non sa totalité. D'où la nécessité d'adopter une approche et une interprétation plus larges du développement qui incorporent les capacités et les potentialités. En effet, selon Amartya Sen, la pauvreté est la privation de capacités, plutôt que la modicité du revenu. Les conditions débouchant sur des contraintes pesant sur la liberté sont par nature subjectives. C'est pourquoi les interventions en matière de développement doivent passer par un processus démocratique et participatif selon une approche ascendante, et ne pas être guidées par les statistiques.

Sous cette optique, le développement englobe cinq éléments interdépendants : des mesures macroéconomiques orthodoxes des taux de croissance, des investissements et de la stabilité financière ; un accès aux services sociaux de base et un allègement de la pauvreté ; la démocratie, les droits de l'homme et les libertés civiles ; un niveau raisonnable de sécurité ; et de bonnes vertus de gouvernance (obligation de rendre des comptes, transparence, etc.)⁵. M. Sen souligne l'importance des aspects et des mesures du développement aux niveaux macro, méso et micro, aussi bien que la diversité de ces aspects et mesures, de sorte à percevoir le revenu non pas comme une fin en soi, mais comme le moyen de parvenir à un objectif plus grand, à savoir l'expression de la liberté et le choix.

L'optique de Sen est particulièrement pertinente pour l'étude envisagée en raison de quatre considérations. La première tient au primat donné à l'« humain », par opposition à toute analyse unidimensionnelle des tendances et des profils macroéconomiques. L'accent mis sur l'« humain » cadre avec l'intérêt porté aux préoccupations concernant la « sécurité humaine » en jeu dans le débat sur les causes de conflit au Sahel et comment cela se manifeste dans les conséquences. La deuxième considération porte sur la multiplicité des enjeux qui débordent les variables purement économiques, pour inclure des thèmes touchant à la situation sociale et à la gouvernance. La troisième considération tient à la compatibilité des idées de Sen avec les méthodes et mécanismes d'évaluation dont on dispose actuellement, ce qui améliore les perspectives d'utilisation des jeux de données existants (par exemple, les indices de développement humain du PNUD). Quatrième et dernière considération, l'approche permet d'explorer les différents aspects et les incidences des conflits sur le développement pour différentes catégories sociales, en particulier pour les femmes, les enfants et les jeunes.

En partant de la conception du développement selon Sen, l'évaluation des incidences et des répercussions des conflits au Sahel s'articulera autour de deux grands thèmes : les questions économiques et les questions de gouvernance. Il convient de noter que ces deux grands thèmes englobent également les sept dimensions de la sécurité humaine : la sécurité économique, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, la sécurité environnementale, la sécurité personnelle, la sécurité communautaire et la sécurité politique (PNUD, *Rapport sur le développement humain*, 1994).

5 Cf. Amartya Sen. *Development as Freedom*, p. 13 à 34 de l'anglais.

- a) Le champ des questions économiques à évaluer suit celui du modèle ci-après élaboré pour une étude similaire menée par la CEA sur les conflits en République démocratique du Congo :

i) Effets macroéconomiques globaux :

- Tendances et profils du développement économique ;
- Effets des prix, notamment leurs incidences sur l'inflation ;
- Incidences sur les revenus de l'État ;
- Incidences sur les dépenses de l'État, notamment sur les investissements (infrastructures) et les dépenses sociales ;
- Incidences sur les dépenses et profils des dépenses militaires et/ou liées à la sécurité.

ii) Situation des paiements extérieurs, notamment les incidences sur :

- La balance et les tendances des échanges commerciaux ;
- Les exportations (centrées sur les ressources naturelles ou sur les produits fabriqués) ;
- Les effets sur les importations (type et nature des importations, ainsi que leur volume) ;
- Les incidences sur les échanges transfrontaliers et régionaux.

iii) Incidences sectorielles sur :

- L'agriculture (particulièrement sur la production agricole, la gestion des terres et les investissements dans l'agriculture) ;
- L'industrie, particulièrement minière (structurée et artisanale), le secteur manufacturier et l'industrialisation ;
- Les répercussions sur les petites et moyennes entreprises et sur la création d'emplois.

iv) Pauvreté et allègement de la pauvreté, notamment les répercussions sur :

- Les tendances de la pauvreté (sur une période étendue, particulièrement avant, pendant et après le conflit) ;
- Les incidences sur les programmes et les interventions visant à alléger la pauvreté.

v) Questions liées au développement du capital humain, notamment :

- L'impact sur l'indice de développement humain global (avant, pendant et après le conflit) ;
- Les incidences sur l'éducation s'agissant des dépenses publiques consacrées à l'éducation, de la prestation de services éducatifs et de l'infrastructure de l'éducation ;
- Les incidences sur la santé, notamment les effets sur les dépenses publiques de santé ainsi que la prestation des services de santé et leur fonctionnement, sur les taux de prévalence et la propagation des grandes maladies (VIH/sida, tuberculose, paludisme, etc.) et sur la violence sexuelle à l'égard des femmes ;

- Les incidences sur les groupes vulnérables, particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes sous l'angle des taux de mortalité, de la nutrition, des activités économiques et de production (chômage par exemple), ainsi que sur la vie et le bien-être familiaux et communautaires.

b) La composante liée à la gouvernance portera sur cinq éléments clefs, à savoir :

i) Les processus démocratiques :

- Élections et participation politique ;
- État de droit ;
- Transitions politiques ;
- Administration publique.

ii) Les droits de l'homme et libertés civiles, notamment :

- Législation ;
- Couvre-feux et déclarations d'état d'urgence ;
- Liberté des médias ;
- Violence contre les femmes ;
- Libertés religieuses.

iii) Les relations entre groupes (capital social) et la cohésion nationale, notamment :

- Gestion de la diversité et profils des interactions entre groupes ;
- Perceptions et stéréotypes entre groupes ;
- Identités de groupe ;
- Expression au niveau national.

iv) La gouvernance et l'efficacité du secteur de la sécurité, notamment :

- Rôle et activités des groupes armés non étatiques ;
- Opérations de sécurité par les institutions officielles de sécurité de l'État ;
- Rapports entre civils et militaires ;
- Dépenses en relation avec la sécurité ;
- Participation et activités de sécurité externes.

v) Les relations internationales, notamment :

- Mouvement transnational de personnes et de services ;
- Cadre directif des relations internationales ;
- Modes de coopération et d'intégration régionales ;
- Assistance et aide au développement ;
- Assistance étrangère dans le domaine de la sécurité et influences externes.

L'exploration des causes profondes : l'arborescence des conflits

L'étude concerne les manifestations violentes des conflits et non l'existence de désaccords et de litiges simples. La notion de conflit y est aussi comprise sous une dimension « plurielle » afin de distinguer les différentes phases des conflits violents (malgré leurs liens historiques et leur évolution factuelle). Le Sahel est donc perçu comme étant le théâtre de formes multiples de conflits, considérés comme différents (même s'ils peuvent avoir des points communs sur le plan de la géographie et de l'histoire, de l'implication de groupes armés, ainsi que des causes et des incidences produites).

Pour déterminer les causes des conflits au Sahel, l'étude établit leur « arborescence » afin d'en identifier les causes structurelles, les causes immédiates et les variables qui entretiennent lesdits conflits. Les causes structurelles se rapportent aux modes d'organisation des sociétés, des pays et des institutions gouvernementales. Elles concernent aussi les règles et processus qui régissent le fonctionnement de ces entités, ainsi que l'exercice officiel et officieux du pouvoir. Elles peuvent plus précisément comprendre les éléments suivants : dysfonctionnements historiques, dislocations et injustices découlant de la colonisation, violence structurelle, types d'établissements humains ; nature des systèmes politiques, systèmes d'inclusion ou d'exclusion au sein des processus de décision socioéconomique et politique ; complexités géographiques et environnementales ; et inégalités horizontales (« intra-groupes ») et verticales (intergroupes).

Les causes immédiates renvoient à des événements, acteurs, mouvements, réalités concrètes et moments spécifiques qui ont pour effet d'amplifier et de catalyser des tensions larvées et des griefs existants, lesquels débouchent sur des situations violentes. Des exemples en sont donnés au Sahel par les facteurs suivants : les coups d'État et les mutineries militaires ; l'effondrement économique ; les pénuries (liées à la sécheresse et à la famine) ; la remise en cause de résultats électoraux et les luttes entre élites pour le pouvoir ; la propagation d'idéologies radicales (y compris mais sans s'y limiter l'Islam politique) ; la montée des mouvements et sentiments nationalistes et politiques à caractère ethnique ; l'explosion démographique des jeunes, etc.

Les variables qui entretiennent les conflits sont des facteurs exogènes qui prolongent ou reproduisent des cycles de conflits violents et confèrent à ces derniers une dynamique indépendante. Dans certains cas, ces variables et les causes immédiates se chevauchent. Certaines des variables qui sont susceptibles d'entretenir les conflits au Sahel sont les suivantes : propagation d'armes légères et de petit calibre ; criminalité organisée et réseaux de criminels ; méthodes inappropriées ou défaillantes de gestion des conflits ; corruption et exploitation d'opérations de sécurité pour le gain personnel ; interventions extérieures inopportunes ; et impasses stratégiques.

Aperçu des chapitres

Les chapitres qui suivent présentent les conclusions de l'étude en tenant compte notamment des tendances régionales qui se dégagent de l'examen des conflits et de l'insécurité sévissant le long des deux corridors de conflits qui forment le centre d'intérêt de ce travail. Le chapitre 1 examine la dimension *complexe de sécurité* du Sahel. Il met en évidence les facteurs qui permettent de donner cette désignation à la région et examine la nature du complexe.

Le chapitre 2 présente des aperçus généraux, aux niveaux régional et national, des causes structurelles et immédiates des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle au Sahel ainsi que des facteurs qui les entretiennent. Le premier groupe de pays sahéliens, qui font l'objet d'études de cas dans le travail de recherche, constitue le thème principal de discussion dans ce chapitre.

Le troisième chapitre est consacré à un survol empirique des incidences des conflits dans le Sahel, d'un point de vue tant régional que national. L'analyse empirique de l'impact des conflits sur la croissance économique et la gouvernance dans la région du Sahel figurant à l'annexe fournit des données additionnelles qui viennent appuyer l'examen dans ce chapitre ainsi que la dimension régionale générale de l'étude. Elle repose sur un ensemble de 11 pays pour la période allant de 1990 à 2014. Ces 11 pays retenus compte tenu d'une définition plus vaste du Sahel sont les suivants : l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, la Gambie, le Niger, le Nigéria, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Soudan.

Le chapitre 4 examine les réponses données aux défis posés par les conflits et l'insécurité au Sahel en analysant un éventail des politiques et programmes régionaux que mettent en œuvre une gamme d'acteurs régionaux et extrarégionaux. Il étudie en particulier les modes d'intervention et les enseignements à en tirer.

La conclusion du présent rapport examine les répercussions sur les politiques des interventions menées face aux conflits et à l'insécurité au Sahel et il est proposé des recommandations pour les interventions futures que mèneront dans la région les instances gouvernementales et intergouvernementales, l'Union africaine et les organismes des Nations Unies et une multitude d'organisations extra-africaines et d'acteurs étatiques engagés au Sahel.

CHAPITRE 1: Le Sahel comme complexe de sécurité

Le concept de complexe de sécurité régional renvoie à la constatation que les causes et les incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel ont un caractère commun, et essentiellement que la paix et la sécurité dans les pays du Sahel sont systématiquement liées. Sur cette toile de fond, les questions opérationnelles suivantes ont été élaborées pour explorer la dimension transnationale de ces situations :

- a) Quelles sont les connexions et les dimensions transnationales des causes structurelles et immédiates des conflits armés et de l'insécurité au Sahel ainsi que des facteurs qui les entretiennent ?
- b) Quels endroits démontrent le mieux les effets de la dynamique sécuritaire régionale ?
- c) De quelle manière les conflits armés sont-ils déterminés par des acteurs et processus internationaux ?

1.1 Cerner un complexe de sécurité sahélien

Pour analyser les causes et les conséquences des conflits au Sahel, il faut impérativement comprendre la dynamique et les liens réciproques qui font de l'espace socioculturel, politique et économique appelé Sahel un complexe de sécurité régional. Il est tout aussi important de comprendre la dynamique extérieure qui a progressivement fait du Sahel un problème de sécurité en tant que sujet essentiel de préoccupation pour la sécurité internationale, notamment dans le contexte de la guerre contre le terrorisme.

Selon le concept original, le « complexe de sécurité classique » était centré sur les États, en particulier s'agissant des problèmes d'ordre politique ou militaire. Un complexe de sécurité désigne un ensemble d'États dont les perceptions et préoccupations majeures en matière de sécurité sont si entremêlées qu'il n'est pas raisonnablement possible d'analyser ou de résoudre leurs problèmes de sécurité nationale séparément les uns des autres⁶. Les États faisant partie d'un complexe de sécurité produisent une dynamique basée sur leurs interactions mutuelles dans la satisfaction de leurs besoins de sécurité. La notion acceptée du complexe de sécurité régional signifie une situation dans laquelle des États forment des groupements régionaux pour faire face à des menaces et à des états de vulnérabilité⁷. Il est donc possible de concevoir le Sahel comme étant une *région sécuritaire*, c'est-à-dire comme un assortiment d'États dont les rapports sont caractérisés par une forte interdépendance pour tout ce qui concerne la sécurité.

6 Barry Buzan, Ole Waeveret Jaap de Wilde, *Security : A New Framework for Analysis*, Boulden CO : Lynne Rienner, 1998.

7 Pour un examen de la théorie du complexe de sécurité classique, voir Barry Buzan, *People States and Fear*, 1983.

Les auteurs de la notion de complexe de sécurité régional ont également envisagé des situations dans lesquelles les préoccupations sécuritaires ne sont pas nécessairement militaires, et où les États ne sont pas les acteurs principaux. Or, les acteurs qui ne sont pas l'État sont liés par des préoccupations mutuelles en matière de sécurité. Et les questions sécuritaires dont ils se préoccupent ne sont pas nécessairement de nature politique ou militaire. En effet, il est possible de déterminer des tendances régionales à un niveau non étatique lorsque l'on traite avec des individus ou des groupes d'individus. Buzan *et al.* disent que cette situation « représente ce qu'il faut retenir de la plupart des analyses menées dans le domaine des sciences sociales. Il s'ensuit que les dynamiques sécuritaires au sein du secteur non militaire produisent également leur propre logique régionale. De plus, les préoccupations sécuritaires non militaires des populations aboutissent invariablement elles aussi à des formations régionales.

Certes, il est difficile de contester la logique consistant à organiser des activités – telles que des interventions dans les domaines de la recherche, de la politique et des programmes – à partir d'un contexte statique. Car l'État n'est pas seulement l'unité reconnue comme le seul interlocuteur dans le cadre des relations internationales et des engagements mondiaux qui y sont liés, il est aussi l'entité à laquelle les citoyens et la société soumettent leur souveraineté en échange de garanties de protection et de gouvernance organisée. Il incombe donc à l'État de fixer les priorités et d'allouer les ressources pour le bien de la société. La population compte sur les institutions de l'État pour gérer les conflits qui pourraient résulter des processus afférents à l'État, sans que ceux-ci ne deviennent la cause de nouvelles violences. Du moment où ces fonctions relevant de l'État sont assurées pour le compte de la population avec laquelle il a établi un pacte, la logique de l'État ne devrait pas être prise en défaut.

Cependant, l'État postcolonial africain a eu de la peine à se conformer à cette logique. Les contextes changeants et stimulants des conflits et de l'insécurité en Afrique obligent à reprendre la thèse novatrice de Peter Ekeh, présentée il y a une quarantaine d'années sur « le colonialisme et les deux publics en Afrique »⁸. Dans son ouvrage, Ekeh évoquait l'existence de « deux domaines publics de l'Afrique postcoloniale ayant des rapports moraux différents avec le domaine privé »⁹. Il soutenait que tandis que le public primordial est animé du même sens d'obligation morale que le domaine privé, le public civique, très connecté aux systèmes d'administration hérités du colonialisme, « est amoral et dépourvu du sens de l'impératif moral fonctionnant au sein du domaine privé et du public primordial »¹⁰. Sans avoir été adaptées au contexte social dans lequel elles étaient destinées à fonctionner, les institutions de la gouvernance, (notamment la fonction publique, la police et les forces armées, dirigées par les élites africaines héritières) ont été superposées aux sociétés africaines. En l'absence d'un dialogue soutenu entre ces nouvelles élites africaines et les populations sur les modalités qui allaient régir leur cohabitation dans des conditions héritées du colonialisme, les États et les sociétés de l'Afrique ont cheminé tant bien que mal, en s'adaptant aux réalités de leur existence.

8 Peter Ekeh, "Colonialism and the Two Publics in Africa : A Theoretical Statement", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 17, numéro 1.

9 Peter Ekeh, "Colonialism and the Two Publics in Africa".

10 Ibid.

Quarante ans après la publication de l'ouvrage d'Ekeh, un clivage prononcé est toujours constatable, dans de nombreux pays africains, entre l'État et d'importantes populations sous sa juridiction. En effet, le fait que l'État ne parvient pas à gagner la confiance de la grande majorité de ses citoyens explique en partie la forte récurrence des conflits en Afrique. Dans de nombreux pays du continent, l'État demeure énigmatique parce qu'il n'est pas en rapport véritable avec la société environnante. Pendant trop longtemps, l'État a maintenu son ascendance en adhérant à des structures intergouvernementales et à des institutions multilatérales. Mais en réalité, il arrive souvent que les populations, qui devraient conférer à l'État la légitimité de son existence, soient éloignées dudit État ainsi que de ses institutions. Il est donc inévitable que des acteurs autres que l'État en viennent à combler ce vide de la gouvernance. Et des populations qui ne ressentent pas les effets pratiques de l'existence de l'État se tournent vers d'autres systèmes de protection et de gouvernance.

Ce problème se manifeste à des degrés divers à travers les pays d'Afrique. Le Sahel en donne un exemple éloquent, car ses populations sont unies par des liens séculaires et ses États relativement jeunes ont été incapables de s'adapter à ces réalités historiques. En l'absence de rapports organiques avec leurs populations, ces États se voient obligés de former des groupements pour faire face à un ensemble étroit de menaces et de situations de vulnérabilité qui font peser des menaces sur eux, mais pas nécessairement sur les populations.

1.2 La coexistence de deux complexes de sécurité au Sahel

La présente étude parvient à la conclusion que deux complexes de sécurité distincts sont manifestes au Sahel. Un de ces complexes réunit des États de la région, établissant entre eux des rapports d'interdépendance en matière de sécurité et privilégiant les solutions militaires y relatives. L'autre complexe est formé par des groupes d'individus à un niveau infra-étatique liés par des préoccupations sécuritaires humaines (non militaires). L'existence de ce second complexe génère des formations régionales (transnationales) significatives. Cette situation n'est pas l'apanage du Sahel. Mais le Sahel fait ressortir un schéma très clair dans lequel ce ne sont pas seulement les États, mais aussi des communautés de personnes situées en dehors du cadre de l'État qui surgissent pour former des groupements régionaux. Les groupements de ce type ont un caractère très distinct. Il s'agit de groupements solides et durables, à fondement populaire.

Le complexe de sécurité sahélien comporte deux composantes dont la première est constituée d'États sahéliens et la seconde, de collectivités humaines dont les interactions régionales et transnationales ne dépendent pas de l'existence d'un groupement d'États appartenant à la région. L'existence observable de ces deux aspects du complexe de sécurité sahélien, l'un formé par des États et l'autre par des populations, constitue une caractéristique distinctive de la situation sécuritaire au Sahel.

La présente étude soutient que les conflits et l'insécurité à grande échelle au Sahel ainsi que leurs effets sur le développement ne peuvent être

appréciés qu'à la lumière de ces deux forces divergentes, la première ancrée dans un complexe de sécurité régional formé par des États et la seconde reposant sur un complexe de sécurité transnational formé par des populations. Ces deux complexes obéissent à des logiques différentes. D'une part, le complexe de sécurité étatique est soutenu par la nécessité de faire face aux menaces immédiates qui pèsent sur l'État, par exemple celles qui proviennent de la violence armée et de la criminalité organisée et contre lesquelles les interventions envisagées sont principalement militaires. D'autre part, le complexe de sécurité populaire, lui, est maintenu par la nécessité de répondre à des préoccupations existentielles humaines bien ancrées, qui embrassent à la fois les exigences de sécurité humaine et celles de développement humain des populations. On peut soutenir que l'évolution de la situation du Sahel en matière de développement et de sécurité dépendra de laquelle de ces deux forces prendra l'ascendant.

Deux ensembles de facteurs sous-tendent la formation des deux complexes de sécurité. Ces facteurs déterminent la façon de définir le Sahel, la compréhension des situations de conflit et d'insécurité et de leurs conséquences sur le développement, ainsi que la réponse des diverses parties intéressées aux problèmes du Sahel. Le présent rapport fait ressortir plusieurs de ces facteurs, qui représentent des éléments clefs des deux complexes de sécurité au Sahel. Il expose la manière dont les États et les populations du Sahel sont entrés en interaction et ont réagi s'agissant de la perception des menaces et des situations de vulnérabilité qui pesaient sur eux. Il illustre également les menaces et les situations de vulnérabilité qui proviennent de l'intérieur et de l'extérieur de la région et façonnent la dynamique qui facilite l'émergence des conflits et de l'insécurité aux dépens des populations et des États de la région et qui explique les divergences de vues. Une synthèse en est présentée ci-après.

1.3 Le complexe de sécurité sahélien fondé sur les populations (transnational)

L'existence d'un complexe de sécurité populaire distinct au Sahel s'explique en partie par l'histoire, et par exemple par la manière dont les populations ont affronté des menaces communes provenant du milieu naturel. Ces menaces étaient avant tout de nature non militaire. Étant donné que la formation de ce complexe de sécurité était motivée à la fois par un souci de sécurité humaine et par un souci de développement humain, on peut également parler d'un complexe de développement humain. En fin de compte, des contradictions sont apparues dans les politiques et les programmes qui ont été adoptés pour faire face aux situations de conflit et d'insécurité au Sahel. C'est un problème sur lequel nous allons revenir à la fin du présent rapport et il est examiné ici seulement en passant.

La mobilité de sa population constitue un facteur clef pour considérer le Sahel comme un complexe de sécurité transnational. Les liens réciproques et les relations d'interdépendance des populations du Sahel ont été marqués à travers l'histoire par des mouvements de populations le long de routes de commerce et de transhumance, mouvements qui ont été influencés par des conditions climatiques et écologiques

extrêmes. C'est ainsi que les populations du Sahel, tant nomades que partiellement sédentaires, ont cherché à s'adapter à ces conditions climatiques extrêmes grâce à des traditions ancestrales comprenant la migration saisonnière de leur bétail et la diversification de leurs zones de culture dans le but de réduire leurs risques économiques et climatiques¹¹. Ces facteurs ont forcément déterminé l'organisation sociale et commerciale de ces populations. La transhumance du bétail et les besoins en ressources que celle-ci implique, particulièrement sous la forme de routes d'accès et de points d'eau, ont nécessairement influencé le profil des échanges commerciaux et la structure de l'économie sahélienne¹². L'interdépendance constituait une caractéristique essentielle du franchissement des frontières par des ethnies données et des spécialisations économiques dans toute la région. Ce facteur structurel sous-jacent continue à définir le Sahel quoique à des degrés divers, malgré les événements et les facteurs qui sont intervenus dans un passé moins lointain, en particulier le djihad, le colonialisme et, plus récemment, la lutte contre le terrorisme.

Les frontières (qui sont poreuses, non surveillées et souvent non reconnues par les populations locales) constituent un facteur déterminant dans le fait de considérer le Sahel comme un complexe de sécurité transnational. Elles sont une source de résilience pour les populations sahéliennes. À cause du type même de vie de la région, les zones frontalières du Sahel sont demeurées perméables. La situation géographique de ces zones frontalières dans de grands espaces à peine habités a facilité des migrations non réglementées, des activités de la criminalité organisée, notamment la contrebande d'armes et de drogue et des mouvements incontrôlés de réseaux terroristes. Ces activités criminelles organisées et ces mouvements sont une évolution récente au Sahel. On constate cependant des divergences entre, d'une part, l'objectif consistant à protéger ces frontières par des méthodes étatiques traditionnelles et, d'autre part, les profils des mouvements de populations sahéliennes qui ont des siècles durant sillonné la région au mépris des restrictions exigées par l'existence de frontières nationales. La tendance des populations sahéliennes à faire fi de ces limites territoriales conduit à s'interroger sur la pertinence des méthodes conventionnelles de sécurisation des frontières dans la région. Elle constitue l'un des principaux facteurs du clivage entre le complexe de sécurité populaire et le complexe de sécurité étatique au Sahel. Comme nous le verrons plus loin, cet état de choses soulève aussi des questions pratiques en ce qui concerne l'application du programme d'intégration régionale de l'Afrique.

La croissance démographique, l'urbanisation et la disponibilité ou la pénurie de ressources constituent des moteurs importants de la violence au Sahel et un élément majeur de la formation d'un complexe de sécurité. Le Sahel est une région qui ne cesse de changer en raison de sa croissance démographique, de son urbanisation, de ses besoins en ressources naturelles et des modes de gestion de celles-ci. Parce que le suivi de ces mutations sur un espace géographique d'une telle étendue est inadéquat, les actions contre les conflits sont peu efficaces, ce qui étend la durée de ces conflits. Dans l'histoire récente, le facteur le plus important et le premier à pousser des États sahéliens à se retrouver dans un complexe de sécurité a peut-être été la sécheresse qui s'est produite de la fin des années 1960 jusqu'aux années 1970, ainsi que ses

11 CEDEO-CSAO/OCDE, « La zone écologique fragile des pays du Sahel : Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest », Environmental Series, avril 2006.

12 P. Lovejoy, *Ecology and Ethnography of Muslim Trade in West Africa*, African World Press, Inc., Trenton NJ, 2005.

effets sur les populations du Sahel. La création du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) regroupant le Burkina Faso (à l'époque Haute-Volta), le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad a été l'une des réponses mises en œuvre face à cette crise. Cette sécheresse a amené une période caractérisée par l'introduction de pratiques d'adaptation négatives, qui ont partiellement contribué à provoquer les conflits et l'insécurité au Sahel. Les aléas du climat, la dégradation de l'environnement et les insuffisances des politiques gouvernementales continuent à affecter les moyens de subsistance des Sahéliens, notamment des « agropasteurs », ce qui a fortement érodé la capacité d'adaptation des plus pauvres de la région.

Les incidences socioéconomiques des conflits et de l'insécurité sur les populations sahéniennes sont encore plus prononcées que celles de la vulnérabilité extrême aux aléas du climat. Selon certaines estimations, plus de 20 millions de personnes connaissent l'insécurité alimentaire dans la région. Ce bilan est plus grave que les répercussions des pires périodes de sécheresse. La situation qui prévaut aujourd'hui est l'accumulation des incidences de plusieurs crises. Cet effet cumulatif, plus que toute autre cause prise individuellement, explique la présence d'un nombre si élevé de personnes vulnérables à travers le Sahel. La survenue de ces cycles de vulnérabilité complique la gestion de la situation de cette région.

Les dimensions structurelles et immédiates de l'insécurité et des conflits armés au Sahel ne peuvent être dissociées de la propagation du terrorisme et des réseaux criminels à travers la région. Les caractéristiques et la dynamique qui ont permis aux populations sahéniennes de s'adapter à des conditions climatiques extrêmes sont celles mêmes qui ont créé une symbiose dans laquelle un des mécanismes d'adaptation négatif entretient à son tour l'existence d'un réseau criminel et des alliances avec des groupes terroristes et la compromission avec leurs méthodes. Et invariablement, la dynamique sécuritaire des groupes non-étatiques (de diverses souches) a conduit à la constitution de profils et de formations à caractère régional. Ce phénomène, plus que tout autre, est ce qui a stimulé la formation d'un complexe de sécurité étatique ; il n'est cependant pas parvenu à influencer les questions de fond relatives à l'insécurité parmi les populations sahéniennes.

1.4 Le Sahel comme complexe de sécurité régional fondé sur les États

De l'avis du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, « Aujourd'hui, la région saharo-sahélienne retient une fois de plus l'attention du monde entier en raison de l'insécurité qui menace la région. *Le Sahel est perçu comme une menace aux États de la région et à la sécurité internationale* »¹³. Ce point de vue rejoint celui exprimé par différentes organisations régionales et internationales, ainsi que cela est expliqué au chapitre 5 du présent rapport. La menace, telle que perçue, que la situation dans la région fait peser sur la sécurité internationale définit les approches adoptées vis-à-vis du Sahel, conçu en tant que complexe de sécurité régional étatique, qui privilégient entièrement l'action militaire. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait ressortir les « liens qui existent entre des syndicats criminels impliqués

¹³ Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO-S), 2014a.

dans le trafic de drogues et des activités criminelles connexes et des groupes armés non étatiques actifs dans la région », liens attirant l'attention sur les activités des organisations terroristes et d'autres groupes militants¹⁴. Aux yeux du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, les liens qui existent entre le terrorisme, le trafic de drogues et la criminalité transfrontalière donnent aux groupes terroristes armés et criminels la « capacité de régénération » grâce à la possibilité pour ces groupes de « prospérer en profitant des situations de vulnérabilité de la région »¹⁵.

Les interventions déclenchées par l'insécurité, les conflits armés et le terrorisme ont accru l'emprise des efforts de sécurité au Sahel, contribuant par là au regroupement d'États sahéliens dans un complexe de sécurité régional. Depuis l'attentat du 9 septembre 2001, l'intérêt extérieur dont le Sahel est l'objet a été en grande partie motivé par la lutte antiterroriste d'un petit nombre de pays clefs. L'intérêt et l'engagement très nets des acteurs externes ont indéniablement favorisé (sans qualification) la création d'un complexe de sécurité régional parmi un groupe sélectionné d'États sahéliens. Par l'existence même de ce complexe, les perceptions et les préoccupations de ces États face au dossier de la sécurité sont de plus en plus entremêlées si bien que leurs propres problèmes nationaux en la matière ne peuvent désormais plus être considérés séparément les uns des autres. Cependant, les préoccupations sécuritaires de leurs populations demeurent en grande partie divorcées de ces préoccupations relatives à la sécurité nationale. Cette circonstance constitue un déterminant crucial de l'existence de deux complexes de sécurité divergents au Sahel.

La position du Sahel en tant que complexe de sécurité régional (étatique) se fonde davantage sur les intérêts liés à la perception que se font les intervenants étrangers des menaces pesant sur leur sécurité que sur la conception qu'ont les populations sahéliennes de leur sécurité ou insécurité. **Les approches axées sur l'intervention militaire dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité au Sahel se sont avérées insuffisantes pour venir à bout des dimensions structurelles qui sous-tendent tous les pays de la région.** De telles approches provoquent de plus en plus le ressentiment des populations sahéliennes et contribuent à conforter l'influence d'acteurs non étatiques en matière de sécurité. Comme elles sont axées sur l'action militaire, ces interventions extérieures étriquées ne sont pas de nature à alléger les préoccupations sécuritaires, tant de l'État que de la population.

1.5 Jeter la lumière sur ces complexes de sécurité divergents et sur leur connexion avec le phénomène des conflits armés et de l'insécurité

Ces complexes divergents n'entrent pas dans l'ordre naturel des choses. Ils sont plutôt la manifestation d'une divergence fondamentale entre les États sahéliens et de grandes parties de leurs populations. Pris dans leur ensemble, les facteurs ci-dessus, qui expliquent l'existence d'un complexe de sécurité étatique et d'un complexe de sécurité populaire, devraient éclairer la voie vers la formation d'un seul complexe de sécurité, faisant droit aux préoccupations sécuritaires de l'État comme à celles des populations. Dans un monde idéal, l'État défend un point de vue fédératif concernant

14 Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 2013a, p.2

15 Union africaine (UA), 2014b.

la sécurité, alliant la perspective des citoyens et celle du gouvernement, et définit ses politiques et sa planification en matière de sécurité sous cette même perspective. Cependant, au Sahel, les conceptions étroites entretenues par l'État en matière de sécurité ainsi que ses actions fragmentées, qui ont été entreprises pour répondre aux profondes inquiétudes sécuritaires des sociétés sahéliennes, n'y ont qu'affermi l'existence de ces complexes divergents.

Le tableau 1 ci-dessous montre comment les populations et les acteurs étatiques interprètent, chacun à sa façon, les problèmes de sécurité et comment ils leur accordent des degrés de priorité différents. Ces différences expliquent en partie l'insécurité à grande échelle qui touche le Sahel et qui contribue souvent à faire perdurer les conflits et l'insécurité. Certaines préoccupations sécuritaires, telles que celles liées à l'environnement, à la sécheresse et à l'exclusion sociale, font peser une menace existentielle sur les populations sahéliennes. Il est paradoxal de constater que les stratégies d'adaptation et les moyens de redressement, qui assurent la résilience de populations cherchant à triompher de ces menaces, sont perçus par des acteurs étatiques comme représentant de graves menaces pour l'État, préconisant des mesures de répression militaires. La porosité des frontières présente un aspect de cette situation, car cette porosité, qui pourtant constitue un facteur de résilience pour des populations dont l'un des mécanismes d'adaptation est de pouvoir franchir des frontières afin de réduire leur insécurité, est perçue comme un facteur menaçant pour les États sahéliens. Le tableau 1 ci-dessous offre une vue instantanée des principales préoccupations de chaque complexe et des interprétations faites de part et d'autre et qui créent et/ou renforcent ces divergences.

Celles-ci proviennent d'une désunion à plusieurs niveaux. Il y a premièrement la distance qui sépare les institutions de l'État du gros de la société. L'accès à ces institutions n'est généralement pas ouvert à un grand nombre de personnes. Il est vrai que nombre des institutions et des dispositions de sécurité héritées de la colonisation n'ont pas été conçues pour la protection et la prise en charge de grandes parties de la population. Invariablement, ce sont les élites gouvernantes et certains citoyens favorisés dans les capitales qui jouissent de l'accès privilégié à ces institutions. Ainsi, l'État ne se montre que rarement sensible aux préoccupations sécuritaires de larges segments de la population. À un deuxième niveau, l'État n'en vient à réagir à des enjeux sécuritaires élargis, débordant de la protection du régime et de celle des élites au pouvoir, qu'à partir du moment où sa sécurité est visiblement menacée par la survenue d'attaques violentes ou de situations d'insécurité causées par des acteurs non étatiques. Comme indiqué dans la suite du présent rapport, incapacité de répondre aux causes sous-jacentes des conflits et de l'insécurité au sein de la grande masse de la société conduit invariablement à une amplification des crises et des conflits violents. Un troisième niveau de désunion tient aux relations entretenues par des États africains avec de puissants alliés du dehors, dont les actions sont naturellement inspirées par leurs intérêts. Il n'est pas inhabituel de voir des États africains être plus sensibilisés aux intérêts de puissants alliés qu'à ceux de leurs populations. Cela s'applique assurément au Sahel, comme il sera démontré plus loin dans le présent rapport. De puissants acteurs du dehors manifestent, dans leurs rapports avec des États sahéliens, des préoccupations sécuritaires étroites et influencent l'adoption de politiques qui ne vont pas nécessairement à la rencontre des préoccupations sécuritaires des populations sahéliennes. Enfin, une autre et évidente

cause de désunion tient au programme d'intégration régionale de l'Afrique qui, lui aussi, a tendance à privilégier l'intégration d'États par opposition à une intégration des populations visant à les rapprocher les unes des autres.

Tableau 1 : Deux complexes de sécurité divergents au Sahel

Enjeu ou dimension	Complexe de sécurité régional/transnational étatique	Complexe de sécurité régional/transnational populaire [et complexe de développement humain]	Facteurs causant et perpétuant les conflits
1. Questions dominantes	Questions politiques	Questions humanitaires et de développement humain	La survie et le développement humain de personnes et de communautés du Sahel et des zones frontalières sont interconnectés et interdépendants, mais cette considération n'est pas une priorité pour les États.
2. Menaces et défis concernant la sécurité	Terrorisme et criminalité organisée y associée	Griefs locaux ; protestations contre l'état, accusé d'actes de négligence et d'exclusion	Le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs en réplique à la politique d'exclusion des États et aux menaces existentielles a amené certains groupes à collaborer avec des groupes terroristes et des réseaux criminels.
3. Principaux acteurs ou sujets de préoccupation	Centré sur l'État/le régime	Centré sur la population/la communauté	Points d'intersection limités
4. Frontières et territoires	Défense de la souveraineté de l'État et de son inviolabilité	Oubli des frontières, dont la porosité aide à la résilience et aux capacités d'adaptation des populations sahéniennes	Un domaine de tension certain : des populations sahéniennes sillonnent la région depuis des siècles, dans le cadre de leurs mécanismes d'adaptation. Cela pose un problème pour le programme d'intégration régionale de l'Afrique.
5. Mobilité et migration	Les mouvements transfrontaliers représentent une source et une forme de menace à la sécurité	Les migrations/mouvements transfrontaliers représentent une source de moyens de subsistance, de résilience, d'adaptation et de survie	Les actions d'instances régionales en faveur de l'intégration pourraient soit aggraver, soit réduire cette tension.
6. Ressource principale	Droit international, protocoles et processus de l'UA	Capital social : confiance et solidarité	En l'absence d'une intégration des préoccupations sécuritaires respectives des États et des populations, ces ressources respectives pourraient être déployées à contresens.

Enjeu ou dimension	Complexe de sécurité régional/transnational étatique	Complexe de sécurité régional/transnational populaire [et complexe de développement humain]	Facteurs causant et perpétuant les conflits
7. Impact sur les politiques et les pratiques	Impact manifeste/ dominant sur les politiques menées aux niveaux étatique, régional et international : Grandes disponibilités en financement Grande attention politique	Incidences variables et limitées sur les politiques et les pratiques Financement limité (relativement) Attention politique limitée	Le développement humain des populations sahéliennes n'est pas réalisable si l'on s'en tient aux approches actuelles centrées sur l'État.
8. Acteurs	États/régimes Communautés économiques régionales (CER) et Union africaine (UA) Forces armées et organismes de sécurité Initiatives de sécurité bilatérales	Organismes humanitaires Organisations de la société civile/organisations non gouvernementales et organisations non gouvernementales internationales Groupes communautaires et citoyens Autorités traditionnelles Groupes de la diaspora Groupes/réseaux armés	Le fait de ne pas considérer le Sahel comme un complexe de sécurité régional/transnational et comme un complexe de développement humain en appliquant les approches militaires actuelles.

1.6 Conclusions

Les deux chapitres qui suivent fournissent quelques indications sur les facteurs qui, ensemble, donnent lieu à ces deux complexes de sécurité divergents au Sahel. Ils mènent à la conclusion que la réunion de ces deux complexes offre des chances à l'instauration de la sécurité et de la stabilité et, partant, au développement humain dans la région. En étendant les préoccupations relatives à la sécurité nationale afin d'y inclure celles procédant de la perception que se font les populations sahéliennes de leur insécurité, il serait éventuellement possible de donner la priorité aux sujets de préoccupation existentielle et d'aboutir à une révision qualitative des réponses en matière de politiques et de programmes. Il en découlerait également une reconfiguration des intérêts et des partenariats au Sahel.

CHAPITRE 2: Les causes structurelles et immédiates et les facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité dans les pays du sahel

Une analyse par pays a été effectuée pour le premier groupe de pays, soit le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigéria. Ces études de cas facilitent les comparaisons à l'intérieur du Sahel et font également ressortir des problèmes qui sont spécifiques aux pays étudiés. Tout en explorant les causes structurelles et immédiates ainsi que les facteurs qui perpétuent les conflits armés et l'insécurité dans les pays sélectionnés, le pilier 2 de la présente étude dégage aussi des hypothèses initiales concernant les incidences de ces conflits et de cette insécurité sur le développement humain. Ces hypothèses ont été appréciées à la lumière de recherches documentaires puis testées sur le terrain pour en établir la pertinence et former ainsi les bases du pilier 3, qui est le sujet du chapitre 4 du présent rapport. Ainsi, les questions de caractère opérationnel qui orientent le pilier 2 contiennent également des éléments intéressant l'étude des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement humain dans les pays du Sahel. Les questions subsidiaires en question sont les suivantes :

- a) Quelles sont les causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité dans les régions et les pays du Sahel ?
- b) Quelles sont les causes immédiates des conflits armés et de l'insécurité dans les régions et les pays du Sahel ?
- c) Quels sont les facteurs d'entretien des conflits dans les régions et les pays du Sahel ?

Le présent chapitre présente un aperçu des constatations dégagées de chaque étude de cas, en mettant en lumière des enjeux à la fois transversaux et spécifiques à des pays. Certains des enjeux transversaux à l'origine des situations de conflit et d'insécurité dans les pays sahéliens examinés offrent un début d'explication de l'existence de complexes de sécurité divergents au Sahel. Comme le présent chapitre le montrera, ces enjeux se manifestent avec davantage de force dans certains pays que dans d'autres.

2.1 Aperçu régional

Quelles sont les causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité dans les régions et les pays du Sahel ? Les facteurs structurels suivants sont de nature transversale et entrent en jeu dans toutes les régions ou tous les pays étudiés du Sahel :

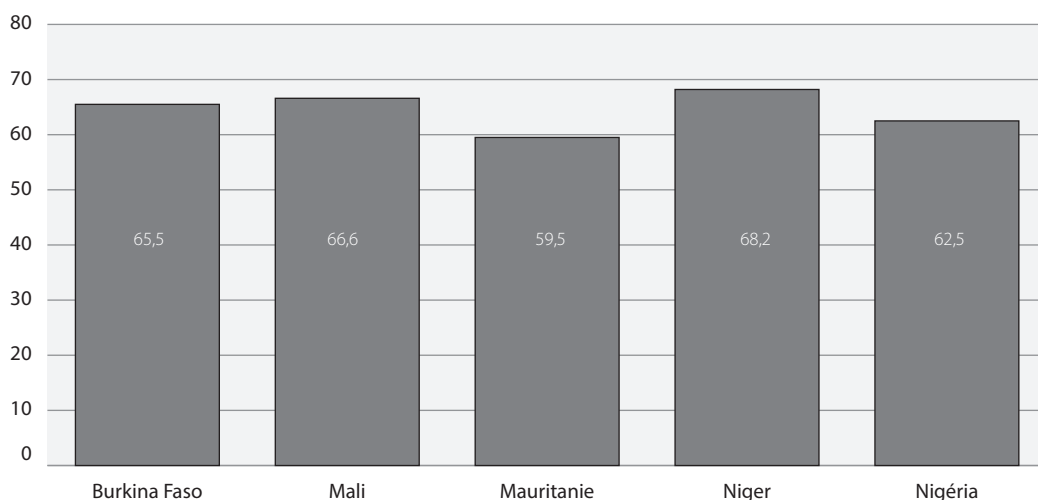
Stress environnemental : En raison de leur situation géographique, les pays et populations du Sahel sont plus particulièrement exposés, par exemple, aux sécheresses, à la désertification, à la réduction des terres arables, aux variations de la pluviosité et de la température ainsi qu'aux conséquences qui en découlent pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Il en a résulté toute une gamme de problèmes : tensions internes, déplacements et arrivées/départs de flux de réfugiés, migrations (de jeunes) et, parfois, affrontements entre agropasteurs entraînant des violences intercommunautaires et reprise de l'irrédentisme (des Touaregs) et de l'instabilité politique.

Griefs historiques : À des degrés divers, ceux-ci ont compliqué les relations entre les groupes, ainsi que la dynamique politique et les processus de consolidation de l'État à travers les pays sahéliens étudiés. Dès le départ, la marginalisation des Touaregs a posé un problème au Niger et au Mali. L'exclusion sociopolitique des Haratines en Mauritanie demeure une source potentielle de conflit non résolue. Au Nigéria, le sentiment qu'ont certaines populations d'avoir été laissées pour compte par les politiques coloniales est perçu comme étant la cause de l'émergence de nouvelles formes d'exclusion et de griefs. Parce que des États n'ont pas été capables de répondre de manière appropriée à des griefs fortement enracinés, les problèmes nés de ces derniers se sont amplifiés, pour se manifester par la propagation du terrorisme, de la criminalité et du djihadisme au Sahel.

Processus fracturé de consolidation de l'État : Forger une identité nationale commune et un destin commun au sein des populations des États sahéliens s'est avéré être un immense défi. Les situations d'exclusion socioéconomique et d'exclusion politique qui sont issues du manque de succès sur cette voie ont partout constitué les causes premières des conflits dans toute la région. Les politiques fondées sur l'appartenance ethnique n'ont pas encore disparu, même si leur pratique varie d'un pays à l'autre. Les aperçus de pays qui vont suivre illustrent la manifestation de ce facteur, qui se dégage de chaque étude de pays. Combiné aux griefs historiques, ledit facteur contribue à maintenir la distance entre l'État et des pans entiers de la population.

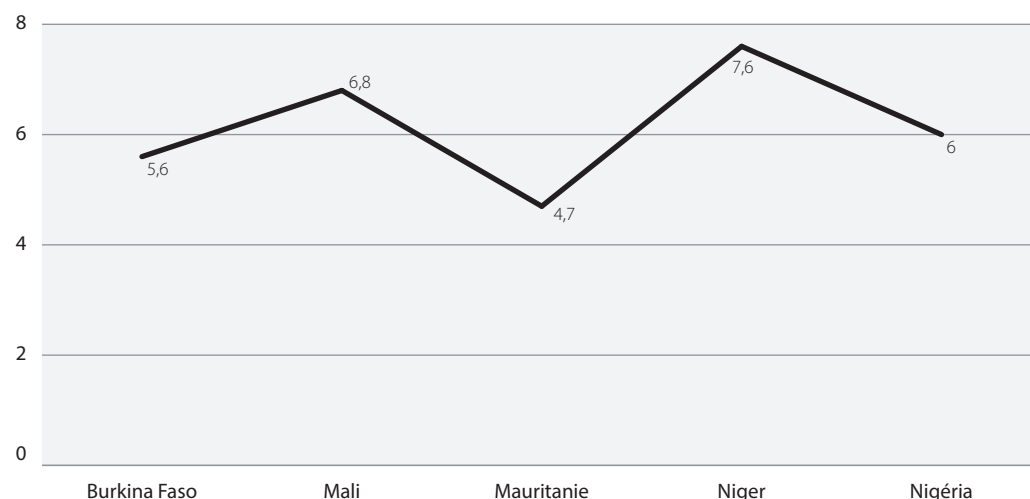
Explosion démographique des jeunes : Dans tous les pays sahéliens, la population comporte une forte proportion de jeunes. En moyenne, plus de 60 % des habitants ont moins de 35 ans dans les pays ayant fait l'objet de l'étude. Les implications de cette progression sont graves, si l'on songe aux défis que lancent déjà le stress environnemental, l'exclusion socioéconomique et l'instabilité politique. Le taux de fécondité de plus de 5 enfants par femme à travers ces pays confirme l'explosion démographique des jeunes au Sahel, phénomène qui s'observe d'ailleurs dans toute l'Afrique. En l'absence de mesures judicieuses de planification familiale et en raison des pressions qui s'exercent déjà sur des systèmes faibles, les États ne parviennent pas à convertir la ressource que représentent leurs jeunes en énergies positives pour le développement. Devant les difficultés à entrer dans un parcours de vie normale, de bénéficier de services en matière d'éducation et de santé et de trouver un travail décent, de nombreux jeunes deviennent vulnérables au risque de participation à des conflits armés et à d'autres activités criminelles organisées, ainsi qu'à un risque de radicalisation les conduisant à rejoindre des groupes extrémistes violents. Ces difficultés constituent donc un facteur clef de la genèse des conflits et de l'insécurité dans la région.

Figure 2.1 : Explosion démographique des jeunes (pourcentage de la population de moins de 35 ans), 2014



Source : Central Intelligence Agency. The World Factbook, "Age Structure". <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2010.html#ml>.

Figure 2.2: Taux de fécondité, (naissances totales par femme) 2013



Source : Banque mondiale. Data, "Fertility Rate, total (births per woman)". <http://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN>.

Quelles sont les causes immédiates et les facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité dans les régions et les pays du Sahel ?

Migrations : Dans tous les pays sahéliens, les migrations de populations en sont venues à faire partie de la vie quotidienne et les raisons n'en sont pas seulement climatiques. Le flux de réfugiés, qui se déplacent parfois avec leur bétail pour fuir des zones touchées par les combats au Mali, au Niger et dans le nord-est du Nigéria, exacerbe des pressions qui s'exercent sur les ressources en terres et en eau, suscitant de nouvelles situations d'insécurité.

Insécurité alimentaire : Selon les estimations actuelles de l'insécurité alimentaire dans les pays considérés, 19,8 millions de personnes sont touchées par cette insécurité, dont 2,6 millions ont déjà franchi le seuil d'urgence et nécessitent une assistance

alimentaire immédiate. Au Sahel, une personne sur sept souffre d'insécurité alimentaire, un enfant sur cinq est sous-alimenté, et 2,76 millions de personnes sont des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays¹⁶. Plus inquiétantes encore sont les projections de la sécurité alimentaire pour le premier trimestre de 2015. Elles annoncent une légère détérioration de la situation au Burkina Faso et au Mali, tandis qu'en Mauritanie et au Sénégal, l'on s'attend à ce que 1,4 million de personnes de plus soient touchées par l'insécurité alimentaire « en raison de la médiocre production de pacages et de ses effets sur les moyens de subsistance des agropasteurs »¹⁷.

Politisation de l'armée : Les coups d'État militaires, les mutineries et les interventions ouvertes ou masquées de militaires dans la vie politique se sont régulièrement produits dans les pays étudiés. Des décennies de régime militaire en Mauritanie n'ont été que brièvement tempérées par un interrègne de gouvernement civil. La descente du Mali dans une situation de conflit armé en 2012 a été exacerbée par un coup d'État militaire. Les événements qui ont conduit à la chute de Blaise Compaoré démontrent l'influence continue de l'armée au Burkina Faso. Au Niger, un passé d'interventionnisme militaire a produit un résultat record : quatre coups d'État réussis, quatre transitions politiques, sept républiques et sept constitutions. De manière semblable, l'histoire antérieure du Nigéria, marquée par l'intervention directe des militaires dans la vie politique, a été suivie d'une quatrième république, caractérisée par 16 années de gouvernement civil ininterrompu, mais marquée depuis peu par les tendances interventionnistes masquées de certains hauts gradés militaires dans le domaine politique. On peut donc dire, en général, que les politiques d'exclusion, ainsi que les politiques répressives associées à la politisation des établissements de sécurité, ont constitué des facteurs significatifs d'instabilité et d'insécurité au Sahel.

Montée du djihadisme et des réseaux criminels : La nature des conflits et de l'insécurité dans les pays sahéliens et celle des acteurs qui y sont impliqués a connu des mutations en ce que des mouvements qui étaient animés par des griefs ont pris une dimension plus complexe, aux conséquences touchant les pays aussi bien que la région. Ce phénomène s'est manifesté tout particulièrement au Mali et au Nigéria, et il a entraîné de graves conséquences pour le Niger. La pénétration de groupes wahhabites au Mali à partir du début des années 90 a conduit à une radicalisation progressive de l'Islam, particulièrement dans le nord du pays. De son côté, Boko Haram peut être considéré comme une variante (quoique dans un contexte qui évolue) de précédents épisodes de radicalisation islamique dans le nord du Nigéria, notamment dans le contexte du mouvement Maitatsine des années 1970-1980. On note aussi une certaine convergence entre l'islamisme radical, la contrebande, l'irrédentisme touareg, la multiplication des enlèvements et la rébellion Boko Haram. Des groupes criminels et djihadistes se sont progressivement implantés dans d'importantes parties du Mali et du nord du Nigéria. Ils échappent au contrôle du gouvernement et leur activité a des conséquences néfastes pour les pays sahéliens voisins.

Liaisons islamistes régionales : Les liens qui ont été noués entre groupes radicaux au Sahel, tels que le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le MUJAO et Boko Haram, ont contribué à entretenir l'insécurité dans la région. Des indices permettent

¹⁶ OCHA, 2014c.

¹⁷ Ibid.

de penser que des rapports de collaboration et de soutien opérationnel ont été établis entre Boko Haram et d'autres groupes radicaux au Sahel. Par exemple, des combattants de Boko Haram qui ont survécu ont été regroupés et entraînés dans le nord du Mali après avoir été chassés par les forces de sécurité nigérianes en 2009. En avril 2012, une centaine de membres de Boko Haram auraient été impliqués dans une attaque contre l'ambassade d'Algérie à Gao, au Mali.

Dimension régionale et transfrontalière des conflits et de l'insécurité : La sécurité des États sahéliens est nécessairement liée à la dynamique régionale et transnationale de la sécurité et les effets de cette dynamique varient d'un pays à l'autre. Le Niger se trouve au carrefour des corridors de conflits qui s'étendent entre le Mali et le nord du Nigéria. De ce fait, il a dû faire face à différents défis sécuritaires : insurrections dans le nord-est du Nigéria (Boko Haram), dans le nord du Mali, dans le sud de la Libye et également en République centrafricaine. De manière analogue, le Burkina Faso accueille des afflux de réfugiés fuyant le conflit et l'insécurité au nord du Mali. Quelques autres pays considérés comme appartenant à un deuxième groupe de pays sahéliens dans le présent rapport sont également frappés. Le Tchad et le Cameroun sont touchés par les activités transfrontalières de Boko Haram et ont été entraînés dans ce conflit, en particulier par le biais de leur participation à la force d'intervention multinationale engagée contre Boko Haram.

Corruption et privations socioéconomiques : Tous les pays sahéliens considérés dans la présente étude possèdent des ressources naturelles considérables. Cependant, ils sont tous en proie à la corruption, à la mauvaise gestion et aux privations sociales et économiques, même si ces défaillances ne se manifestent pas partout au même degré. Ces pays n'ont donc pas pu mettre en place une bonne gestion de la croissance démographique des jeunes, au risque d'aggraver les problèmes de chômage de ces jeunes et leur vulnérabilité à la radicalisation. L'incapacité de rompre un cycle de mécontentement, dans lequel l'exclusion et les doléances non résolues se transforment en opposition violente à l'État, renforce les discours des mouvements extrémistes insurrectionnels dans la région et apporte une justification à leur cause.

Dynamique mondiale et rôle des acteurs externes : Les événements du Moyen-Orient, les attentats du 11 septembre 2001 et un sentiment d'aliénation ont contribué à la radicalisation de mouvements qui au départ étaient essentiellement revendicatifs. Le contexte global de la guerre contre le terrorisme a suscité des discours et des contre-discours présentant l'islamisme radical comme une menace à la démocratie et la civilisation occidentale comme une menace à l'Islam. La dynamique qui a ultérieurement pris naissance au Sahel n'a fait qu'accentuer ce phénomène. La présence d'un éventail d'acteurs externes au Sahel n'a pas systématiquement mis cette dynamique au service des populations sahéliennes. Ces considérations ne se limitent d'ailleurs pas à la sécurité et aux acteurs du développement. La présence d'industries extractives a généré une dynamique nouvelle parce que la découverte de ressources minérales pèse fort sur les esprits, conduisant des milliers de personnes à quitter leurs foyers et à abandonner leur première activité, l'agriculture, pour se mettre à la recherche d'or, d'argent, de diamants, d'uranium, etc.

2.2 Aperçu de pays : Le Mali

Abritant l'un des deux corridors de conflits examinés dans la présente étude, le Mali se prête entièrement à l'investigation des causes des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle au Sahel. Les constatations qui se dégagent de l'étude de cas entreprise dans ce pays montrent toute l'ampleur des facteurs à l'origine des conflits et de l'insécurité et mettent au jour les effets qu'ils pourraient exercer sur d'autres pays suffisamment proches du corridor de conflits.

Le contexte du Mali

Depuis l'accession à l'indépendance du pays en 1960, la région nord du Mali constitue le théâtre de conflits et de problèmes sécuritaires du Sahel, cette région étant frappée par l'irrédentisme, la criminalité transnationale et le djihadisme. Le Mali est situé au cœur même du Sahel et il partage de longues frontières entre autres avec l'Algérie (au nord), le Niger et le Burkina Faso (à l'est), la Mauritanie (au nord-ouest) et le Sénégal (au sud-ouest). Sa population de 15 millions d'habitants est à prédominance musulmane et se compose de groupes tels que les Mandés (Bambaras, Malinkés, Soninkés) à raison de 50 % du total ; les Peuhls, 17 % ; les Voltaïques, 12 % ; les Songhaï, 6 % ; les Touaregs et les Maures, 10 % ; et d'autres ethnies encore, 5 %¹⁸. Avant 2012, le Mali était souvent cité comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest parce qu'il avait connu 20 ans de régime démocratique ininterrompu, avec des dizaines de partis politiques, une société civile dynamique, une presse libre et un secteur de la sécurité placé sous un contrôle démocratique.

Au plan économique, le Mali possède deux secteurs principaux, l'agriculture et les activités extractives, qui déterminent la production du pays. La région agricole la plus productive du Mali, qui s'étend entre Bamako et Mopti, vit de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Le cheptel du pays compte des millions de bovins, d'ovins et de caprins, tandis que la culture du sol occupe 87 % de la population active et dégage 42 % de son PIB. Le coton et l'élevage représentent 75 à 80 % des exportations annuelles du pays. Le secteur minéral s'appuie sur des gisements prouvés de bauxite, de minerai de fer, de métaux communs, de phosphate, d'or, de sel et d'uranium. Le bassin de Taoudéni dans le nord du Mali regorge de minéraux stratégiques tels que le gaz, le pétrole et l'uranium¹⁹. Mais malgré ses ressources naturelles, le Mali a régulièrement été classé parmi les pays les plus pauvres du monde²⁰, vu que 78,7 % de ses citoyens vivent avec moins de 2 dollars par jour et que le PIB par habitant a régressé inexorablement ces dernières années, reculant par exemple de 739 à 715 dollars en 2013²¹.

Au plan politique, le Mali a oscillé entre des régimes militaires et civils. Dans les années 90, il a offert un bel exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest après être passé

18 World Fact Book Country Studies : <http://countrystudies.net/Mali>

19 <http://www.economywatch.com/economic-statistics/country/Mali/> (visité le 22 août, 2014).

20 <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.2DAY> (visité le 20 août, 2014).

21 Voir <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>, visité le 26 août 2014. Sauf indication contraire, les données présentées ici sont tirées de ce jeu de données de la Banque mondiale. Disponible sur la page <http://data.worldbank.org/>

sans heurts à un régime civil en 1991. Mais la paix et la stabilité apparentes dont le pays jouissait ont été interrompues par l'insurrection touareg en 2012, laquelle a été suivie d'un coup d'État militaire, puis d'une tentative d'invasion lancée par une combinaison de djihadistes, d'irrédentistes et de membres de réseaux criminels. Cette invasion a nécessité une intervention (opération Serval) et le déploiement subséquent d'une force multinationale de maintien de la paix. La situation géographique et la dynamique politique et sécuritaire récente du Mali le situent à l'épicentre des défis sécuritaires et développementaux du Sahel. Aucun autre pays de la région n'incarne au même degré la multitude des crises causées par l'insurrection, la criminalité, le terrorisme et l'irrédentisme, ainsi que leurs incidences sur le développement humain. Le pays se trouve au centre d'activités transnationales poussées de trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, sans compter les attaques terroristes et les enlèvements contre rançon²².

Causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité

Processus fracturé de consolidation de l'État : Au cœur de la situation de conflit et d'insécurité au Mali se situe le problème de la réalisation d'une identité malienne commune et d'une participation et d'une représentation équitables dans la gouvernance. La loi administrative n° 60-5/AL-RS du 7 juin 1960 relative à l'administration territoriale a établi 6 régions, dont l'une est celle de Gao, qui couvre l'entièreté de la partie nord du pays et dont la superficie dépasse celle des 5 autres régions réunies. Associée à la forte centralisation administrative et à l'orientation socialiste du gouvernement issu de la colonisation, cette circonstance a donné le ton aux processus fracturés de consolidation de l'État qui minent le Mali depuis lors. L'amertume provoquée par la rébellion touareg de 1962 a fait écho à un sentiment de marginalisation, à la centralisation et à la suppression de spécificités régionales, ainsi qu'à l'incapacité des gouvernements successifs et des générations d'élites dirigeantes de trouver des formules appropriées pour répondre aux besoins socioéconomiques et sécuritaires de la population du Mali.

Les griefs des Touaregs : Le problème touareg s'est manifesté pour la première fois en 1962 (par la rébellion « Afellaga ») lorsque des Touaregs semi-nomades (des Berbères) et d'autres groupes peuplant le nord du pays ont revendiqué l'application de la charia et l'indépendance. Deux ans plus tard, en 1964, cette rébellion avait été matée par des méthodes militaires²³, mais le résultat ne répondait pas aux revendications de la rébellion et ne dégagait pas d'approche prospective desdites revendications. Ces griefs se sont envenimés au fil des ans, donnant lieu à des sentiments de victimisation, d'exclusion et d'aliénation par rapport à l'État-nation malien. Les rebellions touaregs subséquentes, qui ont éclaté en 1990, 2006 et 2012, sont toutes dues à l'incapacité de l'État malien de répondre de façon adéquate au problème posé initialement en 1962. Bien entendu, le problème touareg a été encore exacerbé depuis lors par la dynamique régionale et internationale, en particulier par une série de sécheresses, dont les effets sur les moyens de subsistance des Touaregs ont été dévastateurs dans

22 Jacques Roussellier, *Terrorism in North Africa and the Sahel : Al-Qaeda's Franchise or Freelance*, Washington, DC The Middle East Institute, 2011.

23 Kalifa Keita, *Conflict and Conflict Resolution in the Sahel : The Tuareg Insurgency in Mali*, 1998. Disponible sur la page http://permanent.access.gpo.gov/lps12312/carlisle-www.army.mil/usassi/ssi_pubs/pubs98/tuareg/tuareg.pdf p.11 (visité le 18 août 2014).

les années 80. À tout cela s'est ajoutée la propagation du terrorisme, de la criminalité et du djihadisme à travers le Sahel.

Stress environnemental : La situation du Mali au cœur du Sahel et son exposition aux causes de stress environnemental – sécheresse, désertification, variations de la pluviosité et de la température et leurs conséquences pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance – accentuent sa vulnérabilité. Les sécheresses des décennies 1970 et 1980 ont établi un contexte pour la rébellion de 1990 (et les rébellions subséquentes). Elles ont ravagé les moyens de subsistance des nomades et des agriculteurs dans le nord en décimant des troupeaux en masse, en faisant chuter des récoltes et en provoquant la famine, ce qui a déclenché une migration massive des jeunes (« Ishumar ») vers les villes et les pays voisins ²⁴, plus particulièrement la Libye, où de jeunes migrants étaient entraînés et employés comme soldats par le régime de Gadhafi. Cette évolution a ravivé l'irrédentisme touareg des années 90.

L'explosion démographique des jeunes : L'explosion démographique des jeunes a commencé dans les années 80 et 90 et la population du Mali est aujourd'hui l'une des plus jeunes au monde : environ 53 % de sa population est âgée de moins de 18 ans et le taux de croissance de cette population est particulièrement élevé (3,1 % par an). Les sécheresses, les famines, de rudes conditions économiques et des régimes militaires insensibles ont, dès les années 80, poussé d'innombrables jeunes des régions du nord à migrer vers les villes du sud et les pays voisins. Trois effets en ont résulté. Le premier a été la dépopulation de régions du nord, à telle enseigne qu'à la fin des années 90, de vastes territoires y formaient un « no man's land ». En deuxième lieu, les jeunes dans ces régions ont été facilement attirés vers des réseaux criminels et des activités criminelles telles que la contrebande, l'enlèvement, le trafic de drogues et de personnes ainsi que l'adhésion à des groupes djihadistes. En troisième lieu, de jeunes Touaregs y ont trouvé l'occasion d'être formés aux techniques de combat. La Libye se présentait comme une destination particulièrement attractive pour ces jeunes migrants, qui ont été vite entraînés et intégrés dans l'armée de Gadhafi. Cet état de choses a contribué à relancer l'irrédentisme touareg armé, y compris les insurrections de 2006 et 2012 (auxquelles ont participé des combattants de retour de Libye).

Carences de l'éducation : La crise du système éducatif malien est une caractéristique critique de la société malienne au moins depuis les années 80 en raison du manque de financement de ce système, de sa politisation, des perturbations qui l'ont marqué, de l'accès limité aux établissements éducatifs, des défaillances de la réglementation et du manque d'adaptation aux besoins contemporains²⁵. Il ressort d'une étude menée en 2009 que le Mali ne dépense en moyenne que 24 dollars par année par personne pour l'éducation et que ses dépenses totales sous cette rubrique représentent 21 % du budget total, 30 % du budget de fonctionnement et 5 % du PIB, autant d'éléments qui malgré tout laissaient 900 000 enfants de 7 à 12 ans en dehors du système scolaire en 2009 ²⁶. Ainsi, l'on n'est pas surpris d'apprendre que la durée

²⁴ Baz Lecocq, *Disputed Desert : Decolonization, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*, Leiden, Brill, 2010, p. 227-253.

²⁵ Drissa Diakité, "La crise scolaire au Mali," *Nordic Journal of African Studies*, 2000, 9 (3), p. 6-28.

²⁶ Pearce et al., "Delivering Education."

de vie scolaire moyenne n'est que de 1,99 an au Mali²⁷. Par ailleurs, de nombreuses médersas, ou « écoles coraniques », ont vu le jour et leurs programmes d'études sont peu réglementés. Ces médersas sont en grande partie déconnectées des valeurs et de la culture politique de tolérance de la société malienne traditionnelle. Au contraire, elles épousent la version salafiste/wahhabite de l'Islam, devenant ainsi des pépinières de futurs djihadistes.

Causes immédiates et facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité

Montée de réseaux djihadistes et criminels : Alors qu'auparavant ils portaient essentiellement sur les revendications des Touaregs, les conflits dans le nord du Mali ont aujourd'hui pris l'allure d'un phénomène plus complexe aux ramifications régionales et internes. La pénétration de groupes wahhabites au Mali à partir du début des années 90 a conduit à une radicalisation progressive de l'Islam, particulièrement dans le nord. Dans le même temps, une sorte de convergence s'est produite entre l'islamisme radical, la contrebande et l'irrédentisme touareg, ce qui a provoqué le déclenchement des insurrections de 2006 et 2012²⁸. En 2006 déjà, le nord du Mali échappait complètement au contrôle du gouvernement central. En 2012, plusieurs groupes criminels et djihadistes contrôlaient une bonne partie du nord du pays. Ces groupes sont notamment : AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) ; Ansar Dine, un groupe djihadiste conduit par un rebelle touareg vétéran ; le MUJAO, une ramification d'AQMI conduite principalement par des djihadistes subsahariens ; le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ; le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) ; et le Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA).

Médiocre gouvernance : L'envenimement de la crise dans le nord et l'échec des tentatives du gouvernement pour la contenir (surtout en 2012), ainsi que le coup d'État de mars 2012 témoignent d'un affaiblissement du secteur de la sécurité. Cet affaiblissement des forces de sécurité maliennes est la conséquence d'une série de décisions délibérées prises par les deux régimes au pouvoir entre 1991 et 2012, ostensiblement pour prévenir les coups de force militaires et protéger la démocratie. L'armée était sous-financée. Elle avait subi de rudes coupes d'effectifs et elle est devenue le théâtre d'une corruption répandue visant à l'enrichissement rapide. À titre d'illustration, malgré la nécessité d'affronter deux rebellions entre 1993 et 2013, les dépenses militaires ont fluctué entre 1,4 % et 1,6 % du PIB pendant ces années, alors que sous le régime de Moussa Traoré (1968-1991), elles avaient régulièrement dépassé 2 % du PIB. Sous le régime civil d'ATT (2002-2012), la corruption et les détournements de fonds publics ont atteint des niveaux sans précédent et le professionnalisme n'a plus fait partie des critères de sélection dans les forces armées. De plus, la politique malavisée de non-intervention du régime d'ATT a joué un rôle déterminant dans le foisonnement des groupes criminels et djihadistes dans le nord ²⁹

27 PNUD, disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/MLI> (visité le 21 août 2014).

28 Baz Lecocq et Paul Schrijver (2007). "The War on Terror in a Haze of Dust : Potholes and Pitfalls on the Saharan Front," *Journal of Contemporary African Studies*, 25, 1er janv. . 2007, p. 148-156. Voir également, Wolfram Lacher, "Organized Crime and Terrorism in the Sahel : Drivers, Actors, Options," *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP Comment*, No. 1, janvier 2011.

29 Oumar Coulibaly, « Notre enquête : L'armée malienne : Clochardisée par 20 ans de gestion chaotique » disponible à l'adresse <http://www.maliweb.net/societe/notre-enquete-larmee-malienne-clochardi-see-20-ans-gestion-chaotique-412452.html> (visité le 29 août 2014).

ainsi que dans le retour de Libye de combattants touaregs aguerris et lourdement armés, qui se sont installés sur le territoire national avec leurs armes et équipements.

Échec des accords de paix : Le Gouvernement malien et les chefs touaregs ont signé, respectivement, les accords de paix de Tamanrasset et d'Alger pour mettre fin aux insurrections de 1990 et 2006. Ces accords prévoyaient des mesures économiques et sécuritaires visant à intégrer le nord dans le reste du Mali, à accélérer les investissements économiques dans le nord et à intégrer d'anciens rebelles dans les forces armées³⁰. Cependant, ils n'ont conduit qu'à des accalmies de quelques années. Leur échec s'explique par l'incapacité du Gouvernement malien de les consolider et par la mauvaise foi ou l'extrémisme des différentes factions et des leaders du nationalisme touareg. Par ailleurs, certaines des mesures d'allègement de la pauvreté dirigées vers le nord ont été marquées par des actes de corruption et des détournements de fonds³¹.

2.3 Aperçu de pays : La Mauritanie

En plus des facteurs liés à sa situation géographique de pays sahélien, la Mauritanie partage des caractéristiques communes avec le Mali et d'autres pays du Sahel, comme examiné ci-après. Ces caractéristiques apparaissent clairement dans les causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité découlant des conséquences qui se produisent dans ses voisins sahéliens.

Le contexte de la Mauritanie

La Mauritanie est devenue un intervenant important des évolutions politiques et sécuritaires du Sahel. Aux niveaux géographique, ethnique, culturel, politique et diplomatique, elle occupe une position unique entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Elle partage des frontières avec l'Algérie et le Sahara occidental au nord, avec le Mali (régions d'Hodh Charghi et d'Hodh El Gharbi) à l'est et au sud-est et avec le Sénégal au sud-ouest. En raison de cette position unique, la Mauritanie doit affronter différents défis d'ordre sociopolitique. Sa grande étendue et les milliers de kilomètres de frontières qu'elle partage avec le Mali et l'Algérie l'exposent aux effets des conflits armés et des situations d'insécurité qui marquent la région, y compris à des afflux de réfugiés et aux activités de groupes irrédentistes.

Sur le plan politique, la Mauritanie a été dominée par des coups d'État et par des régimes militaires autoritaires. Hormis une courte période de 17 mois, en 2007-2008, pendant laquelle elle a connu un régime démocratique, la Mauritanie n'a cessé d'être gouvernée depuis 1978 par des officiers ayant pris le pouvoir à l'issue de coups de

30 République du Mali, *Livre blanc sur le 'Problème du Nord' du Mali*, Bamako : publication officielle de la République du Mali, décembre 1994 ; se reporter également à l'accord d'Alger à l'adresse : <http://saadlounes.a.s.f.unblog.fr/files/2010/05/accordsdalgerjuillet2006.pdf> (visité le 22 août 2014).

31 Tiébilé Dramé, « La situation politique et sécuritaire, un an après le coup d'État du 22 mars 2013 ». Allocution prononcée le 20 mars 2013 à l'hôtel Laïco El Farouk de Bamako. Disponible à : l'adresse <http://www.maliweb.net/politique/la-situation-politique-et-securitaire-un-an-apres-le-coup-detat-du-22-mars-2013-136474.html> (visité le 27 août 2014).

force. Elle est probablement le pays qui a connu le nombre le plus élevé de putschs, de putschs manqués et de complots pour la prise du pouvoir en Afrique de l'Ouest³².

Le pays compte une population estimée à 3,1 millions de personnes, dont environ 59 % vivent dans des zones rurales. Cette population se compose en grande partie d'enfants de moins de 14 ans (44,5 %). Les personnes de plus de 64 ans ne représentent que 3,6 % de la population. C'est à dire que, pratiquement, seulement environ 52 % de la population (groupe d'âge de 14 à 64 ans) constitue une population active potentielle³³. Le sous-sol de la Mauritanie est richement doté en minerai de fer, en or et en cuivre. La pêche occupe une place importante et le pays a un potentiel agricole immense. Son économie repose essentiellement sur trois domaines. Les activités du secteur primaire comprennent surtout la culture de céréales (mil, sorgho, riz non décortiqué, maïs, blé, orge), l'élevage (bovins, chameaux, caprins et ovins) et la pêche. Le secteur secondaire est constitué presque entièrement d'industries extractives (pétrole, or, cuivre, fer) et les transports et les communications prédominent dans le secteur tertiaire. L'industrie minière est le premier moteur de la croissance économique de la Mauritanie contemporaine. Il représente 20 % du PIB et domine entièrement le secteur secondaire, dont la contribution au PIB est de 24,8 %. Depuis 2009, la *Société nationale des industries minières* (SNIM) poursuit un programme de développement et de modernisation pour accroître la production nationale. C'est ainsi que la production de minerai de fer est passée de 11,417 millions de tonnes en 2010 à 11,975 millions de tonnes en 2013³⁴.

Le paysage politique de la Mauritanie est déterminé en grande partie par la composition sociale du pays et les défis qui en découlent. Les Mauritaniens sont tous musulmans et se répartissent entre Maures Noirs métissés (40 %), Maures (30 %) et Noirs (30 %)³⁵. Deux groupes sont dominants au plan culturel : les Arabo-Berbères, à la peau claire, et les Négro-Africains. Le pays a connu des tensions politiques et sociales attisées par des divisions ethniques, par le monopole des Arabo-Berbères au sein de l'administration, par les effets latents de l'esclavage et par la volatilité politique (surtout entre 1989 et 1992). Une évolution sociopolitique importante a été l'émergence des **Haratines** en tant que force sociale et politique potentielle, dont les leaders combattent les formes actuelles de l'esclavage ainsi que les vestiges qui en subsistent au sein de la société mauritanienne³⁶.

Causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité

L'État postcolonial : L'insécurité ressentie par la majorité des Mauritaniens a trait aux conséquences d'une pauvreté très répandue et à la non-satisfaction de besoins

32 Boubacar N'Diaye, «The Legacy of Mauritania's Colonels : West Africa's Next Crisis?» article non publié sous revue.

33 Direction du Travail, Ministère de l'emploi, Office national de la statistique, Ministère des affaires économiques et du développement, Bureau international du Travail, *Mauritanie – Enquête de référence nationale sur l'emploi et le secteur informel 2013 (ENRE-SI)*, Nouakchott, Catalogue de données MRT-ENRE-SI-2013-V01, octobre 2014, 47 p., (réédition).

34 République islamique de Mauritanie (RIM), *Rapport macroéconomique 2013 et prévisions 2014-2015*, Nouakchott, Ministère des affaires économiques et du développement, rapport de la Direction générale de la politique économique et des stratégies du développement, Direction de la prévision et de l'analyse économiques, février, 2014, p.8.

35 Voir <http://countrystudies.net/Mauritania>.

36 Voir <http://fr.alakhbar.info/6616-0-MANIFESTE-Pour-les-droits-des-Haratines-au-sein-dune-Mauritanie-unie.html> (visité le 09/02/2014).

essentiels. Elle est également nourrie par le manque de réactivité de l'État postcolonial et par l'absence de sécurité physique et psychologique, qui prévalent dans une grande partie du Sahel en raison du terrorisme et du radicalisme. Au moment de son indépendance, la Mauritanie a souffert de l'absence complète d'infrastructures administratives, institutionnelles et sociales dont elle avait besoin pour progresser sur la voie de la cohésion nationale et d'une gouvernance soucieuse des impératifs de la population.

Les politiques de l'identité : La division entre Arabo-Berbères et Négro-Africains constitue une importante ligne de fracture en Mauritanie. Elle a été exacerbée par l'incapacité des dirigeants de l'ère postcoloniale immédiate de façonner une identité nationale. Les politiques adoptées, qui visaient à bâtir une identité exclusivement arabe, n'ont pas manqué de susciter des sentiments d'anxiété et de crainte au sein d'une grande partie de la population non arabe. Cet écart entre la composante noire de la population, ou du moins une grande partie de celle-ci, et l'État constitue une source d'insécurité indéniable en raison de l'imprévisibilité des conséquences du moindre incident.

Stress environnemental : Une partie importante de la Mauritanie est désertique et connaît un manque chronique de pluies, ce qui expose l'activité agricole dans le nord du pays et sur les terres agricoles dans le sud du pays aux caprices de la nature et rend la production aléatoire. Depuis 1968, la Mauritanie est touchée par des sécheresses récurrentes qui ont réduit son cheptel et soumis une grande partie de ses populations, tant nomades que sédentaires, à des situations de famine et de malnutrition chronique. La diminution de l'étendue des pacages a ajouté aux causes de l'insécurité, déclenchant des crises très graves et des conflits entre les communautés, à l'intérieur de la Mauritanie et au-delà de ses frontières.

Environnement géopolitique : Située dans un milieu marqué par des conflits, la Mauritanie a subi les contrecoups de décennies de tensions et de rivalités entre le Maroc et l'Algérie à propos du Sahara occidental. Le pays doit contrôler plus de 5 000 km de frontières terrestres, en plus de 750 km de côtes sur l'Atlantique. Compte tenu de l'intensité des trafics de toutes sortes et de l'atmosphère de violence et d'incertitude qui règnent dans la région sahélienne/ouest-africaine, l'exercice d'un tel contrôle lui pose des défis qui sont d'autant plus redoutables que ses capacités administratives sont limitées. Les frontières de la Mauritanie avec le Mali sont particulièrement poreuses, ce qui permet à des groupes armés et à des trafiquants de se livrer à leurs activités sur de grandes étendues de terre entre le Mali, la Mauritanie et l'Algérie.

Causes immédiates et facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité

Un passé militaire et autocratique : L'existence depuis plus de 30 ans de régimes prétoriens en Mauritanie a été une source majeure d'insécurité. Ce pays a connu un régime à parti unique, suivi de régimes militaires dont les politiques répressives et les actes de gestion fautive ont été encore plus fortement décriés que ceux qu'on reprochait au régime civil. Depuis 1978, hormis une période de démocratie de 17 mois (d'avril 2007 à août 2008), issue des seules élections qu'il est probablement

permis de qualifier de « libres et équitables » au cours des 54 ans de son histoire, la Mauritanie a été gouvernée par une succession de régimes militaires répressifs³⁷.

Fautes de gestion économique délibérées : Malgré un taux de croissance annuel moyen de 5 % du PIB depuis plusieurs années, la Mauritanie a paradoxalement maintenu son chômage à un taux dangereusement élevé. Ce taux était de 30 % en 2008, en hausse de 10 % par rapport à 2004. Et en dépit d'un net accroissement des activités économiques et du PIB par habitant, la pauvreté s'y est aggravée par suite d'une corruption très répandue, de la falsification officielle des données économiques, et de fortes augmentations des inégalités entre groupes³⁸. Tout cela a contribué à intensifier les tensions entre groupes et l'insécurité.

Activités terroristes : La guerre civile en Algérie et ses séquelles (sous la forme d'actes de terrorisme) ont directement influé sur la sécurité en Mauritanie. Le pays a subi une succession d'attentats par des groupes terroristes armés. En avril 2005, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, groupe terroriste algérien, qui deviendra plus tard l'organisation Al- Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), a attaqué un poste de l'armée isolé à Lemgheity, dans le nord de la Mauritanie, tuant 15 soldats et s'emparant de matériel militaire. Cet attentat a été suivi de plusieurs autres attaques, y compris un assaut contre le palais présidentiel en 2010 et une fusillade en plein jour entre une cellule terroriste et les forces de sécurité à Nouakchott³⁹.

2.4 Aperçu de pays : Le Burkina Faso

Le contexte du Burkina Faso

Le Burkina Faso n'est que partiellement situé au Sahel. Sur de grandes superficies proches des frontières nord et ouest du pays, il longe la ceinture sahélienne. Il partage des frontières avec le Niger au nord-est et avec le Mali au nord-ouest et à l'ouest. Il possède des frontières non sahéliennes dans le sud et l'ouest, avec la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin. Le Burkina Faso est donc en retrait par rapport aux corridors de conflits du Sahel.

Cependant, depuis son accession à l'indépendance, le Burkina Faso a connu des défis politiques et une instabilité particuliers à son histoire et souvent de nature interne. Une part importante de l'instabilité qu'il a connue n'a guère été liée à la dynamique sahélienne, étant donné qu'elle était d'origine interne. Il y a eu des cas signalés d'insécurité dans les régions nord du Burkina Faso, le long de la frontière avec le Mali, mais il s'agissait d'événements mineurs (actes de banditisme) et non d'incidents majeurs. Le rôle du Burkina Faso face aux conflits et à l'insécurité au Sahel a été celui de médiateur, particulièrement dans le contexte de l'insurrection touareg. Il accueille également, depuis une vingtaine d'années, des

37 Boubacar N'Diaye, "The Legacy of Mauritania's Colonels : West Africa's Next Crisis?". Article non publié, sous revue.

38 Voir Samuel Boris, *Trajectoire technocratique et instabilité politique en Mauritanie 2003-2011*, Paris, les études du CERI, CNRS, 2011.

39 Voir Ahmed Jiddou Aly, "Le terrorisme, menace principale pour la Mauritanie," disponible à l'adresse http://www.rmibiladi.com/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=213:le-terrorisme-menace-principale-pour-la-mauritanie-&catid=1:actualites&Itemid=2 (visité le 09/04/2014).

réfugiés venus de pays sahéliens voisins (Mali et Niger). Le Burkina Faso a attiré une assistance étrangère importante en matière de sécurité (sous la forme de formations, de financements et d'équipements) et il accueille plusieurs installations et opérations antiterroristes à l'œuvre au Sahel. Pour autant, il ne partage pas moins certains facteurs sécuritaires communs aux pays sahéliens.

Causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité

Stress environnemental : La situation géographique du pays l'a rendu vulnérable à des désastres environnementaux, et notamment à une sécheresse aiguë en 1970 qui a provoqué des contraintes internes et a contribué aux tendances auxquelles le pays est confronté jusqu'aujourd'hui. L'instabilité au Burkina Faso se manifeste sous la forme de fréquents affrontements intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs causés par la rareté des ressources disponibles. Le pays a aussi dû faire face à un afflux massif de réfugiés suite à la sécheresse, ainsi qu'à l'arrivée récente de 35 700 personnes venant de la partie septentrionale du Mali avec 50 000 animaux, ce qui a exercé une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées⁴⁰.

Processus fracturé de consolidation de l'État : Au Burkina Faso, les possibilités de conflits et l'insécurité proviennent des conditions traditionnelles et contemporaines relatives aux conflits internes et externes. La combinaison de régimes militaires ou quasi militaires et de coups militaires a amené dans le pays des problèmes d'instabilité engageant le leadership. De plus, l'absence d'une identité nationale a été attribuée à ce que l'on peut décrire comme un processus historique failli. De plus, les conflits actuels et futurs pourraient provenir des fortes tensions provoquées par les tentatives de maintien au pouvoir du Président Compaoré. La répression de l'opposition a exacerbé davantage les inégalités qui prévalent dans le pays et une piètre gouvernance a mené au maintien d'une petite élite.

Pauvreté et vulnérabilité socioéconomique : Elles remontent à la période coloniale et précoloniale et résultent des changements de systèmes politiques qui en sont issus. Les conflits se manifestent sous la forme d'affrontements à propos de terres dans les communautés rurales traduisant les conséquences des différences socioculturelles qui y prévalent. Le Burkina Faso est classé 181^e sur 188 pays dans l'Indice de développement humain des Nations Unies. De fortes disparités existent en matière d'allocation de ressources, compliquées par des considérations liées à l'élitisme. De plus, des inégalités criantes se manifestent dans d'autres groupes, notamment à l'échelon régional.

Explosion démographique des jeunes : Tout comme d'autres pays au sein de la région, le Burkina Faso doit affronter le défi que pose une forte proportion de la population constituée de jeunes : une part de 65 % des 18 millions d'habitants du pays est âgée de moins de 25 ans⁴¹. L'âge moyen de la population est de 17 ans et le taux de fécondité de 5,93⁴². Les taux élevés du chômage sont aussi un facteur de préoccupation, car

40 Yameogo S. et A. Kienou, 2013. Analysis of public expenditures in support of food and agriculture development in Burkina Faso, 2006-2010. Technical notes series, MAFAP, FAO, Rome.

41 United Nations Economic Commission for Africa Sahel Study : A Country Case Study of Burkina Faso. Document non publié, 2015.

42 Ibid

l'incapacité du système de générer des emplois pénalise la croissance économique du pays. Avec une création d'emplois de l'ordre de 20 000 par an, les problèmes auxquels doit faire face le pays pour trouver du travail à offrir à une population active de plus de 15 ans en perpétuelle augmentation sont énormes⁴³. Il existe des disparités selon les zones en matière de chômage, 38 % des inactifs se trouvant dans des zones urbaines⁴⁴.

Causes immédiates et facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité

La politisation de l'armée : Au Burkina Faso, le processus fracturé de consolidation de l'État a été caractérisé par le rôle qu'ont joué les régimes tant militaires que quasi militaires. La politisation du corps militaire a abouti à un environnement de répression. Bien que l'on soit de plus en plus conscient du fait que ce corps militaire est susceptible d'être infiltrée par des djihadistes, une plus grande préoccupation se manifeste à l'égard de la dynamique du pouvoir interne. La politisation de l'armée se caractérise aussi par les mutineries de 2011, qui ont mis en évidence la fragilité de cette branche du gouvernement.

Un régime autocratique : La victoire du Président Compaoré aux élections de 1991 s'est produite suite à la décision de l'opposition de les boycotter. Le régime au pouvoir avait sur l'appareil d'État une mainmise qu'il a maintenue par une répression systématique des partis d'opposition et des mouvements sociaux. Les événements récents de 2014 auraient pu mener à des conflits, vu qu'il avait été fait appel ouvertement à la violence pour réprimer la démocratie. De plus, la violence encouragée par l'État a aussi été utilisée comme moyen par le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), au pouvoir, pour conserver sa domination. De même, les constantes modifications de la Constitution étaient un sujet de préoccupation.

2.5 Aperçu de pays : Le Nigéria

Comme le Burkina Faso, le Nigéria n'est qu'en partie situé au Sahel, sa région nord-est s'y trouvant. Cependant, compte tenu de la taille du Nigéria et de sa population, tout débordement de sa crise interne vers les pays voisins est vite susceptible d'y amplifier l'insécurité existante. La crise provoquée par Boko Haram dans le nord-est témoigne de ce risque. Vu l'ampleur de l'insécurité que cette crise a occasionnée au Nigéria et parmi ses voisins, la présente étude se concentre sur le nord-est du pays en tant que second corridor de conflits.

Le contexte du Nigéria

Avec 173 millions d'habitants, le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique et exerce une hégémonie sur l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit aussi du pays le plus diversifié du continent, car il compte plus de 400 groupes ethniques⁴⁵. Les trois ethnies dominantes sont les Haoussas-

43 Gouvernement du Burkina Faso. « Exposé du Burkina Faso à la Commission de l'emploi et de la politique sociale du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail, 2007 : p. 14.

44 Simonsson, L., *Vulnerability Profile of Burkina Faso, for the Poverty and Vulnerability Programme*, Stockholm : Stockholm Environment Institute (SEI), 2005.

45 Abiodun Alao (2007). *Natural Resources and Conflict in Africa : The Tragedy of Endowment*, . Rochester : Uni-

Fulanis à prédominance musulmane dans le nord, et les Yorubas et Igbo à prédominance chrétienne dans le sud. Le Nigéria est relié au Sahel par ses frontières nord-est, limitrophes du Cameroun, du Tchad et du Niger, qui longent la ceinture sahélienne dans cette région. L'éclatement de violences djihadistes (l'insurrection de Boko Haram) à partir de 2009 et leur escalade continue depuis cette date dans les régions du nord-est confèrent au Nigéria une place centrale dans toute évaluation des conflits armés et de l'insécurité au Sahel.

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Nigéria a connu une succession de régimes civils et militaires, mais vit depuis 1999 sous un régime démocratique. Sa structure fédérale se compose de 36 États répartis en six régions géopolitiques. De manière générale, les identités ethniques, religieuses, géographiques et politiques du pays sont le reflet d'un clivage nord-sud, bien que dans un passé récent, le paysage sociopolitique et ethnoreligieux du pays soit devenu plus fluide et mouvant. Au cours de son histoire, le Nigéria a vécu différentes situations de conflit et d'insécurité internes (infranationales), variant à travers les régions géopolitiques. La région du nord-est est le foyer des conflits et de l'insécurité liés au Sahel dans le pays, résultant spécifiquement de l'insurrection de Boko Haram dans les États de Yobé, d'Adamawa et de Borno ; ce dernier, le plus touché, a servi de base au mouvement Boko Haram dès 2002.

Sur le plan économique, le Nigéria est la première économie d'Afrique, avec un PIB de 521 milliards de dollars en 2013. Depuis une dizaine d'années, il enregistre une croissance économique régulière de plus de 5 % l'an. L'État nigérian dépend fortement de ses recettes pétrolières pour alimenter son budget. Ainsi, la part du pétrole dans les revenus de l'État se montait à 74 % en 2010. L'économie dans le nord du Nigéria est essentiellement agricole, reposant sur l'élevage ainsi que sur des cultures de rapport telles que le mil, le dolique, le sorgho, le sorgho de Guinée, le maïs, le riz, le coton et les arachides. Le commerce de produits agricoles, qui s'exerce avec le sud du pays ainsi qu'au-delà de la frontière avec le Niger, le Tchad et le Cameroun, joue un rôle économique important.

Causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité

Conséquences de la subdivision coloniale du pays : La manière dont le colonisateur a configuré l'État nigérian a été particulièrement problématique. La réunion des protectorats du Sud et du Nord en 1914 a créé de sérieuses complications, car les deux régions avaient des configurations politiques, religieuses et ethniques différentes⁴⁶. Le Nigéria a été aux prises avec une lutte de groupes différents pour la suprématie religieuse et identitaire. La conviction que l'administration coloniale britannique a favorisé le christianisme et les régions du sud a suscité, au sein de la population musulmane du nord, la détermination de corriger ce déséquilibre. C'est ce qu'illustre en partie la détermination de Boko Haram d'introduire la charia et de rejeter la civilisation et l'éducation « occidentales », inspirées des principes du christianisme.

versity of Rochester Press

46 A.H.M. Kirk-Greene (1968), "Lugard and the Amalgamation of Nigeria : A documentary Record", - réimpression du rapport de Sir F. D. Lugard sur la réunion du nord et du sud du Nigéria et de leurs administrations pendant les années 1912 à 1919. Compilé et introduit par A.H.M. Kirk-Greene.

Complexités des relations entre groupes : Les relations entre les différents groupes au Nigéria ont de tout temps été marquées au niveau macro par les rivalités en équilibre des trois principaux groupes ethniques, ainsi que par celles qui, au niveau micro, se manifestent entre plus de 400 groupes ethniques secondaires. La rivalité entre les trois grands groupes a toujours porté sur la lutte pour le pouvoir politique. Le fait que des Haoussas-Fulanis aient été au pouvoir pendant la majeure partie de l'histoire du Nigéria depuis l'indépendance a souvent galvanisé des oppositions de la part des représentants du sud. Pendant les années de gouvernement civil, le système a fonctionné grâce à des aménagements politiques informels prévoyant la rotation du pouvoir entre le nord et le sud et entre les principaux groupes ethniques. Les circonstances qui ont entouré l'accession au pouvoir du président actuel, originaire du sud (à la mort du Président Yar Adua, qui était originaire du nord) sont souvent interprétées comme témoignant de l'opposition du nord et de sa détermination à reprendre le pouvoir.

Dynamique ethnoreligieuse : En se servant de l'Islam comme instrument principal de son insurrection, Boko Haram reflète les différentes attitudes qui existent envers la religion au sein des groupes ethniques du Nigéria. Ainsi, les Yorubas et les Igbo ont une attitude généralement libérale à l'égard de leur religion et se sentent libres de mêler le christianisme ou l'Islam avec d'autres pratiques religieuses. De leur côté, les Haoussas-Fulanis, plus rigoureux dans leur adhésion aux croyances islamiques, vouent une allégeance d'abord à leur religion et ensuite à leur appartenance ethnique ou à l'État nigérian⁴⁷. Il s'agit là d'un facteur important de la montée et du maintien de la radicalisation islamique opérée par Boko Haram.

Instabilité politique générale : Le Nigéria n'a jamais été vraiment stable sur le plan politique depuis son accession à l'indépendance, un état de choses lié dans une certaine mesure aux causes structurelles de la radicalisation islamique et à la violence djihadiste de Boko Haram. Au cours de son existence depuis qu'il est indépendant, le pays a été témoin d'une guerre civile meurtrière, de multiples revirements de sa direction politique (par suite de coups d'État), de l'établissement de régimes militaires brutaux, des agissements de milices ethnopolitiques armées et d'affrontements entre groupes résolus à appliquer des politiques à somme nulle⁴⁸. À la base de ces situations d'instabilité se trouvent des revendications d'ordre ethnopolitique pour l'inclusion sociale, la représentation politique, la justice socioéconomique et le contrôle de ressources naturelles. Tel est le contexte des oppositions armées à l'État qui se sont produites de façon récurrente et dont l'insurrection de Boko Haram est une variante.

Causes immédiates et facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité

Corruption et carences socioéconomiques : Le Nigéria est doté de ressources naturelles considérables, en particulier en pétrole ; mais la corruption, la mauvaise gestion et les carences sociales et économiques le minent depuis son accession à l'indépendance.

47 Voir Toyin Falola (1999). *Violence in Nigeria : The Crisis of Religious Politics and Secular Ideologies*, University of Rochester Press, Rochester

48 Formés suivant des lignes ethniques, ces groupes sont le Congrès du peuple Odua (OPC), qui regroupe des Yorubas, et les Egbesu Boys chez les Ibos. Pour plus de précisions à ce sujet, lire Augustine Ikelegbe, "State, ethnic militias, and conflict in Nigeria", *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines* 39(3) 2005. .

En 2007, le service de surveillance anticorruption du pays a estimé que ses dirigeants avaient dérobé 300 milliards de dollars en revenus pétroliers entre 1960 et 1999. Le résultat net de cet état de choses est une grande masse de jeunes sans travail vulnérables à la radicalisation⁴⁹. Cette situation est la plus grave dans le nord du Nigéria, où des jeunes sans-abri (Almajiris) forment le noyau des participants à une série d'incidents de violence religieuse dans le pays, notamment par l'intermédiaire de Boko Haram⁵⁰. Les frustrations sociales et économiques qui touchent le pays donnent également à Boko Haram une justification morale à son combat contre l'État nigérian, qu'il juge corrompu et incompétent.

Épisodes précédents de radicalisation islamique : L'insurrection Boko Haram n'est pas le premier cas de radicalisation islamique violente dans le nord du Nigéria, de sorte que l'on peut considérer cette insurrection comme une variante d'épisodes semblables qui se sont produits dans le passé, plus particulièrement le soulèvement Maitatsine des années 70⁵¹. Cette crise provoquée par Maitatsine a déclenché des émeutes à Kano et dans d'autres villes, entraînant la mort de plusieurs milliers de personnes⁵². À l'instar de Boko Haram, le groupe Maitatsine a cherché à attirer l'attention sur les parties marginales et déshéritées de la population et a fait campagne contre la corruption et le dénuement. La crise provoquée par Maitatsine présentait plusieurs des éléments clefs qui devaient ultérieurement caractériser la radicalisation de l'Islam au Nigéria, notamment la politique de la dimension extérieure, le recours à des groupes marginalisés, l'existence de divergences intra-islamiques, et la connivence alléguée de responsables du gouvernement⁵³.

L'émergence de mouvements radicaux de jeunesse musulmane : Le renouveau islamiste dans le nord du Nigéria s'est amorcé dans les années 80, quand de jeunes musulmans, inspirés et radicalisés par la révolution iranienne, ont commencé à introduire des variantes par rapport à l'Islam qu'ils connaissaient, aux orientations plus radicales. Le premier groupe à se manifester clairement en tant que groupe radical était celui des « Frères musulmans », conduit par le Cheikh Ibraheem El Zakzaky⁵⁴. Un autre groupe était celui dénommé Jamaatu Izalat al Bid'ah wa Iqamat al – Sumah (Groupe pour l'éradication de l'innovation et l'établissement de la tradition). Tout comme Boko Haram, ces groupes sunnites, militant contre l'« innovation » et l'« apostasie », étaient en conflit avec les autorités politiques. Les groupes radicaux qui ont surgi à partir des années 80 étaient les précurseurs immédiats de Boko Haram.

49 Pour plus de précisions, consulter, Ajaegbu, O. (2012) "Rising youth unemployment and violent crime in Nigeria", *American Journal of Social Issues and Humanities* 2(5).

50 Adetoro, R. A., (2010). "The Almajirai syndrome as a potential threat to Nigeria national security : the role of social studies education", *Nigerian Journal of Social Studies*, vol. XIII (1&2).

51 Voir Danjibo, N.D., "Islamic fundamentalism and sectarian violence : The 'Maitatsine' and 'Boko Haram' crises in Northern Nigeria", publié en ligne par l'Université d'Ibadan, 2010. http://www.ifra-nigeria.org/IMG/pdf/N-D_DANJIBO__Islamic_Fundamentalism_and_Sectarian_Violence_The_Maitatsine_and_Boko_Haram_Crises_in_Northern_Nigeria.pdf.

52 Isichie, Elizabeth, 1987, "The Maitatsine Risings in Nigeria : 1980 – 1985 : A Revolt of the Disinherited", *Journal of Religion in Africa*, 17 (3) ; Kastfelt, Niels, 1988.

53 Pour de plus amples précisions sur les liens entre Boko Haram et le soulèvement Maitatsine, consulter notamment Adesoji, Abimbola, "Between Maitatsine and Boko Haram : Islamic Fundamentalism and the Response of the Nigeria State", *African Today*, 57 (4) Été 2011 ; "Rumors of Maitatsine : A Note on Political Culture in Northern Nigeria", *African Affairs*, (88) ; "Boko Haram's Dangerous Expansion into Northwest Nigeria" et "Boko Haram's International Connections" ; et une communication récente de la Jamestown Foundation, "Northern Nigeria's Boko Haram : the Prize in Al-Qaeda's Africa Strategy".

54 Lise Waldek et Shankara Jayasekara. Boko Haram : the evolution of Islamist extremism in Nigeria, *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, vl.6 numéro. 2, 2011.

Introduction de la charia : La question de la charia a toujours été un objet de vive controverse au Nigéria, et les tractations politiques qui ont entouré son introduction officielle dans certaines parties du pays ont eu des conséquences de portée immédiate sur l'émergence de Boko Haram et de ses activités. Le Nigéria a un long passé de débats et de désaccords politiques sur l'usage de la charia, qui a été réintroduite à travers les États du nord du pays à partir de 1999. L'introduction de la charia a suscité des polémiques sur plusieurs fronts, ce qui est crucial pour la compréhension des complexités de la radicalisation de l'Islam dans le pays. Le fait que la charia ait été introduite dans certaines parties du pays devait être la première raison de l'insistance de Boko Haram pour qu'elle soit adoptée partout ailleurs dans le pays⁵⁵.

Dynamique globale : Les événements du Moyen-Orient, les attentats du 11 septembre 2001 et le sentiment d'aliénation qui a été suscité ont contribué à la radicalisation et à l'émergence de Boko Haram. Les Al sunna Wal Jamma (Partisans du Prophète), précurseurs de Boko Haram, ont été formés aux alentours de 2001 et ont opéré dans les régions frontalières du nord-est. Le contexte global de la guerre contre le terrorisme a suscité des discours et contre-discours présentant l'islamisme radical comme une menace à la culture démocratique, et l'Ouest et la civilisation occidentale comme une menace pour l'Islam. La dynamique qui a ultérieurement pris naissance au Sahel n'a fait qu'accentuer ce phénomène.

Liens régionaux. Un des éléments majeurs qui ont permis à Boko Haram de perdurer est constitué par les liens qu'il a établis avec d'autres groupes radicaux au Sahel, notamment AQMI et le MUJAO. Des indices permettent de penser que des rapports de collaboration et un soutien opérationnel ont été établis entre Boko Haram et d'autres groupes radicaux au Sahel. Par exemple, les combattants de Boko Haram qui avaient survécu ont été regroupés et entraînés dans le nord du Mali, après avoir été chassés par les forces de sécurité nigérianes en 2009. En avril 2012, une centaine de membres de Boko Haram auraient été impliqués dans une attaque contre l'ambassade d'Algérie à Gao, au Mali. En novembre 2011, le Ministre algérien adjoint des affaires étrangères a fait état de rapports des services de renseignements montrant l'existence d'une coordination entre Boko Haram et AQMI.

2.6 Aperçu de pays : Le Niger

Situé à l'intersection des deux corridors de conflits, entre le Mali et le nord-est du Nigéria, le Niger est exposé aux retombées des conflits qui se poursuivent le long de ces corridors. C'est dire qu'en plus de la nécessité d'affronter les conséquences de sa situation géographique sahélienne, ce pays a dû gérer sa propre dynamique interne de conflit et d'insécurité. Il a également dû faire face aux vecteurs potentiels d'insécurité qui avaient été créés par le conflit au Mali, par la crise provoquée par Boko Haram et par la disparition de la présence de l'État dans le sud de la Libye.

55 Agbiboa, D. E., (2013). "The Nigerian Burden : Religious Identity, Conflict and the Current Terrorism of Boko Haram". *Conflict, Security and Development* 13(1).

Le contexte du Niger

Ancienne colonie française située dans le nord de l'Afrique centrale, le Niger est un vaste territoire enclavé d'une superficie de 1 267 000 kilomètres carrés. Sa population de 17 millions d'habitants est répartie de manière peu uniforme à travers le pays, car environ 60 % de cette population est concentrée dans trois régions (Maradi, Tahoua et Zinder), ce qui présente des difficultés pour une gouvernance efficace⁵⁶. L'économie du pays est dominée par l'agriculture de subsistance et l'élevage, dont 90 % de la population active dépend pour son revenu et son emploi, et qui représentent plus de 45 % du PIB. Le secteur agricole demeure faible en raison de sa vulnérabilité aux changements climatiques, exacerbée par la situation sahélienne du pays. Les effets de la désertification et les graves crises alimentaires induites par la sécheresse, particulièrement celles de 2005 et de 2010, ont touché plus de 10 millions de personnes dans la région, dont 2 millions au Niger⁵⁷. Du fait de la vulnérabilité du secteur primaire aux changements climatiques, l'économie nigérienne reste très dépendante de ses exportations d'uranium. La production d'uranium du pays est égale à 8 % du total mondial et les redevances dégagées de cette activité représentent environ 40 % du PIB⁵⁸. Le PIB du Niger a enregistré une progression réelle de 3,6 % en 2013 après avoir crû de 11,1 % en 2012, taux remarquable entraîné par le lancement de la production de pétrole et de bonnes récoltes⁵⁹.

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Niger a connu une évolution politique en dents de scie, marquée notamment par l'accession au pouvoir de quatre militaires et de quatre présidents civils, situation qui a eu des incidences sur la démocratisation et la gouvernance du pays. Le Niger est touché par la situation de conflit et d'insécurité qui prévaut au Sahel par des liens à la fois internes et externes. Au plan interne, le pays a du mal à gérer les tensions associées à sa population touareg. Les Touaregs constituent le troisième groupe ethnique du pays (représentant environ 9,3 % de la population), après les Haoussas et les Djerma-Songhaïs, d'après le recensement de 2001⁶⁰, et ils occupent principalement les régions d'Azawak (Tahoua) et d'Aïr (Agadez), mais on les trouve aussi dispersés à travers les huit régions du Niger. Depuis l'indépendance, les Touaregs ressentent l'exclusion qu'ils reprochent aux pouvoirs publics, particulièrement à partir des années 70, marquées par des tensions entre le Niger et la Libye au sujet de l'expulsion de Touaregs non nigériens⁶¹. Des mouvements de protestation touaregs successifs ont été réprimés par l'armée, nécessitant la conclusion d'une série d'accords de paix intervenus au milieu des années 90. Malgré l'existence de ces accords, le Niger a été le théâtre de nouvelles attaques par des Touaregs (dirigées par le *Mouvement des Nigériens pour la Justice*, MNJ) en 2007 et 2008.

56 Sendzimir, J., C. P. Reij et P. Magnuszewski (2011). Rebuilding resilience in the Sahel : re-greening in the Maradi and Zinder regions of Niger. *Ecology and Society* 16(3), p. 1.

57 Groupe de la Banque africaine de développement (2013) "Niger Combined 2013-2017 Country Strategy Paper And Portfolio Review".

58 Cf. Groupe de la Banque africaine de développement (2013). *Niger Combined 2013-2017 Country Strategy Paper And Portfolio Review* World Nuclear Association (2014).

59 Daniel Ndoye et Mansour Ndiaye (2014). Niger (2014). BAfD, OCDE, PNUD. www.africanecoomicoutlook.org.

60 Se reporter à l'Annuaire démographique des Nations Unies (2001). Comme la plupart des pays d'Afrique, le Niger a renoncé à publier des données de recensement désagrégées par appartenance ethnique.

61 Tyler Dickovick (2012). "The Republic of Niger", *The World Today Series 2012 : Africa*. Rowman & Littlefield, Lanham.

En ce qui concerne les relations extérieures, la dispersion transfrontalière et transrégionale de Touaregs dans le Sahel a provoqué des tensions avec d'autres États (particulièrement la Libye). Encore plus grave est le fait qu'en raison de sa situation géographique particulière, le Niger est depuis une époque récente au carrefour des deux corridors de conflits du Sahel. En effet, depuis 2010, le pays se trouve à l'intersection des violences politiques et religieuses et des intérêts géostratégiques qui se sont manifestés au Sahel : en provenance de Boko Haram dans le nord du Nigéria ainsi que des mouvements séparatistes touaregs et des groupes islamistes armés dans le nord du Mali. Le pays se ressent également des violences communautaristes et de l'écroulement de l'État dans le sud de la Libye. L'examen de chacune de ces crises met en lumière leurs incidences sur le Niger et les efforts que celui-ci a dû déployer pour gérer les retombées de ces situations d'insécurité régionales.

Causes structurelles des conflits armés et de l'insécurité

Stress environnemental : L'instabilité et l'insécurité au Niger sont liées aux graves pressions qui s'exercent sur l'environnement provenant principalement des variations de la pluviosité et des sécheresses répétées, qui influent sur les moyens de subsistance et sur le degré de tension. Les variations dans la pluviosité et les sécheresses qu'elles ont provoquées dans les années 70 et 80, ont perturbé la végétation naturelle, aggravé l'érosion des sols et réduit la superficie des terres se prêtant à la mise en culture⁶². Les pénuries alimentaires brutales qui frappent le pays depuis 2009 ont conduit à une insécurité alimentaire chronique. On estime que chaque année, environ 15 à 20 % de la population (2 à 3 millions de personnes) fait face à l'insécurité alimentaire, même quand la production est excédentaire⁶³. En janvier 2012, on estimait à 3 millions le nombre de personnes exposées au risque d'insécurité alimentaire et, parmi cette population, 400 000 enfants avaient besoin de soins contre la malnutrition⁶⁴. En 2012 également, le Niger a été frappé par des crues sans précédent qui ont touché plus d'un demi-million de personnes en détruisant des habitations, des infrastructures publiques ainsi que des cultures vivrières et de rapport à proximité des rivières⁶⁵.

Explosion démographique des jeunes : Le recensement général de la population et du logement effectué en 2012 situe le taux de croissance démographique du Niger à 3,9 % par an⁶⁶. Ce taux élevé de croissance démographique s'explique par un taux de fécondité élevé de 7,1 enfants par femme en moyenne et par un déclin du taux de mortalité infantile du niveau de 226 décès pour 1000 naissances vivantes en 1998 à celui de 128 décès pour 1000 naissances vivantes en 2009. Cela correspond à une baisse de 5,1 % par an⁶⁷. Il s'ensuit qu'aujourd'hui, deux Nigériens sur trois (66 %) sont âgés de moins de 25 ans, ce qui fait du Niger l'un des pays à la population la plus jeune du monde⁶⁸. Cette proportion est en forte progression par rapport à 2006, lorsque 47,6 % des habitants étaient âgés de moins de 15 ans et 4,5 % avaient dépassé

62 Groupe de la Banque africaine de développement (2013), *Niger Combined 2013-2017 Country Strategy Paper And Portfolio Review*, p. 2 et 8.

63 Ibid.

64 UNICEF, *Humanitarian Action for Children*, 2012. Téléchargé du site http://www.unicef.org/hac2012/files/HAC2012__Niger_LOW__WEB_Final.pdf.

65 Système d'alerte rapide aux risques de famine (FEWSNET) (2014). *Niger Food Security Brief*.

66 Groupe de la Banque africaine de développement (2013).

67 UNICEF, *Niger Country Profile, Maternal, Newborn and Child Survival*, mars 2010 ou www.childinfo.org.

68 Groupe de la Banque africaine de développement, (2013).

l'âge de 60 ans⁶⁹. Les risques d'insécurité qui planent sur le Niger sont inhérents à la dynamique structurelle du pays, caractérisée par la pauvreté, le manque d'éducation et un chômage élevé de nature à alimenter le mécontentement des jeunes dans le contexte d'un État faible et de prestations inadéquates des services publics. Face à de telles circonstances, de nombreux jeunes Nigériens entreprennent des migrations saisonnières, vers le Nigéria et la Libye en particulier.

Griefs historiques. La création de l'État nigérian a contribué à la marginalisation des Touaregs de deux façons. En premier lieu, la construction de l'État colonial était incompatible avec le mode de vie nomade des Touaregs, car les aléas du climat nécessitaient des frontières flexibles pour la pratique de l'élevage. En second lieu, les structures de l'État colonial, puis postcolonial, ont fait perdre aux Touaregs le contrôle des routes de commerce transsaharien et les ont marginalisés encore plus en déplaçant le siège de l'administration plus au sud, à Zinder, et plus tard à Niamey. La sécheresse et les pénuries alimentaires des années 70 et 80 ont durement frappé les économies pastorales, obligeant de nombreux Touaregs à fuir vers les pays voisins (notamment la Libye). Ceci a suscité chez eux un sentiment de marginalisation par le Gouvernement nigérian. Au fil des ans, leurs revendications visant à corriger cette marginalisation se sont radicalisées, pour aboutir à des attaques armées, lesquelles ont été brutalement réprimées, comme en témoigne le massacre à **Tchintabaraden** de communautés touaregs par l'armée nigérienne en mai 1990.

Causes immédiates des conflits armés et de l'insécurité

Règne des militaires et régimes autoritaires : Depuis l'indépendance, le Niger fait face aux tentations interventionnistes de l'armée et à l'assujettissement à des régimes autoritaires. Il a connu quatre coups d'État militaires (1974, 1996, 1999 et 2010), quatre transitions politiques, sept républiques et sept constitutions⁷⁰. L'interventionnisme des militaires a toujours été justifié par la nécessité de gérer une économie fragilisée la situation géographique du Niger au sein du Sahel, la résurgence de la résistance touareg et les problèmes inhérents au système politique du pays. La récurrence de régimes militaires et la multiplicité des transitions au pouvoir ont ralenti le développement économique et plongé le pays dans l'instabilité politique. La prise du pouvoir par les militaires au Niger a souvent coïncidé avec des crises économiques, telles que celles provoquées par les sécheresses des années 70 au Sahel, lesquelles ont motivé le premier coup d'État, ou la réaction du gouvernement aux rébellions touaregs, qui a déclenché les putschs des années 90.

Dimension régionale et transfrontalière des conflits et de l'insécurité : Les défis de la sécurité interne du Niger ont été déclenchés ou exacerbés par la dynamique sécuritaire régionale, à savoir les insurrections du nord-est du Nigéria (Boko Haram), du nord du Mali, du sud de la Libye et de la République centrafricaine. Ces quatre insurrections ont provoqué de grands afflux de réfugiés et de Nigériens de retour. Elles ont généré des tensions entre les groupes, rendu impossibles les migrations saisonnières, bloqué la réception de fonds envoyés par la diaspora nigérienne depuis ces pays et accru l'insécurité et les attaques armées contre des communautés frontalières (Diffa et Tillabéri).

69 PNUD *Statistiques démographiques*, 2000 – 2013.

70 Cf. Virginie Baudais et Grégory Chauzal, "The 2010 Coup d'Etat in Niger : A Praetorian Regulation of Politics?" in *African Affairs*, 110/439, 2011.

2.7 Conclusions

Dans le présent chapitre, l'aperçu général des causes des conflits armés et de l'insécurité dans le Sahel provenant des études de cas menées dans les pays visés offre une part d'explication de l'existence des deux complexes de sécurité divergents au Sahel – l'un fondé sur des États, l'autre fondé sur des populations. Les conditions naturelles qui prévalent dans le Sahel prédisposent ses populations à faire face à une certaine insécurité, à laquelle elles ont réagi pendant des siècles en utilisant différents mécanismes d'adaptation. Il en résulte notamment que la migration en réponse aux situations d'insécurité d'ordre environnemental est une chose familière pour les Sahéliens depuis des générations. De ce fait, les systèmes de gouvernance et les méthodes pour gérer les dures réalités issues du stress environnemental sont déterminants pour prévenir les conflits et l'insécurité à grande échelle dans le Sahel. C'est sur ce plan là que, de par sa nature même, l'État postcolonial contribue à l'ampleur de l'insécurité dans la région.

Un grand obstacle à la résolution de ces problèmes tient à la fracture du processus de consolidation de l'État, un problème qui s'applique à tout le Sahel et qu'on retrouve dans d'autres parties de l'Afrique. Les dispositions prises en matière de gouvernance au lendemain de l'indépendance ne sont pas parvenues à rendre l'État réceptif à la situation désespérée d'une grande partie de la population. Bien au contraire, l'instauration de régimes autoritaires et dictatoriaux, accrochés au pouvoir, a creusé davantage le fossé entre l'État et les populations qu'il gouverne. On peut y ajouter l'effritement progressif des mécanismes d'adaptation ancestraux utilisés par les populations pour faire face aux menaces pesant sur leur milieu naturel. La marginalisation et l'exclusion qui en ont résulté sont à l'origine des conflits armés et de l'insécurité qui sévissent dans la région. Les migrations forcées et les pressions qui en découlent, l'insécurité alimentaire, la corruption administrative et la politisation de l'armée ont formé un terreau fertile pour les conflits et l'insécurité dans le Sahel.

S'il est un pays qui reflète la gravité de ce défi, c'est bien le Niger. Il est probable qu'une bonne partie de ses habitants ait perdu tout espoir de voir aboutir le processus de construction de l'État. La marginalisation des Touaregs a été provoquée par la création d'un État qui ne reconnaissait pas, ou à peine, le mode de vie nomade de ce groupe et en particulier ses stratégies d'adaptation à des conditions climatiques imprévisibles, qui nécessitaient des frontières flexibles permettant d'effectuer des migrations saisonnières. Cet état de choses a été aggravé par la perte du contrôle des routes de commerce transsaharien et par le déplacement du centre du pouvoir vers le sud, d'abord à Zinder puis à Niamey. La marginalisation a été rendue totale par suite des sécheresses des années 70 et 80, après quoi de nombreux Touaregs ont migré vers les pays voisins, leur économie pastorale ayant été décimée. Le sentiment d'exclusion ainsi causé parmi les Touaregs est le point de départ de leurs campagnes violentes, qui ont été brutalement réprimées par les forces armées nigériennes.

Il reste à savoir dans quelle mesure les conflits et l'insécurité issus de cette situation régionale ont influé sur le développement et la gouvernance dans la région et dans les pays qui sont l'objet de nos études de cas.

CHAPITRE 3: Récapitulatif des incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement humain dans les pays du Sahel

Le présent chapitre est un récapitulatif qualitatif des incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel, aussi bien sur le plan régional que national. Il décrit comment évaluer leur impact sur les processus de développement, leur évolution et leur orientation. Il s'inspire essentiellement des conclusions des recherches sur le terrain (des études de cas de pays spécifiques) et éclaire les premier et deuxième piliers de l'étude en validant ou en rejetant les hypothèses formulées plus tôt. Les questions sont les suivantes :

- a) Sur quels sites pouvons-nous observer les incidences d'un conflit armé et de l'insécurité sur les processus de développement ?
- b) Quels sont les scénarios à court et moyen terme qui peuvent être élaborés sur la base des constatations faites sur le terrain ?

Les principales questions qui ont orienté l'analyse de la présente section sont énoncées à l'annexe 1, en fin de rapport.

3.1 Récapitulatif régional

Incidences économiques

Incidences macroéconomiques communes, mais variables : Les conflits armés et l'insécurité continuent à avoir des incidences macroéconomiques plus ou moins marquées dans les différents pays du Sahel, incidences dont le degré d'intensité varie selon qu'elles sont d'ordre local ou national. Le type et l'ampleur des incidences macroéconomiques sont liés à la nature de l'économie (et surtout au rôle de l'agriculture), à la proximité géographique des deux corridors de conflits (le nord du Nigéria et le nord du Mali) et à la croissance dans d'autres secteurs (en particulier les secteurs des minéraux et des hydrocarbures). Dans des pays comme le Mali et le Niger, les incidences macroéconomiques sont plutôt nationales, tandis qu'au Nigéria, au Burkina Faso et en Mauritanie elles sont plus localisées.

Au Niger, par exemple, les incidences macroéconomiques nationales sont liées à la structure économique du pays. L'agriculture de subsistance et l'élevage représentent plus de 45 % du PIB⁷¹ tandis que le secteur des minéraux (exploitation de l'uranium et de l'or) en représente 40 %. ⁷² La croissance réelle du PIB du Niger

71 Daniel Ndoye et Mansour Ndiaye (2014). Niger 2014. BAD, OCDE, PNUD. www.africanecomicoutlook.org.

72 Groupe de la Banque africaine de développement, Niger Combined 2013-2017 Country Strategy Paper And Portfolio Review; World Nuclear Association (2014).

Dans des pays tels que le Mali et le Niger, les incidences macroéconomiques sont plutôt nationales, contrairement au cas du Nigéria, du Burkina Faso et de la Mauritanie où elles sont davantage localisées. Les mauvais résultats macroéconomiques du Niger en 2013 sont directement liés à la perturbation des activités minières (enlèvements, attaques armées et insécurité accrue) dans la région d'Agadez, ce qui a ralenti la croissance de ce secteur, laquelle est tombée de 43,3 % en 2012 à 10,3 % en 2013. De même, au Mali, la série d'événements déclenchés par l'éclatement du conflit en 2012 et l'insécurité ont engendré une chute de 30 % au moins des ressources et des dépenses publiques et ont plongé le pays dans la récession en 2013. Au Nigéria, la part de l'agriculture dans le PIB a baissé, revenant de 23,96 % en 2010 à 21,97 % en 2013 en raison du conflit armé et de l'insécurité dans le nord.

est retombée à 3,6 % en 2013 après avoir atteint 11,1 % en 2011⁷³. Nonobstant la vulnérabilité du secteur agricole aux conditions environnementales et le début de la production pétrolière (qui a entraîné une hausse du PIB en 2012), les mauvais résultats macroéconomiques de 2013 sont directement liés à la perturbation des activités minières (enlèvements, attaques armées et insécurité accrue) dans la région d'Agadez, qui a ralenti la croissance de ce secteur, laquelle est tombée de 43,3 % en 2012 à 10,3 % en 2013⁷⁴. De même, au Mali, la série d'événements déclenchés par l'éclatement du conflit en 2012 et l'insécurité ont engendré une chute de 30 % au moins des ressources et des dépenses publiques⁷⁵. Le Mali a connu une hausse de son déficit budgétaire et du ratio de sa dette extérieure au produit intérieur brut (PIB), hausse qui a provoqué une contraction de l'économie (-0,4 %) en plongeant le pays dans la récession en 2013⁷⁶.

L'impact limité du conflit et de l'insécurité sur les perspectives macroéconomiques nationales du Burkina Faso, du Nigéria et de la Mauritanie n'exclut pas qu'il y ait un formidable impact macroéconomique dans les régions et les zones directement touchées dans ces pays. Au Burkina Faso, les incidences sur les résultats macroéconomiques globaux se sont limitées à des aspects du secteur agricole dans les zones frontalières (région du nord-ouest) le long de la frontière avec le Mali. Le secteur des minéraux, en particulier l'or, est le principal moteur de l'évolution macroéconomique, puisqu'il représentait 72 % des exportations totales en 2013⁷⁷. Le Burkina Faso a enregistré une croissance réelle et soutenue du PIB de 6,9 % en 2013, après un pic à 9 % en 2012⁷⁸. Cela était imputable à une croissance de plus de 5 % de la valeur ajoutée, dont 6,6 % pour le secteur primaire (agriculture), 8,8 % pour le secteur secondaire, mené par les industries extractives, et 5,2 % pour le secteur

73 Daniel Ndoye et Mansour Ndiaye (2014). Niger, 2014. BAD, OCDE, PNUP. www.africanecomicoutlook.org.

74 Commission économique pour l'Afrique (2015). Étude sur le Sahel : Niger.

75 Fonds monétaire international (2013). Mali : Document de stratégie de réduction de la pauvreté, mai 2013. Rapport de pays No.13/111. p. 8. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13111.pdf>.

76 Département d'État des États-Unis. «U.S. Relations with Mali». Téléchargé le 4 juin 2008. <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2828.htm>.

77 Bedossa. B. (2012). *Natural ressources : Macroéconomie et développement.. Burkina Faso : l'émergence du secteur aurifère suffira-t-elle à redresser un modèle de croissance en perte de vitesse?* Division analyse macroéconomique et risque pays. Département de la recherche, AFD.

78 Indicateurs de la Banque mondiale et Annuaire statistique pour l'Afrique (2009-2014).

tertiaire (secteur des services)⁷⁹. Cette baisse de la croissance est liée à la chute du prix de l'or sur le marché international.

La situation est similaire au Nigéria, où le secteur pétrolier et gazier est à l'origine de deux tiers des recettes publiques. Le conflit lié au Sahel et l'insécurité dans la région du nord-est n'ont qu'un faible impact au plus sur les exportations pétrolières et gazières, d'où un impact minimal sur les résultats macroéconomiques nationaux. En 2014, la Banque centrale du Nigéria a fait savoir que sa politique au niveau macro, y compris sa politique monétaire, n'était pas touchée par le conflit. Toutefois, les économies locales des zones sahéniennes touchées par le conflit dans le nord-est, dominées par l'agriculture et l'élevage, ont connu de fortes perturbations. En dépit de l'absence de données macroéconomiques ventilées pour le nord-est, il existe des indications suffisantes des incidences du conflit et de l'insécurité sur la culture des terres agricoles, les récoltes et la production animale, comme l'indique la baisse de la part de l'agriculture dans le PIB, qui est descendue de 23,96 % en 2010 à 21,97 % en 2013⁸⁰.

Perturbation de l'agriculture et du commerce (transfrontalier) : Dans l'ensemble du Sahel, les principales activités économiques et les moyens de subsistance majeurs sont l'agriculture, l'élevage et le commerce transcommunautaire et transfrontalier, essentiellement composé des produits issus de ces secteurs. L'émergence et l'intensification des conflits armés et de l'insécurité au sein des communautés sahéniennes au cours de la dernière décennie ont eu un impact négatif sur la production agricole et le commerce transfrontalier. Cela n'exclut pas un impact de la vulnérabilité résiduelle de ces communautés aux conditions environnementales, notamment les variations de la pluviosité et de la température qui entraînent depuis toujours des inondations, la sécheresse, la famine et la désertification dans le Sahel et ont pu s'intensifier ces dernières années. L'agriculture connaît des perturbations dans les communautés directement touchées par les conflits armés (nord du Nigéria et nord du Mali) et celles qui sont indirectement touchées par ces conflits (nord-ouest du Burkina Faso et sud-est du Niger). La nature des incidences diffère selon l'étude de cas, mais nous estimons que les conflits armés et l'insécurité ont provoqué une baisse significative de la production agricole de ces pays et des échanges commerciaux entre eux, en contribuant ainsi à aggraver l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la vulnérabilité socioéconomique dans les zones et communautés sahéniennes. Les zones situées dans les corridors de conflits ou à leurs abords sont victimes des malheurs suivants : les terres agricoles sont envahies et pillées par les insurgés, les agriculteurs tués ou enlevés, les marchés attaqués à la bombe, les agriculteurs devenus des déplacés à l'intérieur de leur propre pays ou des réfugiés, les animaux saisis, l'élevage restreint et les terres agricoles laissées en jachère et leur production non récoltée. Dans les zones indirectement touchées, les personnes déplacées et les réfugiés perturbent les communautés d'accueil (par exemple en provoquant des tensions), ce qui déclenche des affrontements entre agriculteurs et éleveurs et perturbe les activités commerciales.

79 Étude de la CEA sur le Sahel : Étude de cas du Burkina Faso, 2015. p. 7.

80 Bureau national des statistiques, Abuja. 2014. *Measuring Better* : « Frequently asked questions on the Re-basing/ Re-Benchmarking of Nigeria's Gross Domestic Product (GDP) ».

La nature des incidences sur la production agricole et le commerce (transfrontalier) diffère d'une étude de cas à l'autre. Cependant, les conflits armés et l'insécurité ont provoqué une baisse de 25 % à 30 % de la production agricole et des échanges commerciaux entre les pays concernés, en contribuant ainsi à aggraver l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la vulnérabilité socioéconomique dans les zones et communautés sahéliennes.

Au Burkina Faso, la chute de la contribution de l'agriculture à la croissance globale entre 2012 (4,6 %) et 2013 (1,9 %) s'explique non pas seulement par la variabilité des précipitations, mais aussi par des tensions et des affrontements entre agriculteurs et éleveurs par suite de l'afflux, depuis 2012, de réfugiés (pour la plupart, des éleveurs) en provenance du Mali ⁸¹. Au Mali, l'insécurité a touché la production céréalière et partant la sécurité alimentaire. Par exemple, Sikasso, qui produisait 50 % des céréales du Mali avant le conflit, a connu une baisse de la production de 24 %, et Mopti produit également environ 5 % de moins, par comparaison avec son niveau de production d'avant la crise (2012)⁸². Le problème a été exacerbé par le pillage des stocks de céréales destinés à la consommation, à la vente et à la création de réserves de semences dans de nombreuses régions, qui a suivi les combats au début d'avril 2012. Tout cela a mis en péril la sécurité alimentaire du Mali en 2012 et 2013, de nombreuses familles en venant à se rationner, à consommer des aliments moins nutritifs et à subir régulièrement la faim.

Au Niger, l'insécurité qui régnait dans les zones frontalières voisines du Nigéria et du Mali a perturbé les échanges transfrontaliers de biens et de services. Les fermetures de frontières et les restrictions aux frontières continuent à perturber les activités commerciales à Diffa et Tillabéri, touchant de ce fait les échanges de biens avec le Nigéria et le Mali, respectivement. Outre qu'il limite l'afflux de biens, cet état de choses influe aussi sur les moyens de subsistance vu la baisse des exportations d'animaux et de produits agricoles et perturbe les migrations saisonnières de main-d'œuvre et les transferts de fonds.

Au Nigéria, la culture des terres agricoles et la production alimentaire ont diminué en raison des déplacements de personnes et des attaques armées. Les rapports sur la sécurité alimentaire du système d'alerte rapide aux risques de famine de 2014 ont fait état de réserves alimentaires inférieures à la moyenne dans les États touchés par les activités de Boko Haram. En conséquence, les prix du maïs et du sorgho étaient jusqu'à 30 % supérieurs à la moyenne des prix de 2014 sur le plus grand marché céréalier d'Afrique de l'Ouest, à savoir le marché de Dawanau, proche de l'État de Kano⁸³. Ces augmentations ont été partiellement attribuées au ralentissement des échanges en provenance du nord-est du Nigéria. Les échanges de produits agricoles, qui constituent la principale source de revenus de cette région, sont en baisse en raison du conflit. Les activités et les échanges commerciaux souffrent beaucoup du fait que les principaux marchés de denrées alimentaires du nord-est du Nigéria

81 Indicateurs de la Banque mondiale et Annuaire statistique pour l'Afrique (2009-2014).

82 « Mali », 2014. Étude de l'économiste Firmin Vlavonou à partir de données provenant de l'« Annuaire statistique ».

83 Famine Early Warning Systems Network (2014). *Nigeria Food Security Alert*, 7 janvier 2014.

(Yola, Maiduguri, Damaturu, Potiskum et Mubi) ne fonctionnent qu'à la moitié de leur capacité normale et que la plupart des marchés semi-urbains ne fonctionnent pas du tout en raison des menaces qui pèsent sur la sécurité. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que l'insurrection de Boko Haram a provoqué des pertes économiques de l'ordre de 6 milliards de dollars représentant le coût pour le commerce, les infrastructures détruites et les services non fournis.

Personnes déplacées et réfugiés : La quasi-totalité des pays de la ceinture sahélienne sont soit pays d'accueil soit pays d'origine de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En 2014, au moins 3,5 millions de personnes ont été déplacées du fait d'un conflit armé et de l'insécurité dans deux corridors de conflits (le nord du Nigéria et le nord du Mali) au Sahel⁸⁴. Les estimations sont même plus élevées (de près de 2 millions de plus) si on inclut les personnes déplacées du fait d'autres conflits de moindre intensité (par exemple les affrontements entre agriculteurs et éleveurs et les luttes opposant des communautés) ainsi que les personnes de retour de la Libye et de la République centrafricaine. Bien évidemment, le Nigéria et le Mali sont les deux principales sources (pays d'origine) de personnes déplacées, tandis que le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et la Mauritanie sont des pays d'accueil. Au-delà des déplacements eux-mêmes, ces mouvements de populations massifs (de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays) ont des incidences négatives supplémentaires pour les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil, à savoir la perturbation de leurs moyens de subsistance, des tensions entre hôtes et personnes déplacées, des affrontements entre agriculteurs et éleveurs et une sollicitation extrême des services sociaux et des infrastructures disponibles.

Le nombre de Nigériens déplacés et bénéficiant du statut de réfugié dans les pays voisins est passé de 18 021 en 2012 à 31 664 en 2013, pour atteindre 41 836 en juin 2014⁸⁵. On estime que ce nombre a crû encore davantage depuis juillet 2014, lorsque les attaques de Boko Haram se sont intensifiées et que le mouvement s'est emparé de nouvelles communautés. De plus, la crise provoquée par Boko Haram aurait déplacé au total 66 000 Ouest-Africains (en tant que réfugiés)⁸⁶. Le nombre de Nigériens déplacés à l'intérieur de leur propre pays connaît une croissance exponentielle depuis 2011. En mai 2014, une évaluation du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a identifié près de 650 000 personnes déplacées dans les États de Borno, Yobe, Adamawa, Bauchi, Gombe et Taraba⁸⁷. En janvier 2015, l'Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA) du Nigéria a fait état de la présence de 981 416 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 108 000 vivaient dans des camps de déplacés. En ce qui concerne le Mali, le HCR estime que les conflits armés ont entraîné le déplacement de plus de 475 000 personnes, dont 300 783 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 174 129 réfugiés dispersés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. Au Mali, les déplacements ont débuté en 2007-

84 Conseil norvégien pour les réfugiés (2014) Global Overview : People Internally Displaced by Conflict and Violence. Aperçu général : Populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays par les conflits et la violence.

85 Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2014). *Base de données statistiques*.

86 Notes d'information du HCR, 9 mai 2014. Refugees fleeing attacks in north east Nigeria, UNHCR watching for new displacement. Visité le 20 octobre 2014. <http://www.unhcr.org/536ca0f79.html>.

87 Nigeria Food Security Outlook : juillet à décembre 2014. Crise après les récoltes : insécurité alimentaire aiguë attendue dans les zones sujettes à un conflit dans le nord-est. Site consulté le 16 octobre 2014. http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf.

En 2014, au moins 3,5 millions de personnes avaient été déplacées du fait d'un conflit armé et de l'insécurité dans deux corridors de conflits (nord du Nigéria et nord du Mali) au Sahel. Les estimations sont même plus élevées (près de 2 millions de plus). si on inclut les personnes déplacées du fait d'autres conflits de moindre intensité (par exemple les affrontements entre agriculteurs et éleveurs et les luttes opposant des communautés) ainsi que les personnes de retour de la Libye et de la République centrafricaine.

2008, à la suite de la rébellion de 2006, les régions les plus touchées étant Niafunké (Tombouctou), Hombori (Gao), Léré (Tombouctou), Ménaka, Anderamboukane (Gao), Tessalit (Gao), Aguel Hoc (Kidal), Inhalid (Kidal) et Tin-Zaouaten (Kidal). En avril 2012, on estimait à 138 990 le nombre de réfugiés à la suite de combats, et à 93 433 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à la suite de combats⁸⁸. Les réfugiés maliens avaient trouvé asile à Ouagadougou (32 631 réfugiés), au Niger (26 650 réfugiés), à Mbéra (49 709 réfugiés) et en Algérie (plus de 30 000 réfugiés). Le nombre de personnes rentrées au pays s'élevait quant à lui à seulement 2 390⁸⁹.

Le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie accueillent des réfugiés en fuite. Le Burkina Faso a connu l'arrivée massive de réfugiés maliens en 2012 ; on estime que plus de 125 000 d'entre eux ont cherché refuge dans ce pays à divers moments⁹⁰. À l'heure actuelle, on parle d'environ 43 000 réfugiés présents au Burkina Faso, dispersés dans des camps de réfugiés le long de la frontière entre le Mali et le Burkina⁹¹. Avant les conflits au Mali et au Nigéria, le Niger comptait lui-même des personnes déplacées dans le pays même du fait des attaques armées perpétrées par le MNJ et des attaques lancées par l'armée en représailles, qui ont fait fuir plus de 11 000 personnes à l'intérieur du pays en 2007⁹² et plus de 23 000 en 2008 (essentiellement au nord d'Agadez)⁹³. Les insurrections dans les pays voisins (République centrafricaine, Libye, Mali et Nigéria) ont provoqué un afflux de personnes rapatriées et de réfugiés. Du Nigéria sont arrivés plus de 50 000 réfugiés en 2013 et 12 000 autres au début de 2014 ; du Mali, 60 000 réfugiés en 2012, ainsi que 3 000 rapatriés nigériens ; plus de 200 000 rapatriés de la Libye et plusieurs milliers de la République centrafricaine⁹⁴. Les deux lieux (communautés) d'arrivée sont Diffa (dans la région de l'extrême sud-est à la frontière avec le nord-est du Nigéria) et Tillabéri (dans la région du nord-ouest, et à la frontière avec le Mali). Médecins sans frontières estime que près de 10 000 réfugiés maliens se sont installés à Tillabéri⁹⁵.

88 OCHA, 12 avril 2012. « Mali : Armed Conflict and Populations Movement ». Disponible à : l'adresse : https://www.ecoi.net/file_upload/1788_1334611376_map-2003.pdf.

89 Ibid.

90 Oxfam, 2013. « Oxfam Briefing Paper 16 ». Disponible à : l'adresse <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp167-malis-conflict-refugees-220113-summ-en.pdf>.

91 Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2014. « Profil des opérations pays du HCR – Le Burkina Faso ». Disponible à <http://www.unhcr.org/pages/49e483de6.html>.

92 Observatoire des situations de déplacement interne. "Niger Internally Displaced People Analysis" <http://www.internal-displacement.org/sub-saharan-africa/niger/figures-analysis> ; Integrated Regional Information Networks, 10 décembre 2007. "News filtering of the north suggest grave conditions". <http://www.irinnews.org/report/75792/niger-news-filtering-out-of-north-suggests-grave-conditions> et Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 18 juin 2009.

93 Département d'État des États-Unis, 25 février 2009. "Human Rights Report : Niger". <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/af/119017.htm>

94 International Crisis Group, septembre 2013. "Niger : Another Weak Link in the Sahel?" *Africa Report* N°208 : 32.

95 Ibid.

Tableau 2.1 : Réfugiés du premier groupe de pays sahéliens (en 2014)

Nom	Réfugiés en provenance du/de la	Réfugiés au/en
Burkina Faso	1 857	31 894
Mali	139 267	15 195
Mauritanie	34 114	75 635
Niger	738	77 830
Nigéria	90 921	1 239

Source : The UN Refugee Agency . « West Africa : 2015 UNHCR Subregional Operations Profile ». <http://www.unhcr.org/pages/49e45a9c6.html>

Source : The UN Refugee Agency . « North Africa : 2015 UNHCR Subregional Operations Profile ». <http://www.unhcr.org/pages/49e45ac86.html>

Augmentation des dépenses de sécurité : Les activités et dépenses liées à la sécurité ont sensiblement augmenté dans tous les pays touchés par les conflits armés et l'insécurité au Sahel. L'ampleur et l'éventail de ces augmentations varient en fonction de quatre facteurs, à savoir la proximité des principaux théâtres et corridors de conflits ; l'intensité des conflits et des problèmes de sécurité ; la relation entre les conflits et l'extraction de ressources naturelles ; la nature de la politique menée ; et le rôle que jouent encore les militaires dans la gouvernance et l'influence qu'ils exercent sur celle-ci. Dans les pays ayant fait l'objet d'étude de cas, la qualité des données et des informations relatives aux dépenses de sécurité divergeait d'un pays à l'autre ; le Nigéria disposait de plus de données ouvertes en accès libre que les autres pays. Toutefois, les données ouvertes en accès libre peinent à révéler la réalité ; les pratiques « hors budget » et les écarts budgétaires sont légion. En général, les données fiables et cohérentes concernant les dépenses sécuritaires faisaient défaut dans les pays sahéliens étudiés. Cette non-disponibilité de données cadre bien avec le caractère très secret du secteur de la sécurité et le caractère sensible des questions de sécurité en Afrique.

Pour les pays qui disposent de données ouvertes en accès libre et d'après les entretiens réalisés sur le terrain, les dépenses de sécurité semblent représenter entre 25 % et 50 % des budgets nationaux (au Nigéria et au Niger, respectivement par exemple). C'est au Nigéria que l'impact d'un conflit lié au Sahel et de l'insécurité sur les dépenses sécuritaires est le plus marqué et le plus visible. Les dépenses annuelles du secteur de la sécurité sont passées de 5,07 milliards de dollars en 2010 à plus de 7 milliards de dollars en 2014, et la moyenne annuelle entre 2010 et 2014 s'élevait à 6,5 milliards de dollars.

Néanmoins, trois constats se dégagent ; a) l'ampleur croissante des opérations de sécurité intérieure, les opérations de lutte contre l'insurrection, les affrontements armés et le nombre de victimes ainsi que le taux élevé de déplacements internes et transfrontaliers indiquent une augmentation des dépenses de sécurité ; b) les dépenses supplémentaires liées à la sécurité sont en grande partie financées par le détournement ou l'ajustement budgétaire, ce qui réduit les ressources consacrées à d'autres activités gouvernementales, en particulier dans l'éducation, la santé et l'atténuation de la pauvreté ; c) pour les pays qui ont des données ouvertes en accès libre et ayant eu recours à des entretiens sur le terrain, les dépenses de sécurité

semblent représenter entre 25 % et 50 % des budgets nationaux (au Nigéria et au Niger, respectivement par exemple).

Depuis le déclenchement du conflit dans le nord du Mali en 2012, le Burkina Faso a étendu ses opérations de sécurité intérieure et élargi sa participation aux activités sous-régionales de maintien de la paix au Mali, deux décisions qui ont des implications pour ses dépenses liées à la sécurité. Il a envoyé 650 militaires à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). Au début de 2013, il a déployé 1 000 soldats le long de ses frontières avec le Mali dans le nord du pays. Le renforcement de la sécurité aux alentours de cette frontière est considéré comme un moyen d'empêcher l'« infiltration islamique » et la propagation de la guerre vers le sud, au Burkina Faso⁹⁶. Étant donné que les intérêts et les investissements occidentaux réalisés dans les mines d'or se trouvent le long de la frontière avec le Mali, on craignait que ces mines, qui devaient donc être protégées, ne fussent la cible de groupes djihadistes en provenance de ce pays. Les effets de la violence qui a éclaté dans le nord du Mali en 2012 persistent, en entravant les efforts humanitaires. En dépit des opérations et de la présence militaire françaises et de l'ONU, des groupes militants continuent à attaquer Tombouctou et Gao et des groupes séparatistes touaregs et les forces maliennes continuent à se battre à Kidal.

Au Niger, les forces militaires et paramilitaires ont toujours exercé une forte influence sur la gouvernance et les conflits armés récents et les défis en matière de sécurité qui se posent depuis 2006-2007 ont plaidé en faveur d'importantes dépenses liées à la sécurité. En 2013, le budget de la défense (31,5 milliards de francs CFA, soit 48 millions d'euros) était inférieur aux budgets de l'éducation (117,9 milliards de francs CFA, soit 180 millions d'euros) et de la santé (72 milliards de francs CFA, soit 110 millions d'euros)⁹⁷. Cependant, dans le budget supplémentaire adopté en mai 2013, les dépenses de la défense (28 milliards de francs CFA, soit 42,6 millions d'euros) équivalaient à peu près aux dépenses consacrées à la santé (29 milliards de francs CFA, soit environ 44,2 millions d'euros) et dépassaient la moitié de la somme allouée à l'éducation (55,5 milliards de francs CFA, soit environ 84,6 millions d'euros)⁹⁸. Cela a conduit à une annulation de 35 milliards de francs CFA pour les ministères des finances et de l'éducation ainsi que pour la Présidence⁹⁹. En outre, l'insécurité a entraîné une hausse des dépenses de sécurité et du coût global de la production pour les sociétés minières au Niger. Après les attentats de mai 2013, les dépenses de sécurité ont augmenté pour atteindre 4 % des dépenses de fonctionnement, destinées au matériel et au paiement de plus de 600 soldats déployés sur les sites miniers¹⁰⁰.

C'est au Nigéria que l'impact des conflits liés au Sahel et de l'insécurité sur les dépenses sécuritaires est le plus grand et le plus net. En raison des opérations de lutte contre l'insurrection, les dépenses annuelles du secteur de la sécurité du Nigéria (couvrant la défense, la police, le Bureau du conseiller national pour les questions de sécurité,

96 Étude de la CEA sur le Sahel : étude de cas du Burkina Faso. Non publié (2015), p. 43.

97 Stockholm International Peace Research Institute. *Military Expenditure Database* (2013).

98 Ibid.

99 International Crisis Group, "Niger ..." (2013) ; voir aussi *Journal officiel de la République du Niger*, (2012) et Département d'État des États-Unis, *Country Reports on Terrorism 2013 – Niger*, 30 avril 2014, disponible à l'adresse <http://www.refworld.org/docid/536229d18.html> (site consulté le 19 septembre 2014).

100 Étude de la CEA sur le Sahel : Le Niger. Manuscrit non publié (2015).

les organismes paramilitaires et les fonds de réserve liés à la sécurité) sont passées de 5,07 milliards de dollars en 2010 à plus de 7 milliards de dollars en 2014¹⁰¹, et la moyenne annuelle de ces dépenses entre 2010 et 2014 s'élevait à 6,5 milliards de dollars. En moyenne, depuis 2011, les dépenses de sécurité ont représenté environ 25 % des dépenses publiques totales inscrites aux budgets annuels ; elles ont eu un impact analogue sur les dépenses consacrées aux services sociaux¹⁰². Néanmoins, ces chiffres excluent les autres dépenses extrabudgétaires liées à la sécurité figurant dans les projets de loi portant sur des ouvertures de crédits supplémentaires, les dépenses de l'État et des administrations locales et celles des ministères, départements et organismes [par exemple, la Banque centrale et la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC)], ainsi que les prêts.

Aggravation de la pauvreté et de la vulnérabilité socioéconomique : Ensemble, les conflits armés et l'insécurité ont déclenché ou aggravé la pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique dans les régions et les zones situées au Sahel et aux alentours de celui-ci, selon toutes les études de cas. L'importance de leurs incidences varie en fonction de la proximité des deux corridors de conflits, de l'étendue des déplacements, de l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et de la dynamique politique et sécuritaire locale résiduelle. En règle générale, les zones et communautés frontalières sont les plus durement touchées. Dans l'ensemble, les incidences sur la pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique sont à peine visibles dans les données à l'échelle nationale (sauf pour le Mali), mais les visites sur le terrain indiquent l'anéantissement systématique de la résilience, des mécanismes d'adaptation, des filets de sécurité sociale et des actifs socioéconomiques au sein des ménages et des communautés. Les incidences sur les taux de pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique sont indexées sur les déplacements, la perte des moyens de subsistance et les taux de chômage croissants, la détérioration des relations entre les communautés (agriculteurs par opposition à éleveurs et communautés d'accueil par opposition à réfugiés), la traite d'êtres humains, la violence fondée sur le genre, l'insécurité alimentaire et l'effondrement des services sociaux. Dans la plupart des études de cas, les conflits armés et l'insécurité ont accentué les disparités régionales relatives aux conditions socioéconomiques : les zones et les communautés du Sahel touchées par le conflit devenant de plus en plus les régions les plus pauvres des pays respectifs.

Au Burkina Faso, la sécheresse et l'afflux de réfugiés maliens ont déclenché des affrontements armés notamment entre les éleveurs touaregs du Mali et les agriculteurs burkinabé (ou entre des agriculteurs dogons du Mali et des éleveurs peuls du Burkina Faso), ce qui a entraîné un nombre important de morts et de blessés en mai 2012. Les actions proactives du Gouvernement burkinabè ont minimisé ces affrontements en 2012-2013, mais tout risque n'est pas encore écarté. OXFAM a récemment signalé une détérioration du contexte sécuritaire survenue depuis janvier 2012, et notamment une hausse des enlèvements et des menaces d'enlèvement, ce qui a rendu difficile le travail des organismes qui souhaitent apporter de l'aide. En outre, la crise de l'industrie du coton burkinabè a provoqué une migration croissante vers les mines d'or, vu l'absence d'autres sources d'emploi, avec comme conséquence l'exploitation

101 Étude de la Commission économique pour l'Afrique le Sahel : Nigeria Case Study Baseline, Manuscrit non publié, 2015. Tableaux 1.2, p. 33.

102 Ibid, p.33.

Les incidences sur les taux de pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique sont renforcées par les déplacements, la perte des moyens de subsistance et le chômage croissant, la détérioration des relations entre les communautés (par exemple entre les communautés d'accueil et les réfugiés), la traite d'êtres humains, la violence basée sur le genre, l'insécurité alimentaire et l'effondrement des services sociaux. Les conflits armés et l'insécurité ont accentué les disparités régionales entre les conditions socioéconomiques : les zones et les communautés du Sahel touchées par le conflit se sont de plus en plus appauvries et sont ainsi devenues de loin les régions les plus pauvres de leurs pays respectifs. Au Mali, le taux de pauvreté est passé de 45 % en 2011 à 47 % en 2013. Ce pourcentage a connu la plus grave augmentation dans plusieurs zones touchées par le conflit. À la fin de 2012, les zones touchées par le conflit ont connu une baisse de 17 % du nombre de centres de santé. Le nombre de professionnels de la santé a baissé de 4 % entre 2011 et 2012, tandis que le risque de paludisme augmentait de 8 %. Les maladies diarrhéiques se sont propagées pour passer de 216 cas en 2011 à 228 cas en 2012 (soit une augmentation de 6 %). Et enfin, l'incidence de la rougeole a bondi de 246 cas en 2011 à 620 cas en 2012 (soit une augmentation de 152 %).

minière artisanale illégale et dangereuse, souvent assurée par des enfants. Le Burkina Faso est un endroit clef et un important pays de destination de la traite des femmes et des enfants, et les bouleversements survenus dans le Sahel au cours des 10 dernières années ont accentué cette situation. En 2012, le rapport du Département d'État américain sur la traite d'êtres humains a montré que, malgré ses efforts, le Burkina Faso ne parvenait pas à respecter les normes minimales pour l'élimination de la traite d'êtres humains. Ce rapport a tout de même également reconnu que le gouvernement redoublait d'efforts pour prévenir la traite d'êtres humains, comme en témoigne la prise aux trafiquants d'êtres humains de 1 112 enfants en 2011.

La situation relative au développement humain au Mali s'est détériorée en 2012 avec le déclenchement d'un conflit armé et l'insécurité. Le taux de pauvreté est passé de 45 % en 2011 à 47 % en 2013. Ce pourcentage a connu la plus grave augmentation dans certaines des régions touchées par le conflit, en particulier les régions de Koulikoro (27,8 %) et Sikasso (14,6 %), pour une augmentation de 2 % seulement à Bamako¹⁰³. Les conflits et l'insécurité ont amoindri la prestation déjà limitée de soins de santé, en accentuant les disparités selon les régions, à l'échelle du pays. C'est ainsi qu'à la fin de 2012, les zones de Tombouctou, Gao et Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti touchées par le conflit ont vu diminuer de 17 % le nombre de leurs centres de santé.¹⁰⁴ Les conflits récents ont également aggravé la faiblesse du système de santé du Mali en faisant diminuer le nombre de professionnels de la santé de 4 % entre 2011 et 2012. Le risque de paludisme s'est accru de 8 % tandis que le nombre de personnes souffrant de la rougeole a été multiplié par trois entre 2011 et 2012. De même, les cas de maladies diarrhéiques sont passés de 216 en 2011 à 228 en 2012

¹⁰³ « Mali », 2014. Étude de l'économiste Firmin Vlavonou à partir des données contenues dans l'Annuaire statistique.

¹⁰⁴ CEA. *Conflict in the Sahel Region : The Development Cost and Consequences*. "The Root Cause and Impact of Armed Conflict and Insecurities on Development : The Case Study of Mali". Manuscrit non publié, 2015.

(soit une augmentation de 6 %) ; enfin, les infections à la rougeole ont bondi pour passer de 246 cas en 2011 à 620 cas en 2012 (soit une augmentation de 152 %)¹⁰⁵.

Les conflits et l'insécurité récents ont aggravé le chômage et occasionné la perte de moyens de subsistance au Mali ; les régions de Koulikoro, Kayes, Sikasso, Mopti, Gao, Kidal et Tombouctou, touchées par les conflits, affichent les taux de chômage les plus élevés en raison de la faible demande, de l'insécurité omniprésente et de la fermeture de la plupart des entreprises (on estime par exemple qu'à Gao, 80 % des entreprises ont fermé). Les femmes âgées de 40 à 49 ans sont les plus touchées, puisque les demandes d'emploi les concernant ont diminué de 80 %, contre 48 % pour les hommes en 2012¹⁰⁶.

Au Niger, le retour de Nigériens et l'arrivée de réfugiés mettent à rude épreuve les installations disponibles et les services sociaux, déjà restreints, dans les communautés qui accueillent des réfugiés, à Diffa et Tillabéri, ce qui a des répercussions sur les moyens de subsistance, l'éducation et la santé. Les dispensaires mobiles, par exemple, ont été arrêtés à cause de la violence, chose qui a privé les populations de rares soins de santé disponibles. La fermeture des frontières a durement frappé le commerce transfrontalier et l'accès du Niger aux importations en provenance du Nigéria et sérieusement empêché les Nigériens d'exporter du bétail, des produits laitiers et des poivrons rouges ; cela a eu des répercussions sur les moyens de subsistance et les revenus des ménages. Tous ces facteurs ont amplifié l'impact de la sécheresse sévissant depuis trois ans dans la région de Diffa au Niger.

Le conflit provoqué par Boko Haram continue d'exacerber la pauvreté et le chômage et d'amoindrir l'accès à l'éducation et aux services de santé dans le nord du Nigéria. L'insurrection a réduit l'activité économique, y compris les activités commerciales, puisque les petites et moyennes entreprises ont souffert de l'exode des hommes et femmes d'affaires tandis que les banques ne fournissent plus que des services limités. Compte tenu des incidences sur l'agriculture, le taux de pauvreté rural dépasse de loin le taux de pauvreté urbain, à 52,1 % contre 34,1 % pour ce dernier¹⁰⁷. L'insurrection nuit aussi au développement humain des filles ; les écoles et les établissements d'enseignement sont la cible d'attaques et se voient forcés de fermer, et les filles qui les fréquentent sont victimes d'enlèvements (on a en exemple l'enlèvement de plus de 200 lycéennes à Chibok, dans l'État de Borno, en avril 2014). En 2013, le nord-ouest et le nord-est du Nigéria affichaient les pourcentages les plus élevés de femmes et de filles non instruites, avec 62,8 % et 61,1 % respectivement, pour une moyenne de 16,1 % dans le sud du pays¹⁰⁸. De même, l'insurrection de Boko Haram a encore accru le taux de chômage déjà élevé dans le nord-est ; le chômage des jeunes est passé, dans ces zones, de 47,6 % en 2010 à 53,2 % en 2012¹⁰⁹. En outre, dans les zones rurales touchées par le conflit où certains ménages sont restés, leurs cultures ont souffert, car les jeunes ne sont plus à même de rechercher un emploi

105 Ibid.

106 Ibid.

107 Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde, 2014. Disponible à l'adresse <http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-2014-book.pdf>.

108 Nigeria Demographic and Health Survey, 2013. Site consulté le 20 octobre 2014. Disponible à l'adresse http://www.population.gov.ng/images/ndhs_data/ndhs_2013/2013_ndhs_final_report.pdf.

109 NISER, (2013). Analysis and Design of Safety Nets and Capacity Empowerment Program for unemployed Youth in Nigeria. Ibadan : NISER.

agricole rémunéré pour compléter leurs revenus, en raison des menaces qui pèsent sur la sécurité.

Incidences sur la gouvernance

Éviction des agents publics et perturbation de la gouvernance démocratique : Les principaux pays au centre du conflit et de l'insécurité dans les deux corridors de conflits (le Mali et le Nigéria) ont connu une éviction des agents de l'administration et une perturbation de la gouvernance courante et des services dans les régions et les communautés du Sahel et à leurs alentours (ce qu'on appelle le « phénomène du nord »). Les régions et communautés du Sahel touchées par le conflit sont de plus en plus marquées par l'absence ou l'éviction des agents de l'administration ou leur remplacement par des groupes rebelles. Dans les zones touchées par le conflit, les groupes rebelles djihadistes suppriment et remplacent de plus en plus la gouvernance démocratique par leur mode de gouvernance préféré, à savoir des formes plus contraignantes de la charia inspirées du salafisme. Dans d'autres pays tels que le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie, bien que les agents de l'administration n'aient pas nécessairement été évincés ou remplacés, leur capacité de fonctionner efficacement et de fournir des services est actuellement limitée. La gouvernance courante et la prestation de services ont été interrompues par de nouvelles mesures et opérations de sécurité et par l'afflux de réfugiés. Tout cela continue de gêner la gouvernance démocratique, en particulier au Mali et au Nigéria.

Au Mali, les conflits armés dans le nord ont directement contribué au coup d'État militaire de mars 2012 qui a donné un coup d'arrêt à la démocratie dans le pays. En outre, en raison de l'insécurité, de l'affaiblissement des forces de sécurité et d'un piètre leadership, les insurrections dans le nord du Mali ont écarté les agents de l'administration, tandis qu'une coalition de réseaux irrédentistes, djihadistes et criminels prenait le contrôle de l'administration des villes et villages du nord. C'est la menace d'invasion de Bamako qui a suscité une intervention militaire internationale. Avant la rébellion de 2012, l'armée malienne était à peine présente dans le nord, conformément aux termes de l'Accord d'Alger de 2006 en vertu duquel les forces de sécurité du Mali se sont retirées des principaux sites du nord, dont les Touaregs se sont ensuite emparés. De plus, les rebelles du nord du Mali ont ciblé et détruit

Dans les zones touchées par un conflit, les groupes rebelles évincent de plus en plus les agents de l'administration acquis à la cause de la gouvernance démocratique pour mettre à leur place leur propre mode de gouvernance préféré, à savoir des formes beaucoup plus contraignantes de la charia inspirées des salafistes. Les zones et communautés du Sahel touchées par un conflit sont de plus en plus marquées par l'absence ou l'éviction des agents de l'administration ou par leur remplacement par des groupes rebelles. Au Mali, le conflit de 2012 a déclenché un coup d'État militaire et la perturbation de la gouvernance démocratique. Les groupes rebelles ont également pris le contrôle de l'administration de villes et de villages du nord. Au Nigéria, Boko Haram a pris le contrôle (sur le plan administratif) de 20 zones de gouvernement local au moins, couvrant 130 villes et villages. Le système administratif autochtone (conseil de l'émirat) est également écarté, et les chefs traditionnels (émirs), les faiseurs de rois, les chefs de district et les chefs de circonscription sont tués, enlevés ou évincés.

des infrastructures publiques, en particulier celles qui étaient liées au tourisme. L'infrastructure de soutien au secteur touristique à Djenné, Mopti et Tombouctou a été détruite ; de nombreux hôtels ont dû fermer ; des organisateurs de voyages ont été chassés ; des itinéraires sont devenus dangereux et les établissements touristiques publics se sont effondrés. En conséquence, 30 000 touristes de moins ont été enregistrés en 2013.

De même, au Nigéria, les rebelles de Boko Haram ont continué à évincer et à remplacer les élus et les fonctionnaires et ils ont institué la charia dans les communautés sous leur contrôle. Il en est allé de même pour les fonctionnaires (traditionnels) autochtones. À la fin de 2014, on estimait que Boko Haram avait pris le contrôle de 20 zones d'administration locale au moins (couvrant environ 130 villes et villages) dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe, dans la région du nord-est. Parmi les zones d'administration locale touchées, on compte Dikwa, Gworza, Liman-Kara, Gamboru-Ngala, Marte, Bama, Damboa, Buni Yadi, Buni Gari, Gonjiri, Gujba et Madagali. Les fonctionnaires de ces États ont été contraints de déménager, et de nombreux conseils exécutifs et gouvernements d'États du nord-est travaillaient depuis Abuja (la capitale nationale). Le système administratif traditionnel des émirats a également été écarté : les émirs, les Lanwani (chefs de village), les Bulamas (chefs de circonscription) et les Aja/Hakimai (chefs de district). En 2014, en raison des attaques de Boko Haram, le Conseil de l'Émirat de Borno avait perdu bon nombre de ses faiseurs de rois, de chefs de quartier et au moins 13 chefs de circonscription. Le déplacement des structures administratives publiques laisse souvent entendre la destruction d'installations, de bureaux et d'établissements de formation officiels, dont des postes de police, des pylônes de télécommunication, des bureaux de poste, des casernes, des postes et installations militaires, des hôpitaux, des prisons et des écoles.

Oppression des libertés civiles et des droits de l'homme : Les populations civiles des pays qui ont fait l'objet des études de cas, tout particulièrement dans les régions et les communautés directement touchées par le conflit et l'insécurité au Sahel, font face à un double danger : les restrictions et les violations de leurs libertés civiles par les groupes rebelles et par les forces de sécurité gouvernementales. Les conflits armés et l'insécurité ont mis à mal les libertés civiles à la suite des activités de groupes rebelles et des opérations et précautions anti-insurrectionnelles menées par les gouvernements. Dans les deux corridors de conflits et essentiellement ailleurs au Sahel, les groupes rebelles adhèrent et se rallient aux idéologies djihadistes (salafistes et wahhabites strictes) qui imposent des restrictions considérables aux libertés civiles, en particulier des femmes et des filles. L'introduction par les groupes rebelles de formes plus contraignantes de la charia dans les régions situées au nord du Mali et au nord-est du Nigéria s'est accompagnée d'interdits frappant les libertés d'expression, d'association et de culte ; ainsi que l'éducation des filles, la visibilité des femmes dans les lieux publics et le droit à un procès équitable, qui sont fondés sur les instruments de protection des droits de l'homme existants, nationaux et internationaux. De surcroît, filles et femmes sont toujours victimes de mariages forcés et de viols.

De la part des gouvernements, la coalition des institutions et politiques régionales et internationales de lutte contre le terrorisme continue à mettre fortement l'accent sur la répression, d'où l'apparition d'une série de nouvelles lois antiterroristes et le renforcement des lois existantes dans les pays sur lesquels ont porté les études de

cas. Des pouvoirs nouveaux ou supplémentaires ont été attribués aux services de sécurité en matière d'investigation, de renseignement, d'arrestation et de détention et d'autorisation de mesures d'urgence. La visibilité et l'influence sur la gouvernance des militaires et autres forces de sécurité se sont ainsi accrues. Les lois et politiques antiterroristes tentent toujours de refléter l'équilibre délicat qui doit être atteint entre la lutte contre le terrorisme et la protection des libertés civiles. Dans la plupart des cas, la balance penche en défaveur des libertés civiles. Les opérations de lutte contre le terrorisme et l'insurrection se poursuivent et mettent sérieusement à mal les droits de l'homme. Plusieurs organismes locaux et internationaux de défense des droits de l'homme continuent à documenter les cas de violation des libertés civiles et des droits de l'homme par les services de sécurité relevés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans les pays du Sahel. Un nombre bien plus grand de citoyens sont arrêtés, détenus ou tués dans des circonstances extrajudiciaires que lors de procédures régulières.

Le Mali a déclaré l'état d'urgence dans les régions du nord du pays touchées par les conflits à différents moments depuis 2011 et introduit de nouvelles lois pour renforcer les pouvoirs des forces de sécurité et criminaliser les actes considérés comme terroristes. Malgré tout, les conflits armés et l'insécurité, tout comme les déplacements qu'ils ont provoqués, ont exacerbé les actes de violence contre les femmes. Une enquête menée auprès de 120 femmes et filles de la région de Mopti a révélé que 28 % d'entre elles avaient été victimes d'un mariage précoce forcé et qu'encre 53 % avaient subi des mutilations génitales féminines et été violées¹¹⁰. Les conflits intermittents avec les Touareg au Niger, surtout à partir de 2006, et les conflits armés au Mali et au Nigéria ont renforcé l'influence de l'armée sur la gouvernance et la société ainsi que sa visibilité. Des militaires sont présents en permanence au sein de divers organes du gouvernement ; ils occupent notamment les fonctions de gouverneur et d'administrateur dans des régions comme celles d'Agadez et Tillabéri.

Au Nigéria, les rebelles de Boko Haram et les activités de lutte contre le terrorisme du gouvernement ciblent la liberté de la presse. Boko Haram a bombardé les bureaux du journal *This Day* à Abuja et Kaduna en 2012, et l'armée nigériane a réprimé les organes de presse en juillet 2014 à la suite de reportages défavorables consacrés aux opérations de lutte antiterroriste. Les rebelles de Boko Haram continuent à cibler les femmes et les filles, qu'ils enlèvent, violent et tuent. Plusieurs autres cas d'enlèvements ont eu lieu avant et après l'enlèvement de plus de 200 filles à Chibok en avril 2014. Les combattants de Boko Haram portent atteinte aux libertés de culte et d'association en attaquant les lieux de culte et des personnes en raison de leur foi et de leurs pratiques religieuses. Les nouvelles lois antiterroristes du gouvernement ont octroyé aux services de sécurité des pouvoirs supplémentaires qui leur permettent d'arrêter et de détenir pendant de longues périodes les personnes soupçonnées de terrorisme. La déclaration de l'état d'urgence et les opérations anti-insurrectionnelles s'accompagnent toujours d'allégations de procès secrets, d'une exigence de peu d'éléments de preuve, de retards généralisés et de procédures lentes, d'un faible taux d'établissement de la culpabilité, d'exécutions extrajudiciaires et de la disparition mystérieuse de membres supposés de Boko Haram. De plus, les femmes et les filles sont les plus touchées par la perturbation des activités économiques typiques des

¹¹⁰ Mali (2014). Étude de l'économiste Firmin Vlavonou basée sur des données provenant d'une enquête de terrain réalisée par une partie prenante à Mopti.

Les populations civiles des pays de ces études de cas, en particulier dans les régions et les communautés directement touchées par le conflit et l'insécurité au Sahel, sont doublement pénalisées : par les restrictions et les violations de leurs libertés civiles perpétrées à la fois par les groupes rebelles et les forces de sécurité gouvernementales. Au Sahel, les groupes rebelles adoptent et partagent les idéologies djihadistes (salafistes et wahhabites strictes) qui limitent considérablement et violent les libertés civiles, en particulier des femmes et des filles. La trop grande importance accordée par les gouvernements aux méthodes répressives a provoqué l'apparition d'une série de nouveaux pouvoirs « antiterroristes » et, dans la plupart des cas, la balance penche en défaveur des libertés civiles. Plusieurs organismes locaux et internationaux de défense des droits de l'homme continuent à rassembler des données sur les cas de violation des libertés civiles et des droits de l'homme par les services de sécurité relevés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans les pays du Sahel ; un nombre bien plus grand de citoyens sont arrêtés, détenus voire tués dans des circonstances extrajudiciaires que lors de procédures régulières.

femmes, telles que le commerce et l'agriculture, en raison de l'instauration du couvre-feu, des attentats sur les marchés et du pillage des terres agricoles et des granges où sont stockées les réserves alimentaires.

Les situations d'urgence humanitaires complexes : Au Sahel, dans les régions et communautés touchées par un conflit, les situations d'urgence humanitaires sont de plus en plus souvent complexes du fait du recoupement de crises multiples, de la rupture de l'ordre public et de l'autorité provoquée par une combinaison de bouleversements internes et transfrontaliers et de leur caractère transfrontalier et transnational. L'ampleur des situations d'urgence varie au sein des pays et d'un pays à l'autre, les zones touchées par le conflit au Mali et au Nigéria connaissant les crises les plus graves, suivies par les villages et communautés des régions frontalières. La complexité de la situation d'urgence humanitaire se reflète dans le simple nombre de personnes déplacées, le nombre de civils tués et de cas d'actes de violence perpétrés contre les femmes et les filles, l'ampleur de la traite d'êtres humains et l'insécurité alimentaire, etc. La vulnérabilité transfrontalière aux variations climatiques (épisodes de famine et de sécheresse, inondations, etc.) des communautés du Sahel est aggravée par le conflit armé et l'insécurité qui ont restreint ou anéanti les mécanismes d'adaptation traditionnels et les sources de résilience comme l'accès transfrontalier aux pâturages et à l'eau, le commerce et les migrations professionnelles saisonnières. Certaines données indiquent que chaque année, au Sahel, environ 577 000 enfants, pour la plupart âgés de moins de 5 ans, meurent de malnutrition et d'autres conséquences sanitaires de l'insécurité¹¹¹.

Depuis le déclenchement du conflit et de l'insécurité dans le nord du Mali, on a enregistré plus de 3 000 morts et 475 000 personnes déplacées. Par ailleurs, une aggravation de l'insécurité alimentaire (à Sikasso, qui produisait 50 % des céréales du Mali avant le conflit) a provoqué une baisse de la production de 24 %. De plus, malgré

111 Bureau de la coordination des affaires humanitaires. "Humanitarian Needs Overview- Sahel Region", 2013. Disponible à l'adresse https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/HNO_2014_Sahel_Region.pdf.

Au Sahel, dans les régions et communautés touchées par un conflit, les situations d'urgence humanitaire sont de plus en plus souvent complexes étant donné le recoupement de crises multiples et l'effondrement de l'ordre public provoqué par une combinaison de cataclysmes internes et transfrontaliers. La complexité de la situation d'urgence humanitaire se reflète dans le nombre impressionnant de personnes déplacées (plus de 1,5 million), de civils tués et de cas d'actes de violence perpétrés contre les femmes et les filles, ainsi que de victimes de la traite d'êtres humains et de l'insécurité alimentaire, etc. La vulnérabilité transfrontalière aux variations climatiques (épisodes de famine et de sécheresse, inondations, etc.) des communautés du Sahel est aggravée par les conflits armés et l'insécurité qui restreignent ou anéantissent les mécanismes d'adaptation traditionnels et les sources de résilience tels que les facteurs transfrontaliers suivants : l'accès aux pâturages et à l'eau, les échanges commerciaux et les migrations professionnelles saisonnières. On estime que chaque année, au Sahel, environ 577 000 enfants, pour la plupart âgés de moins de 5 ans, meurent de malnutrition et d'autres conséquences sanitaires de l'insécurité.

la présence de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et des forces armées internationales, l'insécurité est plus marquée dans les villes septentrionales de l'Adrar des Ifoghas (dans la région de Kidal) et dans les environs de la ville de Tessalit, ainsi que dans les villes de Ménaka et d'Ansongo dans la région de Gao. Au Burkina Faso, les pertes dues à la variabilité des précipitations (inondations dans certaines régions et manque de précipitations dans d'autres) ont été amplifiées par l'afflux constant d'éleveurs maliens (réfugiés) dès 2012, ce qui a provoqué de nouvelles tensions et des affrontements entre agriculteurs et éleveurs. Cet afflux de réfugiés s'est produit à un moment où le Burkina connaissait sa pire sécheresse, et les réfugiés n'étaient pas les bienvenus, car ils exerçaient des pressions sur les ressources locales. Ces difficultés ont été exacerbées par l'accès limité à l'assistance humanitaire, qui a débouché sur la malnutrition et la famine parmi les personnes déplacées, une situation engendrée par la présence limitée d'organismes tels que le HCR au Burkina Faso jusqu'en 2013.

Depuis 2007, des populations du Niger, tout particulièrement celles des régions frontalières, sont déplacées par des attaques de groupes rebelles (MNJ) et des opérations de repréailles menées par l'armée¹¹². Ces attaques et opérations militaires ont déplacé plus de 11 000 personnes à l'intérieur du pays en 2007 et plus de 23 000 en 2008 (essentiellement au nord d'Agadez)¹¹³. À ces chiffres s'ajoutent ceux des réfugiés provenant du Mali et du Nigéria depuis 2012. On estime que plus de 100 000 réfugiés ont fui vers Diffa (ce qui a gonflé sa population de 20 %)¹¹⁴. Outre le fait qu'il surcharge les services, cet afflux a entraîné la création de 110 itinéraires

112 Centre de surveillance des déplacements internes (2007). "Niger Internally Displaced People Analysis" <http://www.internal-displacement.org/sub-saharan-africa/niger/figures-analysis> ; Integrated Regional Information Networks. Voir aussi "News filtering of the north suggest grave conditions". <http://www.irinnews.org/report/75792/niger-news-filtering-out-of-north-suggests-grave-conditions> et Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 18 juin 2009.

113 Département d'État des États-Unis, 25 février 2009. "Human Rights Report : Niger". <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/af/119017.htm>.

114 Étude de la CEA sur le Sahel : Le Niger, manuscrit non publié, 2015.

et passages frontaliers de plus dont seulement 54 sont tenus par des gardes-frontières¹¹⁵. De plus, la fermeture des frontières et la perturbation des échanges commerciaux entre le Niger et le Nigéria amplifient les effets de la sécheresse dans la région de Diffa, au Niger.

Dans le nord du Nigéria, plus de 6 347 civils ont été tués du fait de Boko Haram et des opérations de lutte contre la rébellion rien qu'en 2014¹¹⁶. Cela vient s'ajouter à l'énorme problème des personnes déplacées à l'intérieur du Nigéria ou à travers ses frontières, à la désorganisation des moyens de subsistance et des métiers, à l'attaque ou à la fermeture d'écoles et à la destruction des communautés et des infrastructures. Parmi les attaques notoires, on peut citer : Jos en avril 2012 (30 personnes auraient été tuées) ; Yola en janvier 2012 (où 17 personnes auraient été tuées) et Gombe (six morts) ; et l'attentat commis le jour de Noël, en 2011, à Madalla, près d'Abuja (42 personnes auraient été tuées)¹¹⁷. En outre, en 2013, 209 écoles ont été attaquées à Yobe et 800 salles de classe détruites à Borno, et en 2014, 85 écoles supplémentaires ont été fermées et 120 000 élèves évincés à Borno. De même, plus de 176 enseignants ont été tués et plusieurs milliers ont été évincés entre 2011 et 2014 dans la région du nord-est¹¹⁸.

L'empreinte sécuritaire des relations extérieures : Les conflits armés et l'insécurité au Sahel ont transformé les relations régionales et internationales des pays du Sahel. Les pactes de sécurité, la coopération, la collaboration et les opérations communes dominent désormais les relations sur le plan tant bilatéral que multilatéral. Cette situation a provoqué et continue de renforcer une approche répressive du conflit et de l'insécurité au Sahel. Outre des accords bilatéraux, il existe une pléthore d'arrangements en matière de sécurité entre les pays du Sahel, notamment la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), la Force multinationale mixte (Nigéria, Cameroun, Niger et Tchad), le G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), et les pays du Champ (Algérie, Mali, Mauritanie et Niger) qui combattent (Al-Qaïda au Maghreb islamique) au Sahel.

L'empreinte sécuritaire dans les relations extérieures se manifeste aussi dans le renforcement des rôles et de la participation des acteurs internationaux aux questions de sécurité dans l'ensemble du Sahel. Depuis 2012, l'opération Serval a été lancée au Mali pour arrêter la progression territoriale des groupes rebelles et a depuis lors soutenu et reconfiguré sa présence militaire au Sahel (par exemple par des installations à Niamey et Agadez). Au Burkina Faso, les acteurs internationaux sont aussi présents sur le plan militaire, une présence qui leur sert souvent de base opérationnelle pour la surveillance du Sahel. Les pays du Sahel, dont le Burkina Faso, le Nigéria, le Niger bénéficient d'une assistance militaire étrangère sous les auspices d'initiatives telles que l'Équipe du Partenariat d'aide au déploiement africain) et le Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme, dont les objectifs comprennent le renforcement des capacités militaires burkinabè et la fourniture d'équipements à ces forces armées. Les initiatives en faveur de la sécurité et du développement au Sahel témoignent

115 Ibid.

116 Étude de la Commission économique pour l'Afrique EA sur le Sahel : Le Niger, manuscrit non publié (2015).

117 Étude de la Commission économique pour l'Afrique sur le Sahel : étude de cas du Nigéria, manuscrit non publié, 2015, tableau 1.2.

118 Ibid.

Les pactes de sécurité, la coopération, la collaboration et les opérations communes dominent désormais les relations sur le plan tant bilatéral que multilatéral. Outre des accords bilatéraux, il existe une pléthore d'arrangements en matière de sécurité entre les pays du Sahel, ainsi que d'autres nés de l'initiative de puissances étrangères, dont l'Équipe du Partenariat d'aide au déploiement africain, le Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme et l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme. Les nouveaux schémas font des puissances étrangères les moteurs des programmes et des activités relatifs à la sécurité des pays du Sahel.

des programmes des pays du Sahel relatifs à la sécurité. De surcroît, en mai 2014, des puissances étrangères ont organisé à Paris un sommet spécial consacré à Boko Haram, auquel ont participé les pays où sévit le groupe terroriste dans le bassin du lac Tchad.

Curieusement, le Burkina Faso et, dans une moindre mesure, le Niger semblent tirer parti du renforcement de l'empreinte sécuritaire des relations extérieures au Sahel. Le Burkina Faso (sous son ancien Président Compaoré) s'est positionné en tant que médiateur et a assumé un rôle de stabilisateur au sein de la région. Outre sa contribution à la mission de maintien de la paix au Mali par l'envoi de troupes, le Burkina Faso sous Compaoré s'est investi dans la médiation et la négociation pour mettre un terme à la rébellion touareg au Niger ainsi que lors des accords de paix des années 1990 et plus tard. Le pays a également servi de médiateur lors du conflit en Côte d'Ivoire (2010-2011) et de médiateur en chef pour le conflit au Mali au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Burkina Faso et le Niger ont attiré une aide au développement supplémentaire ces dernières années venant s'ajouter à l'aide normale, ces deux formes d'aide étant liées à leur coopération en matière de sécurité avec les puissances étrangères actives au Sahel. Les motivations de cet engagement au Sahel semblent varier d'une puissance étrangère à l'autre.

3.2 Aperçu de pays : Le Mali

Incidences économiques

Incidences macroéconomique : Le coup d'État du 22 mars 2012 a entraîné la suspension de la quasi-totalité de l'aide publique au développement, à l'exception de l'aide d'urgence et de l'aide apportée directement à la population par la communauté nationale et la CEDEAO. La croissance du PIB était relativement faible et négative ; le Mali avait une importante dette publique et son taux d'inflation oscillait autour de 5,3 % en 2012 (contre 3,1 % en 2011). Cela a entraîné une hausse des prix des produits alimentaires de base ainsi que des combustibles et une baisse du pouvoir d'achat de la population¹¹⁹. D'après la Loi de finances rectifiée de 2012, les ressources de l'État avaient chuté de 30 % et ses dépenses globales de 33 %¹²⁰. Le gouvernement

119 Mali 2014. Étude de l'économiste Firmin Vlavonou basée sur des données de l'INSTAT. Site consulté le 4 juin 2008.

120 Fonds monétaire international (2013). Mali : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, mai 2013. Rapport de pays n°13/111 du FMI. Disponible à l'adresse

a alors été contraint de maintenir ses dépenses courantes et de réduire ses dépenses d'équipement. Du fait de la perte de recettes et de la poursuite des dépenses, le déficit budgétaire a sensiblement augmenté¹²¹ et le ratio dette extérieure/PIB a également considérablement augmenté, tandis que les crédits économiques ne croissaient que de 5 % en raison de la récession dans les secteurs secondaire et tertiaire. De même, la crise a créé un manque à gagner de 700 milliards de francs CFA environ dans l'aide publique au développement, qui a chuté brutalement en 2012 en entravant les efforts pour la croissance et provoquant ce faisant un ralentissement de l'activité économique, lequel a plongé le pays dans la récession, avec un taux de croissance révisé de -0,4 %¹²² contre 4,3 % en 2011¹²³.

Balance des paiements. La balance des paiements et les investissements ont gravement souffert, affichant un déficit de 49 milliards de francs CFA et une baisse de 50 % des investissements privés respectivement. Tandis qu'en raison de la hausse des exportations d'or et de coton et des envois de fonds des travailleurs migrants, il n'y a eu qu'un léger fléchissement de la balance des paiements courants, les opérations du compte de capital se sont brusquement détériorées à cause du recul de l'aide étrangère et des investissements étrangers directs. Le déficit global de la balance des paiements a été estimé à 49 milliards de FCFA. De même, les taux de l'investissement public et de l'investissement privé ont chuté de façon spectaculaire, revenant de 14 et 19 % en 2011 à -11 et -50 % en 2012¹²⁴ respectivement. Selon Space Business Mali¹²⁵, le budget spécial d'investissement pour 2012 a été réduit de 90 % et le financement intérieur de 67 %, sans compter une quasi-absence de financement extérieur.

Réfugiés et personnes déplacées : D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en 2005, il n'y avait pas plus de 137 000 réfugiés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger¹²⁶. En fait, les mouvements de populations ont débuté en 2007-2008 à la suite de la rébellion de 2006 les régions les plus touchées étant Niafunké (Tombouctou), Hombori (Gao), Léré (Tombouctou), Ménaka, Anderambouka (Gao), Tessalit (Gao), Aguel Hoc (Kidal), Inhalid (Kidal) et Tin-Zaouaten (Kidal). En avril 2012, on estimait à 138 990 le nombre de réfugiés à la suite des combats et à environ 93 433 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à la suite de combats¹²⁷. Les réfugiés maliens avaient trouvé asile à Ouagadougou (32 631 réfugiés), au Niger (26 650 réfugiés), à Mbéra (49 709 réfugiés) et en Algérie (plus de 30 000 réfugiés). Le nombre de personnes rentrées au pays s'élevait quant à lui à seulement 2 390¹²⁸.

121 Ibid.

122 Ibid.

123 Fonds monétaire international (2013).. Mali : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, mai 2013. Rapport de pays n° .13/111 du FMI. Disponible à l'adresse :<https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13111.pdf>.

124 Ibid.

125 <http://www.emergence-mali.com/economie.html>. L'année 2011 est censée être celle d'avant le conflit.

126 HCR. Stratégie régionale concernant le déplacement forcé de Maliens : les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays, 2016-2017, 7 décembre 2015.

127 OCHA. 12 avril 2012. Mali : Armed Conflict and Population Movement Conflicts armés et mouvements de population ». Disponible à l'adresse https://www.ecoi.net/file_upload/1788_1334611376_map-2003.pdf.

128 Ibid.

Soins de santé : Le conflit et l'insécurité ont exacerbé le problème de l'insuffisance des services de soins de santé et élargi les disparités régionales à l'échelle du pays. À titre d'exemple, à la fin de 2012, les zones touchées par le conflit – Tombouctou, Gao, Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti –¹²⁹ ont connu une baisse de 17 % du nombre de centres de santé. Les conflits récents ont également accentué la faiblesse du système de santé du Mali en faisant diminuer le nombre de professionnels de la santé de 4 % entre 2011 et 2012. Le risque de paludisme a progressé de 8 % ; les cas de diarrhée sont passés de 216 en 2011 à 228 en 2012 (soit une augmentation de 6 %) et les cas de rougeole ont atteint 620 en 2012 contre 246 en 2011 (soit une augmentation de 152 %¹³⁰).

Pauvreté : Le conflit et l'insécurité ont aggravé le taux de pauvreté au Mali, qui est passé de 45 % en 2011 à 47 % en 2013. L'augmentation en pourcentage était plus prononcée dans certaines des régions touchées par le conflit, en particulier Koulikoro (27,8 %) et Sikasso (14,6 %), contre une augmentation de 2 % seulement à Bamako. L'augmentation est restée modeste dans les régions de Kidal, Tombouctou et Gao¹³¹, en raison d'une mauvaise production agricole (insécurité alimentaire), de la perturbation des échanges commerciaux, ainsi que du faible niveau des investissements publics et à cause du chômage de même que de la perturbation de l'accès aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé ou l'approvisionnement en eau.

Chômage et perte de moyens de subsistance : Le récent conflit et l'insécurité ont aggravé le chômage et occasionné la perte de moyens de subsistance au Mali. Bien que 78 % de la population active du secteur public eût des contrats de longue durée en 2012, le taux de chômage est passé de 8 % en 2008 à 15,7 % en 2011 pour revenir à 10,8 % en 2013. Les taux de chômage les plus élevés se retrouvent dans les régions de Bamako, Koulikoro, Kayes, Sikasso, Mopti, Gao, Kidal et Tombouctou, en raison de la faible demande, de l'insécurité omniprésente et de la fermeture de la plupart des entreprises (on estime par exemple qu'à Gao, 80 % des entreprises ont fermé). Les femmes âgées de 40 à 49 ans sont les plus touchées, puisque les demandes d'emploi les concernant ont diminué de 80 %, contre 48 % pour les hommes en 2012.

Production céréalière et insécurité alimentaire : En outre, l'insécurité a influé sur la production céréalière et la sécurité alimentaire au Mali. À titre d'exemple, Sikasso, qui avait à son actif 50 % de la production céréalière avant le conflit, a connu une baisse de la production de 24 %, tandis que Mopti a produit également environ 5 % de moins qu'avant la crise (2012). La situation a été aggravée par le pillage qui a suivi les combats au début d'avril 2012 et qui a amoindri les stocks de céréales destinés à la consommation, à la vente et à la constitution de réserves de semences dans de nombreuses régions. Tout cela a mis en péril la sécurité alimentaire du Mali en 2012 et 2013 et de nombreuses familles en étaient venues à se rationner, à consommer des aliments moins nutritifs et à subir régulièrement la faim.

129 Mali (2014), 2014. Étude de l'économiste Firmin Vlavonou à partir des données contenues dans l'«Annuaire statistique».

130 Mali (2014). Étude de l'économiste Firmin Vlavonou basée sur les données contenues dans la base de données Malikunnafoni.

131 Ibid

Incidences sur la gouvernance

Augmentation des attaques armées : La flambée de violence observée dans le nord du Mali en 2012 continue à avoir des effets persistants sur la sécurité dans le pays, en entravant les efforts humanitaires. Certes, les opérations et la présence militaires internationales ont amélioré la situation sécuritaire dans quelques villes du nord du Mali, mais des groupes militants continuent à attaquer Tombouctou et Gao et des groupes séparatistes touaregs et les forces maliennes continuent à se battre à Kidal. C'est ainsi que le nombre d'incidents violents est passé de 8 754 en 2011 à 9 034 en 2012¹³². La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a estimé que l'insécurité était plus marquée dans le nord de l'Adrar des Ifoghas (dans la région de Kidal) et dans les environs de la ville de Tessalit, ainsi que dans les villes de Ménaka et Ansongo dans la région de Gao.

Effondrement de la gouvernance démocratique et de l'administration publique :

L'insécurité et les conflits armés ont directement contribué au coup d'État militaire de mars 2012 qui a donné un coup d'arrêt la démocratie malienne¹³³. En outre, en raison de l'insécurité, de l'affaiblissement des forces de sécurité et d'un manque de leadership, les insurrections dans le nord du Mali ont évincé les agents de l'administration, tandis que la coalition de réseaux irrédentistes, djihadistes et criminels prenait le contrôle de l'administration de nombre de villes et de villages du nord. C'est la menace d'invasion de Bamako qui a provoqué l'intervention militaire internationale. Avant la rébellion de 2012, l'armée malienne était à peine présente dans le nord ; il en était ainsi depuis l'Accord d'Alger de 2006 en vertu duquel les forces de sécurité du Mali se sont retirées des principaux sites du nord, qui ont ensuite été repris par les Touaregs.

Intervention militaire étrangère : L'opération Serval a changé la dynamique de la rébellion de 2012, car elle a arrêté la progression territoriale et permis de reprendre les villes clefs du nord qui étaient tombées aux mains des forces rebelles. Néanmoins, les épisodes successifs de rébellion et d'insécurité ont affaibli les forces de sécurité maliennes, provoqué l'intervention militaire étrangère et rendu le Mali plus dépendant d'acteurs externes pour assurer sa sécurité. En conséquence, le Mali est devenu perméable à l'influence des acteurs internationaux.

Violences contre les femmes et les filles : Les situations de conflit, d'après-conflit et de déplacement ont exacerbé les formes existantes et nouvelles de violence contre les femmes et les filles au Mali. Une enquête menée auprès de 120 femmes et filles de la région de Mopti a révélé que 28 % d'entre elles avaient été victimes d'un mariage précoce forcé¹³⁴, et que 53 % encore avaient subi des mutilations génitales féminines et été violées. Ceci s'ajoute aux déplacements et à la perte de leurs moyens de subsistance et actifs économiques.

Destruction du patrimoine culturel et du tourisme : Le nord du Mali et ses sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (les mausolées et les manuscrits

132 Ibid.

133 Voir James Traub (2013), « Two Cheers for Malian Democracy : The West African country has a lot going for it, but sadly that's not enough », 13 avril 2012, disponible à l'adresse http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/04/13/two_cheers_for_malian_democracy (site consulté le 23 août 2014).

134 Mali (2014). Étude de l'économiste Firmin Flavonou basée sur des données recueillies lors d'une enquête sur le terrain réalisée par une partie prenante dans la région de Mopti.

de Tombouctou) étaient d'importants atouts culturels et de grandes attractions touristiques pour le Mali. L'insécurité et les attaques des groupes djihadistes ont ciblé et détruit ces atouts culturels, et des touristes ont été enlevés, souvent pour obtenir une rançon. De plus, l'infrastructure de soutien au secteur touristique à Djenné, Mopti et Tombouctou a été détruite ; de nombreux hôtels ont dû fermer ; des organisateurs de voyages ont été évincés. En outre, des itinéraires sont devenus dangereux et les établissements touristiques publics se sont effondrés. En conséquence, 30 000 touristes de moins (essentiellement des touristes africains) ont été enregistrés au Mali¹³⁵. Quoique l'effet net de cette situation reste faible en termes macroéconomiques (cela ne représente qu'environ 0,5 % du PIB), son importance pour la réputation et l'image du Mali dans le secteur touristique à long terme est plus grande¹³⁶.

3.3 Aperçu de pays : le Burkina Faso

Incidences économiques

Structure économique : L'économie du Burkina Faso est dominée par le secteur primaire, qui comprend l'agriculture, l'élevage ; la pêche et la foresterie et dont dépend 86 % de la population active¹³⁷. L'agriculture et l'élevage sont les principales activités, représentant 56,2 % et 34,1 % du secteur respectivement, contre 9,7 % pour la pêche, entre 2010 et 2011. Le Burkina Faso a connu une croissance soutenue du PIB réel en 2013, avec un taux de 6,9 %, après un bond de 9 % en 2012¹³⁸. Cette hausse est la conséquence d'une croissance de la valeur ajoutée supérieure à 5 %, avec 6.6 % dans le secteur primaire, 8,8 % dans le secteur secondaire, mené par les industries extractives (malgré une chute des prix internationaux de l'or), et 5,2 % pour le secteur tertiaire (secteur des services)¹³⁹. Ceci s'explique en partie par l'augmentation de la production aurifère à partir de 2000 ; ainsi, l'or a pesé pour 72 % du total des exportations en 2013¹⁴⁰. Les quatre sous-secteurs les plus dynamiques représentaient à eux seuls près de la moitié du PIB du pays : il s'agit de l'agriculture (19 %), des industries extractives (13,1 %), du commerce (11,8 %) et de l'élevage (11 %)¹⁴¹.

Réduction de la production agricole : Le Burkina Faso étant en partie situé au Sahel, son économie et ses situations de vulnérabilité sont alignées sur celles des autres pays de la région. La population burkinabè dépend fortement du secteur agricole, qui est vulnérable aux aléas environnementaux et aux conflits entre éleveurs et agriculteurs. La contribution de l'agriculture à la croissance globale a chuté, descendant de 4,6 %

135 Commission économique pour l'Afrique. *Conflict in the Sahel Region : The Development Cost and Consequences*. "The Root Cause and Impact of Armed Conflict and Insecurities on Development : The Case Study of Mali", 2015, manuscrit non publié.

136 Ibid.

137 Politique nationale de développement durable au Burkina Faso. (2013).

138 Ibid.

139 Indicateurs de la Banque mondiale et Annuaire statistique pour l'Afrique (2009-2014).

140 Bedossa. B. (2012). , Natural ressources : *Macroéconomie et Développement. Burkina Faso : l'émergence du secteur aurifère suffira-t-elle à redresser un modèle de croissance en perte de vitesse?* Division Analyse macroéconomique et risque pays du Département de la recherche, FAD.

141 Commission économique pour l'Afrique. *Conflict in the Sahel Region : The Development Cost and Consequences*. "The Root Cause and Impact of Armed Conflict and Insecurities on Development : The Case Study of Mali". Manuscrit non publié, (2015).

en 2012 à 1,9 % en 2013¹⁴². Cette baisse s'explique par le caractère irrégulier des précipitations, avec des inondations dans certaines régions et une faible pluviosité dans d'autres, et par les tensions et les affrontements entre agriculteurs et éleveurs (de 2003 à 2011, plus de 3 800 incidents ont été enregistrés), une situation qui est aggravée depuis 2012 par l'arrivée de réfugiés (pour la plupart, des gardiens de troupeaux) venant du Mali¹⁴³.

Chômage : Le nombre de jeunes dans le pays ayant fortement augmenté, le Burkina Faso a vu le chômage empirer en raison de l'augmentation de la population, des stress environnementaux, de la baisse de l'agriculture et d'une gouvernance médiocre. Le chômage est généralement plus élevé en milieu urbain, avec un taux de 38 % dans les villes principales, notamment Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, et 0,9 % en milieu rural¹⁴⁴. La crise qui frappe l'industrie du coton a également entraîné une augmentation de la migration vers les sites d'exploitation d'or, en l'absence d'autres sources d'emploi¹⁴⁵. Le taux de croissance démographique ne cadre pas avec la capacité d'absorption du marché du travail du pays, phénomène aggravé par un taux d'alphabétisation de 28,7 %¹⁴⁶. Le secteur informel reste une importante solution de rechange à l'emploi formel ; il contribue au PIB à hauteur de 20 % et emploie 12 % de la population du pays et 70 % de sa population active¹⁴⁷. Tout au long de son histoire, le Burkina Faso a vu une partie de sa population quitter le pays pour aller travailler à l'étranger, en particulier en Côte d'Ivoire. Les envois de fonds continuent donc d'avoir une importance cruciale pour l'économie nationale et proviennent essentiellement de plus de 4 millions de travailleurs migrants dans les pays voisins¹⁴⁸.

Exploitation de l'or : L'essor du secteur de l'exploitation de l'or au Burkina Faso est directement lié à la hausse des prix de l'or, qui ont bondi de plus de 450 % entre 2003 et 2011, atteignant 1 895 dollars l'once en 2012. Dans le cadre du système actuel, le Gouvernement burkinabè reçoit 48 % des bénéfices bruts générés au cours de la durée d'exploitation des mines¹⁴⁹. Les mines d'or sont concentrées dans le nord du pays, le long de la frontière avec le Mali. On signale que les régions minières sont frappées par l'insécurité, en particulier la contrebande transfrontalière, l'exploitation minière illégale et des actes de banditisme. Tout cela pourrait constituer un risque majeur de conflits et d'insécurité étant donné la situation instable qui prévaut dans

142 Indicateurs de la Banque mondiale et Annuaire statistique pour l'Afrique (2009-2014).

143 Département d'État des États-Unis (2012). *Burkina Faso : Country report on Human Rights Practices for 2012*. Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail.

144 L. Simonsson (2005), *Vulnerability Profile of Burkina Faso, for the Poverty and Vulnerability Programme*, Stockholm : Stockholm Environment Institute (SEI).

145 Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC (2010). *Étude transfrontalière sur le travail des enfants dans l'orpaillage au Burkina Faso, au Mali et au Niger*. Projets BIT/IPEC Mines (Afrique de l'Ouest) – TBP Mali – LUTRENA II – TACKLE Mali Programmes Nationaux IPEC Burkina Faso/Mali/Niger – SIMPOC, Rapport volet pays Mal.

146 Central Intelligence Agency (CIA) (2007). *Burkina Faso : Literacy*, Disponible à l'adresse <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/uv.html> site consulté le 26 octobre 2014).

¹⁵⁰ Gouvernement du Burkina Faso (2011). Voir aussi Gouvernement du Burkina Faso (2007). Exposé du Burkina Faso à la commission de l'emploi et de la politique sociale du conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (2007).

147 Gouvernement du Burkina Faso (2011). Voir aussi Gouvernement du Burkina Faso (2007). Exposé du Burkina Faso à la commission de l'emploi et de la politique sociale du conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (2007).

148 Banque mondiale (2011). *Migration and Remittances Fact book 2011*. Washington D.C.

149 Les revenus se composent de redevances (24 %), de dividendes versés au gouvernement et de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM, 20 %), qui n'est versé qu'à la fin de la durée de vie de la mine, de

la partie septentrionale du Mali et l'afflux de réfugiés au Burkina Faso, deux facteurs qu'aggravent les difficultés politiques internes et l'opacité de la gouvernance et de la réglementation dans le secteur minier. En outre, les problèmes du secteur agricole ont entraîné une augmentation de l'extraction minière artisanale, laquelle attire des enfants qui n'ont parfois que six ans et qui abandonnent l'école afin de travailler. Les enfants scolarisés se rendent eux aussi dans les mines le week-end, encouragés en cela par leurs parents¹⁵⁰. Cela pourrait avoir un impact négatif sur le long terme.

Assistance et aide au développement : les relations étroites que le Burkina Faso entretient avec les acteurs internationaux en matière de sécurité lui ont permis d'avoir accès à des niveaux plus élevés d'assistance et d'aide au développement ces dernières années. On estime que 80 % du budget des dépenses publiques du Burkina Faso provient de l'aide étrangère – une aide financière ininterrompue depuis plusieurs années et dont on dit qu'elle atteint environ 400 millions de dollars par an¹⁵¹. À elle s'ajoute la présence de plusieurs organisations non gouvernementales nationales et étrangères ainsi que des organismes humanitaires actifs sur tout le territoire, qui représentent ainsi une part importante des francs CFA en circulation dans l'économie. Sous le régime du Président Compaoré, le Burkina Faso s'est taillé une réputation de pays stable et sûr, favorable à la médiation au Sahel¹⁵².

Afflux de réfugiés : L'important afflux de réfugiés venant du Mali depuis 2012 met à rude épreuve la tolérance des communautés d'accueil dans le nord du Burkina Faso. En effet, 475 000 réfugiés environ ont quitté le Mali en 2012 et près d'un tiers d'entre eux, soit à peu près 125 000 personnes, ont trouvé refuge au Burkina Faso¹⁵³ tandis que d'autres se sont réfugiés en Mauritanie et au Niger. À l'heure actuelle, le nombre de réfugiés dans la région est estimé à 43 000 environ et ils sont répartis dans différents camps de réfugiés le long de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso¹⁵⁴. Cet afflux de réfugiés s'est produit au moment où le Burkina Faso connaissait sa pire sécheresse, si bien que les réfugiés ont été perçus comme grevant lourdement les ressources locales. Ces conditions ont été exacerbées par « l'accès limité à l'aide humanitaire ainsi que le fait que des milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays étaient confrontées à la malnutrition et à la maladie »¹⁵⁵, une situation causée par la faible présence au Burkina Faso avant 2013 d'organisations telles que le HCR 2013¹⁵⁶. En outre, ces réfugiés vivent dans un environnement caractérisé par « une chaleur extrême, des vents violents et la pluie ». Si les éleveurs touaregs sont, dans une certaine mesure, habitués à ces conditions environnementales, la vie dans les camps est loin d'être supportable. Cela s'explique par l'absence de

150 KPMG-SECOR (2013). *Analysis of Profit Sharing in Burkina Faso Gold Operations*.

151 Commission économique pour l'Afrique (2013). *Sahel Study : A Country Case Study of Burkina Faso*. Manuscrit non publié.

152 International Crisis Group (ICG) (2013). "Burkina Faso : With or Without Compaore : Times of Uncertainty". *Africa Report*, n°25.

153 Oxfam (2013), *Oxfam Briefing Paper* 167. Extrait du site <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp167-malis-conflict-refugees-220113-summ-fr.pdf>.

154 Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (2013). UNHCR country operations profile – Burkina Faso. Disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/pages/49e483de6.html>.

155 David. J. Francis (2013), "The Regional Impact of the Armed Conflict and French Intervention in Mali". Centre norvégien de ressources pour la consolidation de la paix, 2013.

156 HCR (2014). *Burkina Faso Country Profile*.

fournitures de base telles que du lait pour les enfants et le manque de nourriture en quantité suffisante¹⁵⁷.

Conflits éleveurs-agriculteurs : La sécheresse et l'afflux de réfugiés ont provoqué des conflits entre les éleveurs touaregs maliens et les agriculteurs burkinabè. Ainsi, des affrontements armés ont opposé des agriculteurs dogons au Mali à des éleveurs peulhs originaires du Burkina Faso, provoquant la mort d'un grand nombre de personnes et en blessant beaucoup d'autres en mai 2012. Bien que l'on puisse dire que les mesures proactives du Gouvernement burkinabè ont minimisé les affrontements de ce type en 2012-2013, des risques subsistent. Quoiqu'il en soit, si davantage de réfugiés devaient arriver, les risques et les tensions augmenteraient¹⁵⁸. Tout cela contribue au risque général et au climat d'insécurité dans la région septentrionale du pays, où se situent les camps de réfugiés et les mines d'or. Ainsi, Oxfam avait prévenu que la situation sécuritaire se détériorait depuis janvier 2012, en étayant une hausse du nombre d'enlèvements réels ou des menaces d'enlèvement, ce qui rendait la fourniture d'aide humanitaire difficile pour les organismes¹⁵⁹. Le déploiement de l'armée le long de la frontière confirme que la situation sécuritaire est préoccupante. Les organisations humanitaires qui s'inquiètent de voir la situation se prolonger au Mali ont insisté sur la nécessité d'assurer l'autosuffisance chez les réfugiés afin de réduire tout conflit entre les communautés d'accueil et les réfugiés sur le long terme¹⁶⁰.

Incidences sur la gouvernance

Opérations de sécurité intérieure et régionale : L'une des incidences visibles des conflits et de l'insécurité au Sahel est le fait que le Burkina Faso a intensifié ses opérations de sécurité intérieure et sa participation aux activités sous-régionales de maintien de la paix au Mali. Il a fourni 650 militaires à la MISMA et a déployé 1 000 soldats le long de la frontière avec le Mali dans le nord du pays au début de l'année 2013¹⁶¹. L'intensification de la sécurité le long de cette frontière est perçue comme un moyen de prévenir « l'infiltration islamiste » et d'empêcher que la guerre ne se propage vers le sud, jusqu'au Burkina Faso. Étant donné que les mines d'or se situent près de la frontière malienne et qu'elles ont besoin d'être protégées, on a craint qu'elles ne puissent devenir des cibles potentielles pour les groupes djihadistes originaires du Mali, en raison des capitaux occidentaux qui y ont été investis. De plus, le Burkina Faso est membre du G5 Sahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Le G5 Sahel a été en partie formé dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et a pour objectif d'améliorer la sécurité et le développement au Sahel¹⁶².

157 Afua Hirsh (2012) "Mali refugees struggle to settle in Burkina Faso as food crisis deepens" Extrait du site : <http://www.theguardian.com/global-development/2012/jul/12/mali-refugees-burkina-faso-food-crisis>.

158 IRIN News. "Burkina Faso : Preventing conflict between farmers and herders." Extrait du site : <http://www.irinnews.org/report/96663/burkina-faso-preventing-conflict-between-farmers-and-herders>.

159 Oxfam. *Oxfam Briefing Paper 167*. Extrait du site <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp167-malis-conflict-refugees-220113-summ-fr.pdf>

160 Ibid.

161 International Crisis Group (2013). Burkina Faso.

162 http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-06/peace_and_security_in_africa_sahel.php. Voir également le document *Cadre d'appui du PNUD à la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel : Pour un développement humain durable et inclusif*.

Violentes manifestations populaires et mutineries de l'armée : Ce sont des manifestations massives qui ont forcé Blaise Compaoré à démissionner en 2014. Elles constituaient le prolongement d'une tendance qui s'était manifestée, particulièrement depuis 1998, sous le régime Compaoré, lorsque l'armée se mutinait, souvent pour protester contre le non-versement des soldes et des indemnités. Les manifestations de 1998 en protestation contre la mort du journaliste Norbert Zongo¹⁶³ et celles de 2011 contre le décès de l'étudiant Justin Zongo, tué par la police¹⁶⁴, sont au nombre de celles, populaires et violentes, qui ont secoué le Burkina Faso. Outre les protestations de 2008 contre le coût élevé de la vie et l'insuffisance des salaires, il y a eu les mutineries militaires de 2011 qui ont éclaté à Ouagadougou, Tenkodogo, Dori, Kaya, Dedougou, Fada Ngourma, Po, Gorom-Gorom, Gaoua et Bobo-Dioulasso du fait du mécontentement généralisé régnant parmi les simples soldats, qui citent la discrimination et le désintérêt total dont ils étaient l'objet comme éléments déclencheurs¹⁶⁵. Bien que ces événements ne soient peut-être pas directement liés à la dynamique transsaharienne, ils continuent de concerner la stabilité et la sécurité au Burkina Faso et dans la région du Sahel – ainsi, ils ont mené à la démission du Président Compaoré.

Médiation régionale : Blaise Compaoré et, par extension, le Burkina Faso ont trouvé de nouveaux rôles à jouer, ceux de médiateur influent et de lieu de médiation pour les conflits et l'insécurité dans le Sahel¹⁶⁶. Malgré le mécontentement qui régnait dans l'armée, comme l'ont montré les mutineries de 2011, le Burkina Faso a maintenu son rôle de pays « stabilisateur » au sein de la région. Outre la fourniture de troupes à la mission de maintien de la paix au Mali, le pays (en la personne du Président Compaoré) a participé activement à la médiation et aux négociations visant à mettre fin à la rébellion touareg au Niger, et aux accords de paix passés dans les années 90 et, plus tard, il a servi de médiateur dans le conflit qui a éclaté en Côte d'Ivoire en 2010-2011. M. Compaoré a aussi agi comme médiateur en chef pour le conflit malien pour le compte de la CEDEAO, ce qui impliquait l'engagement de pourparlers aussi bien avec les groupes rebelles dans le nord du pays qu'avec l'administration malienne officielle. Il importe de faire remarquer que lors des précédentes rébellions touaregs au Mali et au Niger, de 1991 à 1995 et de 2005 à 2009, l'Algérie et le Burkina Faso ont été des médiateurs de premier plan dans les processus de paix¹⁶⁷. Par conséquent, on comprend que le Burkina Faso et l'Algérie aient tenu à mettre en place un gouvernement stable au Mali.

Aide étrangère à la sécurité et présence opérationnelle : En raison des conflits et de l'insécurité au Sahel, le Burkina Faso a attiré une présence militaire étrangère sous forme de bases. En outre, du fait de la crise au Mali et en plus des opérations habituelles de formation, d'assistance technique et de maintenance, le Burkina Faso a reçu trois avions légers (Humbert Aviation Tetras CSL) ainsi que plusieurs véhicules pour l'aider à surveiller sa frontière nord avec le Mali¹⁶⁸. L'armée burkinabé a également reçu

163 Au moment de sa mort, Norbert Zongo était en train d'enquêter sur le meurtre non élucidé du chauffeur du frère du Président.

164 International Crisis Group (2013). Burkina Faso.

165 Voir <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2012/burkina-faso#.VKvHd0uKill>.

166 International Crisis Group (2013). Burkina Faso.

167 Alexis Arieff. (2012) "Algeria and the Crisis in Mali." *Institut français des relations internationales*, 2012. Extrait du site [efile:///C:/Users/nlYO/Downloads/IFRI_actuellesariefffinal%20\(1\).pdf](http://efile:///C:/Users/nlYO/Downloads/IFRI_actuellesariefffinal%20(1).pdf).

168 Site Internet Defence Webk (2013). Burkina Faso. Extrait du site http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=29375:burkina-faso&catid=119:african-militaries&Itemid=255

une formation de la part de l'Équipe du Partenariat d'aide au déploiement africain, dont l'objectif est de développer la capacité de déploiement au sein du personnel militaire africain¹⁶⁹. De plus, le Burkina Faso participe (en tant que bénéficiaire) au Partenariat transsaharien contre le terrorisme, qui vise notamment à renforcer la capacité militaire burkinabè et à équiper les forces burkinabè. Sur un certain plan, tous ces éléments pourraient constituer un risque dans le moyen et le long terme (crainte de représailles de la part de groupes djihadistes armés au Sahel).

Traite d'êtres humains : Le Burkina Faso est un important pays d'origine et de trafic de femmes et d'enfants, et les événements catastrophiques qui se sont produits au Sahel au cours des 10 dernières années ont aggravé ce phénomène. Un récent rapport du Département d'État américain sur la traite d'êtres humains, publié en 2012, soulignait la gravité de la situation en montrant que le Burkina Faso n'était pas parvenu, malgré ses efforts, à respecter les normes minimales pour l'élimination de la traite d'êtres humains. Cependant, ce rapport reconnaissait également que le gouvernement fournit des efforts croissants pour empêcher le trafic d'êtres humains, comme le montre le grand nombre d'enfants (1 112) arrachés des mains des trafiquants en 2011¹⁷⁰.

3.4 Aperçu de pays : La Mauritanie

Incidences économiques

Incidences limitées sur le plan macroéconomique : Les données empiriques provenant des statistiques officielles laissent penser que la crise malienne de 2012 n'a pas eu en soi d'incidence directe ou importante sur l'économie structurée de la Mauritanie. En effet, le modèle de croissance économique mauritanien affiche une augmentation régulière depuis 2010, après avoir enregistré un recul (- 1,2 %) en 2009¹⁷¹. En 2010, la croissance globale a été estimée à 5,1 %, à l'exclusion du secteur pétrolier, soutenue par la hausse du prix des matières premières et de la demande mondiale, par les mesures prises par les autorités pour appuyer la campagne agricole 2010/2011, par l'augmentation de l'approvisionnement en électricité et par la reprise du secteur de la construction¹⁷². Le taux de croissance pour les cinq prochaines années est estimé à 6 %, au moins grâce à la reprise du secteur minier¹⁷³. Selon le PNUD, 75 % des recettes budgétaires de la Mauritanie proviennent des exportations (or, cuivre, fer, pétrole)¹⁷⁴. Ainsi, grâce à un climat favorable, l'exploitation minière a enregistré une croissance réelle de 3,7 % en 2013 contre 0,3 % en 2012. La production de fer a augmenté de 3,7 % (+ 2,7 % en 2012), celle de cuivre de 3,3 % (contre - 0,5 % en 2012) et celle d'or de 3,2 % (contre - 10 % en 2012)¹⁷⁵. En 2013, l'équilibre budgétaire global, y compris les subventions, a affiché un léger déficit (- 1,1 % du PIB) tandis que les subventions chutaient après l'intervention d'urgence menée en

169 United States Army in Africa), *USARAF Coordinates Africa Deployment Assistance Partnership Team program in Burkina Faso*. Extrait du site : http://www.usaraf.army.mil/NEWS/NEWS_140513_bk_ad.html.

170 Freedom House, *Burkina Faso Overview*, 2013. Tiré de : http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/burkina-faso#.VEIFo_mUffl.

171 Economist Intelligence Unit (EIU). (12 septembre 2014). *Mauritania*, London, Country Report.

172 Ibid.

173 Ndong Ntah, Marcellin et Souleman Boukar, 2014. *Country Case : Mauritanie*, Tunis, Banque africaine de développement (BAD). Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique. 12 p. www.africaneconomicoutlook.org.

174 Ibid.

175 Ibid

réponse à la sécheresse en 2012¹⁷⁶. Les recettes fiscales ont continué de croître entre 2011 et 2013, grâce aux efforts durables que le gouvernement a fournis pour améliorer la coordination entre les administrations fiscales, élargir l'assiette fiscale et introduire de nouveaux impôts. De 2011 à 2013, les recettes fiscales ont progressé d'environ 5,6 %, représentant 22,1 % du PIB¹⁷⁷.

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques de la Mauritanie ont été protégés contre les incidences négatives des conflits et de l'insécurité au Sahel pour diverses raisons : a) la plupart des entreprises publiques et privées mauritaniennes se situent dans l'arrière-pays, loin des zones de turbulence qui jouxtent la frontière malienne ; b) l'économie mauritanienne n'est pas intégrée à celles de ses voisins de manière substantielle ; c) la Mauritanie est assez éloignée des autres pays sahéliens et se trouve au carrefour entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest ; et l'accueil que la Mauritanie accorde à de nombreux groupes armés, notamment le MNLA, dans le cadre d'un pacte de non-agression informel semble avoir minimisé le développement des activités terroristes sur son territoire. Pourtant, tout cela n'empêche pas que les conflits et l'insécurité au Sahel aient affecté les Mauritaniens.

Volatilité des prix du marché et inflation : Les données recueillies sur l'économie mauritanienne indiquent que le pays a connu une augmentation constante des prix à la consommation et une hausse du taux d'inflation. Entre 2009 et 2011, la Mauritanie a souffert d'une dégradation de son taux de change et d'une hausse de l'inflation, phénomènes qui ont pénalisé le pouvoir d'achat des ménages. De juin 2010 à novembre 2011, l'ouguiya (UM) a perdu 17 % de sa valeur contre le dollar des États-Unis¹⁷⁸. Les prix du marché en Mauritanie se sont ressentis de l'interruption des flux transfrontaliers due à la crise malienne et de la sécheresse, qui a fait baisser la production dans les pays voisins. L'embargo commercial et sur les armes imposé au Mali par la CEDEAO à la suite du coup d'État militaire a contribué à la hausse du prix des denrées alimentaires en Mauritanie, l'embargo étant moins favorable aux exportations du pays. De plus, les précipitations ont été rares, comme c'est souvent le cas dans la plupart des pays arides, la saison des pluies durant moins de trois mois au lieu des quatre à cinq mois habituels. La dimension régionale de la mauvaise production agricole a amplifié l'impact des prix du marché mauritanien. Ainsi, une mauvaise année agricole (par exemple, le déficit pluviométrique de 2011) a un impact négatif sur la croissance économique, l'indice des prix et le volume des opérations de commerce extérieur.

Manque de clarté concernant l'impact sur les dépenses militaires/de sécurité : De 2008 à 2012, les dépenses d'investissement ainsi que le total des recettes et des subventions ont nettement augmenté, passant de 200 à 350 millions d'UM¹⁷⁹. Les chercheurs n'ont pas pu accéder aux données officielles provenant des ministères et d'autres organisations afin de ventiler les données comme il convient et d'identifier les dépenses militaires du pays. Toutefois, quelques déductions empiriques poussent à penser que les dépenses militaires/de sécurité ont probablement augmenté. Par

176 République islamique de Mauritanie. (2014). Ministère des affaires économiques et du développement, Office national de la statistique, *Annuaire Statistique 2013*. Nouakchott.

177 Ibid.

178 Banque africaine de développement (2012). *Mauritanie+*, Tunis j www.africaneconomicoutlook.org

179 Vlavonou, Firmin (2014). *Mauritanian Compiled Database*.

exemple, les dépenses d'investissement de l'État ont connu une hausse rapide entre 2009 et 2011, avant de commencer à reculer vers 2012¹⁸⁰. On remarque la même tendance pour le total des recettes et des subventions publiques. Cela pourrait signifier que, pendant cette période, la Mauritanie a dû procéder à une acquisition majeure d'équipement militaire, compte tenu du tourbillon de troubles politiques qui se préparait sur ses frontières. Cependant, le manque de données ne nous permet pas de calculer la part réservée aux dépenses militaires ni le pourcentage du PIB qu'elles représentent.

Les investissements directs étrangers (IDE) n'ont pas été affectés : De 2008 à 2012, la Mauritanie a connu une solide reprise des investissements, comme le montre la spectaculaire augmentation des investissements publics et privés, qui ont grimpé de 235 à presque 550 milliards d'UM au cours de cette période. Rapporté au PIB nominal, le total des investissements est passé d'environ 25 % en 2008-2010 à 45 % en 2012¹⁸¹. Ce rapport est semblable à celui des pays voisins (et même plus élevé dans certains cas). Ces investissements (investissements étranger directs inclus) proviennent majoritairement du secteur privé, qui a pesé en moyenne pour environ 75 % du total au cours des cinq dernières années. Hors IDE, les investissements provenant du secteur privé représentaient presque le double de ceux du secteur public et environ 12 % du PIB (moyenne des cinq dernières années), selon la Direction générale de la promotion du secteur privé.

Impact variable sur le commerce : Entre 2009 et 2013, le secteur mauritanien de l'import-export s'est énormément développé, bien que cette croissance ait été en dents de scie dans les jours qui ont suivi le déclenchement de la crise au Mali. L'augmentation des exportations a coïncidé avec la flambée des prix des principales matières premières (pétrole, or, fer, cuivre et poisson) et la hausse de la demande d'importation pour les principales matières premières (denrées alimentaires, produits cosmétiques, produits chimiques, matériaux de construction, automobiles et pièces de rechange, équipement, etc.)¹⁸². Les exportations mauritaniennes ont progressé de 46 % et les importations de 84,7 % de 2009 à 2013. Cependant, les exportations ont enregistré un léger recul de 19,7 % du second au troisième trimestre de 2012, ce qui est probablement dû à l'éruption du conflit au Mali le 22 mars 2012. En outre, au cours du troisième trimestre de 2013, il y a eu une hausse des exportations (montées à 502,6 milliards d'UM) tandis que les exportations baissaient de 26,2 milliards d'UM du deuxième au troisième trimestre¹⁸³. Bien qu'il soit probable que les conflits et l'insécurité n'aient pas influé sur la balance des paiements de la Mauritanie ni sur son commerce du secteur structuré, quelques éléments empiriques indiquent cependant qu'ils ont eu un certain impact négatif sur le commerce et les échanges du secteur informel, particulièrement dans les régions et au sein des communautés frontalières. Ce sont les exportations de bétail mauritanien et les importations de céréales du Mali qui ont été les plus touchées. Étant donné le manque de données économiques précises, les auteurs ne sont pas en mesure de déterminer l'ampleur réelle de l'impact de la crise malienne sur le commerce informel dans les régions frontalières des deux pays entre 2009 et 2013.

180 Ibid.

181 Source des chiffres : Vlavonou, Firmin, *Mauritanian Compiled Database*, 2014, Doc. Excel.

182 République islamique de Mauritanie, *Bulletin trimestriel de conjoncture*, op cit.

183 République islamique de Mauritanie, *Bulletin trimestriel de conjoncture*, op cit, pp.29-30.

Tourisme : Le tourisme est l'un des principaux secteurs à avoir subi les effets de la crise malienne. Le nombre de touristes est passé de 65 000 en 2011 à 73 000 en 2012, avant de retomber à 72 000 en 2013¹⁸⁴. Le taux d'occupation des hôtels a plus ou moins suivi la même tendance en dents de scie : 9 950 lits en 2011, 10 000 lits en 2012 et 9 612 lits en 2013¹⁸⁵. En dépit de l'instabilité de la situation politique malienne en 2012, les auteurs ont remarqué que la Mauritanie a reçu un afflux massif de touristes en provenance du Mali. Deux facteurs pourraient expliquer ce phénomène : tout d'abord, les nouvelles mesures de sécurité introduites par le gouvernement pour protéger l'industrie touristique ; et ensuite le fait que la Mauritanie a accueilli de nombreuses manifestations à Nouakchott et ailleurs au cours de cette période.

Impact limité sur la création d'emplois : Il est difficile d'analyser l'impact de la crise malienne sur la création d'emplois en Mauritanie de 2010 à 2013, car on ne dispose que d'un nombre limité de statistiques sur la situation du marché du travail mauritanien. Qui plus est, l'économie de la Mauritanie a une structure complexe, caractérisée par une forte dualité entre les secteurs moderne et informel dans la création de richesses ; il est donc nécessaire de réaliser des enquêtes spécifiques afin de comprendre les données du marché de l'emploi selon les particularités de chaque secteur. Cependant, les auteurs ont remarqué que la crise récente n'avait pas eu d'incidences négatives sur la création d'emplois en Mauritanie puisque les régions limitrophes du Mali (Hodh Charghi et Hodh El Gharbi) affichaient les taux de chômage les plus bas. Les plus grands défis que la Mauritanie doit relever en matière d'emploi ne sont pas les conflits et l'insécurité, mais plutôt la prédominance du secteur informel dans l'économie nationale, le phénomène du chômage, ainsi que le manque d'informations intégrées sur l'emploi et l'absence d'une politique nationale sur l'emploi et d'un mécanisme intergouvernemental de coordination pour la promotion de l'emploi. En outre, le manque d'adéquation entre le système éducatif et les besoins du marché de l'emploi exige une modification structurelle majeure pour les mettre en concordance.

Taux de pauvreté et réduction de la pauvreté : Dans une récente étude intitulée *Cadre d'appui du PNUD à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel*, le PNUD soulignait que l'aggravation de la pauvreté, entre autres choses, est une cause profonde des conflits et de l'insécurité à travers le Sahel. On estime que la pauvreté de masse touche près de 51 % de la population du Sahel, sauf au Burkina Faso (46,4 %) et au Niger (48,2 %), qui ont enregistré un léger recul du taux de pauvreté au cours des 10 dernières années. Les autres pays, dont la Mauritanie, n'arrivent pas à inverser la tendance¹⁸⁶. Selon le rapport *Profil de la pauvreté en Mauritanie – 2008*, 25,9 % de la population vivait en dessous du seuil d'extrême pauvreté, avec un taux plus élevé en milieu rural (40,8 %) qu'en milieu urbain (7,7 %). Le profil de la pauvreté en Mauritanie correspond aux résultats et à la position de ce pays dans l'Indice de

184 République islamique de Mauritanie, avril 2014. *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). Rapport de mise en œuvre du troisième plan d'action du CSLP 2011-2015*, Nouakchott, Ministère des affaires économiques et du développement, 179 (version provisoire).

185 République islamique de Mauritanie, avril, 2014. *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). Rapport de mise en œuvre du troisième plan d'action du CSLP 2011-2015*, Nouakchott, Ministère des affaires économiques et du développement, 179 (version provisoire).

186 Programme des Nations Unies pour le développement (2014). *Cadre d'appui à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Pour un développement humain durable et inclusif*, New York, Juin 2014.

développement humain (IDH). En effet, il a été classé dans la catégorie des pays à faible niveau de développement humain ; la valeur de l'IDH de la Mauritanie a stagné en 2011 et en 2012, puis a chuté de six points en 2013, comme le montre l'évolution de la position du pays dans la liste : 159^e pays sur 172 en 2010, 155^e sur 187 en 2011, 155^e sur 172 en 2012 et 16^e sur 187 en 2013.

Les conflits et l'insécurité ont aggravé le taux de pauvreté en Mauritanie, car ils ont joué un rôle dans la perturbation des activités agricoles, limité l'accès aux marchés et au commerce et réduit la capacité de la population de s'adapter aux stress environnementaux. La dégradation du capital de production des agriculteurs et des éleveurs, associée aux effets négatifs des changements climatiques, accentue la vulnérabilité des populations et justifie leur dépendance envers l'aide humanitaire. La Mauritanie subit des crises climatiques récurrentes depuis les années 60 ; celles-ci ont réduit la capacité des secteurs de production ruraux (agriculture, élevage) et placé le pays dans une situation de dépendance alimentaire croissante. Les stratégies de développement rural n'ont pas réussi à contrer les effets de ces crises. Depuis 2003, la Mauritanie se prépare à l'arrivée de l'ère du pétrole. Les flux de revenus issus de la production pétrolière ont été largement surestimés, ce qui a conduit les autorités à prendre des décisions inappropriées en matière de finances publiques. De plus, la Mauritanie a été frappée par la crise alimentaire et énergétique de 2007-2008, qui a entraîné une flambée des prix des matières premières et de l'énergie sur les marchés internationaux. Les interventions d'urgence du gouvernement ont restreint l'impact de cette crise sur les pauvres, mais ne l'ont pas éliminé. La crise financière mondiale qui a éclaté en 2008 a touché la Mauritanie au moment où le pays faisait face à une grave crise politique, qui a conduit au gel d'une partie de l'aide publique au développement par des partenaires clefs. Le cumul de ces facteurs défavorables a entraîné un recul du PIB, ce qui ne manquera pas d'atteindre la population et de retarder la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)¹⁸⁷.

Aggravation de l'insécurité alimentaire : D'après le Programme alimentaire mondial (PAM), un peu plus d'un quart de la population mauritanienne (26,2 %) se trouvait en situation d'insécurité alimentaire en juin 2014. Ce taux représente une progression de près de 9 % par rapport à la même période en 2013 (23,7 % des ménages souffraient alors d'insécurité alimentaire). L'insécurité alimentaire a touché plus de 635 000 personnes en Mauritanie, dont 182 000 en situation d'insécurité alimentaire sévère et 453 000 en situation d'insécurité alimentaire modérée¹⁸⁸. Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire après la récolte en 2013 indiquent que 18,5 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire à l'échelle nationale (milieu urbain et milieu rural confondus). Ce taux est supérieur à celui qui avait été enregistré en décembre 2012, lorsque 16,5 % des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire, et à celui de décembre 2011 (18 %). Au cours des cinq dernières années, un taux comparable d'insécurité alimentaire a été enregistré en décembre 2008, une année marquée par des hausses importantes du prix des denrées alimentaires¹⁸⁹. Cette augmentation progressive est due à la forte sécheresse qui a frappé le Sahel en 2011, crise à laquelle

187 République islamique de Mauritanie/Système des Nations Unies, *Rapport sur les progrès 2010 vers l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en Mauritanie*, Nouakchott, 15 avril, 2010.

188 Programme alimentaire mondial (PAM). *Enquête de suivi de la sécurité alimentaire des ménages*, Nouakchott, décembre 2013.

189 Programme alimentaire mondial, *Mauritanie. Enquête de suivi de la sécurité alimentaire*, Nouakchott. Étude réalisée par le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), juin 2014. 20 p.

sont venus s'ajouter l'inflation du prix des céréales sur les marchés internationaux et l'impact de la crise des réfugiés, particulièrement au Mali.

Incidences sur la gouvernance

Une gouvernance démocratique médiocre : Les éléments de preuve recueillis lors de la recherche sur le terrain en Mauritanie montrent clairement qu'au cours des 10 dernières années, il y a eu un lien net, direct et réciproque entre la gouvernance politique et la dynamique des conflits et de l'insécurité. Pendant longtemps, la Mauritanie a vu se succéder coups d'État, gouvernements militaires et régimes autoritaires, qui ont conduit à l'intimidation et à la répression, le pouvoir politique étant exercé de manière à créer des tensions entre différents groupes, à provoquer des manifestations et à instaurer un climat d'insécurité parmi les citoyens. Après de longues années de ce type de gouvernement, la population est habitée par un sentiment persistant de vulnérabilité et d'impuissance, qui perdure même lorsque les régimes militaires sont libéralisés comme c'est actuellement le cas. De plus, l'autoritarisme a conduit à l'apathie politique (faible participation au processus démocratique) chez les citoyens. Ainsi, presque tous les partis d'opposition ont boycotté les élections municipales, législatives et présidentielles de 2014. La réélection du Président Ould Abdel Aziz par seulement un tiers environ de l'électorat (en raison du faible niveau de participation au scrutin) a amené un grand nombre de personnes à remettre en question la légitimité des institutions actuelles.

Poursuite des politiques d'exclusion : La dynamique sociopolitique de la Mauritanie contribue aux tensions qui opposent différents groupes de population et à l'insécurité. Ainsi, un processus discriminatoire d'enregistrement de la population, qui ne permet pas à une grande partie des électeurs non arabes de s'inscrire, existe encore aujourd'hui. La population arabo-berbère domine toutes les facettes de la vie nationale, si bien que les autres éléments non arabes, à savoir les Mauritaniens « négro-africains » et les **Haratine** (anciens esclaves noirs africains), sont pratiquement exclus de toutes les sphères du pouvoir socioculturel, économique et politique¹⁹⁰. La communauté arabo-berbère domine le secteur de la sécurité, en particulier au niveau le plus haut – les Mauritaniens négro-africains sont pratiquement exclus des grades les plus élevés et les échelons inférieurs sont majoritairement occupés par des **Haratine** et d'autres Mauritaniens non arabes. Les intellectuels **Haratine** ont publié une déclaration dans laquelle ils attiraient l'attention sur des statistiques plutôt désolantes pour illustrer cette situation : sur plus de 150 commissaires de police, seuls deux ou trois sont **Haratine** ; dans l'armée, sur plus de 500 officiers, une trentaine seulement sont **Haratine** (des officiers subalternes, pour la plupart) et aucun des généraux (qui sont une douzaine) n'est **Haratine**¹⁹¹.

Radicalisation et politisation de l'islam : La mauvaise gouvernance et l'insécurité ont contribué à la politisation et à la radicalisation de l'islam. La crise au Mali a déclenché une progression de l'islamisme dans la gouvernance en Mauritanie par le biais de l'instrumentalisation du sentiment religieux par le gouvernement. La religion a

190 Voir « Armes : le syndrome mauritanien », disponible à l'adresse http://www.cridem.org/C_Info.php?article=661950. Site consulté le 23 octobre 2014.

191 Commission économique pour l'Afrique. *Conflict in the Sahel Region : The Development Cost and Consequences*. "The Root Cause and Impact of Armed Conflict and Insecurities on Development : The case of Mauritania", 2015. Manuscrit non publié

été utilisée pour stimuler la ferveur religieuse afin de gagner l'appui politique des populations et réprimer les groupes d'opposition (par exemple, les mouvements antiesclavagistes). Les Mauritaniens sont musulmans et pratiquent généralement un islam soufi modéré. Sous l'influence des financements salafistes et wahhabites provenant du Moyen-Orient, la Mauritanie a eu sa part de chefs religieux et politiques islamistes et d'ONG prêchant une forme radicale de l'islam. Au fil du temps, certains de ces chefs religieux et de ces organisations ont gagné une influence remarquable, ce qui leur a permis de peser de manière décisive sur les événements politiques et sociaux en publiant des fatwas.

Militarisation de la société mauritanienne : Le putsch d'août 2008 est le plus récent d'une longue série de coups d'État militaires. La Mauritanie est gouvernée par l'armée depuis plus de 30 ans et le régime militaire a transformé le pays de nombreuses façons, notamment en lui donnant une culture tenace de prise du pouvoir par la force et en légitimant les coups d'État militaires — une fois que ceux-ci ont réussi. L'une des conséquences de ce fait est la militarisation de la société mauritanienne et l'effacement de la ligne de démarcation entre la sphère militaire et la sphère civile, les officiers de l'armée dirigeant, par exemple, des institutions parapubliques ou de grandes institutions d'État et prenant part à des activités commerciales lucratives. Le régime militaire a également entraîné une « déprofessionnalisation » du secteur de la sécurité en général et un affaiblissement de la discipline et de la méritocratie¹⁹².

Trafic illégal d'êtres humains et de drogues : Au cours des 10 dernières années, l'insécurité, les tensions politiques et les conflits récurrents dans le pays et dans les alentours ont contribué à faire de la Mauritanie un centre de transit majeur pour le trafic illégal d'êtres humains et de stupéfiants à destination des marchés européens et d'autres marchés. Comme cela est généralement le cas, l'une des institutions publiques les plus impliquées dans ce trafic¹⁹³ comprenait précisément les forces armées et de sécurité, ainsi que les fonctionnaires. La découverte d'un mystérieux avion colombien (et de son chargement de drogue) en 2004 sur la piste de l'aéroport de Nouadhibou et l'immense richesse inexplicée des fonctionnaires viennent étayer cette affirmation.

Disponibilité et propagation des armes légères et de petit calibre : Les conflits et l'insécurité en Mauritanie et aux alentours ont contribué à rendre les armes légères plus facilement disponibles. On estime qu'environ 70 000 armes légères et de petit calibre sont en circulation et on a pu établir que la plupart d'entre elles sont liées aux conflits et à l'insécurité dans les pays voisins. Il se trouve également que la grande majorité de ces armes détenues illégalement sont aux mains de la communauté arabo-berbère dominante. On pense que les membres de cette communauté sont les mêmes personnes qui se sont inscrites dans les clubs de tir sportif, dont le nombre croît rapidement dans tout le pays¹⁹⁴.

192 Boubacar N'Diaye, "The Legacy of Mauritania's Colonels : West Africa's Next Crisis?". Document non publié en cours de révision.

193 Voir Union des forces du progrès, « Drogue, 'Droguerie'... Trafics, quincailleries... », disponible à l'adresse <http://fr.ufpweb.org/spip.php?article210>. Site consulté le 30 octobre 2014.

194 Voir « Armes : le syndrome mauritanien », disponible à l'adresse http://www.cridem.org/C_Info.php?article=661950, site consulté le 23 octobre 2014.

Discrimination et tensions sociales avec les Haratine : Les longues années d'assujettissement politique, socioéconomique et culturel des communautés noires africaines (y compris par le biais de l'esclavage) par le groupe arabo-berbère ont généré de fortes divisions et tensions sociales, ainsi que la menace de radicalisation et de soulèvement des **Haratine**. Ce risque est tangible, nonobstant les nouvelles législations et institutions mises en place pour lutter contre l'esclavage et ses conséquences (discrimination sociale et inégalités)¹⁹⁵. Les **Haratine** sont d'anciens esclaves pauvres et marginalisés, relégués au bas de l'échelle sociale mauritanienne et qui constituent au moins 40 % de la population. Ils comptent un nombre important d'**Abid** (esclaves), surtout dans les **adwaba** (campements nomades de **Haratine** et d'**Abid**), où il est indéniable que l'esclavage et des pratiques analogues à l'esclavage existent encore, sous leurs formes structurelles. La radicalisation des **Haratine** est imputable à l'extrême lenteur de l'éradication de l'esclavage et au sentiment que l'État, et particulièrement son système judiciaire et les organismes chargés de l'application de la loi, sont du côté des propriétaires d'esclaves. Les **Haratine** et les autres groupes marginalisés ont lancé un appel à l'État pour que soient mises en place des politiques visant à remédier à leur situation désastreuse d'exclusion et d'extrême pauvreté (ce qu'ils ont rappelé en 2012 dans une déclaration condamnant l'ordre sociopolitique en termes accablants).

Déplacements de populations à l'intérieur du pays et afflux de réfugiés : L'afflux important de réfugiés et leur traversée des frontières ainsi que les déplacements de groupes et d'individus armés sont des facteurs d'insécurité en Mauritanie. Des groupes armés non étatiques bien connus, qui ont pris part à des soulèvements et à des actes de terrorisme au Mali et dans certaines régions d'Algérie et qui s'adonnent à la criminalité organisée dans tout le Sahel, utilisent une partie du territoire mauritanien comme refuge ou comme bases opérationnelles. D'aucuns affirment que, dans certains cas, la Mauritanie aurait accordé l'hospitalité aux chefs du MNLA et donné asile à ses combattants le long de sa longue frontière avec le Mali. La présence et les activités des groupes armés ont donné lieu à des attaques armées (contre des postes militaires du pays) ainsi que de l'autre côté de la frontière, au Mali et en Algérie. Cela a causé des déplacements de populations mauritaniennes et un afflux de réfugiés, venant surtout du Mali. L'on estime que depuis les années 90 il y a environ 10 000 réfugiés mauritaniens au Mali et jusqu'à 30 000 réfugiés mauritaniens au Sénégal. Et l'on pense que 72 000 réfugiés sont arrivés en Mauritanie au plus fort de la crise malienne¹⁹⁶.

La crise sahélienne comme élément moteur des relations étrangères : La Mauritanie semble avoir exploité les conflits et les problèmes de sécurité du Sahel pour rehausser son prestige sur la scène politique régionale et internationale. Depuis le début du conflit malien, la question des conflits et de l'insécurité au Sahel est devenue le principal élément moteur des relations de la Mauritanie avec ses voisins et ses partenaires étrangers. La Mauritanie a contribué à la naissance du « Processus de Nouakchott », un processus collaboratif de politique sécuritaire pour lutter contre le terrorisme qui regroupe tous les pays du Sahel, et en a accueilli la réunion. De même,

195 Par exemple, le « Tadamoun » et l'établissement, par le gouvernement, d'une chaîne de magasins « Emel » pour vendre des produits de première nécessité aux *Haratine* à des prix subventionnés. Ces mesures sont toujours considérées comme mal conçues et d'un impact limité sur la grande majorité des *Haratine*, particulièrement ceux qui vivent en milieu rural.

196 HCR, *Mauritanie*, disponible à l'adresse <http://www.unhcr.org/pages/49e486026.html> (site consulté le 9 avril 2014).

depuis 2009-2010, la Mauritanie autorise des pays étrangers à utiliser son territoire pour mener des opérations de reconnaissance et de sécurité contre les terroristes d'AQMI et les trafiquants ou pour libérer des otages. Le pays a passé un accord, toujours en vigueur, avec ces pays pour qu'ils maintiennent une présence militaire « légère », et il collabore activement pour endiguer l'émigration illégale. Au Sahel, les tentatives d'émigration sont bien évidemment directement liées aux conditions économiques et sécuritaires désastreuses qui règnent dans les différents pays de la région. En retour, la Mauritanie a bénéficié de la bienveillance de ses partenaires étrangers sous la forme de formations, d'équipement et de fonds destinés à ses unités spéciales de lutte contre le terrorisme.

3.5 Aperçu de pays : Le Nigéria

Incidences économiques

Impact macroéconomique localisé : En 2014, la Banque centrale du Nigéria a indiqué que la politique macroéconomique, y compris la politique monétaire, n'était pas touchée par le conflit¹⁹⁷. Après un fléchissement initial (de 7,8 à 4,7 %) entre 2010 et 2011, la croissance du PIB a atteint 7,3 % en 2013¹⁹⁸. Exprimée en pourcentage du PIB, l'agriculture a légèrement reculé, revenant de 23,96 % en 2010 à 21,97 % en 2013 ; l'industrie manufacturière exprimée en pourcentage du PIB a un peu progressé, de 6,6 % à 6,83 % et, dans le secteur des services, les services financiers exprimés en pourcentage du PIB ont augmenté pour passer de 2,29 % à 3,3 %, tandis que les télécommunications enregistraient une légère baisse (de 9,1 % à 8,69 % en pourcentage du PIB)¹⁹⁹. L'inflation a reculé de manière spectaculaire, pour s'établir à 4,9 % en 2013 contre 102,3 % en 2010. Toutefois, la Banque centrale a signalé que le taux d'inflation pourrait remonter à l'avenir si le conflit se poursuit. Quant aux exportations de biens et services, elles ont fortement baissé, pour venir de 31 % en 2009 à 18 % en 2013²⁰⁰. Cependant, ce recul est plutôt imputable aux fluctuations du prix du pétrole. Les investissements directs étrangers (IDE) exprimés en pourcentage du PIB ont eux aussi reculé : 5 % en 2009 contre 1,1 % en 2013²⁰¹. Toutefois, les volumes réels des flux nets d'investissement direct étranger ont été instables plutôt qu'en recul constant. Ces données donnent à penser que le conflit qui touche le nord-est du Nigéria a jusqu'à présent eu un impact macroéconomique limité à l'échelle nationale.

Production agricole : L'impact du conflit qui fait rage dans le nord du Nigéria sur l'économie nigériane dans son ensemble est essentiellement localisé, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture. Ce conflit a eu une incidence négative sur le prix des denrées alimentaires, car la production alimentaire s'est heurtée à des difficultés dans certaines régions du pays²⁰². La culture des terres arables et la production alimentaire ont reculé en raison des déplacements de populations et des attaques armées ; les rapports sur la sécurité alimentaire provenant du Système d'alerte rapide aux risques

197 CNBC News, interview de M. Kingsley Moghalu, Vice-Gouverneur de la Banque centrale, 23 juillet 2014, <http://www.cnbc.com/id/101860511#>, site consulté le 1er octobre 2014.

198 Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2014.

199 Bureau national des statistiques (2014).

200 Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde 2014.

201 Ibid.

202 Interview de M. Kingsley Moghalu, Vice-Gouverneur de la Banque centrale sur CNBC News, le 23 juillet 2014, <http://www.cnbc.com/id/101860511#>. Site consulté le 1er octobre 2014.

de famine en 2014 ont signalé que les stocks de nourriture étaient inférieurs à la moyenne dans les États touchés par les activités de Boko Haram²⁰³. Par conséquent, les prix du maïs et du sorgho en 2014 ont été supérieurs à la moyenne (affichant respectivement environ 21 % et 29 % de plus que la moyenne sur cinq ans) sur le plus grand marché de céréales d'Afrique de l'Ouest, Dawanau, près de l'État de Kano²⁰⁴. Ces augmentations ont été en partie attribuées à la réduction des échanges commerciaux venant du nord-est du Nigéria.

Commerce local et régional : Le commerce de produits agricoles, qui est le pilier de l'économie régionale, a enregistré un recul en raison du conflit. Les activités et les flux commerciaux ont été gravement affectés, car les principaux marchés alimentaires du nord-est du Nigéria (ceux de Yola, Maiduguri, Damaturu, Potiskum et Mubi) fonctionnent à mi-régime et la plupart des marchés semi-urbains ont complètement cessé leurs activités à cause des menaces sécuritaires²⁰⁵. Le commerce entre le nord-est et le sud est gravement perturbé, car il est maintenant en grande partie détourné par le nord-ouest²⁰⁶. Bien qu'on ne dispose pas d'éléments de preuve à cet égard, il est fort probable que cela influe sur les coûts de transport, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur le prix des denrées alimentaires dans le sud du Nigéria. Le volume des échanges commerciaux est beaucoup plus bas, environ la moitié, que celui qu'on s'attendrait à voir entre juillet et décembre lors d'une année normale²⁰⁷. Qui plus est, les échanges transfrontaliers avec le Niger, le Tchad et le Cameroun ont pratiquement cessé en raison de la fermeture des frontières et des attaques armées perpétrées contre les marchés et sur les routes. La CNUCED estime que le soulèvement de Boko Haram a causé des pertes économiques d'environ 6 milliards de dollars représentant le coût en ce qui concerne le commerce, la prestation de services²⁰⁸ et les infrastructures détruites.

Aggravation de la pauvreté dans le nord-est : Le nord du Nigéria souffre d'un taux de pauvreté plus élevé que le reste du pays, comme le montrent différents modes de mesure de la pauvreté. Le nord-ouest affichait les taux les plus élevés de pauvreté alimentaire (51,8 %), de pauvreté relative (77,7 %) et de pauvreté absolue (70 %) en 2010²⁰⁹. Le nord-est du pays n'est pas loin derrière, avec des taux de 51,5 %, 76,3 % et 69 % respectivement²¹⁰. Ces chiffres sont importants pour comprendre le contexte dans lequel le conflit continue de faire rage. Le soulèvement a fait baisser l'activité économique, y compris les activités commerciales, car les petites et moyennes entreprises ont souffert de l'émigration des hommes et femmes d'affaires et les banques ne fournissent plus que des services restreints. Étant donné l'impact

203 West Africa-Nigeria Food Security Outlook : Conflict-related food insecurity continues in the northeast – April 2014 to September 2014. Réseau du Système d'alerte rapide aux risques de famine ; http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Nigeria%20-%20Food%20Security%20Outlook_%20Tue,%202014-04-01%20to%20Tue,%202014-09-30.pdf (site consulté le 10 octobre 2014).

204 Ibid.

205 Nigeria Food Security Outlook July to December 2014 Postharvest Crisis acute food insecurity expected in conflict-prone areas of the northeast. http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf (site consulté le 16 octobre 2014).

206 Ibid.

207 Ibid.

208 Vanguard, 20 août 2013. "Economic Fall-Out of Boko Haram Activities." <http://www.vanguardngr.com/2013/08/economic-fall-out-of-boko-haram-activities/>

209 Bureau national des statistiques (2012), "Nigeria Poverty Profile 2010 Report", <http://www.proshareng.com/news/16302.html>. (20 octobre 2014).

210 Ibid.

du conflit sur l'agriculture, le taux de pauvreté est beaucoup plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain : 52,1 % contre 34,1 % en 2010²¹¹.

Baisse du développement humain pour les filles : Le taux d'alphabétisation dans les États touchés par le conflit est inférieur à celui des autres régions du Nigéria, avec une moyenne de 56,1 % pour les États de Borno, Yobe, Adamawa, Gombe et Bauchi en 2010²¹². Alors que le nord du pays tend déjà à afficher un taux d'alphabétisation plus faible, l'insurrection va certainement aggraver la situation, car les écoles et les établissements d'enseignement ont été ciblés et obligés de fermer. L'enlèvement de lycéennes en avril 2014 dans l'État de Borno (Chibok) est particulièrement préjudiciable à l'éducation des filles, car il a eu lieu dans une région où un grand nombre de filles sont mariées sans avoir reçu d'éducation. En 2013, le nord-ouest et le nord-est du Nigéria affichaient les taux les plus élevés de femmes et de filles non instruites, à 62,8 % et 61,1 % respectivement, contre une moyenne de 16,1 % dans le sud du pays²¹³. Pour les hommes, ces chiffres sont de 46,9 % pour le nord-ouest et de 52,4 % pour le nord-est ; il s'agit des taux les plus élevés de tout le pays pour les hommes, mais ils sont très inférieurs à ceux enregistrés pour les femmes et les filles²¹⁴.

Vulnérabilité socioéconomique : Dans le nord-est du Nigéria, la vulnérabilité est d'une grande ampleur. Le taux de chômage dans la région est l'un des plus élevés du pays, avec 26,34 % en moyenne pour les États de Borno, Gombe, Yobe, Adamawa et Bauchi en 2010²¹⁵. Le chômage des jeunes dans les régions rurales, y compris le nord-est, a augmenté, passant de 47,6 % en 2010 à 53,2 % en 2012²¹⁶. Qui plus est, dans les zones rurales touchées par le conflit, les activités culturelles des ménages ont souffert du conflit, car les jeunes ne peuvent pas chercher d'emplois agricoles salariés pour compléter leurs revenus du fait des menaces sécuritaires²¹⁷.

Réfugiés et déplacements de populations à l'intérieur du pays : Pour la première fois depuis 2002, le nombre de réfugiés nigériens a plus que doublé, passant de 18 021 en 2012 à 31 664 en 2013²¹⁸. Une majorité d'entre eux viennent du nord-est du pays. Selon des rapports plus récents sur les déplacements de réfugiés, publiés en mai 2014, 22 000 réfugiés nigériens avaient fui la crise (sur un total de 66 000 réfugiés ouest-africains)²¹⁹. La migration campagnes-ville a en fait atteint presque 75 %, les populations se rendant dans les villes des États de Borno, Yobe et Adamawa, ainsi que dans les pays et États voisins. Le nombre actuel de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison du conflit est difficile à déterminer. Cependant, en mai 2014, une évaluation menée par OCHA a identifié près de 650 000 personnes

211 Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde (2014)

212 Bureau national des statistiques (2012).

213 Enquête démographique et sanitaire sur le Nigéria (2013).

214 Ibid.

215 Bureau national des statistiques (2012).

216 NISER, *Analysis and Design of Safety Nets and Capacity Empowerment Program for unemployed Youth in Nigeria*, Ibadan : NISER, 2013.

217 Nigeria Food Security Outlook July to December 2014 – Postharvest Crisis acute food insecurity expected in conflict-prone areas of the northeast. http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf (site consulté le 16 octobre 2014).

218 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2014). Base de données statistiques, 2014.

219 « Des familles fuient les attaques continuelles, le HCR s'attend à de nouveaux déplacements de population. »

déplacées au sein des États de Borno, Yobe et Adamawa, à Bauchi, Gombe et Taraba²²⁰. Les femmes et les enfants représentent une proportion considérable de toutes les personnes déplacées, et ils ont peu accès aux services sociaux. Ainsi, dans le nord-est et le nord-ouest, moins de 10 % des femmes ont pu consulter un médecin dans le cadre de soins prénatals, contre 45,3 % des femmes dans le sud du Nigéria²²¹.

Incidences sur la gouvernance

Structures de gouvernance : Le soulèvement de Boko Haram a touché l'administration publique par la destruction d'installations officielles, de bureaux et d'établissements de formation et autre, notamment des commissariats de police, des antennes de télécommunications, des bureaux de poste, des casernes, des postes et installations militaires, des hôpitaux, des prisons, des écoles, etc. Par exemple, en juin 2011, le siège national de la police (Lousi Edet House) à Abuja a été attaqué ; en avril 2012, c'est le siège de la police de Maiduguri, qui a été attaqué, et en 2014, l'académie formant l'élite de la police anti-émeute à Liman-Kara a été détruite. De même, des bases militaires à Ngala et Maiduguri et des commissariats de police dans plusieurs municipalités comme Gujba, Dikwa, Gworza, Damboa, Gonjiri, etc. ont été attaqués et détruits.

Éviction de l'administration publique : Le soulèvement continue d'obliger les organismes gouvernementaux, les agents de la fonction publique et les institutions de gouvernance à s'en aller. Ainsi, l'insécurité a forcé le Conseil exécutif de l'État de Yobe à quitter la ville de Damaturu pour s'installer dans l'État voisin, à Jigawa²²², et un grand nombre de gouvernements et de conseils exécutifs du nord-est travaillent désormais à Abuja. Les insurgés de Boko Haram ont pris le contrôle de plusieurs municipalités, notamment Dikwa, Gworza, Liman-Kara, Gamboru-Ngala, Marte, Bama et Damboa dans l'État de Borno, Buni Yadi, Buni Gari, Gonjiri et Gujba dans l'État de Yobe et Madagali dans l'État d'Adamawa²²³. La désagrégation des structures de gouvernance touche aussi les institutions de gouvernance traditionnelles, en particulier les structures des émirats, y compris les émirs, les **Lanwani** (chefs de village), les **Bulamas** (chefs de subdivision administrative) et les **Aja/Hakimai** (chefs de district)²²⁴. En août 2014, un émir (Gworza) a été tué, deux autres ont été enlevés (ils se sont plus tard échappés ou ont été libérés) et sept (deux dans l'État de Yobe et cinq dans l'État de Borno) ont été contraints de s'enfuir de leurs palais et de quitter les conseils des émirats. Le Conseil de l'Émirat de Borno a perdu un grand nombre de ses « faiseurs de rois », de ses chefs de district et au moins 13 **Bulamas** depuis 2010 à cause des attaques de Boko Haram²²⁵.

220 Nigeria Food Security Outlook July to December 2014 Postharvest Crisis acute food insecurity expected in conflict-prone areas of the northeast. http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf (site consulté le 16 octobre 2014).

221 Enquête démographique et sanitaire sur le Nigéria (2013). http://www.population.gov.ng/images/ndhs_data/ndhs_2013/2013_ndhs_final_report.pdf (accès le 20 octobre 2014).

222 The Nation (Nigéria), 4 décembre 2012.

223 Vanguard (Nigéria), 6 août 2014.

224 Daily Trust, 4 août 2014. "Gunmen kill district head, 2 others." <http://www.dailytrust.com.ng/daily/news/30780-gunmen-kill-district-head-2-others-in-bauchi>.

225 Daily Trust, 3 septembre 2014. "Boko Haram Crisis : Seven Emirs flee palaces in Borno, Yobe." <http://www.dailytrust.com.ng/daily/top-stories/33438-boko-haram-crisis-7-emirs-flee-palaces-in-borno-yobe>.

Infrastructures publiques : Les insurgés de Boko Haram ont ciblé et détruit des infrastructures de transport essentielles (dont des ponts, des routes et des gares routières). Boko Haram a ainsi démoli le pont de Katarko, qui relie Damaturu (capitale de l'État de Yobe) à des villes satellites (comme Buni Yadi) et le pont de Bamboru-Ngala, qui permet de relier le Nigéria et le Cameroun. De plus, de grandes artères comme la route de 135 km qui va de Bama à Gworza sont devenues dangereuses à cause des attaques armées, ce qui influe sur les déplacements, le commerce, etc.²²⁶. Tout ceci a restreint la capacité des fonctionnaires et des organismes de s'acquitter correctement de leurs fonctions.

Prestation des services sociaux : La prestation des services sociaux, en particulier l'éducation, a été perturbée dans les communautés les plus touchées. Des élèves ont été tués, blessés ou enlevés lors d'attaques armées contre les écoles ; ainsi, en février 2014, le lycée fédéral de Buni Yadi a été attaqué et au moins 59 garçons ont été tués²²⁷. D'autres attaques du même type ont eu lieu à Kano en juin 2014, tuant au moins huit élèves²²⁸. Dans d'autres cas, la menace d'attaques de Boko Haram et l'insécurité générale ont provoqué la fermeture des écoles. Dans les États de Borno et de Yobe, la plupart des lycées ont fermé, les élèves ont été réinstallés et les professeurs ont été envoyés ailleurs. En 2013, 209 écoles de Yobe ont été attaquées et 800 salles de classe ont été détruites dans l'État de Borno. En 2014, 85 autres écoles de Borno ont fermé et 120 000 élèves ont été déplacés²²⁹. De plus, plus de 176 professeurs ont été tués et plusieurs milliers ont été déplacés entre 2011 et 2014 dans tout le nord-est²³⁰.

Libertés civiles et droits de l'homme : Pour répondre à cette situation, le Nigéria a adopté une démarche axée sur la répression et comprenant trois éléments : la promulgation d'une nouvelle loi antiterroriste, la déclaration de l'état d'urgence et le déploiement de forces de sécurité (Force multinationale mixte). Cette approche répressive affecte les droits de l'homme, car elle abroge des aspects essentiels des droits de l'homme nigériens et donne aux organismes de sécurité des pouvoirs supplémentaires qui leur permettent d'arrêter les personnes soupçonnées de terrorisme et de les détenir plus longtemps. La déclaration de l'état d'urgence dans les États de Borno, Adamawa et Yobe donne aux autorités des pouvoirs extrajudiciaires pour restreindre le mouvement des citoyens et des biens et services, et des pouvoirs étendus (arbitraires) d'arrestation et de détention, avec un équilibre des pouvoirs limité entre les différentes branches du gouvernement. En pratique, il y a des cas documentés de procès secrets, une exigence de peu d'éléments de preuve, des retards généraux et de lenteur des procès, de faibles taux d'établissement de la culpabilité, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions mystérieuses de membres présumés de Boko Haram²³¹.

226 Daily Trust (Nigéria), 1er août 2014.

227 The Guardian, 25 février 2014. "Boko haram kills 59 children at Nigerian boarding school." <http://www.theguardian.com/world/2014/feb/25/boko-haram-kills-children-boarding-school>.

228 The Guardian, 23 juin 2014. "Nigerian Bomb Blast Kills at least Eight." <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/23/nigeria-bomb-kills-medical-school-eight-boko-haram>.

229 Punch (Nigéria), 7 mars 2013.

230 Vanguard (Nigéria), 18 juillet 2014. "176 Teachers Killed in Nigeria's Restive North-East since 2011 - Official." <http://www.vanguardngr.com/2014/07/176-teachers-killed-nigerias-restive-north-east-since-2011-official/>.

231 I. Aghedo I. et O. Osumah, "The Boko Haram uprising : How should Nigeria respond?", *Third World Quarterly* 33(5) 2012.

Liberté des médias : Les insurgés de Boko Haram et les activités de lutte contre le terrorisme menées par le gouvernement ont pris pour cible la liberté de la presse. Boko Haram a fait exploser les bureaux du journal *This Day* à Abuja et Kaduna en 2012²³², tandis que l'armée nigériane a pris des mesures répressives contre les organes de presse dans tout le pays en juillet 2014, sous prétexte qu'elle soupçonnait les réseaux de distribution de journaux (des camionnettes) de servir à transporter des explosifs²³³.

Violences contre les femmes : Le soulèvement de Boko Haram a délibérément visé les femmes et les filles, avec toute une série d'enlèvements, de viols et de meurtres. L'enlèvement de 276 jeunes filles dans un lycée public de Chibok, dans l'État de Borno, le 14 avril 2014 est le plus connu de ces crimes. Il y a eu d'autres cas très médiatisés, notamment l'enlèvement en juin 2014 de 60 femmes mariées et de 30 jeunes garçons dans le village de Kummabza (État de Borno)²³⁴. Il y a eu d'autres cas isolés, moins connus, où les émirs, les chefs de village et de district, les **Bulamas** et les hommes adultes qui prennent la fuite ou qui sont tués laissent derrière eux des femmes et des filles, qui sont alors enlevées, violées et tuées par Boko Haram. De plus, les femmes et les filles sont les plus touchées par la perturbation d'activités économiques telles que le commerce et l'agriculture (en raison de l'imposition du couvre-feu, d'attaques contre les marchés et du pillage des fermes et des granges).

Identités et libertés religieuses : La crise provoquée par Boko Haram a eu des incidences négatives sur les identités et les libertés religieuses et ce, de trois manières : d'abord, les lieux de culte et les congrégations sont directement ciblés par les insurgés de Boko Haram. Ensuite, des individus et des groupes, y compris des membres des directions religieuses (pasteurs et imams) ont été attaqués, tués ou blessés à cause de leur identité et de leurs pratiques religieuses. Enfin, les aspirations de Boko Haram et le fait que cette organisation a proclamé un califat islamique et imposé une stricte application de la charia dans les localités dont elle a pris le contrôle (Gworza, Damboa, Gamboru-Ngala) à partir d'août 2014 excluent le droit à toute pratique religieuse ou croyance autre que l'islam et sa branche salafiste. Parmi les attaques les plus notables commises contre les églises et les chrétiens, on compte celles de Jos en mars et avril 2012 (30 personnes auraient été tuées), celles de Yola (17 morts, selon les rapports) et de Gombe (six morts) en janvier 2012, ainsi que l'attentat à la bombe commis à Madalla, près d'Abuja, le jour de Noël 2011 (42 personnes auraient été tuées). Quant aux attaques perpétrées contre les musulmans, il y a eu, entre autres, l'explosion de décembre 2011 à Maiduguri, qui visait les fidèles sortant de la mosquée après la prière du vendredi, et, en septembre et octobre 2011, le meurtre de Malam Dala et du cheik Ali Jana, toujours à Maiduguri, pour avoir ouvertement critiqué l'idéologie de Boko Haram.

Relations entre groupes et cohésion nationale : Étant donné que l'appartenance ethnique et l'identité religieuse se recoupent considérablement au Nigéria, la crise

232 BBC, "Nigeria's Boko Haram Militants claim This Day attacks". 2 mai 2012. <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-17926097>.

233 Premium Times, 6 juin 2014. "Nigerian Military defends attacks on newspapers, describes it as routine security action." <https://www.premiumtimesng.com/news/162205-nigerian-military-defends-attack-newspapers-describes-routine-security-action.html#sthash.dpSrS388.dpbs>.

234 The Guardian. 24 juin 2014. Boko Haram abducts scores of women and girls in Nigeria, says locals. <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/24/boko-haram-abducts-women-girls-north-nigeria-kidnap>.

provoquée par Boko Haram met de plus en plus à l'épreuve les relations entre les différents groupes de populations et menace de bouleverser l'équilibre délicat existant entre le nord et le sud ainsi qu'entre les musulmans et les chrétiens du pays. Le fait que Boko Haram vise les chrétiens, y compris les Nigériens du sud, dans tout le nord-est, a provoqué des représailles dans le sud. Ainsi, en juin 2014, une cinquantaine de Nigériens du nord qui passaient en voyage d'affaires par la ville Aba du sud ont été arrêtés, détenus et apparemment torturés pendant plus de 13 jours parce qu'ils étaient soupçonnés d'appartenir à Boko Haram²³⁵. L'insurrection a provoqué un « fichage » des jeunes musulmans en fonction de leur sexe, les jeunes hommes étant considérés comme des terroristes, des kamikazes, des individus dangereux et malfaisants et des assassins, alors que les jeunes femmes qui portent le hijab sont maintenant soupçonnées d'être des kamikazes²³⁶.

Dépenses de sécurité : L'une des conséquences évidentes de l'insurrection de Boko Haram et des opérations de lutte contre le terrorisme est l'augmentation massive des dépenses de sécurité du Nigéria depuis 2010. Du fait des opérations de répression de l'insurrection, les dépenses annuelles que le Nigéria consacre au secteur de la sécurité (et qui couvrent la défense, la police, le Bureau du Conseiller à la sécurité nationale, les organismes paramilitaires et les fonds de réserve liés à la sécurité) ont augmenté, passant de 5,07 milliards de dollars en 2010 à plus de 7 milliards de dollars en 2014, la moyenne annuelle de 2010 à 2014 étant de 6,5 milliards de dollars. Depuis 2011, les dépenses de sécurité dans les budgets annuels pèsent pour environ 25 % des dépenses totales du gouvernement en moyenne, avec les répercussions que cela laisse entendre sur les dépenses consacrées à la prestation des services sociaux. Cependant, ces chiffres ne tiennent compte ni des autres dépenses extrabudgétaires liées à la sécurité (telles que celles figurant dans les projets de loi de finances supplémentaires), ni des dépenses des États et des autorités locales, ni de celles des ministères, départements et organismes du gouvernement (par exemple, la Banque centrale et NPPC, la compagnie pétrolière nationale)²³⁷.

Relations internationales du Nigéria : Le soulèvement de Boko Haram a influencé les relations internationales du Nigéria suite à la réaction politique et médiatique internationale suscitée par les enlèvements de Chibok, au contexte mondial des insurrections salafistes-djihadistes et à ses dimensions transfrontalières et transrégionales. À cause de Boko Haram, le pays a dû forger de nouvelles alliances régionales, coopérer avec d'autres sur le plan de la sécurité et former avec eux une force de sécurité régionale. À la suite des attaques de Boko Haram, le Nigéria a réactivé les anciens pactes militaires et de coopération en matière de sécurité qu'il avait conclus avec les pays voisins, dont le Cameroun, le Niger et le Tchad, et en a formés de nouveaux. La Force multinationale mixte en est un exemple de grande importance. En juillet 2014, le Nigéria, le Cameroun, le Niger et le Tchad ont convenu de mettre sur pied une force régionale comptant 2 800 hommes²³⁸. Boko Haram a façonné la dynamique des relations internationales du Nigéria, comme le montrent les

235 Daily Trust (Nigéria), 30 June 2014.

236 Daily Trust (Nigéria), "Suicide bombers' trainer nabbed with 16 females", 11 août 2014 <http://www.dailytrust.com.ng/daily/news/31322-suicide-bombers-trainer-nabbed-with-16-females>.

237 Ainsi, le Président a demandé au Parlement d'approuver un prêt de 1 milliard de dollars pour acheter du matériel militaire et de sécurité afin de lutter contre Boko Haram. Voir Punch (Nigéria), 17 juillet 2014.

238 Punch (Nigéria), "Nigeria, others form regional force to tackle Boko Haram", 25 juillet 2014, disponible à l'adresse : <http://www.punchng.com/news/nigeria-others-form-regional-force-to-tackle-boko-haram/>.

débats tenus, les déclarations faites et les résolutions adoptées par des institutions internationales clefs en mai 2014, au cours du sommet spécial sur Boko Haram qui s'est tenu à Paris, en faveur des pays victimes de cette organisation dans le bassin du lac Tchad²³⁹.

Relations entre civils et militaires : Les attaques de Boko Haram et les opérations de lutte contre le terrorisme menées par le gouvernement ont endommagé les relations entre civils et militaires. Certains indices laissent penser que la confiance des citoyens dans la capacité et l'efficacité des institutions officielles chargées de la sécurité ainsi que dans le contenu des conférences de presse et déclarations (et garanties) officielles des organismes de sécurité et du gouvernement en général concernant Boko Haram s'est amoindrie. En effet, les informations recueillies indiquant que Boko Haram prend le contrôle de communautés et commet des meurtres de manière récurrente, que des cas de mutineries et de soldats prenant la fuite pour se réfugier dans les pays voisins (Cameroun) se produisent, que les chefs de la sécurité successifs n'ont pas tenu le délai promis pour mettre fin à la crise provoquée par Boko Haram et que les autorités ont été incapables de localiser, sauver ou faire libérer les jeunes filles enlevées à Chibok suscitent de grandes frustrations. Tout cela est aggravé par plusieurs facteurs, notamment la répression des médias par l'armée, les violations des droits de l'homme qui sont signalées et l'impunité dont jouissent les forces de sécurité, ainsi que le coût humain, financier et matériel de l'insurrection, qui continue de grimper. Enfin, le sentiment général de frustration et le manque d'orientation stratégique semblent affaiblir les relations entre civils et militaires au Nigéria.

3.6 Aperçu de pays : Le Niger

Incidences économiques

Perturbation de l'exploitation minière : Les conflits et l'insécurité ont perturbé les activités minières dans la région d'Agadez au cours des 10 dernières années, notamment en ralentissant la croissance dans le secteur secondaire (industries extractives) en 2013 pour la ramener de 43,3 % en 2012 à 10,3 %²⁴⁰. Il y a eu plusieurs incidents notables, notamment le double attentat de mai 2013 contre l'usine de la Somaïr à Arlit et une caserne à Agadez – attaques liées à des groupes touaregs –, l'enlèvement d'un ingénieur nucléaire chinois à Agadez et celui de quatre employés d'Areva à Arlit, en 2007 et 2008 respectivement²⁴¹.

Perturbation du commerce transfrontalier : Depuis le déclenchement des insurrections et de l'insécurité en 2010, le Niger a complètement fermé ses frontières ou en a drastiquement limité le passage. Cela est lourd de conséquences pour lui puisqu'il s'agit d'un pays enclavé. La fermeture des frontières et les restrictions concernant leur traversée continuent de perturber les activités commerciales dans les régions de Diffa et Tillabéri, entravant ainsi les échanges de marchandises avec le Nigéria et le Mali respectivement. Les moyens de subsistance subissent eux aussi les contrecoups

239 Sahara Reporters, "Paris Summit on Boko Haram : Resolutions", 17 mai 2014. Disponible à l'adresse : <http://saharareporters.com/2014/05/17/paris-summit-boko-haram-resolutions>. 17 mai 2014. (site consulté le 16 juillet 2014).

240 Daniel Ndoye et Mansour Ndiaye, « Niger 2014 », BAD, OCDE, PNUD. www.africanecomicoutlook.org.

241 Ibid.

de cette politique, puisqu'elle restreint l'exportation d'animaux et de produits agricoles et perturbe les migrations saisonnières de la main-d'œuvre et les envois de fonds.

Afflux de rapatriés, de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays :

Depuis 2007, les Nigériens ont été dans une certaine mesure déplacés au sein du pays à cause des inondations, mais surtout en raison des attaques du MNJ et des opérations de représailles de l'armée ; le Niger comptait ainsi plus de 11 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en 2007²⁴² et plus de 23 000 en 2008 (pour la plupart au nord d'Agadez)²⁴³. Quant à l'afflux de rapatriés et de réfugiés, il est imputable aux insurrections qui frappent les pays voisins (République centrafricaine, Nigéria, Mali et Libye). Plus de 50 000 réfugiés sont arrivés du Nigéria en 2013 et 12 000 autres sont entrés dans le pays au début de l'année 2014. En 2012, le Niger a accueilli 60 000 réfugiés et 3 000 rapatriés nigériens venant du Mali. Enfin, plus de 200 000 rapatriés sont rentrés de Libye et plusieurs milliers de la République centrafricaine²⁴⁴. Les deux points d'accueil sont Diffa (région située dans l'extrême sud-est du pays et limitrophe du nord-est du Nigéria) et Tillabéri dans le nord-ouest, à la frontière malienne. Médecins sans frontières estime que près de 10 000 réfugiés maliens se sont installés dans la région de Tillabéri²⁴⁵.

Pressions s'exerçant sur la prestation des services, particulièrement dans les communautés frontalières :

L'afflux de rapatriés nigériens et de réfugiés a lourdement pesé sur les services sociaux et les installations limitées dont dispose le Niger, surtout dans les régions de Diffa et Tillabéri, avec des répercussions sur les moyens de subsistance, l'éducation et la santé. Par exemple, le service des dispensaires mobiles a été interrompu à cause des actes de violence, ce qui a privé les populations des soins de santé. On estime que plus de 100 000 réfugiés sont arrivés dans la région de Diffa (faisant grossir la population locale de 20 %)²⁴⁶. Outre la sursollicitation des services sociaux, l'afflux de réfugiés et de rapatriés a causé l'accroissement du nombre d'itinéraires menant à la frontière et de points de passage de celle-ci : on en compte environ 110 dont seulement 54 sont tenus par des gardes-frontières²⁴⁷.

Augmentation des dépenses de sécurité :

Les ressources financières destinées à la défense et celles détournées vers elles ont augmenté pour deux raisons : la grande influence que l'armée exerce sur la gouvernance au Niger et l'approche militarisée que le pays a adoptée pour relever les défis de sécurité intérieure et transfrontalière. En 2013, le budget de la défense (31,5 milliards de francs CFA, soit 48 millions d'euros) était inférieur à celui de l'éducation (117,9 milliards de francs CFA, soit environ 180 millions d'euros) et à celui de la santé (72 milliards de francs CFA, soit environ 110

242 Voir le Centre de surveillance des déplacements internes. "Niger Internally Displaced People Analysis" <http://www.internal-displacement.org/sub-saharan-africa/niger/figures-analysis>; Réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN), "News filtering of the north suggest grave conditions", 10 décembre 2007. <http://www.irinnews.org/report/75792/niger-news-filtering-out-of-north-suggests-grave-conditions> et Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 18 juin 2009.

243 Département d'État des États-Unis, "Human Rights Report : Niger", 25 février 2009, disponible à l'adresse <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/af/119017.htm>.

244 International Crisis Group (2013). "Niger : Another Weak Link in the Sahel?" *Africa Report* n° 208 : 32, septembre 2013.

245 International Crisis Group (2013). Niger...

246 Étude de la Commission économique pour l'Afrique CEA sur le Sahel : Le Niger. Manuscrit non publié, 2015.

247 Ibid.

millions d'euros). Cependant, dans le budget supplémentaire adopté en mai 2013, les dépenses consacrées à la défense (28 milliards de francs CFA, environ 42,6 millions d'euros) étaient semblables à celles consacrées à la santé (29 milliards de francs CFA, environ 44,2 millions d'euros) et représentaient plus de la moitié du montant alloué à l'éducation (55,5 milliards de francs CFA, soit 84,6 millions d'euros environ). Cela a entraîné l'annulation d'un versement de 35 milliards de francs CFA aux ministères des finances et de l'éducation et à la Présidence²⁴⁸. De plus, l'insécurité a fait grimper les dépenses liées à la sécurité et les coûts de production globaux des entreprises minières au Niger ; après l'attentat de mai 2013, les dépenses liées à la sécurité ont augmenté jusqu'à représenter 4 % des coûts opérationnels, pour payer plus de 600 soldats déployés sur les sites miniers et leur équipement.

Incidences sur la gouvernance

Insécurité au sein des communautés frontalières : Boko Haram recrute ses combattants essentiellement dans le groupe ethnique des Kanuri dont certains membres se trouvent au Niger. Ce groupe a aménagé des bases arrière et des installations médicales, dispensé des formations dans le pays en faisant un sanctuaire²⁴⁹, surtout dans les régions de Diffa et de Zinder. Les actes de banditisme sont devenus plus fréquents dans les zones frontalières du nord (Agadez) à cause des enjeux sécuritaires régionaux et de la découverte de gisements aurifères. De plus, malgré les mesures proactives prises par le gouvernement pour endiguer le flot d'armes et de combattants arrivant de Libye (opération « Malibero »)²⁵⁰, les menaces émanant du sud-ouest libyen demeurent préoccupantes. En mai 2013, le Gouvernement nigérien a annoncé que le double attentat d'Agadez et d'Arlit avait été préparé dans le sud-ouest de la Libye²⁵¹. Le sud-ouest libyen passe aussi pour être devenu un nouveau sanctuaire pour les groupes djihadistes qui ont fui le Mali, ce qui a des incidences sur le Niger.

Recrutement de citoyens dans les groupes armés : Certains éléments indiquent que Boko Haram et le MNLA (nord du Mali) recrutent des combattants originaires du Niger, surtout dans les communautés frontalières (Diffa et Tillabéri). Ce recrutement s'effectue majoritairement au sein de deux groupes ethniques, les Kanuri (Diffa) et les Touaregs (Tillabéri), ce qui montre que les djihadistes exploitent le sens de l'identité commune. Parmi la pléthore de jeunes chômeurs nigériens, certains adhèreraient volontairement à ces groupes armés tandis que d'autres y seraient incités par des récompenses financières. En outre, on a constaté que dans la région de Tillabéri, les milices encore présentes facilitaient ce recrutement.

Empreinte sécuritaire des relations étrangères : Les conflits et l'insécurité au Sahel ont fait de la défense et de la sécurité un élément moteur de la gouvernance et des relations extérieures pour le Niger, en ce sens que : a) le pays appartient à plusieurs groupes régionaux de sécurité, y compris la Commission du bassin du lac Tchad, le

248 International Crisis Group (2013), Niger... ; voir aussi le *Journal officiel de la République du Niger*, 2012 et Département d'État des États-Unis, *Country Reports on Terrorism 2013 – Niger*, 30 avril 2014, disponible à l'adresse <http://www.refworld.org/docid/536229d18.html> (site consulté le 19 septembre 2014).

249 International Crisis Group (2013). Niger...

250 International Crisis Group (2013). Niger...

251 International Crisis Group (2013). Niger... Le 23 mai 2013, deux attentats coordonnés ont eu lieu, le premier visant une caserne de l'armée à Agadez et tuant 19 personnes, dont 18 soldats. Quatre terroristes sont également décédés au cours de l'attaque. Au même moment, la mine de la Somaïr, qui appartient à Areva, était attaquée à Arlit. Voir <http://www.bbc.com/news/world-africa-22637084>.

G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), les Pays du Champ (Algérie, Mali, Mauritanie et Niger), afin de combattre AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique) au Sahel ; et b) il a autorisé quelques pays étrangers à utiliser son territoire (par exemple, dans le cadre de l'opération Serval au Mali) et ses installations (notamment les aéroports de Niamey et d'Agadez²⁵² pour leurs opérations de sécurité. Grâce à toutes ces mesures, le Niger bénéficie d'un accès accru à l'aide et au financement extérieur pour la sécurité et le développement au Sahel et l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme²⁵³.

Rôle et visibilité accrus de l'armée dans la gouvernance : La visibilité et l'influence de l'armée nigérienne dans la gouvernance et la société ont augmenté du fait des conflits et de l'insécurité au Sahel. Les militaires sont omniprésents dans l'ensemble des entités de l'État, certains occupant des postes de gouverneur et d'administrateur dans des régions comme Agadez et Tillabéri. L'armée garde aussi des sites d'intérêt économique clefs, en particulier les entreprises minières, afin de prévenir les attaques. De plus, l'aide extérieure à la sécurité a accordé la priorité à la formation, à l'équipement et à un financement de l'armée. Cela est lié à la nécessité de protéger les intérêts économiques, à savoir des mines d'or et d'uranium, et d'empêcher les enlèvements ; il a fallu pour cela établir des escortes militaires permanentes dans tout le Niger.

3.7 Conclusions

L'aperçu général qualitatif donné dans le présent chapitre vient appuyer les conclusions de l'évaluation statistique présentée dans le chapitre précédent, et ce, de deux manières. Tout d'abord, l'impact économique des conflits et de l'insécurité à grande échelle est moins évident au niveau macroéconomique. À quelques exceptions près – dont le Mali, qui est l'un des epicentres du conflit au Sahel ces dernières années et le Niger, qui se situe au carrefour des deux corridors de conflits –, l'impact économique est resté en grande partie localisé. L'une des raisons à cela est que les régions sahéennes touchées par les conflits et l'insécurité au Nigeria et au Burkina Faso, par exemple, sont d'une importance relativement mineure pour l'économie nationale. Ensuite, ces conflits ont eu un impact plus prononcé sur la gouvernance que sur la croissance économique dans les cinq États de première ligne au cœur de cette étude. La mauvaise gouvernance est à la fois une cause et un facteur de perpétuation de ces conflits, et la dégradation continue de la gouvernance durant les conflits crée un cycle d'insécurité qui rend la paix, la stabilité et le développement plus difficiles à réaliser. Cette situation est facilement aggravée par le rôle des différents acteurs en situation de conflit.

La façon dont les incidences des conflits et de l'insécurité sont vécues dans ces pays de première ligne montre bien que la sécurité et le développement se recoupent et que la sécurité humaine et le développement humain ne sont pas dissociables dans la vie de tous les jours des populations. Cette expérience sahéenne met en lumière les dimensions essentielles de la sécurité humaine, qui sont communes à tous ces pays et qui révèlent des conséquences similaires sur le développement. Ces dimensions

252 International Crisis Group (2013). Niger...

253 International Crisis Group (2013). Niger...

humaines de la sécurité et du développement ressortent encore plus vivement là où les conséquences sur le développement sont invisibles au niveau macroéconomique. Elles sont tangibles au niveau de l'individu et de la communauté. Lorsque ces incidences sont cumulées à ces niveaux-là, la formation de clusters régionaux visant à répondre à l'insécurité de manière individuelle et communautaire devient inévitable, surtout lorsque les États ne sont pas prêts à prendre leurs responsabilités ou ne sont pas en mesure de combler les énormes déficits de gouvernance. La façon dont les retombées sécuritaires des conflits et leurs conséquences sur le développement se croisent au niveau de l'individu, là où les préoccupations des gens en termes de sécurité humaine et de développement humain sont inextricablement liées et ne peuvent être traitées séparément, confirme l'existence d'un complexe de sécurité fondé sur les personnes.

La séparation du complexe fondé sur les populations et des dispositions régionales fondées sur les États est soutenue par deux facteurs d'importance critique. Tout d'abord, il y a l'incapacité de l'État ou le manque de volonté de l'élite gouvernante de fournir une réponse adéquate aux besoins de sécurité de la population. Comme le montre l'expérience sahélienne, en situation de conflit, la capacité des États est inégale et les intentions de l'élite gouvernante ne se placent pas aisément du côté de la population. Ensuite, le complexe de sécurité qui lie les États entre eux est déterminé par des facteurs qui dépassent les expériences et les besoins des citoyens. On peut aussi faire ressortir que, outre le fait que tous les États de première ligne n'ont pas toujours été touchés de la même manière par les conflits qui font rage le long des deux corridors, leurs intérêts et les influences qui ont façonné leurs interventions ont varié. Le Burkina Faso et la Mauritanie, par exemple, ont bénéficié à des degrés divers d'un intérêt extérieur accru pour le Sahel, en conséquence duquel ils ont tous deux reçu une aide extérieure qui répond aux conflits sahéliens d'une manière singulièrement étroite. En effet, l'assistance reçue est en grande partie destinée à des initiatives liées à l'armée et non aux besoins de développement humain des populations du Sahel. De tels facteurs ont tendance à élargir le fossé qui sépare les États des populations.

Bien que cela ne soit pas le sujet immédiat du présent chapitre, deux ensembles de clusters régionaux ont émergé le long des deux corridors de conflits et ils sont animés par des influences différentes. La Force multinationale mixte (qui intervient autour du bassin du lac Tchad au sens large) a été créée en réponse à la crise provoquée par Boko Haram, tandis qu'on remarque plusieurs autres clusters et groupes régionaux dans la réponse à la crise malienne. Le G5 est un signe notable d'un regroupement sahélien élargi tandis que la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHÉL) (dont le prochain chapitre traitera plus en détail) est un moteur potentiel pour établir un cluster régional durable.

Les raisons de l'existence de complexes de sécurité divergents sont ainsi bien établies par ces expériences sahéliennes. Le prochain chapitre examine la mesure dans laquelle les réponses données à la situation au Sahel sous forme de décisions de principe et de programmes conviennent et correspondent aux solutions à apporter.

CHAPITRE 4: Types de réponses apportées aux conflits et à l'insécurité au Sahel

La présente étude a examiné les réponses apportées aux défis posés par les conflits et l'insécurité au Sahel en analysant les différents programmes et politiques mis en œuvre à l'échelle régionale par divers acteurs régionaux et extrarégionaux. Le présent chapitre se penche sur deux questions en particulier :

- a) Quels types de réponses ont été apportées aux conflits armés et à l'insécurité à grande échelle au Sahel et quels sont les enseignements que l'on peut en tirer ?
- b) Dans quelle mesure les conflits et l'insécurité sont-ils gérés à partir d'une dimension régionale ?

Dans le cadre de l'évaluation des interventions mises en œuvre pour répondre aux conflits et à l'insécurité au Sahel, le présent chapitre formule quatre observations essentielles : a) l'intérêt excessif porté aux préoccupations sécuritaires extérieures et aux activités militaires connexes, qui sert entre autres choses à séparer les deux complexes de sécurité ; b) la prolifération des politiques et des programmes menés par des acteurs extérieurs selon des manières qui ne s'adaptent pas aisément aux réalités du Sahel. Cette inadaptation demeure une caractéristique de la réponse apportée aux problèmes de la région, même si la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel reflète bien la nature transfrontalière et transnationale du défi sahélien ; c) l'apparente concurrence à laquelle se livrent les différents acteurs (principalement pour les ressources) ; et d) la nette différence qui distingue la démarche adoptée par les acteurs humanitaires de celle des autres acteurs (sécurité et développement). En effet, cette démarche s'adapte aux déplacements des populations à travers le Sahel.

4.1 Intérêt excessif porté aux préoccupations sécuritaires extérieures : avènement d'un complexe de sécurité régional divergent

Il importe de retracer la façon progressive dont le Sahel devient un domaine de préoccupation clef pour la sécurité internationale et régionale, particulièrement en évaluant les répercussions des interventions menées jusqu'à présent dans la région²⁵⁴. Au cours des 10 dernières années, le Sahel est devenu un objectif clef des préoccupations internationales et d'une stratégie de sécurité²⁵⁵. Il est considéré

254 Selon R. Abrahamsen, « *qualifier quelque chose d'enjeu sécuritaire n'est pas une pratique innocente, mais a des implications politiques et modifie la façon légitime de s'attaquer à un problème particulier [...]* », (2004). "A Breeding Ground for Terrorists? Africa & Britain's 'War on Terrorism'", *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 102, décembre 2004 k.

255 Il convient de noter que l'initiative «Pan-Sahel», qui a démarré le 10 janvier 2004, est une initiative de lutte contre le terrorisme d'un coût de 100 millions de dollars, lancée par le Président Bush pour les nations sahariennes que sont la Mauritanie, le Mali, le Tchad et le Niger. Elle a commencé par l'arrivée à Nouakchott d'une équipe « anti-terroriste » de 500 soldats et le déploiement de 400 gardes forestiers le long de la frontière tchado-nigérienne pour traquer les groupes terroristes qui pullulent dans tout le Sahara.

à bien des égards comme une menace existentielle à la sécurité de tout un éventail d'acteurs extérieurs. Par conséquent, la menace existentielle que diverses formes d'insécurité non liées à la violence ou aux opérations militaires font peser sur les populations du Sahel est reléguée au second plan, derrière les préoccupations sécuritaires des acteurs extérieurs. Cette empreinte sécuritaire de plus en plus marquée est à l'origine de l'approche axée sur « la sécurité d'abord » qu'un grand nombre des organisations interrogées pour la présente étude mettent actuellement en œuvre, car elles accordent la priorité (sinon en théorie, du moins en pratique) aux approches militaires pour lutter contre le terrorisme²⁵⁶.

L'empreinte sécuritaire du Sahel s'affirme de façon soutenue depuis les attentats commis par Al- Qaïda le 7 août 1998 contre les ambassades américaines de Dar es-Salaam et Nairobi qui ont tué 224 personnes et en blessant 5 000. Avec ces événements, la menace terroriste en Afrique est devenue une réalité. D'autres affaires, par exemple l'enlèvement de 32 touristes européens dans le Sahara algérien en 2003, sont venues prouver qu'il fallait faire quelque chose pour prévenir la propagation du terrorisme aux vastes espaces incontrôlés de l'Afrique²⁵⁷. Le 11 septembre 2001 allait profondément modifier les politiques mondiales envers le continent africain, y compris le Sahara et le Sahel.

L'initiative « Pan-Sahel » était au cœur de la lutte contre le terrorisme dans la région. Elle a fait place, depuis 2007, à l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme qui s'emploie à contenir et marginaliser les organisations terroristes « en renforçant les capacités de lutte contre le terrorisme de chaque pays et de la région, en intensifiant et en institutionnalisant la coopération entre les organisations régionales chargées de la sécurité et du renseignement, en promouvant la gouvernance démocratique et en discréditant l'idéologie terroriste ». Bien d'autres initiatives bilatérales et multilatérales ont été lancées pour combattre les groupes terroristes et éliminer les repaires pour terroristes grâce au renforcement des capacités de nombre des pays du Sahel en matière de sécurité. Plus récemment, la mise en place du Centre de commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), (en 2008) est un autre exemple de la priorité accordée à l'approche sécuritaire (militaire).

Au Sahel, les opérations de lutte contre le terrorisme ont touché les populations locales de diverses façons. À titre d'exemple, les circuits commerciaux ont été perturbés, y compris les routes de contrebande, qui ont servi à la traite d'êtres humains, d'armes, de cigarettes et de toutes sortes de produits. Ces activités commerciales et de contrebande sont les moyens de subsistance de plusieurs milliers de Sahéliens, pour qui elles représentent des stratégies d'adaptation. Cependant, les groupes terroristes y ont également recours. Il existe en outre un risque supplémentaire, lié au type de relations que les opérations de lutte contre le terrorisme doivent établir avec les gardes-frontières, qui sont peut-être eux-mêmes impliqués dans les activités de contrebande. À propos de ce dilemme, S. Ellis fait remarquer que « interdire toutes les activités de contrebande dans une telle région a de graves conséquences, car cela

256 Entretiens menés par l'un des membres de l'équipe de recherche avec des organismes des Nations Unies, à Dakar, en octobre 2014.

257 P. Nyman et J. Morrison (2004). "The Terrorist Threat in Africa", *Foreign Affairs*.

prive de leurs moyens de subsistance de nombreuses personnes qui ne sont pas des terroristes, tandis que qualifier une région de zone de sécurité détruit le tourisme »²⁵⁸.

Sans une approche exhaustive incluant, entre autres, d'importants volumes d'aide humanitaire et au développement ainsi que d'appui à la gouvernance, les opérations militaires et sécuritaires de lutte contre le terrorisme génèrent aussi des griefs locaux. L'on a noté dès 2005 l'apparition dans de nombreuses parties de la région de sentiments anti-occidentaux qui pour beaucoup étaient sans précédent²⁵⁹. Ainsi, dans le nord du Mali, les gens commençaient à demander pourquoi leurs terres étaient « envahies », tant par les « terroristes » que par les acteurs internationaux. Ils souhaitent savoir pourquoi des étrangers étaient venus sur leurs terres et ce qu'ils attendaient d'eux ». Au Niger, les Touaregs étaient « également tendus »²⁶⁰.

De manière paradoxale, il semblerait que l'initiative « Pan-Sahel » ait accru l'instabilité politique et l'insécurité — un enseignement qu'il faudrait garder à l'esprit pour les interventions menées aujourd'hui au Sahel. De fait, un certain nombre d'incidents survenus en 2004 viennent illustrer cette affirmation : la tentative de coup d'État présumé en Mauritanie contre Maaouya Ould Taya, (la troisième en 15 mois), l'incident entre les Kountas et les Arabes (une querelle de longue date qui a soudain éclaté en de nouveaux combats), les attaques touaregs au Mali (contre un convoi humanitaire près de Bourem) ; les événements survenus au Niger (dans les régions touaregs du nord du pays et dont le Président Mamadou Tandja était en grande partie responsable) et, au Tchad, la tentative de putsch contre le Président Idriss Deby en mai 2004, entre autres. À l'époque, certains ont averti que les gouvernements faibles de la région « bénéficient tous d'un soutien financier et militaire international et ont par conséquent tout intérêt à générer et à maintenir le nouveau climat de «terreur» qui est désormais répandu dans leurs régions désertiques »²⁶¹.

Lorsque l'on considère les dégâts que pourrait causer l'adoption d'une approche sécuritaire exclusivement militaire pour lutter contre le terrorisme, il conviendrait d'examiner avec soin les relations qui lient les populations locales et les groupes terroristes. À cet égard, l'International Crisis Group fait remarquer qu'il existe « dans les situations de terrorisme, une relation générale qui se manifeste sous forme de cercles concentriques d'intérêts et de complicité et mène vers ceux qui sont ou qui pourraient être de véritables terroristes ». Qui plus est, on doit « faire la distinction entre ceux qui sont opposés, apathiques ou ambivalents, ceux qui prennent plaisir à observer les événements en simples spectateurs, ceux qui apportent une contribution financière, ceux qui connaissent quelqu'un d'impliqué dans ces activités ou qui sont, d'une manière ou d'une autre, proches des participants actifs et ceux qui prennent une part active au terrorisme »²⁶².

Pour conclure, notons que mettre exclusivement l'accent sur les activités militaires et de lutte contre le terrorisme au Sahel ne renforce que les efforts menés pour

258 S. Ellis, "The Pan-Sahel Initiative", *African Affairs*, vol. 103, n° 412, juillet 2004.

259 International Crisis Group (2005). "Islamist Terrorism in the Sahel..."

260 J. Keenan (2004), "Americans and 'Bad People' in the Sahara-Sahel", *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 99, mars 2004.

261 J. Keenan, "Political Destabilisation & 'Blowback' in the Sahel", *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 102, décembre 2004. [C'est nous qui soulignons].

262 International Crisis Group, "Islamist Terrorism in the Sahel..." 2005.

combattre la menace existentielle que la région fait peser sur des acteurs extérieurs plus puissants. Cette approche fait peu pour répondre aux dangers plus présents et non militaires qui menacent la sécurité humaine des populations sahéliennes. L'empreinte sécuritaire imposée au Sahel semble ainsi avoir produit les conséquences inattendues suivantes : a) la population sahélienne a de plus en plus de mal à supporter les incidences négatives de cette présence militaire internationale ; b) une partie de la population locale gravite lentement, pour diverses raisons, autour des réseaux terroristes que ces activités militaires devaient justement éliminer ; c) les gouvernements des États du Sahel ont pu « instrumentaliser » cette présence militaire extérieure pour s'enraciner au pouvoir et s'aliéner davantage les populations qu'ils sont censés protéger.

Cet état de choses contribue à séparer le complexe de sécurité transnational fondé sur les populations au Sahel du complexe de sécurité fondé sur les États. Ce complexe de sécurité régional semble être à la fois superficiel et construit de l'extérieur et ne répond qu'à des dynamiques sécuritaires externes. Or, celles-ci n'ont au mieux qu'un lien organique ténu avec les dynamiques de la sécurité humaine en dessous du niveau étatique ; elles restent donc en grande partie détachées des réalités des populations sahéliennes, qui cherchent à faire face à d'autres menaces existentielles. Il reste maintenant à voir dans quelle mesure les politiques des institutions intergouvernementales et multilatérales ont relevé ce défi. Des institutions comme l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies doivent continuer à s'efforcer d'intégrer les complexes de sécurité au Sahel afin de rendre les États de la région réceptifs aux préoccupations de la grande majorité de leurs citoyens.

4.2 Aperçu général des politiques et des stratégies sur le Sahel

Le Sahel fait aujourd'hui l'objet de nombreux programmes et politiques ciblés, mis en œuvre par des cadres allant de l'organisation continentale (Union africaine) à des organisations internationales en passant par les organisations régionales. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, la ville de Dakar est devenue la plaque tournante de projets et de programmes régionaux exécutés par plusieurs de ses organismes. C'est le cas du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, du Bureau du Conseiller régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du bureau régional de son Bureau de la prévention des crises et du relèvement, ainsi que du Bureau régional d'OCHA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahel et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel se trouvent également à Dakar. Dans le cadre des recherches effectuées pour le présent rapport, des entretiens avec des membres des organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations ont eu lieu en octobre 2014 à Dakar. Il importe donc d'examiner les principales politiques en place, car cela aidera à déterminer quelles organisations sont les mieux placées pour apporter une réponse à l'insécurité, et à comprendre pour quelles raisons et dans quelle mesure les « stratégies pour le Sahel » et les initiatives de « sécurité et de développement » menées dans la région sont adaptées aux défis actuels.

La stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

Les multiples défis que les pays du Sahel doivent relever en matière de sécurité nationale, de gouvernance, de développement et de droits de l'homme ont des ramifications régionales. « Le caractère inéquitable de la participation à la vie politique et de l'accès aux services sociaux a des dimensions régionales, étant donné les liens que les groupes marginalisés entretiennent à travers les frontières. Les groupes terroristes et criminels sont actifs à l'échelle nationale, régionale et internationale. Les chocs environnementaux et économiques qui expliquent les crises humanitaires ont également des dimensions régionales et internationales. [Les] problèmes qui se posent au Sahel ne s'arrêtent pas aux frontières nationales et les solutions ne peuvent être uniquement nationales non plus [...] »²⁶³.

La stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel a été publiée avec le Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'ONU daté du 14 juin 2013, de concert avec une définition des paramètres d'une solution globale à la crise malienne²⁶⁴. Selon l'un de nos interlocuteurs, l'ONU avait entrepris une série de missions d'évaluation dans la région avant d'élaborer cette politique. Selon cette personne, « l'évaluation effectuée avant l'élaboration de la stratégie est toujours valable aujourd'hui – du moins en ce qui concerne les dimensions de l'insécurité et de l'extrémisme »²⁶⁵. D'après le Secrétaire général de l'ONU, « la stratégie intégrée des Nations Unies s'appuie sur des analyses et des recommandations existantes, et notamment sur celles de la mission interinstitutions d'évaluation des Nations Unies dépêchée au Sahel avec la participation de l'Union africaine en décembre 2011, les conclusions de la réunion des experts de l'Union africaine et des Nations Unies sur la région du Sahel qui s'est tenue les 14 et 15 mars 2012 à Addis-Abeba (dont les conclusions ont été entérinées par la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine au niveau des ministres, le 20 mars à Bamako) et celles du plan d'action des Nations Unies pour le renforcement de la résilience au Sahel »²⁶⁶.

La stratégie reconnaît qu'il existe un lien entre la sécurité et le développement, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale. De plus, elle contient une série de propositions visant à relever certains des défis structurels clefs auxquels les pays du Sahel sont confrontés au niveau national. La stratégie identifie ainsi les objectifs stratégiques suivants : a) le renforcement de la gouvernance efficace et inclusive dans l'ensemble de la région (inclusion politique, état de droit, capacité de l'État à assurer les services de base, redevabilité, bonne gouvernance, notamment dans le secteur de la sécurité) ; b) le renforcement des capacités des dispositifs nationaux et régionaux de sécurité pour leur permettre de faire face aux menaces transfrontières tout en respectant les droits de l'homme et l'état de droit ; c) l'intégration des interventions humanitaires et de développement afin de renforcer la résilience (en assurant une passerelle entre les programmes humanitaires et les programmes de développement pour faire face aux causes sous-jacentes et aux conséquences ultérieures de l'insécurité

263 Conseil de sécurité de l'ONU (2013a). *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, p. 8.

264 Conseil de sécurité de l'ONU. *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013.

265 Entretien avec un responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) à Dakar, au Sénégal, le 13 octobre 2014. Entretien FN Dakar 003.

266 Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, p. 13.

alimentaire et nutritionnelle et autres vulnérabilités, ainsi que pour promouvoir le développement à long terme)²⁶⁷. Cette stratégie est sous-tendue par deux éléments : l'ONU reconnaît d'une part que les défis propres au Sahel ne sont pas ancrés à l'échelle nationale, mais dépassent les frontières, et elle comprend d'autre part que les activités prévues au sein de chacun de ces objectifs stratégiques doivent être entreprises conjointement et en collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales²⁶⁸.

Le lien national-régional est évident dans plusieurs des principes clefs sur lesquels la stratégie repose. Qui plus est, elle met un accent important sur les interventions à l'échelle régionale et sur les problématiques et menaces transfrontalières – le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest étant chargé de renforcer la capacité des organisations régionales et sous-régionales de faire face aux menaces transfrontalières qui pèsent sur la paix et la sécurité. Comme l'un de nos interlocuteurs l'a indiqué, « les interventions menées en réponse à l'insécurité, aux conflits armés et au terrorisme au Sahel exigent une réponse régionale »²⁶⁹.

La stratégie intégrée des Nations Unies appelle aussi, entre autres, à promouvoir l'intégration des priorités de la région dans la programmation et la planification à l'échelle nationale et, naturellement, à encourager la coordination et la coopération entre les partenaires nationaux, régionaux, sous-régionaux et internationaux²⁷⁰. Le Secrétaire général de l'ONU note d'ailleurs que « les initiatives passées qui ont visé à résoudre les crises et les conflits au Sahel se situaient essentiellement au niveau national et elles ont montré leurs limites étant donné le caractère transfrontière et la portée régionale des problèmes complexes qui se posent dans la région »²⁷¹.

Un aspect positif de la stratégie intégrée des Nations Unies est qu'elle reconnaît que l'insécurité dans la région comporte de multiples facettes (y compris la propagation du terrorisme) et, par conséquent, qu'il convient d'élaborer une stratégie pluridimensionnelle. Ainsi, afin d'appuyer la gouvernance efficace et inclusive, elle accorde la priorité au renforcement des institutions pour encourager les pratiques démocratiques, notamment le dialogue politique, la tenue d'élections libres, équitables et transparentes, et la large participation des collectivités.

Le soutien à la gouvernance locale et l'élargissement des services publics dans l'ensemble des territoires nationaux ainsi que le renforcement des capacités des États afin d'assurer un accès plus équitable aux ressources et aux services socioéconomiques constituent également des priorités. Les autres mesures prévues dans le cadre de ce soutien sont les suivantes : aider les pays du Sahel à renforcer les mécanismes régionaux de gouvernance économique ; renforcer les mécanismes nationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme afin de lutter contre l'impunité et d'aider

267 Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, p. 8.

268 Entretien avec un responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) à Dakar, au Sénégal, le 13 octobre 2014. Entretien FN Dakar 001.

269 Entretien avec un responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) à Dakar, Sénégal, le 13 octobre 2014. Entretien FN Dakar 001.

270 Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, p. 10.

271 Ibid., p. 13.

les pays du Sahel à renforcer les systèmes nationaux de justice indépendante pour combattre efficacement la corruption ; appuyer la sécurité des communautés et la cohésion sociale ; aider les pays du Sahel à mettre en place des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce afin de répondre aux problèmes potentiels de gouvernance et aux menaces pour la sécurité ; promouvoir la gouvernance viable du secteur de la sécurité dans les pays du Sahel.

Le renforcement des mécanismes nationaux et régionaux de sécurité comprend les mesures suivantes : permettre à l'Organisation des Nations Unies de renforcer : son analyse pour la sécurité régionale et de mieux suivre les menaces transfrontières dans le Sahel, y compris les exercices détaillés de cartographie effectués par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ; la capacité d'analyse du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest en améliorant le partage de l'information au sein du système des Nations Unies dans la sous-région, y compris la MINUSMA ; les capacités nationales afin de lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ; les moyens nationaux de gestion efficace des frontières, notamment en améliorant la coordination entre les institutions nationales concernées ; les capacités nationales de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ; la coopération régionale et interrégionale entre les États du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb²⁷².

Le volet humanitaire et de développement de la stratégie comprend les mesures suivantes : appuyer les parties prenantes locales, nationales et régionales afin de mieux identifier et suivre les ménages vulnérables avec leur participation (collecte de données désagrégées, etc.) ; aider les gouvernements et autres parties prenantes à assurer la prestation équitable et efficace des services sociaux de base et promouvoir des systèmes de protection sociale efficaces ; renforcer, au niveau national et régional, les capacités des ménages en matière de gestion des risques ; renforcer les moyens de subsistance durables²⁷³ ; promouvoir la viabilité de l'environnement grâce à des mécanismes de gestion des ressources naturelles au niveau national et régional et à des programmes d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, l'accent étant mis en particulier sur les ressources en eau²⁷⁴.

La stratégie de l'Union africaine pour la région du Sahel

L'Union africaine, par le truchement du Conseil de paix et de sécurité, a adopté sa stratégie pour le Sahel le 11 août 2014²⁷⁵. Cette stratégie était l'ultime résultat d'une série de démarches entreprises par l'organisation depuis la crise libyenne de 2011 pour répondre à ses préoccupations croissantes au sujet de la région. L'une des initiatives mises en place, et qui concerne la présente étude, était la mission interdisciplinaire conduite conjointement par la Commission de l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies du 7 au 23 décembre 2011 et suivie par une réunion d'experts les 14

272 Ibid., annexe.

273 Cela demande réflexion, car l'une des mesures contredit ce que nous avons relevé plus haut : « assurer de meilleures possibilités de subsistance dans les domaines agricole et pastoral par l'augmentation des investissements, l'utilisation de semences et d'espèces résistantes, la prestation de services de vulgarisation rurale et la mise en place de nouvelles infrastructures ».

274 Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, Annexe.

275 Union africaine (2014a), *Stratégie de l'Union africaine pour la région du Sahel*, Conseil de paix et de sécurité, 449e séance, PSC/PR/3 (CDXLIX), Addis-Abeba, 11 août 2014.

et 15 mars 2012 à Addis-Abeba. Selon le Conseil de paix et de sécurité, « les Nations Unies se sont largement basées sur ces recommandations dans l'élaboration de la «stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel» »²⁷⁶.

Tout comme la stratégie des Nations Unies, la stratégie de l'Union africaine est articulée autour de trois axes principaux : la gouvernance, la sécurité et le développement. L'organisation estime en effet que « ces trois domaines, notamment les deux premiers, sont des questions sur lesquelles l'UA a un avantage comparatif indéniable, de par son mandat continental, son expérience en la matière et sa maîtrise des enjeux ». En outre, l'organisation affirme que « de par sa nature transrégionale, l'UA passe pour la seule organisation pouvant très légitimement chapeauter les initiatives régionales dans le Sahel, qui transcende presque trois régions géographiques du continent et se situe donc au-delà de l'espace de tout mécanisme régional »²⁷⁷.

La stratégie définit des mesures prioritaires pour chacun de ses axes, et notamment, dans le domaine de la gouvernance, la consolidation de l'état de droit et le renforcement des institutions démocratiques ; la décentralisation administrative ; la lutte contre la corruption et la promotion des normes internationales de gestion des finances publiques ; la promotion des droits humains et de l'action humanitaire ; l'appui aux processus de dialogue et de réconciliation, y compris la justice transitionnelle ; l'appui aux processus électoraux dans la région ; la promotion de la paix et de la cohésion nationale à travers les leaders religieux et traditionnels ; la gestion des conflits et l'intégration des communautés nomades²⁷⁸. Pourtant, dans le cadre de l'éventail limité des contributions qu'une organisation telle que l'Union africaine peut apporter, la majorité des mesures spécifiques ont trait au suivi, à la réalisation de missions d'évaluation, à des initiatives visant à populariser les instruments juridiques et normatifs, à l'organisation de conférences, à la fourniture d'experts, à des campagnes de sensibilisation, à la formation, à l'encouragement des autorités nationales et au soutien à la société civile, entre autres.

Dans le domaine de la sécurité, l'accent est mis sur la promotion du Processus de Nouakchott, le soutien aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion socioéconomique dans le nord du Mali (mais, ici, en termes de déploiement d'experts et d'assistance) et la participation aux programmes de réforme du secteur de la sécurité dans la région du Sahel²⁷⁹. Avec l'aide de l'Union africaine, les États de la région ont tenté de répondre aux défis sécuritaires en créant le Processus de Nouakchott, lancé par la Commission de l'UA en mars 2013. Ce processus vise à améliorer la coopération en matière de sécurité dans la région à travers un échange régulier d'opinions entre les chefs des services de renseignements et de sécurité sur la situation au Sahel. En 2014, le Processus a été doté d'un secrétariat placé sous la direction de la MISAHÉL et le concept générique d'opérations pour la mise en place d'unités mixtes et de patrouilles conjointes aux frontières a été élaboré (UA, 2014). Les autres objectifs du Processus sont notamment d'assurer le partage d'informations et le suivi, de promouvoir les mesures de confiance entre les pays de la région, de

276 Ibid., p. 5.

277 Ibid., p. 3 et 6.

278 Ibid., p. 8 à 3.

279 Ibid., pp. 13-17.

poursuivre les missions d'évaluation et de faciliter les structures de coopération régionale (UA, 2014).

Selon la Commission de l'Union africaine, « des progrès importants ont été enregistrés dans la facilitation des interactions entre les pays et les organisations qui participent au Processus de Nouakchott afin d'assurer une mise à jour continue sur la situation sécuritaire dans la région et sur le statut des menaces posées par les groupes terroristes et criminels ». En outre, pour la Commission de l'Union, « il est impératif que les pays de la région améliorent leur coopération et leur capacité d'action [...] En termes de dispositifs de sécurité, les pays de la région disposent de deux possibilités pour répondre aux menaces communes auxquelles ils sont confrontés. Il s'agit, d'une part, du système de patrouilles conjointes et d'autre part, de la constitution d'unités mixtes et intégrées » (UA, 2014). Une autre initiative importante concerne le mandat d'arrêt africain pour les personnes accusées ou condamnées pour actes terroristes, qui est considéré comme faisant partie des outils disponibles pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée de manière plus efficace.

En termes de mise en œuvre, la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL) est la structure chargée d'exécuter la stratégie de l'UA dans la région. En outre, « se basant sur les principes de complémentarité et d'avantage comparatif, ainsi que celui de l'appropriation africaine, la mise en œuvre effective de cette stratégie nécessitera également le concours et la collaboration des communautés économiques régionales [...] notamment la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) [...] la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Banque africaine de développement (BAD), le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) »²⁸⁰. Pour l'Union africaine, la coordination proposée est essentielle pour éviter les doubles emplois entre l'organisme continental et les organisations régionales.

Entre la plupart des stratégies actuelles, il n'y a que très peu de synergie, de coordination et de coopération. Plusieurs de nos interlocuteurs avaient une attitude très critique à l'égard de l'état actuel de la coordination et de la coopération politiques, l'une de ces personnes évoquant ainsi la « *complexité de l'environnement politique* »²⁸¹. Le problème n'est pas que ces politiques se contredisent les unes les autres, ce n'est pas une question d'harmonisation. Ce qui est préoccupant, c'est la prolifération des acteurs et des stratégies, à tel point que l'un de nos interlocuteurs a indiqué que « tout le monde a une politique ». Cette prolifération est considérée comme « la tendance courante depuis l'adoption de la résolution 2071 (2012) par le Conseil de sécurité de l'ON, qui a vu la nomination de l'Envoyé spécial du Secrétariat général pour le Sahel »²⁸².

Ainsi, aux niveaux régional et sous-régional, l'UA et la CEDEAO disposent de politiques spécifiques pour le Sahel — la Politique de l'UA pour le Sahel et, parmi un grand nombre de cadres différents, le Plan de la CEDEAO pour lutter contre le trafic illicite de drogues et le crime organisé. À l'échelle internationale, les Nations Unies,

280 Ibid., p. 3.

281 Entretien avec un responsable du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Dakar, au Sénégal, le 14 octobre 2014. Entretien FN Dakar 007.

282 Entretien avec un responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar, au Sénégal, le 13 octobre 2014. Entretien FN Dakar 002.

l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux ont élaboré des politiques et des programmes spécifiques.

D'après l'un de nos interlocuteurs, « personne ne veut coordonner les stratégies », chaque organisation travaillant surtout à son propre programme, levant des fonds séparément et de manière concurrentielle²⁸³. En général, « chacun tient à poursuivre sa propre stratégie ». Cette remarque a fait l'objet d'une discussion approfondie, car l'une de nos préoccupations pour le présent rapport est justement de déterminer dans quelle mesure les mécanismes des différentes stratégies et initiatives pour le Sahel sont de nature régionale et adaptés aux défis et aux dynamiques actuels. Selon cet interlocuteur, on ne remarque pas seulement un manque de coordination entre les agences et les organisations, mais aussi une vive compétition pour obtenir les ressources disponibles.

La création du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) est un exemple des efforts fournis pour renforcer la capacité de chaque État d'accéder aux fonds et ressources disponibles pour le Sahel, mais elle ajoute un élément de plus à la compétition qui existe déjà pour obtenir les maigres ressources à disposition.

C'est un facteur clé qui affecte les interventions menées actuellement pour relever les défis du Sahel. D'ailleurs, une lecture attentive du rapport 2013 du Secrétaire général de l'ONU sur la situation au Sahel montre que l'approche de « stratégie intégrée », du moins en théorie, était censée avoir précisément l'effet inverse : « La stratégie intégrée des Nations Unies est conçue pour assurer à l'échelle du système une unité d'action et elle est la base d'un engagement cohérent des Nations Unies en faveur du Sahel. [...] La stratégie intégrée des Nations Unies cherche à appliquer une démarche multisectorielle dans la résolution des problèmes de la région et à garantir que la conception et la mise en œuvre des actions menées feront converger les atouts et les capacités des différents organismes des Nations Unies »²⁸⁴. D'ailleurs, dans les principes directeurs de la stratégie, la promotion de « la coopération et la coordination entre les partenaires nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux » est mise en avant, ainsi que le « [renforcement des] partenariats avec les institutions régionales et sous-régionales et leurs acteurs dans la limite de leurs mandats respectifs et [la prise de contact] avec de nouveaux partenaires potentiels »²⁸⁵.

L'Union africaine note également qu'il convient de cartographier et d'harmoniser les différentes stratégies et initiatives pour le Sahel et attire l'attention sur l'établissement d'une plate-forme ministérielle, sous la présidence conjointe de l'UA et de l'ONU, le 5 novembre 2013²⁸⁶.

283 Entretien avec un responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar, au Sénégal, le 13 octobre 2014. Entretien FN Dakar 002.

284 Conseil de sécurité de l'ONU (2013a). *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013, p. 9.

285 Ibid.

286 Union africaine (2014b). *Rapport sur le Mali et le Sahel et les activités de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel*, Conseil de paix et de sécurité, 449e séance, PSC/PR/2 (CDXLIX), Addis-Abeba, 11 août 2014, p. 5.

4.3 Réflexion sur la perspective adoptée par les acteurs humanitaires envers le Sahel

Il est instructif de voir que, dans la pratique, la plupart des organisations internationales et régionales ont en grande partie adopté une approche limitée et axée sur l'État pour leur stratégie sahélienne, et ce, malgré leur engagement envers un programme d'intégration régionale. En effet, les questions prioritaires soulignées sont souvent les menaces contre les États plutôt que les menaces séculaires qui pèsent sur les populations et communautés du Sahel. C'est justement là l'approche adoptée par les acteurs humanitaires envers la situation au Sahel. En effet, leur considération primordiale est la biogéographie de la région.

La biogéographie du Sahel est conditionnée par le caractère extrême de son climat, car la région enregistre des précipitations annuelles moyennes de 150 mm ou moins. Si l'on tient compte du fait qu'« au nord de l'isohyète 250 mm, il est presque impossible de faire pousser des récoltes sans irrigation la plupart des années » (Grove, 1978), alors les conditions environnementales dans lesquelles les populations sahéliennes doivent subsister deviennent plus claires. La saison des pluies dure environ trois mois, mais connaît des variations annuelles importantes, ce qui exclut la production de la plupart des cultures d'exportation et fait des pratiques agricoles plus intensives une entreprise risquée²⁸⁷. De fait, « à mi-chemin entre les isohyètes 200 et 600 mm se situe « la limite des cultures sous pluie » [...]. Au nord de cette ligne s'étend la « zone nomade », où chaque année, la repousse des plantes herbacées témoigne ou non de la qualité de la saison des pluies et détermine l'activité pastorale » (CEDEAO-CSAO/OCDE, 2006.).

La nature spécifique du Sahel en tant qu'unité phytogéographique a conduit les auteurs à tenter de délimiter géographiquement la région sur la base des isohyètes, c'est-à-dire des lignes qui, sur une carte, relient les points géographiques où les précipitations moyennes sont égales. On trouve un exemple de cette approche dans les recherches entreprises au sein du CILSS par le Centre régional Agrhymet (CRA). Là, le Sahel est défini comme « la zone comprise entre les isohyètes 200 et 600 mm (parfois 150 et 500 mm). Cette bande traverse six pays de l'Afrique de l'Ouest continentale : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Elle effleure le nord du Nigéria et le nord du Cameroun ». (CEDEAO-CSAO/OCDE, 2006)²⁸⁸.

Il est révélateur que, de toutes les organisations disposant de politiques et de programmes pour le Sahel qui ont été étudiées aux fins du présent rapport, une seule, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), se soit servie de ces critères pour délimiter sa zone d'opération. De fait, d'après l'un de nos interlocuteurs, « pour les acteurs humanitaires, les définitions géopolitiques ne servent à rien, car ils

287 Étant donné qu'environ 38,2 % de la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est formée de zones arides peu propices au développement de la production agricole, l'élevage reste « le seul moyen d'optimiser les zones écologiques fragiles habitées par des populations qui sont vulnérables en termes de revenus et de sécurité alimentaire ». (CEDEAO-CSAO/OCDE, 2008).

288 Il convient de faire remarquer que la définition de cet intervalle varie. Pour Nicholson (1976 :12), il se situait entre 100 et 300 mm, pour Maley (1977 :573), il se situait entre 100 et 500 mm, pour Grove (1978) entre 200 et 400 mm, tandis que pour Rapp (1976 :16) et Jakel (1977 :89), il se situait entre 350 et 500 mm.

doivent suivre la situation d'urgence. Et pour cela, l'approche biogéographique est beaucoup plus utile parce qu'elle met en lumière les zones où les populations peuvent s'installer, où elles s'implantent et où elles pratiquent l'agropastoralisme »²⁸⁹. Depuis 2014, le Plan d'intervention stratégique d'OCHA pour la région du Sahel inclut le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad. Cette démarche est tout à l'opposé de l'approche géopolitique de la plupart des autres organisations et agences, qui mettent uniquement l'accent sur les États et confinent leurs programmes au sein des frontières nationales.

En outre, fait qui a aussi toute son importance pour la présente étude, les isohyètes moyennes sont descendues de 100 à 150 km vers le sud au cours des trois dernières décennies (CÉDÉAO-CSAO/OCDE, 2006). Cela signifie littéralement, du moins dans l'acception phytogéographique du terme, que le Sahel est descendu vers le sud – avec des répercussions pour les moyens de subsistance, le développement socioéconomique, les déplacements de populations et les liens sociaux des peuples qui y vivent et qui dépendent de cet environnement rude et difficile pour survivre.

L'approche d'OCHA permet peut-être de comprendre comment il est possible de s'adapter aux réalités des populations sahéliennes. Pour cet organisme, la crise au Sahel exige la mise en œuvre d'une réponse régionale. L'aide humanitaire et alimentaire doit nécessairement être déployée en gardant une optique régionale à l'esprit, dans toute la région. Bien que les analyses et l'appui par pays aient leur importance, toute action menée à l'échelle nationale uniquement produira des résultats limités. Il convient d'accorder la priorité aux initiatives transfrontalières, par exemple.

Cette approche est d'autant plus importante que la région du Sahel continue de souffrir d'une crise humanitaire sans précédent, qui est aggravée par des taux extrêmement élevés de vulnérabilité et de pauvreté. Les entretiens menés aux fins de la présente étude ont montré qu'en raison du cumul de l'insécurité et des chocs environnementaux, la capacité d'adaptation des populations les plus pauvres de la région est en recul. C'est cette capacité que les organismes humanitaires appellent la « résilience » des communautés²⁹⁰, et le Secrétaire général de l'ONU le dit clairement : « les ménages sont de plus en plus nombreux à devoir affronter un nouveau choc, alors même qu'ils peinent à se relever du précédent » (Rapport du Secrétaire général, S/2014/397). C'est une remarque cruciale, car elle nous aide à comprendre pourquoi les Sahéliens continuent de souffrir d'insécurité alimentaire, même les années où la production agricole n'a pas été affectée.

On estime actuellement qu'un total de 19,8 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, dont 2,6 millions ont déjà franchi le seuil d'urgence et ont besoin d'une aide alimentaire immédiate. Au Sahel, une personne sur sept est en situation d'insécurité alimentaire, un enfant sur cinq souffre de malnutrition et il y a 2,76 millions de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (OCHA, 2014c). Fait plus inquiétant encore, les prévisions relatives à la sécurité alimentaire pour le premier trimestre de 2015 indiquent une légère détérioration

289 Entretien avec un responsable du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Dakar, au Sénégal, le 14 octobre 2014. Entretien FN Dakar 007.

290 Entretien avec un responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar, au Sénégal, le 13 octobre 2014. Entretien FN Dakar 001.

pour le Burkina Faso, la Gambie et le Mali tandis qu'en Mauritanie et au Sénégal, 1,4 million de personnes de plus pourraient souffrir d'insécurité alimentaire « du fait de la faible production des pâturages, qui a un impact sur les moyens de subsistance des éleveurs » (OCHA, 2014).

Pourtant, aussi graves que ces statistiques puissent paraître, le véritable nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Sahel est plus près de 28 millions, comme il ressort des entretiens réalisés à Dakar en octobre 2014. L'un de nos interlocuteurs a ainsi affirmé que « les chiffres sont si élevés que nous ne pouvons pas les publier », faisant ressortir que « les États de la région ont fait pression sur OCHA pour que l'organisation ne fasse pas paraître ces chiffres »²⁹¹. Bien qu'aucune réponse immédiate n'ait été donnée pour expliquer pourquoi il en était ainsi, il semble que les États du Sahel souhaitent que l'attention se porte sur le soutien aux infrastructures ainsi que sur le renforcement de l'appui à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme.

Il est clair que, si la vulnérabilité est une condition qui touche les populations sahéniennes de façon cyclique, elle atteint des proportions catastrophiques lorsqu'elle est aggravée par les effets des conflits armés (comme on a pu le voir au Mali et en République centrafricaine) ou du terrorisme (comme dans le nord-est du Nigéria, au Cameroun et au Niger). En plus des vulnérabilités structurelles causées par le climat et les caractéristiques géographiques du Sahel, les conflits armés exacerbent considérablement les vulnérabilités existantes. Toutefois, le fait que l'accent soit mis presque exclusivement sur d'autres questions de sécurité comme les conflits, la criminalité et le terrorisme – notamment par des acteurs puissants pour qui il s'agit de menaces considérables – relègue ces menaces séculaires à l'arrière-plan. Pourtant, si le facteur « conflits » était ôté de la situation sahénienne, les autres vulnérabilités demeureraient et avec elles, le transnationalisme des populations sahéniennes le long du corridor, à mesure qu'elles tentent de s'adapter aux stress environnementaux. Dans ces cas-là, la souplesse des frontières nationales est un facteur important pour les communautés. Cependant, on peut avancer que la réponse extérieure a incité plusieurs États du Sahel à prendre un certain nombre de mesures. Sans elle, ils n'auraient peut-être pas pu agir.

La présence d'un éventail d'institutions internationales, et surtout d'organisations multilatérales comme l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, fournit ainsi une véritable occasion de répondre aux besoins réels des populations sahéniennes en matière de sécurité et de développement. Le défi pour l'avenir consiste à consolider l'attention internationale qui converge vers le Sahel, en accordant une plus grande attention à la véritable condition humaine des populations sahéniennes ainsi qu'aux racines structurelles des situations d'insécurité qui prévalent dans la région.

4.4 Conclusions

On trouvera ci-dessous une vue d'ensemble des principales observations et conclusions auxquelles l'équipe de recherche est arrivée suite à l'analyse entreprise dans le présent chapitre.

²⁹¹ Entretien avec un responsable du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Dakar, au Sénégal, le 14 octobre 2014. Entretien FN Dakar 007.

La non-compréhension des relations réciproques et des liens existant entre les populations du Sahel n'a pas permis la formulation de politiques appropriées pour la région, sans compter qu'il n'existe pas de statistiques ni d'autres indicateurs fiables.

Les relations réciproques existant dans la région ne sont pas perçues comme étant en grande partie animées par les populations et ce qui n'est pas officiel n'est pas apprécié à sa juste valeur. Rien n'indique que les politiques actuelles sur le Sahel soient inspirées du vécu des populations et des tendances qu'ont suivies ces réalités au cours des dernières décennies. Les modes historiques d'interaction entre les populations sahéniennes sont depuis longtemps transnationaux. Au mieux, ce transnationalisme rejoint les acteurs étatiques sur le plan régional et ne saurait être confiné dans des espaces nationaux.

Le transnationalisme au Sahel est plus ancien que les récents conflits et situations d'insécurité qui prévalent dans la région, mais il n'est souvent traité que comme attribut du déplacement des groupes armés et des réseaux criminels, lequel facilite les conflits et l'insécurité. Cette situation résulte en partie de l'influence exercée par des acteurs puissants, qui définissent le Sahel à la lumière des menaces existentielles qui pèsent sur eux.

Cependant, le mouvement naturel des populations sahéniennes est caractérisé par le transnationalisme depuis longtemps. Ces populations traversent les frontières à la poursuite de moyens de subsistance tout en s'adaptant aux conditions climatiques. Les groupes armés et les réseaux criminels (y compris terroristes) se sont tout simplement adaptés aux déplacements des populations du Sahel. Les menaces qui accompagnent les mouvements de populations à travers les frontières ne sont donc pas confinées dans des limites nationales. En fait, ce modèle transnational sahéni réagence les perspectives de sécurité et de développement de manières radicalement différentes de ce que les conceptions traditionnelles de la sécurité permettraient d'envisager. Toute formule d'intervention qui ne s'adapte pas aux déplacements des populations n'a guère de chances de réussir. Or, les politiques actuelles concernant le Sahel n'encouragent pas une telle adaptation.

Les réponses apportées à ce qui est une crise régionale et transnationale revêtent un caractère profondément national.

Les réponses aux conflits et à l'insécurité au Sahel souffrent d'un problème de niveau d'analyse et cela limite inévitablement l'impact des interventions. Les réponses opérationnelles sont basées sur les États. Les interventions menées par les institutions dont le mandat est régional sont généralement dirigées par les États, traitées de gouvernement à gouvernement avec des résultats se concrétisant à l'échelle nationale. La plupart des interventions, particulièrement celles qui ne sont pas officielles ou institutionnalisées et se prêtant à des déplacements constants à travers les frontières, n'impliquent pas les parties prenantes infranationales. En outre, les approches dirigées par les États, traitées de gouvernement à gouvernement, s'accompagnent généralement (mais pas exclusivement) de tendances répressives, étant donné que l'accent est fortement mis sur les questions sécuritaires.

Les stratégies sur le Sahel prolifèrent, avec peu de synergie, de coopération et de coordination.

Bien que la situation des populations sahéniennes ne soit pas bien comprise, les stratégies et politiques qui concernent la région prolifèrent. Chaque acteur majeur semble avoir une stratégie et il n'y a guère de coordination ni d'harmonisation entre les organisations, sans compter que celles-ci se font concurrence pour les fonds disponibles.

L'approche humanitaire fournit une solution éventuelle et un cadre exemplaire qui pourrait répondre à la crise du Sahel. Les organismes humanitaires tels qu'OCHA font une interprétation régionale de la crise au Sahel et proposent une réponse régionale. Dans le cadre d'intervention de cet organisme, l'aide humanitaire et alimentaire est déployée sous une optique régionale au profit de toute la région. Bien que les analyses et l'appui pays par pays aient leur importance, toute action menée à l'échelle nationale est perçue comme produisant des résultats limités. La priorité est donc accordée aux initiatives transfrontalières. Cette démarche se rapproche des réalités transnationales des populations de la région.

Trop mettre essentiellement l'accent sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité et sur les réponses militarisées menées par de puissants acteurs extérieurs, pour qui il s'agit de menaces considérables, relègue au second plan les menaces qui pèsent depuis des siècles sur la sécurité humaine au Sahel. Sans le niveau élevé d'intervention internationale, les États et gouvernements sahéliens seraient sans doute moins réactifs face aux menaces qui pèsent sur leurs populations. La présence d'un éventail d'institutions internationales, et surtout d'organisations multilatérales telles que l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, offre donc une véritable occasion de répondre aux besoins réels des populations sahéliennes en matière de sécurité et de développement. Le défi pour l'avenir consiste à consolider au Sahel l'attention internationale qui converge, en accordant plus d'intérêt à la véritable condition humaine des populations sahéliennes ainsi qu'aux racines structurelles des situations d'insécurité qui prévalent dans la région.

Pour qu'ils aient toute leur utilité face à ces réalités, les États africains et les institutions de la région doivent repenser leurs cadres institutionnels et leurs programmes afin de les adapter au vécu de leurs populations. À titre d'exemple, les zones sahéliennes des cinq pays qui sont au cœur des recherches reflètent des éléments essentiels de l'insécurité humaine dans les conséquences des conflits sur le développement. Les cadres d'intervention de l'Union africaine et des communautés économiques régionales doivent être retouchés et adaptés à cette réalité. Un abandon des réponses militarisées et un plus grand attachement et une meilleure adaptation aux conditions humaines ne relevant pas de l'État offriront une stratégie plus pertinente pour le type de défis que le Sahel doit relever.

Conclusion : Incidences sur les politiques et recommandations pour de futures interventions au Sahel

À la lumière des conclusions de la présente étude, voici certaines des incidences sur les interventions sous forme de politiques et de programmes au Sahel.

Maintien du statu quo : Les cadres d'intervention étant étroitement axés sur les programmes et activités de niveau national, les interactions avec les parties prenantes et les acteurs infranationaux sont limitées. La dynamique du pouvoir entre les populations étrangères et locales est maintenue, au profit des premières.

Présence limitée et interaction réduite avec les lieux de conflit et d'insécurité : Les zones et populations réellement touchées par les conflits et l'insécurité le long des corridors du Sahel qui font l'objet de la présente étude ne seront presque pas atteintes par les programmes et les ressources censés améliorer leur situation. La réponse se limitera à des interventions gouvernementales à portée nationale, indépendamment des mandats ou des exigences des processus régionaux.

Séparation artificielle de la réponse humanitaire des autres réponses : L'approche des acteurs humanitaires, qui consiste à suivre le déplacement des populations, parce qu'ils suivent invariablement les situations d'urgence de ces dernières, restera séparée et dissociée des autres approches – de la sécurité et du développement – qui ont encore essentiellement une portée nationale. La fourniture d'aide humanitaire sur un plan transnational continuera (du moins en perspective) à laisser apparaître le clivage entre les principaux acteurs sécuritaires et de développement, d'une part, et les populations qu'ils prétendent servir, de l'autre.

Incidences sur les programmes : Voici une liste de questions clefs destinées aux intervenants concernés par les programmes : cela change-t-il les participants aux pourparlers de paix ? Cela change-t-il les types d'interventions et les possibilités d'action qui sont mis sur la table ? Comment est-ce que l'Union africaine et les communautés économiques régionales devraient réagir à propos des communautés touchées ? L'adaptation aux réalités des populations au Sahel a des incidences sur les programmes en ce qui concerne d'autres acteurs essentiels qui ont été omis des processus aussi bien que les questions faisant l'objet des interventions.

Que faut-il faire ?

Principales recommandations

- a) **L'Union africaine et les institutions régionales ainsi que l'Organisation des Nations Unies devraient adopter une approche authentiquement fondée sur la région et appliquée sous une optique transnationale, afin d'instaurer la convergence entre les deux complexes de sécurité au Sahel.** Leur analyse de la situation au Sahel ne doit plus être intensément centrée

sur le niveau national, mais suivre une optique transnationale. Un agenda régional collectif comprenant la mise en œuvre de programmes à un niveau transnational offrirait un cadre plus approprié permettant de réagir aux conditions de vie du Sahel et d'atteindre des populations dont l'espace de vie est à cheval sur plusieurs frontières étatiques.

- b) **Les gouvernements se trouvant le long des corridors concernés du Sahel devraient tirer de leur expérience des enseignements au niveau régional et les utiliser pour des programmes qui fonctionnent au niveau national, afin d'adapter des programmes nationaux couronnés de succès pour application dans des espaces régionaux et transnationaux.** Les gouvernements de la région devraient atténuer l'accent mis exclusivement sur les obstacles du point de vue de l'État et saisir les occasions de tirer des enseignements locaux de la situation commune aux pays du Sahel.
- c) **Tous les organismes qui tentent d'apporter des réponses aux conflits et à l'insécurité qui prévalent dans le Sahel devraient percevoir leurs relations avec les parties prenantes infranationales non officielles comme s'inscrivant dans le cadre du caractère transnational du Sahel.** *De fait*, les services relatifs à la sécurité et au développement devraient suivre les populations dans leurs déplacements et intervenir au-delà des zones frontalières.
- d) **L'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et les organisations régionales devraient réorienter leur stratégie pour le Sahel en vue d'une organisation au niveau régional (ciblant les États africains) et d'une mise en œuvre sous une optique transnationale (ciblant les populations sahéniennes de part et d'autre des frontières nationales) des politiques et programmes.** La gestion de la sécurité du Sahel et la facilitation du développement des populations du Sahel dépassent la capacité de tout État pris individuellement.
- e) **Les organismes opérationnels actifs au Sahel devraient réaménager leur présence opérationnelle pour la faire cadrer avec les tendances des mouvements de populations s'effectuant dans la région.** La réorientation collective de la stratégie pour le Sahel en vue de l'application des programmes et politiques sous une optique transnationale stimulera immanquablement le changement souhaité dans les modes opérationnels parmi les organismes concernés.
- f) **Il est nécessaire de mener une analyse comparative des politiques existantes sur le Sahel.** Il s'agirait notamment des politiques de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine, de la CEDEAO, du G5 Sahel et de l'Union européenne.

Annexes

Annexe 1

Tableau A1.1 : Matrice des études de cas et méthodes d'obtention des données

Recherche par études de cas	Liste indicative de questions qui font l'objet de la recherche	Produit
Le Sahel en tant que complexe de sécurité	<ol style="list-style-type: none">1. Quelles sont les causes structurelles et immédiates et les facteurs d'entretien des conflits armés et de l'insécurité au Sahel ?2. Quels sont les liens transnationaux qui existent dans la dynamique des causes, des acteurs et des incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel ?3. Quels sont les types de réponses aux conflits armés et à l'insécurité à grande échelle au Sahel et quels enseignements peut-on en tirer ?4. Comment l'insécurité à grande échelle et les conflits armés ont-ils façonné ou façonnent-ils les relations internationales des pays sahéliens ou de la région du Sahel ?	Rapport d'étude de cas sur le Sahel en tant que complexe de sécurité.

Recherche par études de cas	Liste indicative de questions qui font l'objet de la recherche	Produit
Impact des conflits armés et de l'insécurité au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Nigéria	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment les conflits armés et l'insécurité à grande échelle ont-ils façonné ou façonnent-ils les processus économiques et les modèles de croissance dans les régions et pays touchés au Sahel ? 2. Comment les conflits armés et l'insécurité à grande échelle ont-ils influé sur ou influent-ils sur le développement du capital humain (prestation des services de base, à savoir l'éducation, la santé, le logement, l'emploi, etc., et accès à ces services) dans les régions et pays touchés au Sahel ? 3. Comment les conflits armés et l'insécurité à grande échelle ont-ils influé ou influent-ils sur les modes de commerce et d'investissement (y compris le tourisme) dans les régions et pays touchés au Sahel ? 4. Quelles sont les incidences des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle sur la gouvernance et les processus démocratiques dans les régions et pays touchés au Sahel ? 5. Quels sont les effets des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle sur les droits de l'homme et les libertés civiles dans les régions ou les pays du Sahel ? 6. Comment les conflits armés et l'insécurité à grande échelle ont-ils influé ou influent-ils sur la gouvernance et les opérations du secteur de la sécurité dans les régions et pays touchés au Sahel ? 7. Quels sont les effets visibles des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle sur les relations entre les différents groupes et sur la cohésion nationale dans les pays du Sahel ? 8. Comment les conflits armés et l'insécurité à grande échelle ont-ils façonné les relations internationales des pays du Sahel ? 	Cinq rapports d'études de cas sur l'impact des conflits armés et de l'insécurité au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Nigéria.

Méthodes d'obtention des données

L'approche par étude de cas adoptée a utilisé des données qualitatives et des données quantitatives provenant de quatre sources différentes, à savoir des entretiens avec des informateurs clefs, des séances de discussion en groupes, des analyses documentaires et la cartographie des données. Dans le cadre de l'étude, des missions sur le terrain ont été organisées dans les cinq pays de première ligne (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Nigéria) au moins où l'équipe de chercheurs a procédé à des échanges avec des responsables des gouvernements et des organismes d'aide et de développement, des représentants des organisations internationales, des groupes de la société civile, des groupes de femmes, des jeunes et des médias, ainsi qu'avec des personnes directement touchées par les conflits armés et l'insécurité au Sahel (victimes, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, réfugiés, etc.). Grâce à l'utilisation de multiples types et sources de données, l'équipe a été en mesure de recouper et de comparer (triangler) les déductions tirées des différentes méthodes

d'obtention des données, en garantissant ce faisant la solidité, la validité, la fiabilité et le caractère logique des données et des résultats de la recherche.

On trouvera ci-dessous une description de l'utilisation qui a été faite des quatre méthodes d'obtention des données :

- a) **Entretiens avec des informateurs clefs** : Cette méthode a nécessité l'organisation d'entretiens semi-structurés avec des enquêtés identifiables tels que des fonctionnaires (du secteur de la sécurité, du parlement, des organismes humanitaires et des organismes de secours en cas de catastrophe, des organismes de lutte contre la pauvreté, des banques centrales et des ministères des finances, de la femme et de l'enfant, de la jeunesse, de la santé et de l'éducation). Des entretiens ont également eu lieu avec les entités et individus suivants : des groupes de la société civile (organisations non gouvernementales, associations communautaires, organismes confessionnels et leaders religieux, organisations caritatives) ; des professionnels des médias ; des chambres de commerce et des acteurs et organisations du secteur privé ; des universitaires ; des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et d'autres personnes directement touchées par les conflits armés et l'insécurité au Sahel. Ces entretiens ont permis aux auteurs d'avoir de précieuses idées sur la nature, la dynamique et les incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel, tant au niveau micro (individuel et communautaire) qu'au niveau macro (sociétal et national).
- b) **Séances de discussion en groupes** : Il s'est agi de conversations et de discussions réunissant un groupe choisi de six à huit enquêtés en vue de jauger, au niveau du groupe, les opinions, le consensus et les divergences dans la manière de comprendre et d'évaluer les causes profondes et les incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel. Étant donné la forte influence du patriarcat et l'explosion démographique des jeunes dans les États de première ligne, un groupe de discussion a été organisé regroupant uniquement des femmes et des jeunes.
- c) **Analyse de documents** : Cette méthode a nécessité le passage en revue et l'étude de la littérature existante sur les conflits, la sécurité et le développement au Sahel. Ont notamment été examinés des documents directifs (de gouvernements, d'organisations régionales et d'institutions et d'organismes internationaux ou multilatéraux) ; des rapports de missions d'information et d'enquêtes publiques ; des rapports de groupes de la société civile, d'organisations non gouvernementales et d'organismes d'aide et d'assistance humanitaire ; des comptes rendus de débats parlementaires et des notes d'information pour spécialistes ; des reportages, des articles et rapports universitaires publiés ; des communiqués de presse et des déclarations des gouvernements et des groupes armés, etc. Cette source de données a permis aux auteurs d'ancrer leur évaluation dans des sources secondaires, de relier les données primaires (issues des entretiens avec des informateurs clefs et des séances de discussion en groupes) et les

connaissances existantes et d'élargir la base d'éléments de preuves pour l'étude.

- d) Examen des ensembles de données statistiques existants :** Cet examen a nécessité l'évaluation des ensembles de données existants afin de cartographier l'éventail de statistiques disponibles sur les questions socioéconomiques et de gouvernance ainsi que les éléments de preuve quantitatifs liés aux causes profondes et aux incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel. Parmi les ensembles de données examinés figuraient l'Indice de développement humain, le Rapport sur le développement dans le monde, les rapports de pays de la Banque africaine de développement, les rapports de pays de la Banque mondiale, les rapports sur la gouvernance en Afrique, le Global Peace Index les données de niveau national (provenant des banques centrales, des ministères des finances, des budgets nationaux et des bureaux de statistique) et les rapports sur les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ce type de données et ces sources ont permis aux auteurs d'établir un lien entre les éléments de preuve qualitatifs et les éléments de preuve quantitatifs et de voir dans quelle mesure les données existantes reflètent la réalité des dynamiques socioéconomiques, politiques et de gouvernance du Sahel.

Tableau A1.2 : Matrice de données

Méthode	Type de données	Sources à titre indicatif et enquêtés	Extraits attendus	Lien avec la question/ le problème concerné
Entretiens avec des informateurs clefs	Données qualitatives	Fonctionnaires gouvernementaux (ministères, départements et organismes concernés) ; parlementaires ; organismes du secteur de la sécurité ; organismes humanitaires et d'aide ; membres et leaders des communautés locales, groupes religieux et organisations de la société civile ; membres des chambres de commerce et d'institutions du secteur privé ; professionnels des médias ; universitaires ; victimes des conflits armés et de l'insécurité au Sahel, etc.	Bonnes idées, récits, histoires de la vie, témoignages personnels, récits d'événements et citations liés aux causes profondes et aux incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel.	Évaluation des questions faisant l'objet de la recherche et études de cas sur les États de première ligne.

Méthode	Type de données	Sources à titre indicatif et enquêtés	Extraits attendus	Lien avec la question/ le problème concerné
Séances de discussion en groupes	Données qualitatives	Membres et leaders des communautés locales touchées ; groupes de femmes ; groupes de jeunes ; militants de la société civile ; groupes religieux et professionnels des médias.	Discussions entre individus et en groupe, consensus, bonnes idées, comptes rendus et récits d'événements liés aux causes profondes et aux incidences des conflits armés et de l'insécurité au Sahel.	Évaluation des questions faisant l'objet de la recherche ; et études de cas sur les États de première ligne.
Analyse de documents	Données qualitatives et quantitatives	Documents directifs (budgets nationaux, stratégies de gestion des conflits, stratégies de lutte contre le terrorisme, lois antiterroristes) ; rapports d'enquêtes de chambres juridictionnelles et de missions d'information ; comptes rendus de débats parlementaires et de séances d'information destinés aux assemblées nationales et internationales ; rapports d'organisations de la société civile et d'organismes non gouvernementaux ; rapports des médias ; rapports des chambres de commerce, des bourses et d'organismes du secteur privé ; rapports d'évaluation de la fragilité du pays ; rapports des missions d'observation électorale, etc.	Bonnes idées quantitatives et qualitatives et données statistiques sur les causes profondes et les incidences des conflits armés et de l'insécurité sur les populations et sur les enjeux économiques et de gouvernance au sens large au Sahel.	Évaluation de la question principale faisant l'objet de la recherche et études de cas sur les États de première ligne.

Méthode	Type de données	Sources à titre indicatif et enquêtés	Extraits attendus	Lien avec la question/ le problème concerné
Cartographie des données et des statistiques	Données quantitatives	Rapports du PNUD sur l'IDH ; rapports sur le développement dans le monde ; rapports de la BAD ; Index Ibrahim pour la gouvernance africaine/rapports sur la gouvernance en Afrique ; rapports de la Banque centrale ; rapports sur l'exécution du budget national ; ensembles de données socio-économiques (venant des instituts nationaux de la statistique) ; indice mondial de la paix ; données sur les dépenses militaires et de sécurité (venant du SIPRI) ; rapports sur les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, etc.	Fourniture d'une analyse des tendances des indicateurs socio-économiques (éducation, santé, logement, mortalité et espérance de vie, déplacements, etc.) ; des indicateurs macro-économiques (PIB, investissements directs étrangers, volume des échanges et balances commerciales, etc.) ; et évaluation comparative des dépenses sociales par rapport aux dépenses militaires et de sécurité.	Contribution à l'évaluation des questions faisant l'objet de la recherche et aux études de cas sur les États de première ligne.

Annexe 2: Aperçu de l'impact des conflits armés sur la croissance économique et la gouvernance dans la région du Sahel

Le présent chapitre fait une analyse empirique de l'impact des conflits armés et de l'insécurité sur la croissance économique et la gouvernance dans la région du Sahel. Cet objectif cadre avec la question principale de la présente étude : quelles sont les causes et les incidences des conflits armés et de l'insécurité sur le développement au Sahel ? Pour répondre à cette question, nous utilisons un ensemble de données longitudinales concernant 11 pays et portant sur la période allant de 1990 à 2014. Ces 11 pays ont été sélectionnés à partir de la définition élargie de la région du Sahel, qui englobe l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan et le Tchad. Mais l'analyse est centrée sur les cinq pays de première ligne sur lesquels s'étendent les deux corridors de conflits et qui constituent le premier objet de la présente étude. Débordant le cadre des études de cas, le présent chapitre porte également sur la dimension régionale globale du projet. Nous adoptons une définition élargie de la notion de conflit, essentiellement à cause de la disponibilité limitée de données portant sur les conflits. L'intervalle de temps relativement long couvert par cette section s'explique par le fait que les récents événements au Mali et au Nigéria résultent de griefs historiques qui ont affecté et freiné le processus d'édification des États à travers le Sahel. La méthode choisie pour l'analyse empirique est celle de l'estimateur des variables instrumentales (IV). Cette méthode permet de contrôler toute hétérogénéité et causalité inverse non observées (c'est-à-dire l'endogénéité).

La présente étude se démarque d'études précédentes, notamment de celles de Miguel, Satyanath et Sergenti²⁹² et de Ciccone²⁹³. D'abord, elle examine la liaison entre conflits et croissance économique et entre conflits et gouvernance. Ensuite, les conflits sont examinés en utilisant le rapport entre dépenses militaires et PIB. Enfin, l'étude porte sur une période plus récente, allant de 1990 à 2014.

Le modèle empirique et la méthode

Notre analyse empirique vise à évaluer l'impact des conflits sur la croissance économique et la gouvernance dans les États de première ligne. Toutefois, une situation de conflit et la croissance économique ou la gouvernance d'un pays sont enfermées dans une relation circulaire. En effet, un conflit crée de mauvaises conditions économiques qui causent un nouveau déclin de la croissance économique. À son tour, l'environnement macroéconomique du pays en sera détérioré, ce qui créera des conditions susceptibles d'entraîner un conflit. Une analyse empirique trop simple produirait des estimateurs incohérents en raison de l'existence d'une causalité inverse, ou d'endogénéité, entre le conflit et la croissance économique ou la gouvernance. Cela se traduirait empiriquement par l'apparition d'un double biais statistique, par l'omission de variables omises et par des problèmes d'erreur de

292 E. Miguel, S. Satyanath et E. Sergenti, "Economic shocks and civil conflict : An instrumental variables approach." *Journal of political Economy*, 112, 4, 2004.

293 A. Ciccone, "Economic shocks and civil conflict : A comment". *American Economic Journal : Applied Economics*, 3(4), 2011. p. 215-227.

mesure qu'il faudra corriger pour les besoins de la cohérence²⁹⁴. C'est pourquoi nous faisons de l'estimateur des variables instrumentales (IV) notre méthode d'estimation préférée. Le modèle empirique est le suivant :

$$Y_{it} = \beta X_{it} + \gamma C_{it} + \theta_i + \varphi_t + \varepsilon_{it}^Y$$

$$G_{it} = \beta T_{it} + \gamma C_{it} + \theta_i + \varphi_t + \varepsilon_{it}^G$$

$$C_{it} = \gamma Z_{it} + \theta_i + \varphi_t + \varepsilon_{it}^C$$

Où

$$\begin{aligned} Cov[C_{it}, \varepsilon_{it}^Y] &\neq 0, Cov[C_{it}, \varepsilon_{it}^G] \neq 0 \\ E[\varepsilon_{it}^C] &= 0, E[\varepsilon_{it}^Y] = 0, E[\varepsilon_{it}^G] = 0 \end{aligned}$$

Dans la première équation, (Y_{it}) la variable dépendante est le taux de croissance du PIB par habitant. Les variables dépendantes des seconde et troisième équations sont la gouvernance (G_{it}) et le conflit (C_{it}), respectivement. (C_{it}) est une grandeur représentative du conflit dans le pays i au moment t . X_{it} est un vecteur $K \times 1$ de variables exogènes déterminant la croissance. Nous avons sélectionné ces variables sur la base de la littérature relative aux rapports entre la croissance économique et le conflit. T_{it} est un vecteur $K \times 1$ de variables exogènes de gouvernance. Comme dans le cas de X_{it} , nous choisissons ces variables sur la base de la littérature consacrée à la gouvernance. Les trois termes d'erreur sont indépendants et identiquement distribués (IID).

$Cov[C_{it}, \varepsilon_{it}^Y] \neq 0$ et $Cov[C_{it}, \varepsilon_{it}^G] \neq 0$ indiquent que C_{it} est corrélé avec les termes d'erreur des première et deuxième équations. Cela implique que le conflit est endogène. De ce fait, nous devons trouver une variable – une variable instrumentale (Z_{it}) – qui est non corrélée avec ε_{it}^G mais qui est corrélée avec la croissance économique (Y_{it}) et avec la gouvernance (G_{it}) afin de dériver des estimateurs cohérents²⁹⁵.

Dans les trois équations, nous introduisons alternativement les effets fixes pays non observés (θ_i) et les effets fixes temps non observés (φ_t), pour tirer des caractéristiques de pays constantes et des tendances temporelles spécifiques aux pays, susceptibles d'être corrélées avec le conflit, la croissance économique et la gouvernance. Outre qu'il permet de corriger le problème de l'endogénéité, de variables omises et d'erreurs de mesure, l'estimateur de la variable instrumentale (des variables instrumentales) présente aussi l'avantage de s'adapter éventuellement à de longues séries temporelles et à de vastes échantillons de population. Nous utilisons des données longitudinales de 11 pays sur une période de 24 ans. Ces 11 pays ont été sélectionnés à partir de la définition élargie de la région du Sahel, qui englobe l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan et le Tchad. Mais l'analyse est centrée sur les cinq pays de première ligne sur lesquels s'étendent les deux corridors de conflits du Sahel²⁹⁶. Cela nous donne un grand

294 C. Baum, *An Introduction to Modern Econometrics Using Stata*. Stata Press, 2006. Voir également J. Wooldridge, *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*. MIT Press, 2002.

295 Ibid.

296 Ce choix est mis en pratique en utilisant la condition si de l'estimation IV (des variables instrumentales) disponible dans Stata.

échantillon de 275 observations et un petit échantillon de 121 observations. Ce petit échantillon, qui concerne les régressions à appliquer pour les cinq pays de première ligne, peut compromettre la robustesse de nos estimations. Nous corrigeons donc ce problème par un ajustement du nombre des degrés de liberté²⁹⁷.

Une autre insuffisance de l'analyse concerne la différenciation de l'impact du conflit de l'impact d'une croissance économique en déclin. Cette considération est tout à fait pertinente vu que, pendant la période étudiée, les pays de première ligne ont connu un recul économique, les programmes d'ajustement structurel, la crise financière et d'autres chocs économiques. Cette insuffisance est corrigée par l'inclusion d'effets fixes pays et d'effets fixes temps.

Le modèle empirique définit deux relations, que nous analysons tour à tour. La première relation est celle qui existe entre le conflit et la croissance économique, et la seconde est celle qui existe entre le conflit et la gouvernance. L'analyse empirique se déroule donc en deux étapes (voir la section Résultats empiriques ci-dessous).

L'équation de croissance

Nous nous fondons sur la littérature relative à la croissance économique pour nous guider dans les choix des variables à inclure dans l'équation de croissance. Il faut identifier les facteurs qui influent sur les résultats d'un pays, en vue de résultats robustes. Dans l'équation de croissance, nous incluons des variables relatives à la macroéconomie et au capital humain et des indicateurs nationaux afin de cerner la politique macroéconomique sous différents aspects, le capital humain, et les indicateurs de gouvernance de chaque pays. L'équation de croissance est la suivante :

$$Y_{it} = \beta_1 + \beta_2 \text{InitGDPpc}_{it} + \beta_3 \text{Invest}_{it} + \beta_4 \text{M2}_{it} + \beta_5 \text{Trade}_{it} + \beta_6 \text{SecEnr}_{it} + \beta_7 \text{Inflat}_{it} + \beta_8 \text{GovCons}_{it} + \beta_9 \text{Rulelaw}_{it} + \beta_{10} \text{Conflict}_{it} + \beta_{11} Y_{it-1} + \varepsilon_{it}^Y$$

La variable dépendante (Y_{it}) est la croissance du PIB par habitant et Init.GDPpc_{it} est le PIB initial par habitant du pays en 1990. Nous introduisons le PIB initial afin de cerner les conditions initiales des pays en 1990, ce qui permet de saisir les effets de convergence entre les pays. On peut s'attendre à ce que le coefficient du PIB initial soit négatif, parce que l'écart entre les taux de croissance des PIB nationaux devrait diminuer avec le temps²⁹⁸. Dans l'équation de croissance, nous incluons une grandeur représentative des investissements (Invest_{it}) pour saisir la source de formation de capital. À priori, les investissements exercent un effet positif sur la croissance²⁹⁹. M2_{it} est une grandeur représentative de la masse monétaire au sens large, une valeur qui saisit le développement financier d'un pays³⁰⁰.

Nous incluons Trade_{it} , la somme des exportations et des importations de biens et services en tant que part du PIB, comme grandeur représentative de la politique commerciale. Cette valeur saisit le volume des échanges commerciaux. La littérature

297 J. Wooldridge, *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*. MIT Press, 2002.

298 R.J. Barro et X. Sala -i-Martin, *Economic Growth*, New York : McGraw-Hill, 1995.

299 P. Johansson, "Debt Relief, Investment and Growth," *World Development*, 38 (9), 2010.

300 R.G. King et R. Levine. "Finance and Growth : Schumpeter Might be Right". *Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 1993.

théorique et empirique ne s'accorde pas entièrement sur l'impact du volume des échanges commerciaux sur la croissance économique, parce que différentes définitions et mesures ont été utilisées pour exprimer l'ouverture au commerce³⁰¹. Nous introduisons également une variable pour représenter le capital humain (*SecEnr_{it}*). On s'attend à ce que le coefficient de la variable représentant la scolarisation dans l'enseignement secondaire soit positif³⁰². Enfin, nous incluons l'inflation (*Inflat_{it}*) afin de saisir la politique monétaire, comme le suggère Fischer³⁰³. L'inflation est définie comme étant l'indice des prix à la consommation ; nous nous attendons à ce que son coefficient soit positif. *GovCons_{it}*, ou la consommation des administrations publiques, est une grandeur représentative des politiques budgétaires. La littérature tant théorique qu'empirique prédit une corrélation négative entre la consommation des administrations publiques et la croissance économique³⁰⁴.

Rulelaw_{it} saisit les deux aspects de l'ordre public, à savoir, la confiance de la population dans le pouvoir judiciaire et son respect des décisions de justice³⁰⁵. Rigobon et Rodrik ont constaté que tant l'état de droit que la démocratie produisent de meilleures institutions et des revenus supérieurs, deux indicateurs qui se renforcent mutuellement³⁰⁶. Collier *et al.* ont démontré que le conflit est en corrélation négative avec la croissance³⁰⁷. Collier a estimé qu'en moyenne, une guerre civile réduit la croissance de 2,3 % par an, dure 7 ans et aggrave la pauvreté d'un pays de 15 %. *Y_{it-1}* est le retard de la croissance du PIB par habitant ; cette variable est introduite pour saisir l'impact du taux de croissance précédent sur le taux de croissance courant³⁰⁸. Elle peut également saisir le contexte et les politiques macroéconomiques précédents dont nous ne tenons pas compte dans le modèle empirique. Ci-dessous est présentée la matrice de corrélation des différentes variables de l'équation de croissance et de l'équation de conflit (tableau A2.1).

L'équation de gouvernance

Nous nous fondons sur la littérature relative aux déterminants de la gouvernance pour nous guider dans le choix des variables à inclure dans l'équation de gouvernance. Comme pour le cas de l'équation de croissance, nous n'incluons que des facteurs influant directement sur la gouvernance. L'équation de gouvernance est la suivante :

301 F. Rodriguez et D. Rodrik, 2001. "Trade policy and economic growth : a skeptic's guide to the cross-national evidence". In *NBER Macroeconomics Annual* 2000, volume 15 MIT Press. Voir également Yanikkaya, H., 2003. "Trade openness and economic growth : a cross-country empirical investigation". *Journal of Development economics*, 72(1).

302 R. J. Barro, 1991. "Economic Growth in a Cross Section of Countries". *Quarterly Journal of Economic*, (2). Voir également R. J. Barro et J. W. Lee, 1993. "International Comparisons of Educational Attainment". *Journal of Monetary Economics*, 86(2). Voir également N. G. Mankiw, D. Romer et D. Weil, 1992. "A Contribution to the Empirics of Economic Growth". *Quarterly Journal of Economics*, 107 (2).

303 S. Fischer, 1993. "The Role of Macroeconomic Factors in Growth". *Journal of Monetary Economics*, 32 (3) : budgétaires.

304 R. J. Barro, Government spending in a simple model of endogenous growth, 1988.

305 D. Kaufmann, A. Kraay et P. Zoido-Lobaton, P., 1999a. "Governance matters". Policy research working paper, 2196. Voir également Kaufmann, D., Kraay, A. et P. Zoido-Lobaton. Aggregating governance indicators. World Bank policy research working paper, (2195), 1999 ; voir également D. Kaufmann, A. Kraay, & P. Zoido-Lobaton, Governance matters II : updated indicators for 2000-01, World Bank policy research working paper, (2772), 2002.

306 R. Rigobon et D. Rodrik, D., "Rule of law, democracy, openness, and income". *Economics of transition*, 13, 3, 2005.

307 P. Collier, A. Hoeffler et M. Soderbom, "Post-Conflict Risks". CSAE WPS/2006-12, Centre for the Study of African Economies, Université d'Oxford, 2006 ; voir également P. Collier, "The Political Economy of Fragile States and Implications for European Development Policy". Université d'Oxford, 2009.

308 P. Collier, *The Bottom Billion*, Oxford : Oxford University Press, 2007.

$$G_{it} = \alpha + \alpha_1 \text{Conflict}_{it} + \alpha_2 \text{Womparl}_{it} + \alpha_3 \text{GDPpc}_{it} + \alpha_4 \text{Ethnicfract}_{it} + \alpha_5 \text{Religfract}_{it} + \alpha_6 \text{FrenchCol}_{it} + \alpha_{10} \text{EnglishCol}_{it} + \varepsilon_{it}^G$$

Retenant la définition de la gouvernance proposée par Kaufman *et al.*, G_{it} est la moyenne de six indicateurs de gouvernance qui saisissent les trois aspects de la gouvernance tels que définis plus haut ³⁰⁹. Les six indicateurs sont la maîtrise de la corruption, le maintien de l'ordre public, la qualité de la bureaucratie, l'efficacité du gouvernement, la stabilité politique, la faculté de faire entendre sa voix et la responsabilisation et la qualité de la réglementation. Cette dernière variable mesure la perception de la corruption, y compris les pots-de-vin supplémentaires à verser pour s'assurer de la satisfaction des demandes, les effets de la corruption sur l'environnement des affaires et la corruption parmi les élites³¹⁰. Ainsi, la corruption représente une défaillance de la gouvernance. La variable « ordre public » saisit les aspects « loi » et « ordre » de la gouvernance. Elle reflète à la fois la confiance de la population dans le pouvoir judiciaire et son respect des décisions de celui-ci³¹¹. Rigobon et Rodrik ont constaté que tant l'état de droit que la démocratie produisent de meilleures institutions et des revenus supérieurs, deux indicateurs qui se renforcent mutuellement³¹².

L'efficacité du gouvernement et la qualité de la réglementation saisissent deux aspects de la capacité du gouvernement de formuler et de mettre en œuvre des politiques³¹³. L'efficacité du gouvernement mesure la qualité de la bureaucratie et la prestation des services publics, la compétence des fonctionnaires, etc. La qualité de la réglementation porte sur les politiques. Van de Walle considère qu'une administration publique indépendante agit comme tampon pour amortir les turbulences politiques³¹⁴. La Porta *et al.*³¹⁵ et Shleifer et Vishny³¹⁶ ont soutenu qu'une plus grande intervention du gouvernement exerce une influence négative sur l'efficacité. La stabilité politique est un indice qui mesure la perception que se fait le public de la probabilité de voir le gouvernement renversé par des moyens éventuellement inconstitutionnels ou violents, y compris le terrorisme³¹⁷. Cet indicateur saisit la continuité des politiques. Jensen et Wantchekon ont observé, à partir de données empiriques, que l'abondance des ressources naturelles constitue un déterminant clef des régimes politiques africains³¹⁸. Ils font remarquer que l'abondance de ressources naturelles met le gouvernement en place dans une position avantageuse et lui assure la stabilité politique, lui fournissant les moyens d'appliquer des politiques plus fermes à

309 D. Kaufmann, A. Kraay et P. Zoido-Lobaton, "Governance matters". *Policy research working paper*, 2196, 1999. Voir aussi D. Kaufmann, A. Kraay et P. Zoido-Lobaton, "Aggregating governance indicators", *World Bank policy research working paper*, 2195, 1999. Voir également D. Kaufmann, A. Kraay et P. Zoido-Lobaton, Governance matters II : updated indicators for 2000-01, *World Bank policy research working paper*, 2772, 2002.

310 Ibid.

311 Ibid.

312 R. Rigobon et D. Rodrik, "Rule of law, democracy, openness, and income". *Economics of transition*, 13, 3, 2005.

313 D. Kaufmann, A. Kraay, A. et P. Zoido-Lobaton, "Governance matters", *Policy research working paper*, 2196, 1999.

314 S. Van de Walle, "Measuring bureaucratic quality in governance indicators", in 8th Public Management Research Conference, Los Angeles, United States, 2005.

315 R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer et R. Vishny, "The quality of government". *Journal of Law, Economics, and organization*, 15, 1, 1999.

316 A. Shleifer et R.W. Vishny, "Corruption". *Quarterly Journal of Economics*, 108, 1999.

317 D. Kaufmann, A. Kraay et P. Zoido-Lobaton, P. "Governance matters". *Policy research working paper*, 2196, 1999.

318 N. Jensen et L. Wantchekon, "Resource wealth and political regimes in Africa." *Comparative political studies*, 37, 7, 2004.

l'encontre de l'opposition³¹⁹. La faculté de s'exprimer et la responsabilisation mesurent la perception que se font les citoyens de la possibilité pour eux de participer au processus électoral de leur pays et de bénéficier de médias libres et indépendants.

Nous introduisons *GDPpc_{it}*, le PIB par habitant, dans l'équation de la gouvernance en suivant la suggestion de La Porta *et al.*, qui ont trouvé des preuves empiriques que les nations aux niveaux de pauvreté élevés, qui sont proches de l'équateur, qui sont ethniquement et linguistiquement hétérogènes ou dont les populations contiennent de fortes proportions de catholiques ou de musulmans, enregistrent de moindres résultats gouvernementaux³²⁰. Nous tenons compte également de l'histoire coloniale au moyen de deux variables fictives : *FrenchCol_{it}* et *EnglishCol_{it}*. Ces variables prennent respectivement la valeur 1 si le pays a été une colonie française ou anglaise, ou 0 dans le cas contraire.

Womparl_{it} est la variable instrumentale de l'équation de gouvernance et mesure le pourcentage de sièges parlementaires détenus par des femmes, dans un parlement unicaméral ou à la chambre basse³²¹. Autrement dit, *Womparl_{it}* mesure la participation des femmes à la vie politique. Au cours des quelque 20 dernières années, la participation des femmes à la vie politique a fait un bond en avant dans la plupart des pays en développement, rendant les institutions nationales plus représentatives, tout en sensibilisant les législateurs aux problèmes et aux besoins des femmes. Cela a également éveillé l'intérêt des décideurs politiques et des universitaires. Dans une étude de cas sur l'impact de l'augmentation du nombre de femmes parlementaires dans l'organe législatif de Tanzanie, Yoon constate que cette croissance de la représentation féminine a eu un effet positif sur les débats et l'atmosphère au parlement, sur les attitudes envers les femmes parlementaires, sur le recrutement de femmes au parlement et sur les résultats des politiques³²². Swamy *et al.* constatent que la corruption est en corrélation négative avec la proportion de femmes au parlement, au sein de la population active et aux postes de responsabilité au sein du gouvernement³²³. Une étude de l'expérience indienne de la réservation de sièges à des femmes dans les conseils de village a montré que les femmes responsables prennent des décisions de principe différemment par rapport à leurs collègues de sexe masculin, tout en faisant progresser la participation globale de femmes au processus politique³²⁴. Cependant, ces études considéraient cette variable dans le contexte d'un pays en temps de paix. Il se peut que la participation politique des femmes à la vie politique dans des États fragiles ou défaillants ne produise pas les mêmes résultats que ceux présentés ci-dessus. Il n'est donc pas possible a priori de prédire le signe de cette variable.

La fragmentation ethnique (*Ethnicfract_{it}*) affaiblit la gouvernance parce que, dans une société ethniquement diversifiée, les fonctionnaires appartenant à un groupe ethnique

319 Ibid.

320 R. La Porta *et al.*, "The quality of government", 1999.

321 Groupe de la Banque mondiale (éd.), *Indicateurs du développement dans le monde*, 2012.

322 M. Y. Yoon, "More women in the Tanzanian legislature : Do numbers matter?" *Journal of Contemporary African Studies*, 29, 1, 2011.

323 A. Swamy, S. Knack, Y. Lee et O. Azfar, "Gender and corruption." *Journal of development economics*, 64, 1, 2001.

324 L. Beaman, E. Duflo, R. Pande, & P. Topalova, *Political reservation and substantive representation : Evidence from Indian village councils*.

donné sont incités à restreindre la liberté et la participation politiques d'autres groupes ethniques, tout en redistribuant des rentes, le revenu national et la richesse au profit de leur propre groupe, aux dépens des autres³²⁵. Les études empiriques sur l'impact de la fragmentation ethnique sont unanimes quant à l'existence d'un impact négatif de la fragmentation ethnique sur la gouvernance³²⁶. Nous nous fondons ici sur les données provenant de l'ensemble type de données longitudinales des indicateurs standard de la qualité du gouvernement (QdG) qui définissent l'appartenance ethnique comme étant une combinaison de caractéristiques raciales et linguistiques³²⁷. Des points supplémentaires sont donc affectés aux pays ethniquement diversifiés. De la même façon, la fragmentation religieuse (*Religfract_{it}*) reflète une tension provenant de la domination de la société par une religion particulière, susceptible d'exclure d'autres religions par des lois (ICRG, 2014). Alesina *et al.* ont examiné la question de savoir si la fragmentation ethnique, linguistique et religieuse a des incidences sur la qualité des institutions et sur la croissance³²⁸. Leurs résultats confirment en partie de précédents résultats concernant l'impact de la fragmentation sur la croissance et la gouvernance. Cependant, ils ont découvert que la fragmentation religieuse affecte la gouvernance de manière positive et ont conclu que des pays hautement diversifiés sur le plan religieux ont tendance à être plus tolérants et libres. Nos données sur la fragmentation religieuse sont tirées de l'ensemble de données longitudinales du Quality of Government, où cette fragmentation est définie comme étant la probabilité que deux personnes choisies au hasard dans un pays donné n'appartiennent pas au même groupe religieux. Plus le nombre est élevé, plus la société est fragmentée sur le plan religieux³²⁹.

Voir à la fin de la présente annexe pour la matrice de corrélation des différentes variables de l'équation de conflit, ainsi que les indicateurs de gouvernance (tableau A2.2). La matrice de corrélation fait ressortir l'existence d'une corrélation forte et très significative entre les variables.

L'équation de conflit

$$Conflict_{it} = \delta_1 + \delta_2 MilitExp_{it} + \theta_i + \varphi_t + \varepsilon_{it}^C$$

Le terme de **conflit** renvoie à un conflit armé, lequel est défini comme étant « une incompatibilité avérée relative à un gouvernement et/ou à un territoire et dans laquelle l'usage de la force armée entre deux parties, dont l'une au moins est le gouvernement d'un État, aboutit à la mort par combat de 25 personnes au moins »³³⁰. Nous utilisons donc l'ensemble de données longitudinales pour conflit armé du projet conjoint UCDP/PRIO. Ce projet est mené conjointement par le Programme

325 F. Al-Marhubi, "The Determinants of Governance : A Cross-Country Analysis", *Contemporary Economic Policy*, 22(3), 2010.

326 La Porta *et al.*, "The quality of government", 1999 ; voir également P. Mauro, "Corruption and growth", *The quarterly journal of economics*, 1995.

327 J. Teorell, S. Dahlberg, S. Holmberg, B. Rothstein, F. Hartmann et R. Svensson, *The Quality of Government Standard Dataset*, version de janvier 2015, Université de Gothenburg, The Quality of Government Institute, 2015, <http://www.qog.pol.gu.se>.

328 A. Alesina, A. Devleeschauwer, W. Easterly, S. Kurlat et R. Wacziarg, "Fractionalization." *Journal of Economic growth*, 8(2), 2003.

329 J. Teorell *et al.*, *The Quality of Government Standard Dataset*, version de janvier 2015. Université de Gothenburg : The Quality of Government Institute, 2015 à l'adresse : <http://www.qog.pol.gu.se>.

330 N. Gleditsch *et al.*, 'Armed Conflict 1946–2001 : A New Dataset', *Journal of Peace Research* 39(5), 2002.

de données sur le conflit de l'Université d'Uppsala (UCDP) au Département de recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala, en Suède, et par le Centre pour l'étude des guerres civiles du Peace Research Institute (PRIO) à Oslo, en Norvège. L'ensemble de données longitudinales UCDP/PRIO pour conflit armé a désagrégué les conflits en quatre types : extrasystémique (conflit entre un État et un groupe non étatique en dehors de son propre territoire), interétatique (conflit entre deux ou plusieurs États), interne (conflit entre le gouvernement d'un État et un ou plusieurs groupes d'opposition internes sans l'intervention d'autres États), et armé interne internationalisé (conflit entre le gouvernement d'un État et un ou plusieurs groupes d'opposition internes avec l'intervention d'autres États (parties secondaires) d'un côté ou des deux. L'ensemble de données longitudinales a également noté des précisions sur les dates de début et de fin de chaque conflit et codifie l'intensité de chaque conflit selon le nombre de morts par combat pendant une année donnée. Les conflits [mineurs] provoquent la mort par combat de 25 à 999 individus pendant une année donnée, et les guerres provoquent la mort par combat de 1000 individus au moins pendant une année donnée³³¹.

La variable fictive *Conflict_{it}* prend la valeur 1 si les conflits ont provoqué 25 morts par combat ou plus, ou la valeur 0 si les conflits ont provoqué moins de 25 morts par combat. Bien que les cinq États de première ligne aient vécu un ou deux de ces quatre types de conflit à un moment donné dans le passé, le présent document indique une différence dans les types de conflit dans l'analyse empirique. Il ne fait pas de distinction entre conflit mineur et guerre. Ces décisions sont prises uniquement compte tenu du peu de données disponibles.

MilitExp_{it} représente les dépenses militaires mesurées en tant que part du PIB et est la variable instrumentale. Les données relatives aux dépenses militaires proviennent de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm. La littérature théorique et la littérature empirique ne s'accordent pas sur l'impact des dépenses militaires sur la gouvernance et la croissance économique, mais en ce qui concerne le lien entre le conflit et les dépenses militaires, elles se rejoignent. D'une part, on peut considérer intuitivement qu'un pays augmentera ses dépenses militaires s'il perçoit une menace interne ou externe à sa stabilité ou à sa sécurité. Sous cette perspective, les dépenses militaires constituent une cause de conflit. Pieroni a fait valoir qu'à la première menace d'insécurité, les dépenses militaires augmentent et que cela entraîne la réaffectation à des fins militaires de ressources qui à l'origine étaient destinées à des fins non militaires³³². Dunne et Perlo-Freeman affirment que les menaces, qu'elles soient internes ou externes, sont en corrélation positive avec les dépenses militaires³³³. D'autre part, l'augmentation des dépenses militaires est une conséquence du conflit si le pays augmente ses dépenses militaires par suite du conflit. Cette augmentation se fera en sacrifiant d'autres dépenses publiques dont la composition sera modifiée, en occasionnant une réaffectation des ressources de l'État aux dépens de dépenses publiques productives et au profit des dépenses militaires, ce qui conduit à une baisse des résultats économiques. Un tel résultat se vérifiera

331 Ibid.

332 L. Pieroni, "Military expenditure and economic growth", *Defence and Peace Economics*, 20(4), 2009.

333 J. P. Dunne et S. Perlo-Freeman, "The demand for military spending in developing countries : A dynamic panel analysis", *Defence and Peace Economics*, 14, 6, 2003.

tout particulièrement si le pays importe la totalité ou la plupart de ses fournitures militaires. Tous les pays de l'échantillon sont des importateurs d'armes.

Le premier rôle du gouvernement est de garantir la sécurité du pays en assurant des services de défense, ce qui place les forces armées sur le côté de la demande dans l'économie des fournitures militaires. Par leur nature même, les forces armées sont enveloppées de secret, ce qui rend presque impossible de connaître la vraie valeur des budgets militaires et la manière dont ils sont alloués. Ce secret engendre de la corruption. Gupta *et al.* ont examiné les rapports entre la corruption et les dépenses militaires, parvenant à la conclusion que la corruption est un phénomène aux facettes multiples qui concerne tant l'offre que la demande dans le cadre des marchés d'approvisionnement en armes³³⁴. Les fournisseurs et les producteurs d'armes étrangers peuvent corrompre les fonctionnaires gouvernementaux qui importent des armes et du matériel militaire. Il n'y a aucune transparence concernant la demande dans les acquisitions de matériel militaire³³⁵. Toutefois, la corruption ne constitue qu'un aspect de la gouvernance. θ_i et φ_t sont respectivement des effets fixes pays et des effets fixes temps dont l'inclusion dans l'équation de conflit corrige les relations circulaires qui pourraient exister entre les trois variables endogènes.

Statistique descriptive

Nous utilisons des données de sources diverses, y compris les Indicateurs du développement dans le monde, le Rapport sur le développement humain, l'Uppsala Conflict Datasets (UCDP)/International Peace Research Institute (PRIO) et le SIPRI (Institut international de recherches pour la paix de Stockholm). Le tableau A2.8 à la fin du texte contient à la fois la définition et les sources de chaque variable. Le tableau A2.3 présente un résumé statistique des variables. Le taux moyen de croissance du PIB par habitant est de 1,22 % pour l'échantillon entier et de 1,48 % pour les cinq États de première ligne³³⁶. En 2004, le Nigéria a enregistré, avec 30,34 %, le taux le plus élevé de croissance du PIB par habitant. À -18,33 %, le Tchad a enregistré le taux le plus faible de croissance du PIB par habitant en 1993. En 2005, la Mauritanie avait le taux de croissance le plus élevé de formation brute de capital ou d'investissement, mesuré en pourcentage du PIB. En 1996, le Soudan a enregistré un taux d'inflation à trois chiffres, soit de 132,82 %. En 2012, l'Algérie a enregistré le taux de scolarisation le plus élevé dans l'enseignement secondaire. En 2014, les femmes occupaient 43,3 % des sièges au parlement du Sénégal, proportion qui n'était que de 6,7 % au Nigéria³³⁷.

Aux figures A2.1, A2.2 et A2.3 à la fin du présent chapitre, nous illustrons les relations entre les trois variables endogènes (croissance économique, gouvernance et conflit) et la variable instrumentale (dépenses militaires). La figure A2.1 affiche une relation presque parfaitement linéaire entre le taux de croissance économique et le conflit. La figure A2.2 confirme la relation négative entre gouvernance et conflit. La courbe de tendance positive de la figure A2.3 semble indiquer que l'existence d'un conflit provoque une augmentation des dépenses militaires. La courbe de tendance

334 S. Gupta, L. De Mello et R. Sharan, "Corruption and military spending" *European Journal of Political Economy*, 17, 4, 2001.

335 Ibid.

336 La statistique descriptive relative aux variables des États de première ligne peut être obtenue sur demande.

337 Groupe de la Banque mondiale (éd.), 2015. Indicateurs du développement dans le monde 2012. Publications de la Banque mondiale.

descendante entre la croissance économique et l'augmentation des dépenses militaires témoigne de l'effet négatif des dépenses militaires sur la croissance économique.

Résultats empiriques

Nous commençons la présente section en présentant les résultats de la caractéristique de base de l'équation de croissance en utilisant à la fois l'estimateur des moindres carrés ordinaires (estimateur OLS) et l'estimateur des variables instrumentales (estimateur VI). Les résultats sont présentés aux tableaux A2.4 et A2.5 à la fin de la présente annexe. Il faut user de prudence en interprétant les estimations aux moindres carrés ordinaires en raison de la relation circulaire entre la croissance et le conflit, qui introduit un biais statistique important dans les résultats. La variable d'intérêt dans la régression est celle du conflit. Les colonnes 2, 4, 5 et 6 rendent compte des résultats de la régression pour le petit échantillon composé des cinq États de première ligne. Nous contrôlons en outre les effets fixes temps ou les effets fixes pays sauf pour la dernière colonne, où les deux types d'effets fixes sont contrôlés. La plupart des variables du tableau A2.4 ont le signe auquel on s'attendrait intuitivement, mais leur importance varie sur la base de l'échantillon et des effets fixes. Le coefficient de la variable d'intérêt est négatif et insignifiant dans toutes les colonnes, donnant à penser que les conflits n'influent pas sur la croissance économique des pays du Sahel, quelle que soit la définition retenue pour cette région.

Aux tableaux A2.4 et A2.5, les corrélations pour l'ouverture et l'état de droit sont toutes deux négatives et significatives. Les signes des deux variables sont contraires à ceux qu'on leur attribuerait intuitivement. Cependant, cela n'est pas contraire à l'intuition parce qu'il est tenu compte du contexte de conflit élargi de l'échantillon. La politique économique d'un pays en temps de guerre est très différente de sa politique économique en temps de paix. Si l'ouverture au commerce favorise la croissance en temps de paix, cela n'est pas nécessairement le cas en temps de conflit, parce qu'une libéralisation accrue du commerce peut promouvoir la contrebande d'armes à travers les frontières et contribuer à une aggravation du conflit et au déclin économique. Le coefficient négatif de l'état de droit peut également s'expliquer dans le même contexte de conflit. L'état de droit peut affecter la croissance négativement en raison du manque perçu de légitimité, de souveraineté ou d'autorité de l'État dans certaines régions. Cela est particulièrement vrai dans le contexte d'une guerre civile ou d'une rébellion.

À l'instar des données figurant au tableau A2.4, la variable d'intérêt (le conflit) est le plus souvent négative et non significative. Le coefficient de cette variable est significatif à la sixième colonne, à 10 %. On note des indices de convergence entre les pays sahéliens, même dans le contexte de conflit, cela étant indiqué par le coefficient négatif et significatif du coefficient pour le PIB initial. Fait surprenant, la formation brute de capital ou l'investissement, ainsi que la scolarisation dans l'enseignement secondaire sont significatifs pour la croissance. Ce résultat n'est pas entièrement contraire à ce que l'on trouverait intuitivement parce que la plupart des guerres civiles au Sahel sont localisées ; partant, puisque, la destruction de capital fixe ne concerne qu'une petite partie du pays, une augmentation des investissements dans la partie pacifique du pays peut compenser la destruction d'investissements dans les zones touchées par le conflit. Le coefficient du taux de croissance en retard est négatif et

significatif pour l'échantillon, tant pour le petit que pour le grand. Cela atteste les incidences négatives et prolongées des conflits.

Nous testons la validité et la force de la variable instrumentale en exécutant deux tests différents : ceux de Hausman et Sargan. Nous rendons également compte de la valeur du R au carré partiel qui mesure les interconnexions entre les instruments³³⁸. Les valeurs-p des rejets du test de Hausman expriment le caractère endogène des conflits aux colonnes 3 à 8. Pour cette raison, les estimateurs des variables instrumentales sont plus cohérents que les estimateurs des moindres carrés ordinaires. Les valeurs-p du test de Sargan attestent que le modèle empirique est identifié de manière exacte. La faible valeur du R au carré partiel donne à penser que la variable instrumentale est suffisamment pertinente.

Nous présentons ensuite la régression des caractéristiques de la gouvernance. Nous adoptons la même stratégie que pour la régression précédente (en contrôlant alternativement les effets fixes temps et les effets fixes pays, en faisant la distinction entre le grand échantillon et le petit échantillon et en corrigeant le biais statistique du petit échantillon). Le tableau A2.6 présente les résultats de l'estimateur des moindres carrés ordinaires (OLS) et le tableau A2.7, celui des estimateurs des variables instrumentales. L'estimation de la variable du conflit est négative et significative dans sept des huit colonnes.

Le coefficient femmes au parlement est négatif et le plus souvent significatif (colonnes 2, 3, 4, 6 et 8) au tableau A2.6. Ainsi que prédit plus haut, le signe de cette variable est contraire à celui que l'on trouverait intuitivement pour la participation des femmes à la vie politique. Cela peut s'expliquer par le contexte de conflit des pays de l'échantillon et par la persistance, dans ces pays, d'une culture de l'inégalité des sexes. Le coefficient des variables du PIB par habitant est faible, mais il a des signes intuitifs. La fragmentation ethnique améliore la gouvernance, tandis que la fragmentation religieuse l'affaiblit.

En passant des résultats de l'estimateur OLS à ceux de l'estimateur IV au tableau A2.7, nous constatons que les signes des variables demeurent inchangés, mais que le niveau de signification change. En ne regardant que les résultats des États de première ligne dans les colonnes à numéro pair, nous remarquons tout de suite que les conflits influent négativement sur la gouvernance. Fait surprenant, d'une part, les coefficients des autres variables sont plus significatifs, exception faite des coefficients des variables des conflits pour les États de première ligne. D'autre part, dans les colonnes à numéro impair, nous voyons que seules deux variables ont un coefficient significatif, compte non tenu du coefficient de la variable des conflits, lequel est très significatif dans le cas du grand échantillon de pays. Ce résultat est surprenant et intéressant dans la perspective de l'élaboration de politiques. En effet, les résultats donnent à penser que les autres déterminants de la gouvernance jouent un rôle dans l'atténuation de l'impact négatif des conflits sur la gouvernance, particulièrement dans les États de première ligne.

338 C. Baum, *An Introduction to Modern Econometrics Using Stata*. Stata Press, 2006.

Les deux résultats principaux de ces régressions sont que l'impact négatif des conflits est plus prononcé sur la gouvernance que sur la croissance dans les États de première ligne et que les autres déterminants de la gouvernance jouent un rôle clef dans l'atténuation de l'impact des conflits sur la gouvernance.

Ces résultats concordent avec ceux de la littérature étendue sur les conséquences des conflits sur le développement économique et la croissance. Les travaux de référence de Collier sur les répercussions économiques de la guerre civile décrivent les processus par lesquels la guerre civile, en particulier, affecte le PIB³³⁹. Le premier processus implique la destruction du capital physique, mais cet impact est atténué dans le cas d'une guerre civile qui fait appel à des moyens de faible niveau technologique, contrairement à ce qui se passe au cours d'une guerre internationale. Ensuite, les guerres civiles créent des coûts supplémentaires pour parvenir aux mêmes résultats. Ainsi, pendant une guerre civile, les routes deviennent dangereuses et cela rend le commerce précaire, obligeant l'État à supporter des coûts accrus pour sécuriser les routes. Cet état de choses réduit l'efficacité du commerce et diminue les ressources du gouvernement. En outre, un conflit entraîne la suppression de libertés civiles, l'effondrement de l'ordre social et une non-démarcation nette de la ligne de front, ce qui conduit à la baisse des résultats économiques. Le troisième processus implique la réaffectation des dépenses publiques des activités susceptibles d'augmenter la production aux dépenses militaires. Cela étend davantage le pouvoir des forces armées et de la police et contribue à la détérioration de l'état de droit.

Conclusions

La présente section porte sur l'impact des conflits sur la gouvernance et la croissance économique au Sahel, en privilégiant les cinq États de première ligne (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Nigéria). Les deux principaux résultats de ces régressions sont que l'impact négatif d'un conflit est plus prononcé sur la gouvernance que sur la croissance dans les États de première ligne et que les autres déterminants de la gouvernance jouent un rôle clef dans l'atténuation de l'impact des conflits sur ladite gouvernance. Ces résultats sont intéressants pour l'élaboration de politiques parce qu'ils donnent à penser qu'il est important de renforcer la gouvernance pour atténuer les incidences négatives des conflits. Une mauvaise gouvernance constitue la cause principale des conflits.

339 P. Collier, "Doing Well out of War". *Banque mondiale*, 28137, 1999. Préparé pour la conférence sur les programmes économiques lors de guerres civiles, Londres, 26 et 27 avril 1999.

Tableau A2.1 : Matrice de corrélation entre indicateurs de conflit et indicateurs macroéconomiques

Variables	Croissance	Conflit	PIB initial	Formation de capital	M2	Ouverture	Scolarisation dans le secondaire	Inflation	Consommation des administrations publiques	État de droit
Conflit	0,0783 (0,2047)									
PIB initial	-0,0147 (0,8118)	0,362 (0,0000)								
Formation de capital	0,1162 (0,0599)	0,0456 (0,462)	0,1508 (0,0144)							
M2	-0,0466 (0,4631)	0,1179 (0,0626)	0,6797 (0,0000)	0,4091 (0,0000)						
Ouverture	-0,1222 (0,0759)	-0,0102 (0,8792)	0,0792 (0,2391)	-0,0293 (0,6725)	0,2185 (0,0018)					
Scolarisation dans le secondaire	0,0761 (0,2916)	0,3693 (0,0000)	0,8356 (0,0000)	0,2007 (0,0051)	0,8088 (0,0000)	-0,0156 (0,8486)				
Inflation	0,0076 (0,9027)	0,2311 (0,0001)	0,0643 (0,2915)	-0,1947 (0,0015)	-0,0899 (0,1565)	0,0748 (0,2705)	0,2172 (0,0023)			
Consommation des administrations publiques	-0,0942 (0,1277)	-0,2003 (0,0011)	0,0528 (0,3938)	0,2952 (0,0000)	0,2746 (0,0000)	0,1576 (0,022)	-0,0195 (0,7874)	-0,2464 (0,0001)		
État de droit	-0,0206 (0,8139)	-0,1601 (0,0553)	-0,1206 (0,1499)	0,1279 (0,1424)	0,1727 (0,0541)	0,1737 (0,0537)	-0,1256 (0,2353)	0,2313 (0,006)	-0,0224 (0,798)	
Croissance en retard	0,1733 (0,0057)	0,0213 (0,7302)	-0,0147 (0,8118)	0,0841 (0,1834)	-0,0292 (0,6539)	-0,1311 (0,056)	0,0937 (0,2061)	-0,1058 (0,0886)	-0,0893 (0,1574)	-0,0694 (0,4258)

Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent le niveau de signification.

Tableau A2.2 : Matrice de corrélation entre indicateurs de conflit et indicateurs de gouvernance

Variables	Conflit	Gouvernance	Fragmentation ethnique	Fragmentation religieuse	Colonie française	Colonie anglaise	Corruption	Efficacité du gouvernement	Stabilité politique	État de droit	Qualité de la réglementation	Faculté de se faire entendre et responsabilisation
Gouvernance	-0,5347 (0,0000)											
Fragmentation ethnique	-0,3104 (0,0000)	-0,1743 (0,0000)										
Fragmentation religieuse	-0,0702 (0,0000)	-0,4863 (0,0000)	0,7445 (0,0000)									
Colonie française	-0,0369 (0,0000)	0,3835 (0,0000)	-0,3135 (0,0000)	-0,168 (0,0000)								
Colonie anglaise	0,0369 (0,0000)	-0,3835 (0,0000)	0,3135 (0,0000)	0,168 (0,0000)	-1 (0,0000)							
Corruption	-0,3336 (0,0000)	0,8588 (0,0000)	-0,3655 (0,0000)	-0,5268 (0,0000)	0,3555 (0,0000)	-0,3555 (0,0000)						
Efficacité du gouvernement	-0,3272 (0,0000)	0,8165 (0,0000)	-0,3257 (0,0000)	-0,5008 (0,0000)	0,2976 (0,0000)	-0,2976 (0,0000)	0,7946 (0,0000)					
Stabilité politique	-0,6514 (0,0000)	0,874 (0,0000)	0,0231 (0,0000)	-0,3581 (0,0000)	0,324 (0,0000)	-0,324 (0,0000)	0,6365 (0,0000)	0,5937 (0,0000)				
État de droit	-0,3994 (0,0000)	0,927 (0,0000)	-0,2674 (0,0000)	-0,6101 (0,0000)	0,2385 (0,0000)	-0,2385 (0,0000)	0,8016 (0,0000)	0,7857 (0,0000)	0,7499 (0,0000)			
Qualité de la réglementation	-0,5011 (0,0000)	0,8893 (0,0000)	-0,1248 (0,0000)	-0,3868 (0,0000)	0,3571 (0,0000)	-0,3571 (0,0000)	0,7746 (0,0000)	0,6982 (0,0000)	0,723 (0,0000)	0,7952 (0,0000)		
Faculté de se faire entendre et responsabilisation	-0,3698 (0,0000)	0,8082 (0,0000)	-0,0733 (0,0000)	-0,2492 (0,0000)	0,4058 (0,0000)	-0,4058 (0,0000)	0,6093 (0,0000)	0,5667 (0,0000)	0,5851 (0,0000)	0,7219 (0,0000)	0,6949 (0,0000)	
PIB par habitant!	0,3973 (0,0000)	-0,2299 (0,0043)	-0,7229 (0,0000)	-0,2737 (0,0000)	0,0347 (0,0000)	-0,0347 (0,0000)	-0,0263 (0,0000)	0,0657 (0,0000)	-0,3806 (0,0000)	-0,1335 (0,0000)	-0,2391 (0,0000)	-0,2323 (0,0000)
Femmes parlementaires	-0,0871 (0,0000)	0,1597 (0,0000)	0,0044 (0,0000)	-0,077 (0,0000)	0,1282 (0,0000)	-0,1282 (0,0000)	0,2207 (0,0000)	0,1237 (0,0000)	0,0539 (0,0000)	0,2138 (0,0000)	0,1196 (0,0000)	-0,0347 (0,0000)
	0,2297 (0,0000)	0,0633 (0,0000)	0,9545 (0,0000)	0,3166 (0,0000)	0,0764 (0,0000)	0,0764 (0,0000)	0,0098 (0,0000)	0,1515 (0,0000)	0,5329 (0,0000)	0,0124 (0,0000)	0,1654 (0,0000)	0,0427 (0,0000)

Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent le niveau de signification.

Tableau A2.3: Statistique descriptive

Variable	Obs.	Moyenne	Écart type	Min.	Max.
Pourcentage de croissance	264	1,229808	4,489589	-18,33146	30,34408
PIB initial	275	2384,414	2545,425	847,6067	10112,8
Formation brute de capital	263	20,02179	8,996863	4,562498	61,54311
Masse monétaire (M2)	250	24,47737	12,95546	6,546494	67,40395
Scolarisation dans le secondaire	194	26,71644	18,87552	6,37521	97,60729
Inflation	271	9,272702	18,90511	-8,97474	132,8238
Consommation des administrations publiques	263	13,03121	5,094628	4,157404	34,28584
État de droit	144	-0,744366	0,4489625	-1,633458	0,163488
Conflit	275	0,3709091	0,4839288	0	1
Dépenses militaires	249	0,01911	0,0130383	0	0,1054
Femmes au parlement	192	11,5125	7,956179	1,2	43,3
PIB par habitant, en PPA	264	2766,295	2737,758	778,0746	12892,94
Fragmentation ethnique	254	0,7107793	0,1431668	0,3394	0,86349
Fragmentation religieuse	254	0,3464975	0,2764158	0,0091285	0,742145
Colonie française	275	0,7272727	0,4461737	0	1
Colonie anglaise	275	0,2727273	0,4461737	0	1

Figure A2. 2 : Gouvernance et conflit

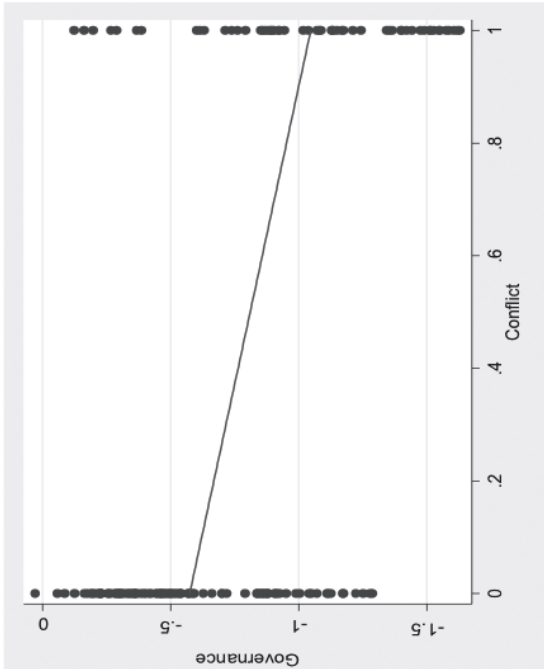


Figure A2. 4 : Dépenses militaires et croissance

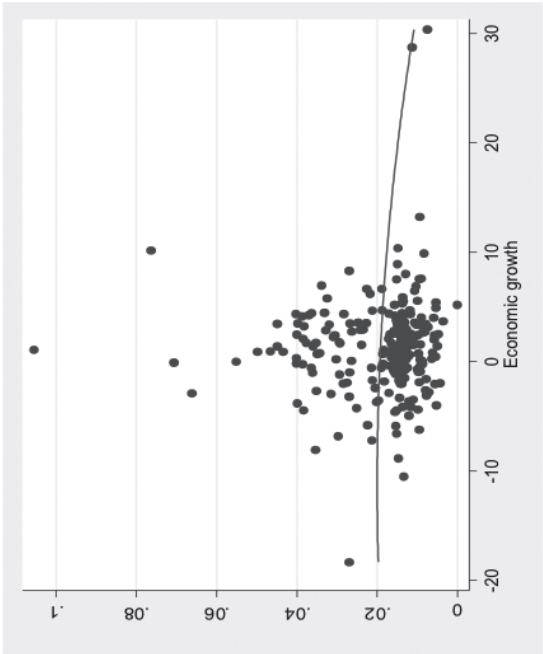


Figure A2. 1 : Croissance économique et conflit

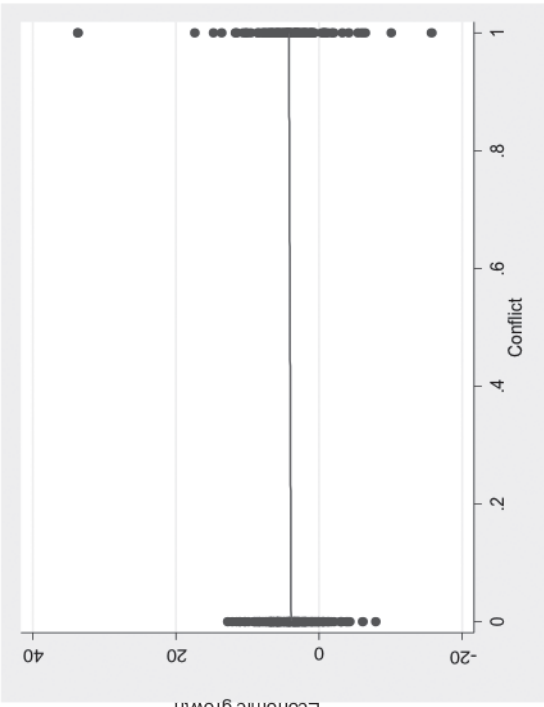


Figure A2. 3 : Dépenses militaires et conflit

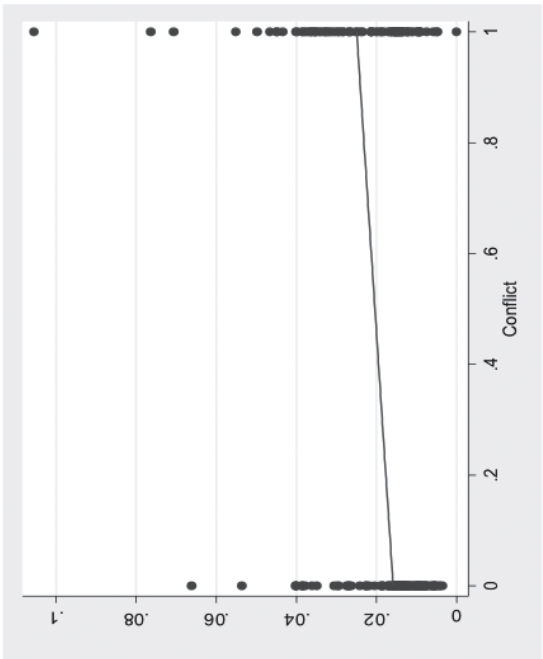


Tableau A2.4: Régression OLS de conflit par rapport à la croissance économique

Variables indépendantes	Variable dépendante : taux de croissance économique par habitant (%)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Conflit	-0,9048 (0,342)	-0,9478 (0,522)	-0,1661 (0,884)	-0,0149 (0,992)	2,3674 (0,269)	2,1614 (0,377)
PIB initial	-0,0009** (0,039)	-0,0004 (0,853)	-0,0000 (0,943)	-0,0035 (0,194)	0,0111** (0,042)	0,0091 (0,203)
Formation de capital	0,2208*** (0,000)	0,1755** (0,039)	0,1636*** (0,009)	0,2059** (0,037)	0,2078 (0,110)	0,2096 (0,159)
M2	0,0236 (0,772)	-0,1032 (0,484)	-0,1592 (0,127)	-0,1089 (0,478)	-0,5501** (0,047)	-0,5811* (0,092)
Ouverture	-0,0029 (0,892)	-0,0607* (0,058)	-0,0392 (0,269)	-0,0270 (0,560)	-0,1261*** (0,008)	-0,0760 (0,286)
Scolarisation dans le secondaire	0,0497 (0,313)	0,1316* (0,097)	0,1896*** (0,002)	0,1284 (0,156)	0,0164 (0,900)	-0,0462 (0,834)
Inflation	0,0124 (0,800)	-0,0916 (0,278)	-0,0121 (0,803)	-0,1402 (0,123)	-0,6168* (0,055)	-0,6687* (0,098)
Consommation des administrations publiques	-0,1300 (0,253)	-0,0454 (0,805)	-0,6076** (0,011)	-0,5009 (0,125)	1,0034** (0,032)	0,6997 (0,345)
État de droit	-1,3861 (0,251)	-5,2282** (0,048)	-0,4017 (0,808)	-9,6589 (0,135)	3,1470 (0,530)	-2,6143 (0,794)
Pourcentage de croissance t-1	-0,1004 (0,346)	-0,3126* (0,086)	-0,1919* (0,093)	-0,4542** (0,042)	-0,6314** (0,024)	-0,7312** (0,032)
Constante	-2,6029 (0,283)	0,2301 (0,963)	1,1367 (0,792)	8,1106 (0,420)	-12,2456 (0,177)	-9,4737 (0,543)
Observations	62	30	62	30	30	30
R au carré	0,348	0,628	0,593	0,706	0,840	0,868
Effets fixes pays	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI
Effets fixes année	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI
États de première ligne		OUI		OUI	OUI	OUI

Note : valeurs-p entre parenthèses. *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Tableau A2.5 : Estimations de variables instrumentales de conflit et de croissance économique

Variables indépendantes	Variable dépendante : croissance économique par habitant (%)							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Conflit	0,8915 (0,829)	-9,3734 (0,736)	1,4646 (0,318)	-0,3784 (0,886)	2,3280 (0,328)	-1,7993* (0,054)	0,5371 (0,617)	-0,7566 (0,505)
PIB initial	-0,0012** (0,033)	-0,0048 (0,694)	-0,0012*** (0,005)	-0,0011 (0,638)	-0,0013*** (0,006)	-0,0017 (0,276)	-0,0011*** (0,006)	-0,0013 (0,472)
Formation de capital	0,1824*** (0,002)	0,0627 (0,668)	0,1748*** (0,001)	0,0973* (0,066)	0,1633*** (0,006)	0,0918* (0,084)	0,1872*** (0,001)	0,0958* (0,054)
M2	0,0111 (0,920)	-0,0485 (0,878)	0,0051 (0,959)	0,0423 (0,478)	-0,0039 (0,971)	0,0279 (0,714)	0,0148 (0,877)	0,0385 (0,603)
Ouverture	-0,0058 (0,792)	-0,0031 (0,973)	-0,0076 (0,683)	-0,0340* (0,095)	-0,0104 (0,622)	-0,0292* (0,096)	-0,0046 (0,800)	-0,0327* (0,051)
Scolarisation dans le secondaire	0,0872 (0,203)	0,2117 (0,549)	0,0942** (0,032)	0,0990* (0,086)	0,1047* (0,066)	0,1168*** (0,006)	0,0829** (0,031)	0,1037** (0,025)
Inflation	0,0484 (0,540)	0,1219 (0,866)	0,0437 (0,529)	-0,1031 (0,362)	0,0367 (0,607)	-0,0676 (0,303)	0,0513 (0,460)	-0,0937 (0,202)
Consommation des administrations publiques	-0,0445 (0,783)	-0,3479 (0,699)	-0,0248 (0,834)	-0,0803 (0,685)	0,0049 (0,969)	-0,1226 (0,360)	-0,0566 (0,614)	-0,0916 (0,546)
État de droit	-1,5086 (0,363)	-8,0668 (0,193)	-1,3279 (0,312)	-6,7624*** (0,000)	-1,0556 (0,490)	-6,9685*** (0,000)	-1,6204 (0,202)	-6,8173*** (0,000)
Pourcentage de croissance t-1	-0,0203 (0,895)	-0,4821** (0,015)	-0,0173 (0,910)	-0,4399*** (0,005)	-0,0128 (0,935)	-0,4466*** (0,006)	-0,0221 (0,885)	-0,4417*** (0,007)
Constante	-3,5655 (0,193)	4,9554 (0,824)	-3,4945 (0,194)	-1,7926 (0,642)	-3,3876 (0,222)	-0,7267 (0,798)	-3,6093 (0,180)	-1,5089 (0,634)
Observations	51	24	51	24	51	24	51	24
R au carré	0,311	NON	0,293	0,681	0,250	0,673	0,318	0,683
Effets fixes pays	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Effets fixes année	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
États de première ligne		OUI		OUI		OUI		OUI
Test de Hausman	0,8378	0,6882	0,2033	0,9166	0,2905	0,1902	0,5142	0,9889
Test de Sargan	----	----	0,0267	0,6817	0,0447	0,3082	0,0332	0,3169
R au carré partiel	9,5426	0,1074	12,2595	0,9087	2,1445	4,0572	6,0481	4,12708

Note : valeurs-p entre parenthèses. Régression corrigée pour le petit échantillon. Coefficients d'effets fixes pays/temps non déclarés. *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Tableau A2.6 : Estimation des moindres carrés ordinaires de conflit et de croissance économique

Variables indépendantes	Variable dépendante : Indice de gouvernance							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Conflit	-0,3881*** (0,000)	-0,1138** (0,025)	-0,0923** (0,013)	-0,0914* (0,080)	-0,3850*** (0,000)	-0,0914* (0,083)	-0,0735** (0,036)	-0,0870 (0,102)
Femmes au parlement	-0,0011 (0,760)	-0,0125*** (0,004)	-0,0093*** (0,000)	-0,0132*** (0,003)	0,0030 (0,495)	-0,0116** (0,018)	-0,0021 (0,454)	-0,0135** (0,016)
PIB par habitant, en PPA	-0,0000 (0,478)	0,0001*** (0,008)	0,0001* (0,063)	0,0000 (0,464)	-0,0000 (0,863)	0,0001*** (0,001)	0,0001*** (0,000)	0,0001 (0,209)
Fragmentation ethnique	0,4987 (0,322)	6,4495*** (0,000)	3,8818*** (0,001)	39,3722* (0,093)	0,7047 (0,185)	6,4974*** (0,000)	5,9548*** (0,000)	27,5404 (0,320)
Fragmentation religieuse	-0,9293*** (0,000)	-0,7994*** (0,004)	-1,1916* (0,082)	-8,0981 (0,119)	-0,9632*** (0,000)	-0,7644*** (0,004)	-2,1088*** (0,002)	-5,4383 (0,376)
Colonie française	0,2928*** (0,000)	1,7042*** (0,000)	1,0683*** (0,000)	4,0894** (0,018)	0,3034*** (0,000)	1,7959*** (0,000)	0,8950*** (0,000)	3,3156 (0,102)
Constante	-0,7981** (0,040)	-6,3130*** (0,000)	-3,7051*** (0,000)	-28,6671* (0,072)	-1,0301** (0,013)	-6,5959*** (0,000)	-5,1130*** (0,000)	-20,8693 (0,267)
Observations	136	61	136	61	136	61	136	61
R au carré	0,614	0,835	0,912	0,841	0,632	0,890	0,934	0,891
Effets fixes pays	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Effets fixes année	NON	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI
États de première ligne		OUI		OUI	OUI	OUI		OUI

Note : valeurs-p entre parenthèses. *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1 Colonie anglaise non retenue, en raison colinéarité.

Tableau A2. 7: Estimation de variables instrumentales de conflit et de gouvernance

Variables indépendantes	Variable dépendante : indice de gouvernance							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Conflit	-1,2674*** (0,000)	-0,2891 (0,233)	-0,5923*** (0,000)	-0,3990* (0,052)	-1,1348*** (0,000)	-0,1849* (0,085)	-0,5613*** (0,000)	-0,1959* (0,069)
Femmes au parlement	-0,0038 (0,604)	-0,0140** (0,023)	0,0032 (0,399)	-0,0144** (0,021)	-0,0024 (0,708)	-0,0135** (0,025)	0,0035 (0,350)	-0,0135** (0,024)
PIB par habitant, en PPA	0,0000 (0,170)	0,0001** (0,017)	-0,0000 (0,751)	0,0001*** (0,010)	0,0000 (0,196)	0,0001*** (0,005)	-0,0000 (0,651)	0,0001*** (0,005)
Fragmentation ethnique	0,0081 (0,991)	7,8483*** (0,001)	0,1366 (0,781)	8,5677*** (0,000)	0,0333 (0,958)	7,1660*** (0,000)	0,1425 (0,774)	7,2379*** (0,000)
Fragmentation religieuse	-0,6970*** (0,002)	-1,0597** (0,021)	-0,7838*** (0,000)	-1,2073** (0,010)	-0,7141*** (0,001)	-0,9197*** (0,001)	-0,7878*** (0,000)	-0,9345*** (0,001)
Colonie française	0,2201* (0,054)	1,8693*** (0,000)	0,2158*** (0,000)	1,9313*** (0,000)	0,2193** (0,025)	1,8106*** (0,000)	0,2156*** (0,000)	1,8168*** (0,000)
Constante	-0,2886 (0,615)	-7,3758*** (0,000)	-0,5084 (0,186)	-7,8869*** (0,000)	-0,3318 (0,515)	-6,8910*** (0,000)	-0,5184 (0,179)	-6,9421*** (0,000)
Observations	123	56	123	56	123	56	123	56
R au carré		0,812	0,534	0,765		0,836	0,549	0,835
Effets fixes pays	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Effets fixes année	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
États de première ligne		OUI		OUI		OUI		OUI
Test de Hausman	0,0000	0,4160	0,0000	0,0554	0,0000	0,2353	0,0000	0,1710
Test de Sargan	0,0000	0,0000	0,0000	0,4484	0,9779	0,4424	0,000	0,3057
R au carré partiel	0,1047	0,0730	0,53860	0,1279	0,1253	0,3852	0,5913	0,3853

Note : valeurs-p entre parenthèses. Régression corrigée pour le petit échantillon. Coefficients d'effets fixes pays/temps non rapportés. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau A2.8 : Variables, définitions et sources

Variables	Définition et mesure	Sources
Pourcentage de croissance	Taux annuel de croissance en pourcentage du PIB par habitant	« WDI », 2015
PIB initial	PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPP) en 1990	« WDI », 2015
Formation brute de capital	Formation brute de capital (pourcentage du PIB)	« WDI », 2015
Masse monétaire (M2)	Masse monétaire au sens large (pourcentage du PIB)	« WDI », 2015
Scolarisation dans le secondaire	Taux brut de scolarisation dans le secondaire (pourcentage)	« WDI », 2015
Inflation	Prix à la consommation (pourcentage annuel)	« WDI », 2015
Consommation des administrations publiques	Dépenses générales de consommation finale des administrations publiques (pourcentage du PIB)	« WDI », 2015
Corruption	Perceptions de la corruption, dont la définition classique est l'exercice du pouvoir public pour s'assurer des gains privés	« WDI », 2002
Efficacité du gouvernement	Perceptions de la qualité de la prestation des services publics, de la qualité de la bureaucratie, de la compétence des fonctionnaires, de l'indépendance de la fonction publique à l'égard de pressions politiques et de la crédibilité systématique de l'engagement du gouvernement envers les politiques	« WDI », 2002
Stabilité politique	Perceptions de la probabilité que le gouvernement au pouvoir sera déstabilisé ou renversé par des moyens éventuellement institutionnels et/ou violents, terrorisme compris	« KKZ », 2002
État de droit	Degré de confiance des agents dans les règles de la société et respect par eux de ces règles.	« KKZ », 2002
Qualité réglementaire	Mesures de l'impact des politiques non favorables au marché telles que le contrôle des prix ou un contrôle bancaire inadéquat, ainsi que perceptions du fardeau imposé par une réglementation excessive dans des domaines comme le commerce extérieur et le développement des entreprises	« KKZ », 2002
Faculté de se faire entendre et responsabilisation	Mesure le degré de possibilité qu'ont les citoyens d'un pays de participer au choix de ceux qui les gouvernent	« KKZ », 2002
Conflits	Valeur de 1 si les conflits ont causé 25 morts par combat ou plus, ou de 0 si les conflits ont causé moins de 25 morts par combat	« UCD/PRI », 2015
Dépenses militaires	Dépenses militaires (pourcentage du PIB)	SIPRI, 2015
Femmes au parlement	Proportion des sièges occupés par des femmes au parlement national (pourcentage)	« WDI », 2015
PIB par habitant., en PPA	PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA)	« WDI », 2015
Fragmentation ethnique	La définition de l'appartenance ethnique combine des caractéristiques raciales et linguistiques	« QOG », 2015
Fragmentation religieuse	La probabilité que deux personnes d'un pays donné n'appartiennent pas au même groupe religieux. Plus le nombre est élevé, plus la société est fragmentée	« QOG », 2015
Colonie française	1 si le pays a été une colonie française, 0 autrement	« QOG », 2015
Colonie anglaise	1 si le pays a été une colonie anglaise, 0 autrement	« QOG », 2015

Bibliographie

Abrahamsen, R. (2004). "A Breeding Ground for Terrorists? Africa & Britain's 'War on Terrorism'" *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 102, 2004, p. 677 à 684.

Accords d'Alger, document disponible à l'adresse : <http://saadlounes.a.s.f.unblog.fr/files/2010/05/accordsdalgerjuillet2006.pdf>.

Actualités des réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN), « Burkina Faso : Preventing conflict between farmers and herders », 2012. Disponible à l'adresse

<http://www.irinnews.org/report/96663/burkina-faso-preventing-conflict-between-farmers-and-herders>.

Actualités des réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN), Filtering of the North Suggest Grave Conditions. 10 décembre 2007. Disponible à l'adresse : <http://www.irinnews.org/report/75792/niger-news-filtering-out-of-north-suggests-grave-conditions> et Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

Adesoji, A (2011). "Between Maitatsine and Boko Haram : Islamic Fundamentalism and the Response of the Nigeria State". *African Today*, 57 (4), été.

Adetoro, R. A. (2010). "The Almajirai Syndrome as a Potential Threat to Nigeria's National Security : The Role of Social Studies Education". *Nigerian Journal of Social Studies*, vol. XIII (1 et 2), p. 141 à 150.

Agbiboa, D. E. (2013). "The Nigerian Burden : Religious Identity, Conflict and the Current Terrorism of Boko Haram". *Conflict, Security and Development* 13(1), p. 1 à 29.

Aghedo, I. et Osumah, O. (2012). "The Boko Haram uprising : How should Nigeria respond?" *Third World Quarterly* 33(5), p. 853 à 869.

Ajaegbu, O. (2012). "Rising youth unemployment and violent crime in Nigeria", *American Journal of Social Issues and Humanities* 2(5), p. 315 à 321.

Al-Marhubi, F. (2004). "The Determinants of Governance : A Cross-Country Analysis", *Contemporary Economic Policy*, 22(3), p. 394 à 406.

Alao, C. A. (2007). "Natural Resources and Conflict in Africa : The Tragedy of Endowment", Rochester : University of Rochester Press.

Alesina, A., Devleeschauwer, A., Easterly, W., Kurlat, S. et Wacziarg, R. (2003). "Fractionalization", *Journal of Economic growth*, 8(2), p. 155 à 194. Disponible à l'adresse <http://saadlounes.a.s.f.unblog.fr/files/2010/05/accordsdalgerjuillet2006.pdf>.

Aly, A. J. «Le terrorisme, menace principale pour la Mauritanie». Disponible à l'adresse [http ://www.rmibiladi.com/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=213 :le-terrorisme-menace-principale-pour-la-mauritanie-&catid=1 :actualites&Itemid=2](http://www.rmibiladi.com/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=213:le-terrorisme-menace-principale-pour-la-mauritanie-&catid=1:actualites&Itemid=2).

Annuaire démographique des Nations Unies. (2001). Disponible à l'adresse [http :// unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2001.htm](http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2001.htm).

Arief, A. (2012). "Algeria and the Crisis in Mali". Institut français des relations internationales.

Disponible à l'adresse [file :///C :/Users/nIYO/Downloads/IFRI_actuellesariefffinal%20 \(1\).pdf](file:///C:/Users/nIYO/Downloads/IFRI_actuellesariefffinal%20(1).pdf)

Armée des États-Unis en Afrique (2014). " USARAF Coordinates Africa Deployment Assistance Partnership Tea program in Burkina Faso ". Disponible à l'adresse [http :// www.usaraf.army.mil/NEWS/NEWS_140513_bk_ad.html](http://www.usaraf.army.mil/NEWS/NEWS_140513_bk_ad.html).

Banque africaine de développement (2012). *Mauritanie 2012*, Tunis, Publications de la Banque africaine de développement (BAD), 12 p. www.africaneconomicoutlook.org.

Banque centrale du Nigéria (2012). *Statistical Bulletin 2012*, Abuja (Nigéria).

Banque mondiale (2011). «Migration and Remittances Fact book 2011», Washington DC, Groupe de la Banque mondiale.

Banque mondiale. «PIB par habitant (en dollars courants)». Disponible à l'adresse : [http ://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD](http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD).

Banque mondiale. «Proportion de la population pauvre disposant de moins de 2 dollars par jour (PPA) (% de la population). Disponible à l'adresse : [http ://data.worldbank.org/ indicator/SI.POV.2DAY](http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.2DAY).

Barro, R. J.(1988). "Government spending in a simple model of endogenous growth".

Barro, R. J. (1991). "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *Quarterly Journal of Economics* (2), p. 407 à 443.

Barro, R. J. et J. W. Lee (1993). "International Comparisons of Educational Attainment". *Journal of Monetary Economics*, 86(2), p. 218 à 223.

Barro, R. J. et X. Sala-i-Martin (1995). "Economic Growth", New York, McGraw-Hill.

Baudais, V. et Chauzal, G. (2011). "The 2010 Coup d'État in Niger : A Praetorian Regulation of Politics?" *African Affairs*, 110/439, p. 295 à 304.

Baum, C. (2006). "An Introduction to Modern Econometrics Using Stata", Stata Press.

BBC (2014). "Burkina Faso General Takes Over as Compaore Resigns", 1^{er} novembre 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-29851445>.

BBC (2013). «Niger Suicide Bombers Target Areva Mine and Barracks», 24 mai 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.bbc.com/news/world-africa-22637084>.

BBC (2012). "Nigeria's Boko Haram Militants claim This Day attacks", 2 mai 2012. Disponible à l'adresse <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-17926097>.

Beaman, L., Duflo, E., Pande, R. et Topalova, P. (2010). "Political reservation and substantive representation : Evidence from Indian village councils".

Bedossa. B. (2012). «Ressources naturelles : Macroéconomie et Développement. Burkina Faso : l'émergence du secteur aurifère suffira-t-elle à redresser un modèle de croissance en perte de vitesse?» Division Analyse macroéconomique et risque pays. Département de la recherche, FAD.

Boris, S.(2011). «Trajectoire technocratique et instabilité politique en Mauritanie 2003-2011», Paris, Les études du CERI, CNRS.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2013). "Humanitarian Needs Overview- Sahel Region". Disponible à l'adresse https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/HNO_2014_Sahel_Region.pdf.

Bureau national des statistiques (2012). «Nigeria Poverty Profile 2010 Report». Disponible à : <http://www.proshareng.com/news/16302.html>.

Bureau national des statistiques, Abuja, 2014. "Measuring Better : Frequently asked questions on the Rebasing/ Re-Benchmarking of Nigeria's Gross Domestic Product (GDP)." Disponible à l'adresse : www.nigerianstat.gov.ng/pages/download/200.

Buzan, B. (1983). "People States and Fear : The National Security Problems in International Relations", Wheatsheaf Books.

Buzan, B., de Wilde, J. et Waever, O. (1998). "Security : A New Framework for Analysis", Boulden CO, Lynne Rienner.

CEDEAO-CSAO/OCDE, 2006. « La zone écologique fragile des pays du Sahel. Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », *Série environnement*, avril 2006.

Central Intelligence Agency « Burkina Faso : Literacy ». Disponible à l'adresse : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/uv.html>

Centre de surveillance des déplacements internes, 10 décembre 2007. « Niger Internally Displaced People Analysis ». Disponible à l'adresse : <http://www.internal-displacement.org/sub-saharan-africa/niger/figures-analysis>.

Cicccone, A.(2011). « Economic shocks and civil conflict : A comment », *American Economic Journal : Applied Economics*, 3(4), , p. 215 à 227.

Clements, B. J., Bhattacharya, R. et Nguyen, T. Q. (2003). « External debt, public investment, and growth in low-income countries », International Monetary Fund Working Paper XXX 1-25.

CNBC News (2004). Interview du Dr Kingsley Moghalu, Vice-Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, sur CNBC News, le 23 juillet 2014. [http ://www.cnbc.com/id/101860511#](http://www.cnbc.com/id/101860511#).

Collier, P. (1999). « Doing Well out of War », Banque mondiale, 28137. Préparé pour la conférence sur les programmes économiques pendant les guerres civiles, Londres, 26 et 27 avril 1999.

Collier, P., Hoeffler, A. et Soderbom, M. (2006). « Post-Conflict Risks », CSAE WPS/2006-12, Centre for the Study of African Economies, Université d'Oxford.

Collier, P. (2007) "The Bottom Billion". Oxford University Press, Oxford.

Collier, P. (2009). « The Political Economy of Fragile States and Implications for European Development Policy », Université d'Oxford.

Commission économique pour l'Afrique. Étude sur le Sahel (2015). Étude de cas du Burkina Faso, 2015.

Commission économique pour l'Afrique (2015). "Conflict in the Sahel Region : The Development Cost and Consequences. "The Root Cause and Impact of Armed Conflict and Insecurities on Development : The Case Study of Mali".

Commission économique pour l'Afrique (2015). *Conflict in the Sahel Region : The Development Cost and Consequences*. "The Root Cause and Impact of Armed Conflict and Insecurities on Development : The case of Mauritania".

Commission économique pour l'Afrique (2015). « Enquête sur le Niger ».

Commission économique pour l'Afrique. « Étude sur le Sahel ». ' Nigeria Country Case Study Baseline (2015)".

Conseil de sécurité de l'ONU. *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel*, S/2013/354, 14 juin 2013.

Daily Trust (2014)., « Boko Haram Crisis : Seven Emirs Flee Palaces in Borno, Yobe », 3 septembre. Disponible à l'adresse : [http ://www.dailytrust.com.ng/daily/top-stories/33438-boko-haram-crisis-7-emirs-flee-palaces-in-borno-yobe](http://www.dailytrust.com.ng/daily/top-stories/33438-boko-haram-crisis-7-emirs-flee-palaces-in-borno-yobe).

Daily Trust (2014). « Gunmen Kill District Head, 2 others », 4 août. Disponible à l'adresse : <http://www.dailytrust.com.ng/daily/news/30780-gunmen-kill-district-head-2-others-in-bauchi>.

Daily Trust (2014). « Suicide Bombers' Trainer Nabbed with 16 Females », 11 août. Disponible à l'adresse <http://www.dailytrust.com.ng/daily/news/31322-suicide-bombers-trainer-nabbed-with-16-females>.

Danjibo, N.D. (2010). « Islamic Fundamentalism and Sectarian Violence : The «Maitatsine» and «Boko Haram» Crises in Northern Nigeria », publié en ligne par l'Université d'Ibadan. Disponible à l'adresse http://www.ifra-nigeria.org/IMG/pdf/N-_D-_DANJIBO_-_Islamic_Fundamentalism_and_Sectarian_Violence_The_Maitatsine_and_Boko_Haram_Crises_in_Northern_Nigeria.pdf.

Defence Web (2013). « Burkina Faso ». Disponible à l'adresse : http://www.defencweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=29375:burkina-faso&catid=119:african-militaries&Itemid=255.

Département d'État des États-Unis (2012) "Burkina Faso : Country report on Human Rights Practices for 2012". Bureau of Democracy, Human Rights and Labour.

Département d'État des États-Unis. «U.S. Relations with Mali». Extrait le 4 juin 2008. Disponible à l'adresse : <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2828.htm>.

Département d'État des États-Unis (2014).» Country Reports on Terrorism 2013 - Niger, 30 avril. Disponible à l'adresse <http://www.refworld.org/docid/536229d18.htm>.

Département d'État des États-Unis (2009) « Human Rights Report : Niger», 25 février. Disponible à l'adresse <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/af/119017.htm>.

Diakit , D. « La crise scolaire au Mali », *Nordic Journal of African Studies*, 9 (3), 2000, p. 6 à 28.

Dickovick, T. (2012) « The Republic of Niger » *The World Today Series 2012 : Africa*. Rowman & Littlefield, Lanham. .

Direction du Travail, Ministère de l'Emploi, Office national de la statistique, Ministère des affaires économiques et du développement, Bureau international du Travail «Mauritanie - Enquête de référence nationale sur l'emploi et le secteur informel 2013» (ENRE-SI), Nouakchott, Catalogue de données MRT-ENRE-SI-2013-V01, octobre 2014, 47 p. (réédition).

Dramé, T. « La situation politique et sécuritaire, un an après le coup d'état du 22 mars 2013 », discours prononcé le 20 mars 2013 à l'hôtel Laïco El Farouk de Bamako. Disponible à l'adresse <http://www.maliweb.net/politique/la-situation-politique-et-securitaire-un-an-apres-le-coup-detat-du-22-mars-2013-136474.html>.

Dunne, J. P. et Perlo-Freeman, S. (2003). « The demand for military spending in developing countries : A dynamic panel analysis », *Defence and Peace Economics*, 14, 6, p. 461 à 474.

Economy Watch, « Mali Economic Statistics and Indicators ». Disponible à l'adresse [http ://www.economywatch.com/economic-statistics/country/Mali/](http://www.economywatch.com/economic-statistics/country/Mali/)

Economist Intelligence Unit (EIU). 12 septembre 2014. Mauritanie, Londres, Country Report. 20 p.

Ellis, S., « The Pan-Sahel Initiative », *African Affairs*, vol. 103, n° 412, juillet 2004, p.459 à464.

EmerGence : Accélérateur de croissance, « L'économie du Mali ». Disponible à l'adresse [http ://www.emergence-mali.com/economie.html](http://www.emergence-mali.com/economie.html)

Enquête démographique et de santé du Nigéria. (2013). Site consulté le 20 octobre 2014. Disponible à l'adresse : [http ://www.population.gov.ng/images/ndhs_data/ndhs_2013/2013_ndhs_final_report.pdf](http://www.population.gov.ng/images/ndhs_data/ndhs_2013/2013_ndhs_final_report.pdf).

Falola, T., (1999).” Violence in Nigeria : The Crisis of Religious Politics and Secular Ideologies”, University of Rochester Press, Rochester.

Fischer, S, (1993) « The Role of Macroeconomic Factors in Growth », *Journal of Monetary Economics*, 32 (3), p. 485 à 512.

Fonds monétaire international(2013). Mali : Stratégie de réduction de la pauvreté , mai 2013. IMF Country Report No.13/111. Disponible à l'adresse : [https ://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13111.pdf](https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13111.pdf).

Francis, D. J., « The Regional Impact of the Armed Conflict and French Intervention in Mali », *Norwegian Peacebuilding Resource Centre*, 2013.

Freedom House, Burkina Faso (2012).. Disponible à l'adresse [https ://freedomhouse.org/report/freedom-world/2012/burkina-faso#.VKvHdOuKill](https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2012/burkina-faso#.VKvHdOuKill).

Freedom House, “Burkina Faso Overview” (2013). Disponible à l'adresse [http ://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/burkina-faso#.VEIFo_mUffl](http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/burkina-faso#.VEIFo_mUffl).

Gallup, J. L. et Sachs, J. D. (2001) .« The economic burden of malaria », *The American journal of tropical medicine and hygiene*, 64, 1, 2001, p. 85 à 96.

Gleditsch, N. P., Håvard S., Margareta S., Mikael E. et Peter W., « Armed Conflict 1946–2001 : A New Dataset », *Journal of Peace Research*, 39(5), 2002, p. 615 à 637.

Gouvernement du Burkina Faso (2007). « Présentation du Gouvernement du Burkina Faso au comité sur l'emploi et la politique sociale de l'organe gouvernemental de l'Organisation internationale du Travail », 2007.

Groupe de la Banque africaine de développement, *Niger - Document combiné de stratégie pays 2013-2017 et de revue du portefeuille*, 2013.

Groupe de la Banque mondiale (éd.) (2015)., *Indicateurs du développement dans le monde 2012*, publications de la Banque mondiale.

Gupta, S., De Mello, L. et Sharan, R. (2001), « Corruption and military spending », *European Journal of Political Economy*, 17, 4, p. 749 à 777.

Haggard, S. et Tiede, L., « The Rule of Law and Economic Growth : Where are We? », *World Development*, 39, 5, p. 673 à 685.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Aperçu opérationnel - Burkina Faso*, 2014. Disponible à l'adresse [http ://www.unhcr.org/pages/49e483de6.html](http://www.unhcr.org/pages/49e483de6.html).

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2014). *Base de données statistiques*

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Des familles fuient les attaques continues, le HCR s'attend à de nouveaux déplacements de populations », *Point de presse*, 9 mai 2014. Disponible à l'adresse [http ://www.unhcr.fr/536cdb2bc.html](http://www.unhcr.fr/536cdb2bc.html) - ga=1.138658549.770724077.1389623613.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Mauritanie*. Disponible à l'adresse [http ://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/page?page=4aae621d5a1&submit=GO](http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/page?page=4aae621d5a1&submit=GO).

Hirsh, A. (2013). « Mali refugees struggle to settle in Burkina Faso as food crisis deepens », Disponible à l'adresse: [http ://www.theguardian.com/global-development/2012/jul/12/mali-refugees-burkina-faso-food-crisis](http://www.theguardian.com/global-development/2012/jul/12/mali-refugees-burkina-faso-food-crisis).

Ikelegbe, A.(2005) « State, ethnic militias, and conflict in Nigeria », *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 39(3), p. 490 à 516.

Institut national de la statistique, «Nigeria Poverty Profile 2010 Report», 2012, Disponible à l'adresse : [http ://www.proshareng.com/news/16302.html](http://www.proshareng.com/news/16302.html).

Indicateurs de la Banque mondiale et *Annuaire statistique pour l'Afrique*, 2009-2014.

Indicateurs du développement dans le monde 2014, Banque mondiale. Disponible à l'adresse : [http ://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-2014-book.pdf](http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-2014-book.pdf)

International Crisis Group (2013). « Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes », *Rapport Afrique*, n° 25.

International Crisis Group (2005), « Islamist Terrorism in the Sahel : Fact or Fiction? », *Africa Report*, n° 92, 31 mars.

International Crisis Group (2013). « Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? », *Rapport Afrique* n° 208, 19 septembre. p. 32.

Isichie, E.(1988). « The Maitatsine Risings in Nigeria : 1980 – 1985 : A Revolt of the Disinherited », *Journal of Religion in Africa*, 17 (3), Kastfelt, Niels.

Jensen, N. et Wantchekon, L. (2004). « Resource wealth and political regimes in Africa », *Comparative political studies*, 37, 7, p. 816 à 841.

Johansson P.(2010). « Debt Relief, Investment and Growth », *World Development*, 38 (9), p. 1204 à 1216.

Journal officiel de la République du Niger, 2012.

Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido-Lobaton, P.(1999a). « Governance matters », World Bank policy research working paper n° 2196, Banque mondiale. Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido-Lobaton, P., (1999b). « Aggregating governance indicators », World Bank policy research working paper n° 2195, Banque mondiale.

Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido-Lobaton, P. (2002). « Governance matters II : updated indicators for 2000-01 », World Bank policy research working paper n° 2772, Banque mondiale.

Keenan, J.(2004). « Americans and 'Bad People' in the Sahara-Sahel », *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 99, p. 130 à 139.

Keenan, J. (2004).« Political Destabilisation & 'Blowback' in the Sahel », *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 102, décembre, p. 691 à 698.

Keita, K. "Conflict and Conflict Resolution in the Sahel : The Tuareg Insurgency in Mali, 1998", site consulté le 18 août 2014. Disponible à l'adresse [http ://permanent.access.gpo.gov/lps12312/carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs98/tuareg/tuareg.pdf](http://permanent.access.gpo.gov/lps12312/carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs98/tuareg/tuareg.pdf).

Kienou A. et Yameogo S., (2013). "Analysis of public expenditures in support of food and agriculture development in Burkina Faso, 2006-2010. Technical notes series, MAFAP", FAO, Rome.

King, R. G. et Levine, R. (1993). « Finance and Growth : Schumpeter Might be Right », *Quarterly Journal of Economics*, 108(3), p. 717 à 737.

Kirk-Greene, A. H. M. (1968). « Lugard and the Amalgamation of Nigeria : A documentary Record », 1968. Réimpression du rapport de Sir F. D. Lugard sur l'unification du nord

et du sud du Nigéria et l'administration du pays de 1912 à 1919. Compilé et présenté par A. H. M. Kirk-Greene, 1968.

KPMG-SECOR, "Analysis of Profit Sharing in Burkina Faso Gold Operations, 2013"..

Lacher, W. (2011). « Organized Crime and Terrorism in the Sahel : Drivers, Actors, Options », *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP Comment*, n° 1, janvier 2011.

La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., et Vishny, R. (1999). « The quality of government », *Journal of Law, Economics, and organization*, 15, 1, p. 222 à 279.

Lecocq, B. (2010). "Disputed Desert : Decolonization, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali", Leiden Brill.

Lecocq, B. et Schrijver, P. (2007). « The War on Terror in a Haze of Dust : Potholes and Pitfalls on the Saharan Front », *Journal of Contemporary African Studies*, 25, 1er janv. 2007, p. 148 à 156.

Lovejoy, P. (2005). "Ecology and Ethnography of Muslim Trade in West Africa", African World Press, Inc., Trenton NJ.

« Mali » (2014). Étude de l'économiste Firmin Vlavonou basée sur les données de l'« Annuaire statistique ».

« Mali » (2014). Étude de l'économiste Firmin Vlavonou basée sur les données provenant de l'enquête de terrain menée par une partie prenante à Mopti.

« Mali » (2014). Étude de l'économiste Firmin Vlavonou basée sur les données de l'INSTAT. Site consulté le 4 juin 2008.

Mankiw, N. G., Romer, D. et Weil, D. (1992). "A Contribution to the Empirics of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 107 (2), p. 407 à 437.

Mauro, P. (1995). "Corruption and growth", *The quarterly journal of economics*, p. 681 à 712.

Miguel, E., Satyanath, S. et Sergenti, E. (2004). « Economic shocks and civil conflict : An instrumental variables approach », *Journal of political Economy*, 112, 4, p. 725 à 753.

N'Diaye, B., "The Legacy of Mauritania's Colonels : West Africa's Next Crisis?", article non publié, en cours d'examen.

Ndong Ntah, Marcellin et Souleman Boukar (2014). *Country Case : Mauritania*, Tunis, Banque africaine de développement (BAfD), Perspectives économiques en Afrique. 12 p. Disponible à l'adresse : www.africaneconomicoutlook.org

Ndoye, D. et M. Ndiaye (2014). "Niger". BAD, OCDE, PNUD. Disponible à l'adresse www.africanecoomicoutlook.org

Nigéria (2013). Enquête démographique et de santé. Site consulté le 20 octobre 2014. Disponible à : l'adresse : [http ://www.population.gov.ng/images/ndhs_data/ndhs_2013/2013_ndhs_final_report.pdf](http://www.population.gov.ng/images/ndhs_data/ndhs_2013/2013_ndhs_final_report.pdf) .

Nigéria "Food Security Outlook : Juillet à décembre 2014. Postharvest Crisis acute food insecurity expected in conflict-prone areas of the northeast". Site consulté le 16 octobre 2014. Disponible à l'adresse : [http ://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf](http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf).

Nigerian Institute of Socio-Economic Research (2013). « Analysis and Design of Safety Nets and Capacity Empowerment Program for unemployed Youth in Nigeria », Ibadan.

NISER (2013). Analysis and Design of Safety Nets and Capacity Empowerment Program for unemployed Youth in Nigeria", Ibadan. NISER.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2013). "Mali : Armed Conflict and Populations Movement». Disponible à l'adresse : [https ://www.ecoi.net/file_upload/1788_1334611376_map-2003.pdf](https://www.ecoi.net/file_upload/1788_1334611376_map-2003.pdf).

Oxfam (2013). *Oxfam Briefing Paper*. 167 (2013). Disponible à l'adresse : [http ://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp167-malis-conflict-refugees-220113-summ-en.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp167-malis-conflict-refugees-220113-summ-en.pdf).

Pieroni, L. (2009). « Military expenditure and economic growth », *Defence and Peace Economics*, 20(4), p. 327 à 339.

Poirson, H., Pattillo, C. A. et Ricci, L. A. (2004). « What are the channels through which external debt affects growth? », document de travail du Fonds monétaire international.

Politique nationale de développement durable au Burkina Faso, 2013.

Premium Times (2014). « Nigerian Military Defends Attacks on Newspapers, Describes it as Routine Security Action », 6 juin. Disponible à l'adresse : [https ://www.premiumtimesng.com/news/162205-nigerian-military-defends-attack-newspapers-describes-routine-security-action.html#sthash.dpSrS388.dpbs](https://www.premiumtimesng.com/news/162205-nigerian-military-defends-attack-newspapers-describes-routine-security-action.html#sthash.dpSrS388.dpbs).

Programme alimentaire mondial, *Mauritanie*, 2014. *Enquête de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS)*, Nouakchott, étude réalisée par le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), juin 2014, 20 p.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2014).. *Cadre d'appui à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Pour un développement humain durable et inclusif*, New York, juin. Disponible à l'adresse : [http ://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/RBA-sahel-strategy-FR.pdf](http://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/RBA-sahel-strategy-FR.pdf).

Programme des Nations Unies pour le développement, *Indice de développement humain et ses composantes*. Disponible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/content/table-1-human-development-index-and-its-components>.

Programme des Nations Unies pour le développement, *Mali*. Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/fr/countries/profiles/MLI>.

Programme des Nations Unies pour le développement, *Personnes vivant avec moins de 1,25 dollar (PPA) par jour (%)*. Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/content/population-living-below-125-ppp-day>.

Programme des Nations Unies pour le développement, *Statistiques démographiques, 2000 - 2013*.

Punch, 2014. « Nigeria, Others Form Regional Force to Tackle Boko Haram », 25 juillet 2014. Disponible à l'adresse <http://www.punchng.com/news/nigeria-others-form-regional-force-to-tackle-boko-haram/>.

République islamique de Mauritanie, (2014). *Annuaire statistique 2013*, Nouakchott, Ministère des affaires économiques et du développement, Office national de la statistique, août. 116 p.

République du Mali (1994). *Livre blanc sur le « problème du nord » du Mali*, Bamako, publication officielle de la République du Mali, décembre.

République islamique de Mauritanie, *Bulletin trimestriel de conjoncture*.

République islamique de Mauritanie (2014). *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), rapport de mise en œuvre du troisième plan d'action du CSLP 2011-2015*, Nouakchott, Ministère des affaires économiques et du développement, avril.

République islamique de Mauritanie (RIM), *Rapport macroéconomique 2013 et prévisions 2014-2015*, Nouakchott, Ministère des affaires économiques et du développement, rapport de la Direction générale de la politique économique et des stratégies du développement, Direction de la prévision et de l'analyse économiques, février 2014.

Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET), *Niger Food Security Brief*, 2014.

Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET), *Nigeria Food Security Outlook : Postharvest Crisis Acute Food Insecurity Expected in Conflict-Prone Areas in the Northeast*, juillet à décembre 2014. Disponible à l'adresse : http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Nigeria_OL_2014_07_EN.pdf.]

Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET), *West Africa Nigeria Food Security Outlook : Conflict-Related Food Insecurity Continues in the Northeast*, avril à sept. 2014. Disponible à l'adresse : <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/>

resources/Nigeria%20-%20Food%20Security%20 Outlook _ %20Tue,%202014-04-01%20to%20Tue,%202014-09-30.pdf.

Rigobon, R. et Rodrik, D., (2005). « Rule of law, democracy, openness, and income », *Economics of transition*, 13, 3, p. 533 à 564.

Rodriguez, F. et Rodrik, D. (2001). « Trade policy and economic growth : a skeptic's guide to the cross-national evidence », *NBER Macroeconomics Annual 2000*, volume 15, MIT Press, 2001, p. 261 à 338.

Roussellier, J., (2011). "Terrorism in North Africa and the Sahel : Al-Qaeda's Franchise or Freelance", The Middle East Institute, Washington, DC.

Sachs, J. et Malaney, P., (2002). « The economic and social burden of malaria », *Nature*, 415, 6872, p. 680 à 685.

Sahara Reporters, 17 mai 2014. « Paris Summit on Boko Haram : Resolutions », site consulté le 16 juillet 2014. Disponible à l'adresse [http ://saharareporters.com/2014/05/17/paris-summit-boko-haram-resolutions](http://saharareporters.com/2014/05/17/paris-summit-boko-haram-resolutions). 17 mai 2014.

Rapport du Conseil de sécurité « Paix et sécurité en Afrique (Sahel).», juin 2014. Disponible à l'adresse [http ://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-06/peace_and_security_in_africa_sahel.php](http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-06/peace_and_security_in_africa_sahel.php)

Sendzimir, J., Reij, C. P. et Magnuszewski, P. (2011). « Rebuilding Resilience in the Sahel : Re-Greening in the Maradi and Zinder Regions of Niger », *Ecology and Society*, 16(3), 2011.

Shleifer, A. et Vishny, R. W. (1993). « Corruption », *Quarterly Journal of Economics*, 108, p. 599 à 617.

Silverman, D., 1985."Qualitative Methodology and Sociology : Describing the Social World", England, Gower.

Simonsson, L. (2005). "Vulnerability Profile of Burkina Faso, for the Poverty and Vulnerability Programme", Stockholm, Stockholm Environment Institute (SEI).

Stockholm International Peace Research Institute. *Military Expenditure Database*, 2013.

Swamy, A., Knack, S., Lee, Y. et Azfar, O. (2001). « Gender and corruption », *Journal of development economics*, 64, 1, p. 25 à 55.

Teorell, J., Dahlberg, S., Holmberg, S., Rothstein, B., Hartmann, F. et Svensson, R. (2015). « The Quality of Government Standard Dataset », version de janvier 2015, Université de Gothenburg, The Quality of Government Institute, [http ://www.qog.pol.gu.se](http://www.qog.pol.gu.se).

The Guardian « Boko Haram Abducts Scores of Women and Girls in Nigeria, Says Local », 24 juin 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/24/boko-haram-abducts-women-girls-north-nigeria-kidnap>

The Guardian (2014). « Boko Haram Kills 59 children at Nigerian Boarding School », 25 février. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2014/feb/25/boko-haram-kills-children-boarding-school>.

The Guardian (2014). « Nigerian Bomb Blast Kills at least Eight », 23 juin. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/23/nigeria-bomb-kills-medical-school-eight-boko-haram>.

Traub, J. (2012). « Two Cheers for Malian Democracy : The West African country has a lot going for it, but sadly that's not enough », 13 avril. Disponible à l'adresse : http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/04/13/two_cheers_for_malian_democracy

UNICEF (2012). « Humanitarian Action for Children », Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/hac2012/files/HAC2012__Niger_LOW__WEB_Final.pdf.

UNICEF (2012). « Niger Country Profile : Maternal, Newborn and Child Survival ». Disponible à l'adresse : http://www.childinfo.org/files/maternal/DI_Profile_-_Niger.pdf.

Union africaine, *Rapport sur le Mali et le Sahel et les activités de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel*, Conseil de paix et de sécurité, 449^e réunion, PSC/PR/2 (CDXLIX), Addis-Abeba, 11 août 2014.

Union africaine, *Stratégie de l'Union africaine pour la région du Sahel*, Conseil de paix et de sécurité, 449^e réunion, PSC/PR/3 (CDXLIX), Addis-Abeba, 11 août 2014.

Union des forces du progrès, « Drogue, 'droguerie'...trafics, quincailleries... », disponible à l'adresse <http://fr.ufpweb.org/spip.php?article210>.

Union européenne, *Une stratégie cohérente de l'UE pour le Sahel*, Direction générale des politiques externes (DEVE), Parlement européen, 2012.

Van de Walle, S. (2005). « Measuring bureaucratic quality in governance indicators ». Dans 8th Public Management Research Conference, Los Angeles, Los Angeles (États-Unis).

Vanguard (2014). « 176 Teachers Killed in Nigeria's Restive North-East since 2011- Official », 18 juillet. Disponible à l'adresse <http://www.vanguardngr.com/2014/07/176-teachers-killed-nigerias-restive-north-east-since-2011-official/>.

Vanguard (2013)..« Economic Fall-Out of Boko Haram Activities », 20 août. Disponible à l'adresse : <http://www.vanguardngr.com/2013/08/economic-fall-out-of-boko-haram-activities/>.

Vlavonou, Firmin. (2014). *Mauritanian Compile Database*.

Waldek, L. et Jayasekara, S. (2011). « Boko Haram : The Evolution of Islamist Extremism in Nigeria », *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, vol. 6, n° 2.

Whitlock, C. (2012).. « U.S. Expands Secret Operations in Africa » Disponible à l'adresse [http ://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-expands-secret-intelligence-operations-in-africa/2012/06/13/gJQAHyvAbV_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-expands-secret-intelligence-operations-in-africa/2012/06/13/gJQAHyvAbV_story.html).

Wooldridge, J. (2002). "Econometric Analysis of Cross Section and Panel Dat", MIT Press, 2002,741 pages.

World Fact Book, (2008). *Country Studies : Mali*, 2008. Disponible à l'adresse [http ://countrystudies.net/Mali](http://countrystudies.net/Mali)

World Fact Book (2008). *Country Studies : Mauritania*, 2008. Disponible à l'adresse [http ://countrystudies.net/Mauritania](http://countrystudies.net/Mauritania).

Yanikkaya, H. (2003). « Trade openness and economic growth : a cross-country empirical investigation », *Journal of Development economics*, 72(1), p. 57 à 89.

Yin, R. (1994). *Case Study Research : Design and Methods*. Applied Social Research Methods", vol. 5, Thousand Oaks, CA, Sage.

Yoon, M. Y.(2011). « More women in the Tanzanian legislature : Do numbers matter? », *Journal of Contemporary African Studies*, 29, 1, p. 83 à 98.

